



· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



Grande ale a.s.

22-V-3

III 22 V 3

CORRESPONDANCE
DU
COMTE CAPODISTRIAS.

II

GENÈVE. IMPRIMERIE É. CARR, RUE VERDAINE, 286.

22803

CORRESPONDANCE

DU COMTE

J. CAPODISTRIAS,

PRÉSIDENT DE LA GRÈCE,

COMPRENANT

LES LETTRES DIPLOMATIQUES, ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES, ÉCRITES
PAR LUI DEPUIS LE 20 AVRIL 1827 JUSQU'AU 9 OCTOBRE 1831,

RECUEILLIES ET MISES EN ORDRE

PAR LES SOINS DE SES FRÈRES

ET

PUBLIÉES PAR É.-A. DÉTANT,
l'un de ses secrétaires.

TOME DEUXIÈME.



GENÈVE,

ABRAHAM CHERBULIEZ ET C^e, LIBRAIRES.

PARIS,

MÊME MAISON DE COMMERCE,

rue de Tournon, 17.

—
M DCCC XXXI IX

55802



CORRESPONDANCE
DU
COMTE CAPODISTRIAS,
PRÉSIDENT DE LA GRÈCE.

A M. l'Antinavarque Sactouris.

Égine, $\frac{31 \text{ mars}}{12 \text{ avril}}$ 1828.

Conformément aux ordres que vous recevez aujourd'hui, la croisière que vous êtes chargé de faire s'étend jusqu'à l'île de Candie. L'un des bâtimens que vous destinerez à cette hauteur sera chargé aussi d'une mission spéciale par rapport à la forteresse et à la garnison de Grabuse, ainsi qu'aux hommes en armes qui ont fait une expédition dans l'intérieur de Candie.

Vous ordonnerez par conséquent à M. Platis de s'embarquer sur le bâtiment susmentionné, et de se conformer à l'instruction suivante :

- 1°. En arrivant à Grabuse il remettra à M. Hane, com-

mandant de la garnison, la lettre ci-jointe; il prendra ensuite, conjointement avec lui, une note exacte des canons en bronze qui se trouvent dans ce fort. Il en marquera le calibre; et comme il est de l'intention du gouvernement de les faire remplacer par des canons en fer, il marquera également le nombre et le calibre de ceux qui devront à cet effet être envoyés à Grabuse; ce nombre sera réduit au plus strict nécessaire. M. Platis s'enquerra également de tout ce qui peut être nécessaire à la garnison; il en prendra note pour en faire son rapport.

Le gouvernement est informé que les magasins de Grabuse renferment une quantité considérable d'approvisionnements, et que les munitions de guerre n'y manquent pas. Il est commandé à M. Hane d'en faire un rapport circonstancié. M. Platis veillera à ce que ce rapport ne laisse rien à désirer au gouvernement.

Il existe à Grabuse des bois de construction et des planches en quantité considérable, et la garnison s'en sert pour bois de chauffage. M. le capitaine Hane reçoit l'ordre de faire embarquer tout ce bois de construction dans le bâtiment en commission à Grabuse; si, pour procurer à la garnison du bois de chauffage, il faut lui accorder quelque assistance pécuniaire ou autre, M. Platis est autorisé à en convenir avec M. Hane; et même si cela est de toute nécessité, il lui donnera un secours pécuniaire provisoire pour cet objet.

2°. Cette commission remplie à Grabuse, M. Platis se

rendra dans l'île avec le bâtiment en commission pour rejoindre le camp qui est sous les ordres de *** et de Hadji-Michalis. Il reconnaîtra sur les lieux quelle est la position de ce corps d'armée, s'il est en état de se soutenir en prenant sous ses auspices les habitants du pays qui sont compromis avec les Turcs; et dans ce cas quels sont ses propres moyens, ceux que le pays peut fournir, et les secours enfin que le gouvernement devrait accorder dans ce but.

Après avoir ainsi reconnu et apprécié l'état des choses, M. Platis en prendra note pour faire son rapport au gouvernement; et dans l'hypothèse que le dénûment de ce corps d'armée soit extrême, que sa retraite immédiate et précipitée soit impossible et très-dangereuse pour le pays, il est autorisé à le soutenir de livres de bisenit et de barils de poudre. Il calculera ces secours de manière à ce qu'ils puissent suffire jusqu'à ce que le gouvernement ait reçu ses rapports et pris la résolution ou de secourir par la suite l'expédition ou de la rap-peler.

Il ne perdra pas de vue que les mesures prises par M. le commodore Staines, à Grabuse, ont révélé dans toute leur étendue les crimes atroces dont sont coupables tous les Candiotes qui étaient renfermés à Grabuse, et ceux principalement qui composaient le soi-disant conseil de la nation. Il est aussi constaté que des trésors considérables se sont accumulés à Grabuse par une conséquence des pirateries, et que tout le numéraire a été soustrait

aux fouilles qui ont été faites dans ce fort. Il doit donc s'en trouver encore entre les mains de différents individus, et M. Platis mériterait bien de la confiance qu'il inspire au gouvernement, s'il parvenait à les faire contribuer au moins à l'entretien du corps d'armée. L'enquête rigoureuse qui se fait en ce moment sur les détenus jettera un grand jour sur cette horrible affaire, et le gouvernement est décidé à n'épargner aucun des coupables.

3°. Le gouvernement vous envoie par M. Platis la somme de Vous pourrez ainsi pourvoir de vivres pour jours les vaisseaux qui sont sous vos ordres, et mettre à la disposition de M. Platis le peu d'argent, de vivres et de munitions de guerre, dont il pourra avoir besoin, afin de remplir la commission qu'il reçoit pour Candie.

Ces mesures sont prises dans l'intention de vous faire continuer la croisière. Le bâtiment où M. Platis sera embarqué sera envoyé auprès du gouvernement avec M. Platis, qui fera les rapports qu'il est chargé de faire, et ceux que vous aurez à nous communiquer.

*A M^{rs}. Reizos, Condostavlos &
Gennadios.*

ÉGINE, $\frac{31 \text{ mars}}{12 \text{ avril}}$ 1828.

Le gouvernement a recours, Messieurs, à vos lumières et à votre zèle, afin de régler, s'il est possible, l'adminis-

tration d'une branche de service qui n'est pas sans importance ; c'est celle de l'imprimerie.

L'imprimerie grecque, ainsi que l'imprimerie française, appartiennent au gouvernement. La première se trouve pour une partie sous la direction de M. Christidis, l'autre sous celle du rédacteur de l'Indépendant, qui s'imprimait ci-devant à Hydra, et qui se trouve aujourd'hui à Égine. L'imprimerie française est sous la direction de M. Chiappa. D'autres débris du matériel des imprimeries sont restés à Nauplie, et M. Christidis en est responsable. Des presses qui étaient oubliées à Syra et censées appartenir à la marine, sont par mon ordre sous la sauvegarde du gouverneur provisoire d'Égine. Il y a enfin la lithographie, dont j'ai fait transporter ici les matériaux achetés par moi à Paris. M. Apostolidis qui en a la direction est très en état de la monter et de la faire servir.

Je vous engage, Messieurs, à vous faire rendre compte par les imprimeurs et directeurs dont il est ici question, de l'état où se trouvent leurs établissements respectifs. Ensuite vous voudrez bien les inspecter vous-mêmes, et voir quelles seraient les mesures que le gouvernement devrait prendre pour donner à cette branche du service une bonne direction, et tous les moyens d'amélioration graduelle dont elle est susceptible.

L'imprimerie doit satisfaire avant tout aux besoins du gouvernement. Pour ce qui est des gazettes, il est convenable de les réduire à deux seules, l'une grecque

et l'autre française, en plaçant l'une et l'autre sous la surveillance immédiate d'un inspecteur qui aurait en même temps la direction générale des imprimeries, et serait l'employé responsable auprès du gouvernement.

Pour ce qui est des dépenses et de l'administration, vous voudrez bien, Messieurs, vous faire rendre compte du mode d'après lequel cette partie est réglée actuellement, et vous confectionnerez ensuite un projet qui déterminera la manière dont elle doit l'être à l'avenir. Indépendamment du profit que donnent les abonnements des gazettes, les employés doivent recevoir un traitement, et vous le proposerez.

Vous considérerez enfin quels seraient les arrangements provisoires qu'on pourrait prendre pour concentrer autant que possible dans le même endroit l'atelier de l'une et de l'autre imprimerie.

Il vous est réservé au reste de donner à votre rapport toute l'étendue qui vous paraîtra conforme aux besoins du service et à la situation peu prospère des finances de l'état.

Au Panhellénium.

Égine, $\frac{31 \text{ mars}}{12 \text{ avril}}$ 1828.

Depuis que j'ai pris la direction des affaires de l'état, il n'y a pas de jour que je ne reçoive de la part des pro-

vinces du Péloponèse comme des îles de la Grèce, la demande pressante d'une réforme dans leur administration intérieure. Tous les vœux semblent se réunir pour appeler la concentration du pouvoir exécutif dans un magistrat étranger à la province ou à l'île qu'il serait destiné à administrer.

Le Panhellénium m'a communiqué un travail à ce sujet; plusieurs citoyens m'ont aussi communiqué sur ma demande différents projets que je joins ici.

Désirant maintenant prendre quelques mesures à cet égard, je m'adresse au Panhellénium, en l'engageant à me donner son opinion sur les trois questions suivantes :

1°. Quelles seraient les grandes divisions par lesquelles le gouvernement pourrait partager l'administration du Péloponèse et des îles de l'Archipel, de manière qu'un nombre très-borné de magistrats bien choisis se pût charger du gouvernement provisoire des provinces et des îles qui seraient placées sous leur direction ?

Le Panhellénium observera dans les projets qui m'ont été communiqués confidentiellement l'unanimité la plus complète quant au principe, et quelques nuances quant au mode de son application. Pour en juger, je devrais avoir pleine connaissance des localités respectives, de leurs différents intérêts, et de la manière la plus équitable et la plus utile de concilier ces intérêts avec l'intérêt général. N'ayant pas ces connaissances, et ne voulant pas prendre sur ma seule responsabilité la décision

d'une question si grave, j'ai recours au Panhellénium, et je l'invite à me proposer la circonscription qu'on pourrait donner aux administrations qu'il s'agit d'instituer.

2°. En supposant que le Péloponèse et les îles soient placés sous la direction de gouverneurs provisoires, quelle est la force exécutive, et quels sont les employés qu'on devrait mettre sous leurs ordres?

3°. Quel est le traitement que l'état devrait aux gouverneurs et à leurs employés. En le proposant, le Panhellénium ne perdra pas assurément de vue la détresse de nos finances, et les sommes considérables qu'exige l'entretien de l'armée et de la flotte.

Pour ce qui est de l'organisation intérieure des nouvelles administrations, tant dans le Péloponèse que dans les îles, il est de mon devoir de n'y procéder que par degrés, et à mesure que chaque institution sera conseillée par l'expérience, et sanctionnée par des résultats réels. En partant de là, il ne s'agirait pour le moment que d'établir par les gouverneurs provisoires les organes au moyen desquels ces améliorations pourraient s'opérer.

Au Panhellénium.

Égine, $\frac{2}{14}$ avril 1828.

Ne doutant pas des secours pécuniaires que la Grèce espère obtenir de la munificence des souverains alliés, le

gouvernement doit s'occuper d'avance des moyens d'utiliser ces secours de la manière la plus analogue aux besoins de l'état. Le plus pressant de tous ces besoins, celui qui se fait sentir tous les jours davantage, c'est celui d'une monnaie nationale, et avant tout d'un billon ou petite monnaie de cuivre. L'état possède la matière première de cette monnaie dans beaucoup de pièces de canon en bronze, lesquelles ne serviraient plus à leur destination que par la refonte. En les consacrant donc à la confection d'un billon, il se ménagerait en peu de temps une ressource pécuniaire considérable.

Pour atteindre ce but, il serait indispensable de statuer dès ce moment sur cette matière, et de pourvoir à l'établissement d'un hôtel de la monnaie. Si comme nous venons de le dire, la libéralité des souverains vient à notre secours, l'hôtel de la monnaie pourrait alors émettre de la monnaie d'argent.

Je propose conséquemment au Panhellénium de charger la section des finances de lui préparer à ce sujet un travail qu'il prendra en considération, et qu'il me transmettra ensuite avec ses observations. Ce travail embrassera :

1°. Un projet de décret qui statue sur la nature de la division, le titre, et la forme de la monnaie nationale.

2°. Le préavis des fonds qu'il s'agirait de mettre à la disposition de la commission des finances, pour l'établissement de l'hôtel de la monnaie.

*Au Panhellénium.*Égine, $\frac{2}{14}$ avril 1828.

Les finances de l'état sont loin de nous faire espérer qu'elles puissent en peu de temps satisfaire aux besoins pressants du service militaire, et fournir au traitement auquel ont droit les employés publics. Il est néanmoins de l'intérêt général autant que de la justice la plus stricte de statuer dès ce moment la liste civile, et de ne pas refuser quelque rétribution à ceux des employés qui seraient dans la pénible nécessité de ne pouvoir pas s'en passer.

Je propose conséquemment au Panhellénium de déterminer le traitement de chacun de ses membres, de ses secrétaires, de ses huissiers, des gouverneurs provisoires et de leurs secrétaires, du corps judiciaire, de la secrétairerie d'état, et en général de tout autre employé quelconque. Le Panhellénium prendra pour base de ses délibérations les principes suivants :

1°. Tout employé public, nul excepté, a droit à un traitement, lequel cependant doit être proportionné à la fortune actuelle de l'état, et à la nature du sacrifice que l'employé est censé faire de l'occupation ou du travail qu'il doit abandonner pour se vouer au service de l'état.

2°. La loi en lui accordant ce traitement lui laisse la faculté d'y renoncer, soit au bénéfice de l'état, soit à ce-

lui des établissements publics destinés aux pauvres et à l'éducation de leurs enfants et des orphelins. La loi lui laisse en second lieu la faculté de placer son traitement à la banque, ou de ne le recevoir du trésor que dans le délai de six mois, un, deux ou trois ans. La loi enfin, vu la pénurie du numéraire existant dans la caisse, n'autorise le paiement immédiat d'aucun employé civil, qu'à condition qu'il reçoive la moitié ou tout au plus les deux tiers en espèces, et le reste en obligations payables dans le terme de deux ou trois mois.

3°. En admettant ce mode, la commission des finances s'occupera sans délai de la rédaction d'un projet de décret concernant l'émission d'un nombre convenable d'obligations du trésor qui seraient destinées uniquement à se service.

J'attends avec une entière confiance le résultat des travaux auxquels j'appelle les lumières et le patriotisme du Panhellénium.

Au Panhellénium.

Égine, $\frac{2}{14}$ avril 1828.

Lorsqu'en janvier j'ai partagé avec la nation l'espoir d'assembler autour de moi dans le courant du mois d'avril ses représentants, je ne venais que d'arriver en Grèce, et il m'était impossible de connaître dans toute

son étendue le désordre qui existait dans toutes les branches de l'administration, et surtout dans celle de l'intérieur. J'ai pu conséquemment me faire illusion, et croire que dans l'espace de trois mois j'aurais pu, au moyen des lumières que m'auraient fournies les administrateurs des provinces et des îles, préparer les rapports et les projets de loi, sur lesquels le congrès national aurait prononcé ses décisions.

Nous sommes bien loin de là, et ce n'est pas assurément faute de bonne volonté ou de travail de ma part. Malgré tous mes efforts, à peine pouvons-nous nous flatter que dans le courant du mois d'avril il y aura un commencement d'amélioration dans l'administration intérieure des îles et des provinces de l'état.

Nous sommes donc forcés d'ajourner la convocation du congrès national jusqu'au moment où l'institution des nouveaux gouverneurs provisoires nous donnera les moyens d'atteindre, par la coopération de cette assemblée, le grand but que nous nous sommes proposé depuis le moi de janvier.

J'engage en conséquence le Panhellénium à me donner son opinion à cet égard. Dès que je l'aurai recueillie, je ferai connaître aux provinces et aux îles, par le moyen des gouverneurs provisoires, les motifs qui ont rendu nécessaire l'ajournement de la réunion du congrès national.*

* Comme dans le temps on a blâmé le président d'avoir retardé la con-

*Au Panhellenium.*Nauplie, $\frac{8}{20}$ avril 1828.

Peu de jours après mon arrivée à Égine dans le mois de janvier, il s'était répandu le bruit qu'il y avait des symptômes de peste dans l'île de Zéa. J'ai alors envoyé immédiatement sur les lieux une commission extraordinaire, composée de M. B. Ruffos et de M. Calogéropoulos cadet. Ce dernier, en sa qualité de médecin habile, étant parfaitement instruit dans ce qui concerne la police médicale, a été plus particulièrement chargé de s'enquê-

vocation du congrès national, nous plaçons ici la réponse du Panhellenium à ce sujet.

Le Panhellenium à S. E. le président de la Grèce.

Par son message n°. 44 que nous venons de recevoir, Votre Excellence demande au Panhellenium son opinion relativement à l'ajournement de la réunion du congrès national, qu'elle avait cru pouvoir convoquer dans le courant du mois d'avril. Votre Excellence avait supposé que dans l'espace des trois mois qui viennent de s'écouler, il serait possible de rassembler les lumières nécessaires pour préparer les rapports et les projets de lois sur lesquels l'assemblée nationale aurait prononcé ses décisions. Le Panhellenium lui-même n'ignore pas les motifs qui ont retardé ces travaux préparatoires, et il voit en conséquence la nécessité d'ajourner la réunion du congrès jusqu'à ce que la patrie se trouve dans des circonstances plus favorables à sa convocation.

Entièrement d'accord sur ce point avec Votre Excellence, le Panhellenium juge également nécessaire que Votre Excellence fasse connaître aux provinces et aux Îles cet ajournement et les causes qui les motivent.

rir à Zéa des règlements sanitaires existants, et au cas de besoin d'y suppléer par les instructions dont il munirait les officiers de santé. Heureusement l'île de Zéa n'était pas atteinte de cette maladie contagieuse. MM. Rufos et Calogéropoulos, à leur retour à Égine, rendirent compte de leur mission à la pleine satisfaction du gouvernement, et M. Calogéropoulos me communiqua un travail très-intéressant au sujet des règlements sanitaires dont manquent les magistrats chargés de cette partie du service.

En dernier lieu l'arrivée à Égine des prisonniers grecs sortis de Modon a rappelé l'attention du gouvernement sur cette grave matière, et c'est avec peine qu'il a appris que dans le lieu même de sa résidence il n'existait aucun règlement sanitaire, ni aucun magistrat responsable chargé de cette branche de l'administration municipale.

Je m'empresse en conséquence de proposer au Panhellénium de déférer à la section de l'intérieur cet objet important, et de l'engager à rédiger une ordonnance qui organise dans tout l'état la magistrature sanitaire. Elle jugera peut-être à propos d'en confier l'inspection à un membre de la démogérontie, et elle ne manquera pas de rédiger en même temps les instructions dont ce magistrat devrait être muni, à l'effet de remplir utilement ses fonctions. La section pourra profiter du travail de M. Calogéropoulos mentionné plus haut, et il se fera sans doute un devoir non-seulement de le lui communiquer, mais de porter dans la discussion qui aura lieu les

lumières spéciales dont la section peut avoir besoin pour remplir sa tâche à l'entière satisfaction du Panhellénium et du gouvernement.

A M. le Colonel Fabvier.

Nauplie, $\frac{9}{21}$ avril 1826.

Le commissariat général résidant à Ègine reçoit des instructions relatives aux différents intérêts du service auquel sont appelées les troupes régulières qui sont sous vos ordres. Il est prévenu que vous aurez la complaisance de vous rendre à Ègine pour lui communiquer tous les renseignements et toutes les notions qui lui sont nécessaires, à l'effet de pourvoir aux besoins les plus pressants des troupes régulières, et de préparer les moyens de satisfaire graduellement à ceux que doit avoir ce même corps, à mesure que son organisation se complètera et se perfectionnera. Vous voudrez donc bien remettre au commissariat l'état de situation actuelle du corps, ainsi que celui des sommes concernant les rations, la solde, et les mesures à prendre pour pourvoir à l'habillement. Le commissariat recevra aussi la communication de vos idées en ce qui concerne la cavalerie et l'artillerie. Il vous fera part à son tour des ordres qu'il a donnés pour qu'on mette à votre disposition les barques et la goëlette que vous désirez utiliser, à l'effet d'écono-

miser la dépense qu'exigent la fourniture du bois aux garnisons des forteresses et le transport des troupes. Le gouvernement vous saura gré de toutes les explications dans lesquelles vous entrerez avec le commissariat, à l'effet de le mettre à même de s'occuper par la suite de la rédaction des règlements et des ordonnances, au moyen desquelles l'administration et le service du corps régulier puissent être placés sous la sauvegarde de lois écrites et d'agents responsables.

Vous trouverez ci-jointes les circulaires que vous avez demandées; pour que le recrutement puisse avoir lieu dans différentes îles de l'Archipel; et vous êtes autorisé à confier cette mission à celui d'entre les officiers sous vos ordres qui a le plus de titres à votre choix.

Instructions à M. Tzounis.

Nauplie; $\frac{9}{21}$ avril 1828.

Le désordre qui a eu lieu ces jours derniers à Nauplie, à l'occasion de l'élection des démogérontes de cette ville, a donné au gouvernement la mesure des devoirs qu'il a à remplir afin de préserver désormais de tout acte arbitraire les élections de cette catégorie, comme de tout autre, en les plaçant sous la sauvegarde des lois.

Parmi ces devoirs le premier de tous, c'est de procéder de manière à ce que les fonctions d'électeurs ne

soient exercées que par ceux des citoyens qui en ont le droit. Le second consiste à régler les opérations des électeurs dans le but unique d'assurer aux élections l'indépendance la plus complète, et de les rendre ainsi conformes aux vœux et aux besoins du peuple. Le troisième qui est le plus important, a pour objet de faire comprendre aux électeurs la nature de leurs fonctions, et la responsabilité qui pèserait sur eux, du moment qu'ils les exerceraient dans des vues particulières ou étrangères aux intérêts publics.

Je vous charge par conséquent de cette mission extraordinaire auprès des habitants de la ville d'Argos, qui vient de sortir miraculeusement de ses ruines. Vous vous y rendrez immédiatement, et vous vous accréditez auprès des démogérontes actuels, en leur remettant la lettre ci-jointe, et la copie du décret qui vous nomme commissaire extraordinaire.

Vous concerterez avec eux les mesures les plus promptes pour que le lendemain ou le surlendemain de votre arrivée la convocation des électeurs ait lieu. Vous présiderez l'assemblée conjointement avec les démogérontes actuels. Vous appellerez ensuite au bureau de la présidence les électeurs, afin de les inscrire nom par nom. L'inscription faite vous en donnerez lecture, et vous demanderez à haute voix s'il y a réclamation contre quelqu'un des électeurs qui se serait inscrit sans en avoir le droit. S'il y a réclamation, vous en jugerez conjointement avec les démogérontes. Cette opération finie,

vous déclarerez l'assemblée des électeurs légalement constituée, et vous en prendrez acte dans le protocole de la séance. Vous annoncerez ensuite à l'assemblée qu'elle doit procéder à l'élection des démogérontes de la ville pour le temps et dans le nombre déterminés par la loi ou par les usages du pays.

Immédiatement après, l'un des membres de la démogérontie actuelle qui fera les fonctions de secrétaire, demandera à chacun des électeurs, dans des formes qui garantissent le secret, le nom des candidats qu'il propose. Cette liste faite, elle sera notifiée à l'assemblée.

Parmi les candidats qui auront été nommés par le plus grand nombre d'électeurs, vous en proposerez successivement, nom par nom, aux suffrages de l'assemblée un nombre double de celui des démogérontes qui doivent être élus. Ceux qui auront obtenu la majorité des suffrages seront élus.

La séance commencera et se terminera par une prière analogue à la circonstance, et que l'ecclésiastique le plus élevé en grade de la ville sera appelé à prononcer au milieu de l'assemblée.

Vous vous rendrez à Nauplie avec les nouveaux démogérontes. C'est à leur retour à Argos qu'ils seront installés dans leurs fonctions, et que l'ancienne démogérontie résignera les siennes.

A MM. St. Bulgaris & W. Mavromatis.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ avril 1828.

La ville de Nauplie, ainsi que les glacis de ses forts, sont encombrés d'un nombre considérable de chaumières et de huttes, où les longues calamités de la patrie ont entassé des vieillards, des femmes et des enfants, qui n'ont plus de foyers. La misère de ces malheureux les menace de maladies qui, dans la saison actuelle, pourraient devenir très-dangereuses à la ville elle-même et à l'état.

Il est du devoir du gouvernement de prévenir ce nouveau désastre, pour autant que ses moyens peuvent le lui permettre; et il vous charge conséquemment, Messieurs, de la commission suivante :

1°. Vous inspecterez, d'abord dans l'intérieur de la ville et ensuite dans les glacis des forts, une à une, les chaumières et les huttes susmentionnées.

2°. Vous dresserez une liste exacte et nominative des hommes, femmes et enfants qui les habitent, en marquant à part les enfants âgés de neuf à douze ans.

3°. Conjointement avec moi, vous choisirez hors de la ville, près de l'ancien village d'Aria, un emplacement sain et convenable, afin d'y faire construire immédiatement les cabanes nécessaires pour loger les infortunés qui ont tant de titres à la sollicitude de la patrie.

4°. En comptant sur l'emploi du matériel des chaumières qu'il s'agit d'abattre, vous me donnerez le préavis de la dépense qu'exigera la construction des nouvelles cabanes.

5°. Les familles qui doivent trouver un asile dans cet établissement y travailleront elles-mêmes sous votre direction, et vous leur laisserez espérer que durant ce travail elles obtiendront par jour une ration de pain.

A M. le Capitaine Hastings.

Nauplie, $\frac{10}{22}$ avril 1828.

Le commissariat général vient de rendre compte au gouvernement des propositions que vous voulez bien lui faire relativement à la manière la plus utile d'employer dans les circonstances actuelles ses petites forces navales, en les concentrant pour le moment dans l'expédition de Samos.

Le gouvernement adopte tout à fait votre opinion, et vous sait gré de l'empressement avec lequel vous voulez prendre part à cette expédition, en vous rendant avec la Kartéria dans les parages de Samos. Vous êtes conséquemment autorisé à y arriver le plus tôt possible, et à concerter avec M. l'amiral Miaoulis le plan de vos opérations, en leur donnant pour but d'atteindre, s'il se peut, dans son foyer la force navale, au moyen de la-

quelle les Turcs pourraient être tentés de troubler la tranquillité des habitants de Samos, ou de les menacer de dangers plus graves. Il vous est réservé, M. le capitaine, de rendre ce nouveau service à la Grèce.

A M. le Général Church.

Nauplie, $\frac{12}{24}$ avril 1828.

Vos dépêches et vos lettres particulières que le capitaine Photinos vient de m'apporter m'ont trouvé ici, et au moment où je suis arrivé après la tournée que je viens de faire dans la province de Corinthe. Je compte la continuer, et c'est dans ces entrefaites que, devant régler beaucoup d'affaires ici, je m'empresse de vous réexpédier votre courrier. Ne soyez donc pas en peine si je ne réponde pas à tous les points de vos dépêches; le temps matériel n'est pas égal à ma bonne volonté. La dépêche que vous recevez cependant et les ordres qu'elle renferme, ne vous laissent pas au dépourvu des choses les plus essentielles, et des notions qui peuvent le plus vous intéresser.

Je ferai soutenir le mouvement de Lidoriki, afin que vous en tiriez le plus grand parti possible. Le prince Ypsilantis a reçu l'ordre de faire occuper encore la position de Trizonia, qui a été abandonnée avec autant de lâcheté que de désordre.

Je m'attendais aux jalousies que l'organisation des chiliarchies devait exciter. J'ai fait et je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour qu'il n'en existe aucun motif ni légitime ni réel. Vous en avez la preuve, mon général, et le temps ne vous laissera aucun doute à cet égard. Avec de la justice et un peu de fermeté, nous persuaderons tous ces braves qu'ils servent un seul gouvernement, et qu'ils n'obéissent qu'à une seule et même loi. Votre flottille est enfin dans le golfe. On l'a fait passer par Loutraki, et ce passage n'a pas coûté peu de peine. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai dû avoir l'air d'y arriver moi-même ; sans cela il y aurait eu encore de longs retards.

J'augure très-favorablement de vos manœuvres sur Messolonghi. Il est à présumer que le séraskier ne bougera pas, et la raison en est que les Russes ont passé le Pruth. Cette nouvelle m'arrive de toutes parts ; le capitaine Parker l'a reçue de Malte, et me la donne presque officiellement. Quelles que soient les suites du mouvement de l'armée russe, nous pouvons en attendant en profiter. Ainsi que je l'ai dit tantôt, il n'est pas à présumer que dans ce moment la Porte ait le dessein et la possibilité de faire agir offensivement contre nous ni le séraskier, ni Ibrahim, ni même le pacha de Négrepont. Dès lors il ne semble guère difficile de contraindre à capituler les Turcs que nous avons sous la main. Je ne vous donne pas cette observation comme un fait positif ; ainsi il vous appartient d'avoir toujours l'œil sur Kiutahy.

Le capitaine Parker m'écrit que l'ambassade turque est arrivée à Arta, et l'on vient de me lire une longue lettre du patriarche, qui exhorte les Grecs à se soumettre à la clémence du sultan. Cette lettre imprimée circule dans quelques îles de l'Archipel, et l'on s'en moque comme de raison. L'armée russe ayant passé le Pruth, le moment de faire circuler cette lettre a été mal choisi.

On nous fait espérer que les trois flottes vont se réunir incessamment dans l'Archipel. Leur apparition fera un bien immense à ce pays pour le présent et pour ses destinées. Ibrahim est en guerre ouverte avec ses Albanais. Ces derniers se sont emparés de Coron, et paraissent avoir des intelligences très-suivies avec ceux qui sont à Navarin et à Messolonghi. Si j'avais à disposer d'une bonne somme d'argent, je pourrais aisément tourner à notre profit cet état de choses. Quoi qu'il en soit, soyez-en averti, et tâchez d'utiliser cette notion dans le but d'arborer une heure plus tôt le drapeau de la croix sur les ruines de Messolonghi. Une fois que vous aurez coupé les vivres à la garnison, les Albanais vous sauront gré de les laisser tranquillement retourner chez eux, et si vous leur faites entrevoir qu'ils pourront un jour devenir nos alliés et avoir des subsides, ils s'en iront encore plus facilement. Je vous envoie des gazettes.

A M. le Statarque Ypsilantis.

Nauplie, $\frac{13}{25}$ avril 1828.

Le gouvernement a reçu vos rapports jusqu'au n° 445, que vous lui avez transmis par votre aide-de-camp M. Daniel. Il a aussi sous les yeux celui du 9 avril sous le n° 512.

N'ayant pas reçu jusqu'à ce moment les rapports du commissariat général sur l'envoi des rôles des trois chiliarchies déjà formées, il doit les attendre, et il vous fera parvenir successivement et sans retard ses ordres à cet égard.

Pour ce qui est du nombre des chiliarchies de votre corps d'armée, le gouvernement n'a pas l'intention de de les porter pour le moment au delà de celles que vous avez déjà organisées. La chiliarchie à laquelle aspire M. Vassos restera organisée en deux pentacosiarchies, et il en sera de même de toute organisation ultérieure.

Le corps d'armée d'Éleusis n'est pas le seul. Celui de la Grèce occidentale s'organise actuellement dans le même principe et d'après le même règlement; et ce n'est que lorsque les résultats des opérations du général Church à cet égard seront connus et approuvés par le gouvernement, qu'on pourra procéder à achever dans des proportions équitables l'organisation qui vous est

confiée. Cette règle sera de rigueur celle de votre conduite sur ce point.

M. l'officier supérieur A. Géorgandas a donné à l'armée un exemple digne des plus grands éloges. Aussi le gouvernement lui témoigne sa satisfaction par la lettre ci-jointe que vous lui remettrez en présence des chefs de l'armée et de tout votre quartier-général.

Lorsque le gouvernement connaîtra les actes du conseil de guerre, et qu'il aura par là la mesure de la sévérité et de la justice avec lesquelles il fait respecter les lois et punit les coupables, il lui exprimera alors d'une manière solennelle son suffrage.

Si l'armée est impatiente de se montrer, le gouvernement ne l'est pas moins de la voir en action. Les trois chiliarchies organisées à Damala pourraient sans retard ultérieur se mettre en mouvement, et il est sans contre-dit d'une importance majeure que l'une d'elles aille prendre position à Trizonia. Les dispositions favorables montrées par les habitants de Lidoriki faciliteront ce mouvement et lui donneront peut-être des suites utiles aux opérations dont est chargé le général Church.

Si les affaires d'organisation vous retiennent encore quelques jours à Éleusis, nous le répétons, l'action des chiliarchies déjà constituées ne devrait pas être arrêtée par ce motif.

Vous recevrez dans une dépêche séparée et distincte les directions relatives aux revenus publics qui sont placés sous votre administration et surveillance. Le commis-

sariat général ordonnera à M. Köring de régler l'affaire des 10,000 piastres qu'il vous doit.

En ce qui concerne les enfants que vous avez fait sortir des chiliarchies, je ne saurais assez vous exprimer ma reconnaissance. Je désire que pour le moment vous les confiez à la direction de quelque vieillard respectable de l'armée ou à quelque prêtre ; qu'on les fasse bivouaquer dans quelque endroit isolé du camp et bien aéré. Ils n'y resteront que peu de jours, et jusqu'à ce que je puisse faire préparer tout ce qui est nécessaire pour les placer, conjointement avec les autres, dans l'institut qui leur est destiné.

Je renvoie M. Daniel avec la présente par Égine, afin qu'il puisse vous apporter aussi les dépêches du commissariat conformément aux directions que je donne à ce dernier.

A M. Giorgandas.

Nauplie, $\frac{13}{25}$ avril 1828.

Le stratarque Ypsilantis informe le gouvernement des nobles sentiments qui vous animent pour le service de la patrie, et de la nouvelle preuve que vous venez de lui en donner, en vous plaçant comme simple volontaire dans les rangs de l'armée. Recevez, Monsieur, le témoignage solennel de la satisfaction du gouvernement. En vous le

donnant par la présente, il vous rend dépositaire d'un acte qui, à ses yeux, a plus de valeur qu'un brevet de chiliarque.

Au Panhellénium.

Nauplie, $\frac{13}{25}$ avril 1828.

J'envoie au Panhellénium le rapport que vient de me faire M. le colonel Pisa, commandant de la place de Nauplie, chargé par moi de préparer un projet d'organisation pour la garde nationale de cette ville. Je vous propose, Messieurs, d'engager la section de la guerre à prendre en considération ce projet, et à vous communiquer ses observations, tant sur l'institution elle-même par rapport à la ville de Nauplie, que sur la nécessité qu'il y aurait de faire procéder ailleurs en temps et lieu à des institutions semblables. Il est réservé à la section de la guerre et au Panhellénium, d'ajouter à ce sujet tel projet de règlement qu'ils jugeront le plus conforme à la situation du pays et aux intérêts de l'état.

A M. A. Tzounis.

Nauplie, $\frac{13}{25}$ avril 1828.

Le secrétaire d'état vient de me faire connaître votre

rapport d'hier, et ce n'est pas sans étonnement et sans peine que je vois le retard qu'éprouve l'exécution des ordres que vous avez reçus.

Je ne partage pas votre opinion quant aux motifs de ces retards. Ce n'est pas la nouveauté de la règle d'après laquelle vous devez faire procéder aux élections qui les cause, mais c'est la règle elle-même qui dérouté les hommes qui par le passé ont fait la loi au peuple, en lui imposant pour démogérontes leurs satellites. Ces hommes conséquemment ont besoin de temps pour combiner leurs manœuvres et éluder ainsi l'accomplissement des vœux légitimes du peuple et l'exécution de la loi. Ces hommes sont connus, et il est de votre devoir de leur faire bien comprendre que je veille sur eux, et que pour peu que leurs intrigues paralysent la légalité des élections ou la réunion des électeurs, j'élirai alors moi les démogérontes, et je signalerai au peuple par une proclamation publique les motifs d'après lesquels les hommes qui prétendent à le maîtriser m'ont forcé à cette mesure.

La présente vous arrive par exprès. Je vous attends dimanche avec les nouveaux démogérontes. Si les électeurs ne sont pas en nombre légal, prenez acte de ce fait, et ne procédez point aux élections; mais venez en personne me rendre compte du résultat de votre mission.

A M. le Délégué Marulli, à Ancône.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ avril 1828.

Le bâtiment grec qui arrive dans le port d'Ancône pour y chercher des subsistances, me procure l'occasion de me rappeler au souvenir de Votre Éminence.

Elle me permettra d'espérer que ce bâtiment, ainsi que MM. Marinoglou, Duruttis et Bacharas, auxquels il est recommandé, obtiendront de la part du gouvernement d'Ancône une bienveillante assistance, et que des retards ou des dépenses incompatibles avec nos misères ne stériliseront pas le peu de moyens que la charité chrétienne a destinés au soulagement des infortunés habitants de la Grèce occidentale.

L'expédition de ce bâtiment a aussi un second but : c'est un premier essai des relations de commerce dont j'avais pris la liberté, Monsieur le délégué, de vous entretenir. Si, tout calcul fait, ce premier essai réussit, je m'empresserai d'en faire un second.

Une banque nationale est déjà instituée en Grèce. Cette banque paraît nous promettre des progrès ; à cette heure elle a prêté au gouvernement 80,000 piastres d'Espagne. Elle lui en prêtera davantage, du moment qu'elle inspirera quelque confiance au dehors, et qu'elle comptera quelques capitalistes étrangers au nombre de ses actionnaires. Dès qu'il y aura des fonds, il y aura aussi des spé-

culations honnêtes de commerce. La place d'Ancône pourra en profiter, autant que l'Archipel, le Péloponèse et la Grèce continentale.

Ces espérances pouvaient être considérées comme de pieuses illusions il y a un an. Elles commencent à être quelque chose de plus. Il y a dans ce pays, depuis le mois de janvier, un peu d'ordre, et une marche progressive vers des améliorations considérables. La protection dont l'honorent les trois Puissances alliées lui assure déjà un avenir. Cette nation justifiera l'attente de ses augustes bienfaiteurs.

Je ne finirai pas sans vous annoncer, Monsieur le délégué, que je me propose de me rendre à Syra au premier moment, et que dans cette île, ainsi que dans les autres où il y a des citoyens de la communion catholique-romaine, je m'occuperai de leurs intérêts, avec autant de zèle et d'empressement que je tâche de le faire à l'égard des autres Grecs. Vous pouvez en être assuré. J'aime à me flatter que le ministère de S. S. partagera tout entière cette confiance.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ avril 1828.

Votre dernière lettre, mon cher Eynard, est du 20 février; elle me porte le connaissance du chargement

de pommes de terre parti de Liverpool le 31 janvier; mais le bâtiment n'est pas encore arrivé ici. Ce qui me console, c'est que sans ce secours nous avons déjà beaucoup planté de pommes de terre; et si la sécheresse ne continue pas, notre récolte sera très-abondante. Les pommes de terre de Liverpool donneront à manger aux provinces de la Messénie qui meurent de faim, et à ces milliers d'infortunés qui n'existent depuis le mois de janvier que des bienfaits dont j'étais dépositaire. Je suis ici depuis quelques jours, et j'espère de faire camper hors de la ville et des glacis des forteresses, dans une belle campagne, cette population d'affamés et de malheureux. Les instruments d'agriculture que je vois marqués dans le connaissance, seront d'une grande utilité aux établissements agricoles faits par les pauvres et pour les pauvres, sous la direction de M. Stevenson. Ce digne et respectable homme, tout malade qu'il est, se trouve maintenant dans une belle terre nationale à Poros, où il fait planter des pommes de terre et ensemercer du grain turc. Lorsque les travaux commencés toucheront à leur terme, je vous enverrai un compte-rendu imprimé, au moyen duquel vous pourrez satisfaire pleinement la noble sollicitude des bienfaiteurs de la Grèce. Ils verront que l'argent qu'ils ont bien voulu me confier a été employé selon leurs intentions. Cependant les fonds touchent à leur fin. J'ai destiné les sommes que vous avez envoyées en dernier lieu à M. Gérostathis et à mon frère, pour les approvisionnements de quelques semaines

de la Grèce occidentale. Ce sont les 20,000 francs que la commission avait déjà touchés, et les 5,000 que vous venez de lui remettre sur Trieste. Vous pouvez cependant donner aux souscripteurs de Copenhague l'assurance la plus positive que c'est aux veuves et aux orphelins que leurs bienfaits seront exclusivement consacrés.

Je vous ai déjà écrit que je réunis dans une espèce d'établissement une grande quantité d'enfants. Cet établissement se construit pour le moment à Égine. Cent élèves sont déjà habillés à neuf, et prennent des leçons d'enseignement mutuel; on prépare des habits pour cent autres; dès qu'ils seront prêts, l'école deviendra plus nombreuse : elle pourra être portée au nombre de 2,000 et plus, du moment que j'aurai les fonds nécessaires. J'ai demandé à Malte et à Zante des tablettes d'ardoise pour l'enseignement mutuel; j'ignore cependant si l'on pourra les trouver. Dans tous les cas vous me rendrez un grand service d'y penser. Ces tablettes devraient être encadrées et munies de leurs crayons. Les bienfaiteurs peuvent aussi favoriser cet établissement en le dotant de grosse toile blanche et bleue qui servirait à la confection des habits pour les élèves. En résumé, si vous pouvez envoyer à notre banque une bonne et forte somme, en indiquant positivement l'usage auquel les donateurs la destinent, vous nous rendrez un immense service. L'argent que vous enverriez pour être employé utilement dans des établissements de bienfaisance ou d'agriculture, ne pourrait être dépensé que graduellement et dans un certain espace de

temps. Placé à la banque, il gagnerait les intérêts, et fournirait en même temps une ressource vitale au gouvernement. A mesure que l'ordre se rétablit, les revenus publics entrent dans la caisse, et j'aime à espérer que, si les secours des grands et puissants amis de la Grèce ne nous manquent pas, nous pourrons remplir en temps et lieu tous nos engagements avec honneur.

Dans les différentes tournées que je viens de faire dans le Péloponèse, j'ai parcouru des espaces immenses propres à toute sorte de culture, lesquels sont déserts. Qu'il y ait un peu de sécurité extérieure et intérieure, et le Péloponèse donnera du pain et même une fortune considérable à cinquante, à cent mille cultivateurs et ouvriers de tout genre. Mais pour obtenir ce résultat, il faut pouvoir faire les avances, c'est-à-dire avoir des fonds : nous ne sommes pas encore là. La sécurité extérieure suppose la paix, et la sécurité intérieure suppose en outre un gouvernement complètement organisé dans toutes ses parties. Si la Providence veut continuer ses faveurs à cette nation, nous nous occuperons plus tard de ses grands intérêts, et je vous ferai part de mes observations sur la manière de les soigner. En attendant, tâchons de vivre au jour la journée ; et pour cela, permettez-moi de vous le répéter, envoyez à la banque et n'envoyez qu'à la banque tout l'argent que vous pouvez.

Je n'ai pas le temps d'entrer avec vous dans des détails sur le contenu de la lettre de M. l'instituteur Desjardins.

Ce que je désire que vous lui fassiez savoir en attendant, c'est que j'ai lu avec infiniment d'intérêt son prospectus, ainsi que le tableau des jeunes Grecs qui étudient à Munich. Le bien que M. Desjardins dit du jeune Botzaris, laisse espérer que ce jeune homme justifiera les espérances de sa famille et de la patrie. Je le recommande cependant toujours à la bienveillance et à la protection du roi de Bavière son auguste bienfaiteur. Je ne répondrai pas non plus par cette occasion à M. Ch. Sarasin. Venillez avoir l'extrême bonté de lui écrire que j'ai reçu sa lettre du 28 janvier, que je le remercie infiniment des détails qu'elle renferme, que je bénis de tous mes vœux les soins dont il comble les élèves grecs de son institut, et que je me réserve la satisfaction de lui témoigner moi-même ma reconnaissance au premier moment.

Enfin ne m'en veuillez pas, si j'ose vous charger de vous acquitter en partie de ma dette envers M. Fazy-Pasteur et M. Pictet-Cazenove. M. Fazy m'a écrit en date du 22 décembre qu'il désirait pouvoir m'envoyer une centaine de bèches. Dites-lui que ce qui nous a le plus manqué et nous manque encore pour la plantation des pommes de terre, ce sont les bèches. C'est avec énormément de peine que j'ai pu en faire fournir pour la plantation qui a eu lieu. M. Fazy, et tous ceux qui comme lui pensent que c'est avec les bèches et non avec les baïonnettes qu'on civilise un peuple, feront sans doute tout ce qui peut dépendre d'eux pour nous envoyer le plus tôt possible, et le plus grand nombre possible de ces moyens de

civilisation. Ces instruments seront bien employés, je leur en réponds.

Je ne quitterai pas le chapitre des travaux agricoles sans vous annoncer que, malgré la nature et la somme des affaires qui m'accablent, j'ai trouvé le moyen de m'occuper particulièrement de plantations d'arbres. Le Péloponèse et les îles en sont complètement dégarnis. Les Turcs les laissaient détruire anciennement, et les Grecs ont fait pis que les Turcs en déracinant les derniers restes. C'est de Candie que j'ai fait transporter à Égine un million de châtaigniers et d'autres arbres; reste à savoir si l'on s'est bien pris pour faire prospérer cette nouvelle plantation. C'est en automne qu'il faudra penser à cette grande œuvre. Pour y penser avec succès, j'invoque le secours de M. le professeur de Candolle.

Je m'arrête pour le moment ici, et je vous fais mes excuses du désordre de cette lettre, et des nombreuses commissions qu'elle vous apporte. Je la dicte, étant interrompu à chaque instant, et sans trop avoir le temps de la relire. Étant condamné à passer ainsi ma vie de tous les jours, j'espère trouver grâce auprès des personnes auxquelles je vous prie de vous adresser de ma part. Du moment que je pourrai me dispenser des détails de l'administration, je leur écrirai moi-même, et ce sera pour moi la meilleure manière de me soulager de la partie pénible de mes travaux. Je finis en vous priant de m'envoyer des hommes capables d'être employés dans l'administration, des jeunes gens intelligents, mais surtout

d'une honnêteté éprouvée et de mœurs sévères, car il y a beaucoup d'étrangers qui ont fait ici plus de mal que de bien. Adieu, je vous serre la main.

A M. le Chevalier Mustoxidis.

Nauplie, $\frac{14}{26}$ avril 1828.

Depuis que je suis en Grèce je n'ai pas de vos nouvelles. J'espère qu'il n'en sera pas de même par la suite, et que vous aurez au moins reçu les miennes de la part de mon frère Viaro. Il est à Égine depuis quelques jours, et il m'a dit vous avoir envoyé régulièrement tout ce qui pouvait vous intéresser. Aujourd'hui je vous envoie la présente par M. Marinoglou. Il vous enverra aussi une pacotille de gazettes.

Je suis dans cette ville pour la troisième fois, et je ne puis qu'y rester quelques instants. Mon sort est de devoir me porter partout où il s'agit d'exécuter un ordre de quelque importance. C'est la condition de rigueur du peu de bien que pourra faire dans ce pays l'action du gouvernement. Elle doit être directe et immédiate, parce qu'il n'y a pas d'organes intermédiaires, et il ne pourra en exister que lorsque le gouvernement aura eu le temps de les former. C'est vous dire en d'autres termes qu'il n'y aura pas de Grèce régulièrement administrée, avant que nous ayons trouvé parmi nos jeunes gens des ci-

toyens capables de se charger de la chose publique. Or nous ne sommes pas encore là, et c'est à y arriver le plus tôt que faire se pourra, que doivent tendre tous nos efforts.

Je prépare une nombreuse pépinière d'élèves à nos écoles. J'en ai rassemblé à cette heure un bon nombre, que je pourrai augmenter aussitôt que j'aurai de quoi les habiller, les nourrir, et les faire instituer. Je frappe maintenant à toutes les portes en demandant de l'argent pour la banque. Voyez si vous pouvez porter quelques-uns de nos richards qui sont auprès de vous à y contribuer.

Mon frère Viaro et Génatas sont déjà très-activement occupés. Plus j'aurai d'hommes de leur capacité, et plus je pourrai espérer qu'il y aura dans ce pays un peu d'ordre. Je ne vous adresse pas pour le moment la proposition de venir, parce que je n'ose offrir à un homme marié, et qui a une famille, la vie de bivouac à laquelle je suis moi-même condamné.

Ainsi que je vous l'ai dit, il n'y a pas moyen de rien régler avec la mesure connue du temps. Il n'y a pas d'horloge publique; point de méridien, et chacun fait aller sa montre selon son bon plaisir. Pouvons-nous faire construire à Venise une ou deux bonnes horloges, et les faire arriver ici avec un horloger qui se charge de les faire cheminer? Si la dépense ne surpasse pas 12 à 1500 francs, je vous autorise à les commander en donnant quelques petites avances, et en m'écrivant aussitôt pour que je puisse vous envoyer les fonds, et vous indiquer la

manière la plus prompte de les faire arriver sur les lieux avec l'artiste.

A propos d'artiste, je viens d'écrire à M. Bagutti, architecte, que vous avez vu à Genève. Me trouvant continuellement au milieu des ruines, je ne puis m'en consoler qu'en comptant sur l'arrivée de cet homme habile et distingué. S'il accepte ma proposition, et qu'il passe par Venise, aidez-le de vos conseils. Je lui ai recommandé de faire une bonne provision de planches et de bois de construction. Tâchez de lui en faire fournir à crédit, et je vous mettrai, sans perte de temps, en état de faire honneur à vos engagements.

Pour ce qui est de toutes les autres recommandations que je vous ai faites, continuez toujours à vous en occuper, et je vous en écrirai plus tard.

A M. l'Amiral de Peigny.

Nauplie, $\frac{15}{27}$ avril 1828.

Je reçois avec infiniment de reconnaissance les communications que Votre Excellence veut bien me faire par sa lettre d'avant-hier. Je regrette plus que vous, Monsieur l'amiral, de ne m'être pas trouvé à Égine, et de ne pouvoir pas m'y rendre pour vous exprimer de vive voix mon opinion sur les observations dont Votre Excellence me fait part relativement à la situation ac-

tuelle de Samos, et aux mesures que vous jugez les plus convenables pour garantir cette île des inquiétudes qui semblent la menacer. Je m'acquitterai néanmoins de ce devoir par la présente, en vous priant de n'y trouver qu'un gage de la droiture avec laquelle je tâcherai en toute occasion de mériter la confiance des souverains qui ont pris la généreuse résolution de sauver les Hellènes.

Votre Excellence considère l'île de Samos d'après un acte diplomatique qui la placerait hors des limites de la Grèce. Cet acte n'ayant été notifié jusqu'à présent d'aucune manière au gouvernement grec, il n'est pas en mon pouvoir de m'y conformer. Or je m'y conformerais de fait, en portant par mes insinuations les habitants de Samos à donner lieu par les décisions de leur gouvernement à un arrangement spécial avec les Turcs.

Comme vous le faites observer, M. l'amiral, il serait peu probable que la Porte se décidât à y consentir. Cependant le gouvernement grec ne semble pas autorisé à en courir la chance. Il le peut d'autant moins que le paragraphe second de l'article additionnel du traité du 6 juillet lui laisse espérer que les forces navales des Puissances alliées préserveront dans cette occurrence Samos de tout danger. Ce paragraphe en effet stipule que les trois cours emploieront conjointement leurs moyens pour prévenir toute collision entre les Grecs et les Turcs. Or si ces derniers se préparent à faire une descente à Samos, pourquoi le gouvernement grec n'espérerait-il pas que Votre Excellence, que M. l'amiral Co-

drington et M. le comte Heyden veulent, par une simple croisière d'un petit nombre de vaisseaux de guerre, prévenir la catastrophe de Samos, et la prévenir dans le sens le plus strict du traité de Londres?

Ayant reçu les rapports du gouvernement de Samos et ceux de la petite force navale grecque qui se trouve déjà dans les parages de cette île, j'allais en rendre compte à Votre Excellence et à ses collègues, au moment où m'est parvenue, Monsieur l'amiral, votre lettre. Permettez-moi donc de vous supplier de nous secourir, et je le répète, je n'invoque que les secours qui sont dans le sens le plus strict du traité. Je vais adresser la même prière à vos collègues, et je ne négligerai dans les entrefaites aucun des moyens dont peut disposer dans sa détresse le gouvernement grec, je ne dirai pas pour sauver Samos, mais pour que, si cette île doit être sacrifiée, le gouvernement n'en porte pas la responsabilité.

J'ignore quels sont les bruits qui peuvent légitimer un soupçon quelconque de partialité dans mes démarches auprès des commandants des vaisseaux en station à Égine. Ce dont je puis assurer Votre Excellence, c'est que je n'en ai fait et je n'en ferai aucune qui ne soit simultanément adressée aux trois amiraux, et Votre Excellence en a la preuve dans les nombreuses communications dont je l'ai peut-être fatiguée jusqu'ici.

J'appelle de tous mes vœux la prompte arrivée du brick qui doit être parti de Toulon vers le 15 de ce mois. On m'a écrit également de Paris à l'égard de cette

expédition, et j'aime à espérer que les ordres du ministère de S. M. T. C. vous mettront à même, Monsieur l'amiral, conjointement avec vos collègues, de nous faire sortir de toutes nos misères.

A M. W. Calergis, Commissaire extraordinaire de l'Argolide.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

La copie ci-jointe des actes qui concernent la démission du gouverneur provisoire de Nauplie, vous donne la mesure de l'exactitude avec laquelle le gouvernement désire que vous vous conformiez aux directions générales et particulières que vous recevrez aujourd'hui. Il détaillera par les présentes les devoirs qui concernent plus particulièrement votre gestion dans les villes de Nauplie, d'Argos et de Corinthe.

Nauplie.

1°. Vous prendrez avant tout connaissance de l'état où votre prédécesseur laisse les affaires qui lui avaient été confiées. Vous vous en occuperez immédiatement. Celle qui mérite toute votre sollicitude concerne le paiement de la somme qui doit compléter les 10,000 talaris, que la ville de Nauplie s'est engagée de placer à la banque à

la fin du mois passé. Vous verrez les ordres que le gouvernement a donnés en tout dernier lieu à cet égard, et vous vous empresserez de les exécuter.

2°. Vous procéderez sans délai à l'élection des démogérontes de la ville de Nauplie. Le secrétaire d'état vous enverra la liste des électeurs telle qu'elle a été présentée par les classes respectives. Vous inviterez ces mêmes classes à s'assembler en corps électoral, afin de nommer, dans les proportions fixées par la loi, les démogérontes de la ville. L'ordonnance qui concerne cet objet trace les règles que vous devez suivre afin que l'élection soit légale, et que le choix des nouveaux démogérontes réponde aux vœux et à la confiance du peuple, et non aux vues personnelles de quelques individus qui s'obstinent à vouloir conserver le monopole des intérêts et de la fortune de l'état. Cette magistrature une fois instituée, il vous sera facile de procéder aux élections des démogérontes de la province, des villes, des bourgs et des villages.

3°. Une instruction spéciale vous indiquera les intentions du gouvernement sur tout ce qui concerne les maisons de l'état que renferme la ville de Nauplie, leurs réparations, l'assainissement et la police de la ville.

Argos.

4°. Les démogérontes de cette ville et ceux de la province sont élus. Le secrétaire d'état vous donnera communication des actes qui concernent leur nomination,

et de l'instruction dont le gouvernement les a munis.

5°. La ville d'Argos a fait des progrès notables et satisfaisants dans sa restauration. Pour peu que les habitants suivent un plan régulier, en rétablissant leurs maisons, Argos deviendra, par sa position et par le mouvement du commerce et de l'agriculture dont elle est le centre, une belle ville du département. C'est dans la vue de préparer les voies à ce résultat, que vous profiterez de l'assistance que M. St. Bulgaris est disposé à vous donner. Il se rendra avec vous à Argos, y lèvera le plan de la ville telle qu'elle existe actuellement, et il se bornera seulement à en rectifier le plan, en alignant les rues, et en donnant aux places une forme et un espace convenablement proportionné. Ce plan achevé vous l'enverrez au gouvernement en l'accompagnant de vos observations. Vous recevrez alors une ordonnance par laquelle il sera défendu aux habitants de bâtir arbitrairement, et en sortant des limites fixées pour le plan susmentionné.

6°. La démogérontie devrait avoir un local qui serait censé la maison de la commune. Il ne s'agit, pour le moment, que de lui en faire éprouver la nécessité et le désir de la satisfaire. M. Bulgaris s'occupera en temps et lieu de choisir l'emplacement de cette maison, et d'en faire le dessin. Ce sera une maison très-simple et dont la construction exigera peu de dépense. Plus tard vous songerez, conjointement avec les démogérontes, aux moyens que la province et la ville pour-

raient leur accorder pour bâtir la maison en question. Vous procéderez avec les mêmes précautions à l'égard de la construction d'une église dont la ville a besoin, et de tout autre établissement public.

Corinthe.

7°. Il n'y a dans le magnifique emplacement de cette ville ancienne qu'un énorme amas de ruines, au milieu desquelles subsistent encore les restes des édifices appartenant à Kiamil-Bey. On a cependant commencé à y construire des boutiques et quelques maisons.* Il est d'un grand intérêt de reconnaître avant tout si le fond sur lequel on construit appartient à l'état ou à des particuliers, et dans tous les cas de procéder comme à Argos sur un plan arrêté d'avance. Lorsque vous vous rendrez sur les lieux, vous tâcherez de remplir ce double but, en profitant, quant à la levée de ce plan, de l'assistance de M. Bulgaris. Pour le moment il faut se borner à faire ouvrir les anciennes rues qui sont encombrées de ruines, et à exiger qu'on bâtit en suivant un alignement.

Beaucoup de familles malheureuses sont réfugiées à Corinthe; leur nombre outrepassé celui de trois cents. Le gouvernement fera tout ce qui peut dépendre de lui pour

* Dans l'année 1831 le gouvernement, conformément au décret émis en faveur des réfugiés candiotes, avait donné à ces malheureux la permission de profiter de ces ruines pour bâtir leurs maisons dans cet endroit; ce qui eut lieu en effet.

vous fournir les moyens de donner quelques rations de pain à ces familles, et de les faire travailler à enlever les décombres.

8°. L'élection des démogérontes de Corinthe est d'une haute importance, à raison de la guerre civile qui a achevé la ruine du pays, et qui laisse encore subsister un procès entre la province et M. P. Notaras. Cette famille a eu le malheur de se laisser égarer au point de devenir nécessairement l'instrument de l'oppression et de la démoralisation du peuple. D'autre part le peuple, en subissant l'influence des meneurs démagogues qui visent à leur tour à un despotisme non moins funeste, s'est montré et se montre sous un aspect qui n'est guère satisfaisant. Vous devez prendre d'avance sur les lieux avec sagacité et avec adresse toutes les informations qui sont nécessaires, afin de bien connaître les individus qui sont liés au parti de Notaras, et les meneurs démagogues du parti contraire. Le gouvernement s'occupe lui-même de cette recherche, et il vous saura gré des notions que vous lui communiquerez. Il les comparera à celles qu'il aura recueillies, et assiera conséquemment son opinion à cet égard sur des données positives.

Vous ne négligerez aucun effort, afin qu'au moment des élections des démogérontes, l'un ou l'autre parti ne porte pas dans la liste des candidats des citoyens de leur bande. Si cependant les voies de la persuasion ne suffisaient pas, vous déclarerez, et s'il le faut en pleine séance, qu'il vous est ordonné par le gouvernement de

ne pas admettre comme éligibles à la place de démogérontes des citoyens qui sont liés d'intérêt ou d'affection avec ceux à l'égard desquels on procède maintenant à une enquête, laquelle donnera lieu plus tard à un jugement, ou du moins à une liquidation de comptes. Or la nouvelle démogérontie ne peut être à la fois responsable du passé et revêtue de la confiance du gouvernement actuel. En demeurant inébranlable sur ce point essentiel, vous réussirez sans doute à donner à la province des démogérontes qui puissent devenir vos conseillers, et vous aider à remplir utilement vos fonctions.

Dans le cas où toutes les recherches que vous aurez faites sur les lieux vous prouvent qu'une élection semblable est impossible, vous en informerez sans délai le gouvernement, en lui communiquant avec les plus grands détails toutes vos démarches et leurs résultats. Vous lui ferez part de votre opinion sur les candidats à la démogérontie, dont vous jugeriez que l'élection serait à désirer, et vous recevrez alors des directions ultérieures.

9°. Vous tâcherez d'engager le métropolitain de la province à quitter le village de Saint-George, et à se rendre à Corinthe, et vous pourrez avoir recours à ses lumières dans la question grave de l'élection des démogérontes de la ville, ainsi que dans celle des démogérontes de la province. Vous indiquerez au gouvernement quelle est l'assistance qu'il devrait offrir, afin que l'église métropolitaine soit un peu réparée, et que le métropolitain lui-

même puisse avoir une maison convenable. Cette assistance cependant ne saurait consister pour le moment dans des subsides. Le métropolitain est considéré comme en état de porter lui-même quelque sacrifice pécuniaire. Il n'en a fait aucun jusqu'à présent au profit de la banque. Engagez-le à en faire un qui soit un peu considérable, et promettez-lui en retour que le gouvernement n'emploiera cette somme qu'à la restauration de l'église métropolitaine et de sa propre résidence.

10°. Les instructions dont le colonel Heideck est muni dans sa qualité de commandant des deux forteresses du département, et dont vous recevrez communication, vous feront connaître avec précision la nature des rapports que le gouvernement a établis entre cet officier distingué et vous. Il vous recommande de les conserver invariables de votre côté, comme il ne manquera pas sans doute de mettre une attention particulière pour en faire autant à son tour.

Le colonel Heideck a reçu aussi la commission d'administrer les revenus publics de la ville de Nauplie, afin de les encaisser directement, et de pourvoir ainsi à l'entretien des garnisons et aux réparations des forteresses. Il est à cet effet en relation directe avec la commission des finances, et vous êtes pour cette partie dispensé de toute responsabilité, sauf celle qui vous est réservée par l'article de vos instructions générales.

Le colonel Pisa, commandant de la ville de Nauplie, a

présenté d'après les ordres du gouvernement le plan d'organisation de la garde nationale. Le gouvernement vous fera connaître plus tard ses intentions à ce sujet.

A. M. St. Bulgaris.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Les services que vous avez bien voulu rendre jusqu'à présent à la Grèce, et le zèle infatigable dont vous faites preuve tous les jours, ne laissent pas de doute au gouvernement qu'il vous plaira d'assister de vos lumières et de votre coopération le commissaire extraordinaire du département d'Argolide, dans les différentes commissions dont il est chargé par rapport aux villes d'Argos et de Corinthe. Pour vous mettre à même de connaître les intentions du gouvernement à cet égard, vous trouverez ci-joint l'extrait des instructions dont M. Calergis vient d'être muni. Veuillez vous joindre à lui, et concourir de tous vos efforts à l'accomplissement des vues du gouvernement. Soyez bien assuré, Monsieur, de la reconnaissance qu'il vous doit, et du prix qu'il attache aux nobles sentiments qui vous animent.

A M. M. Calergis, instructions à communiquer à M. St. Bulgaris.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Pour préserver la ville de Nauplie des maladies dont la menacent l'entassement des pauvres familles qui s'y trouvent réfugiées, la malpropreté et le manque d'eau, il s'est fait quelque chose par votre prédécesseur; mais vous n'ignorez pas que les travaux qu'il a fait entreprendre ont été mal dirigés et désapprouvés. Il vous est par conséquent recommandé de vous occuper du même objet sans retard, mais en suivant les règles que le gouvernement va vous tracer.

1°. Vous trouverez ci-joint le tableau des chaumières que renferme la ville dans son enceinte et dans les glacis des forteresses, avec le dénombrement des familles qui y sont abritées. M. St. Bulgaris a tracé le plan d'un village fait également en chaumières, que le gouvernement désire établir dans un emplacement à proximité de la ville, qu'il a choisi, et que M. Bulgaris connaît. Il s'agit maintenant de faire le devis de la dépense, en y mettant la plus stricte économie. Lorsque le gouvernement l'aura connu et approuvé, il vous fournira les fonds pour que ce village soit construit, et que les dites familles y trouvent une demeure saine et utile. De beaux terrains, qui appartiennent sans doute à l'état, étant

en contact avec ce même village, pourraient être provisoirement assignés à ces familles. Elles les cultiveraient à leur profit, et s'il s'agissait de leur fournir quelques petites avances pour les mettre en état de se vouer aux travaux agricoles, le gouvernement ne s'y refuserait pas, sur la proposition que vous lui en feriez. A mesure que le village sera construit, vous y ferez passer les familles les plus pauvres et les plus mal abritées dans le centre de la ville, et vous ferez immédiatement détruire leurs chaumières, pour commencer ainsi l'assainissement de la ville. Vous ferez procéder de la même manière, jusqu'à ce que les glacis en soient complètement nettoyés. Le nouveau village portera le nom de *Providence*.*

2°. Le gouvernement s'est occupé ces jours derniers du projet d'arrêter les progrès de la destruction des aqueducs. Il désire les faire réparer, et donner à la ville un nombre convenable de fontaines. M. Bulgaris s'est donné la peine de visiter tous ces aqueducs avec des maîtres-ouvriers qui ont offert leurs services pour cette restauration. Leur projet, y compris le devis, se trouve ci-joint. Après l'avoir mûrement examiné avec M. Bulgaris, vous ferez des conditions exigées par le gouvernement un programme pour procéder aux enchères, et vous annoncerez que ce travail sera accordé à l'entrepreneur qui demandera le moindre prix. Mais vous veille-

* Ce village dans l'espace d'un an est devenu une ville, qui a conservé et conserve maintenant le nom de Πρόνοια, *Providence*.

rez et ferez veiller à ce qu'il remplisse les engagements avec exactitude et bonne foi. Le gouvernement vous fournira les fonds pour subvenir à cette dépense.

3°. A mesure que les travaux concernant les aqueducs se feront, M. Bulgaris vous communiquera ses observations quant au plan qu'il faudra suivre pour nettoyer les égouts, et en construire dans les quartiers de la ville où il n'en existe pas.

Cette opération terminée, vous aviserez aux moyens de faire abattre graduellement les avant-toits, balcons et toutes les autres constructions turques qui obstruent les rues, et empêchent la libre circulation de l'air. Cette opération doit être faite du consentement spontané des propriétaires; et comme l'état est le plus grand propriétaire des maisons de Nauplie, l'exemple qu'il donnera sera suivi sans difficulté. Dans cette partie également, vous voudrez bien vous conformer aux idées de M. Bulgaris, dont le gouvernement apprécie la justesse et la modération. Il est entendu que ce principe de réforme matérielle une fois admis, il sera défendu à tout propriétaire de rebâtir ou d'agrandir sa maison sans se conformer aux ordres du gouvernement relatifs à la régularité qu'il désire donner aux différents quartiers de cette ville.

Les maisons et boutiques appartenant à l'état entrent dans la catégorie des domaines que vous devez prendre en considération, et sur lesquels vous devez faire un rapport en exécution de l'art. . . . de vos instructions géné-

rales. Vous ajouterez à ce travail une note plus spéciale pour rendre compte au gouvernement :

a. Des personnes qui occupent ces maisons et ces boutiques, et des titres en vertu desquels elles les occupent.

b. De l'état dans lequel se trouvent ces bâtiments, et des réparations dont ils ont besoin.

c. Vous indiquerez celles de ces maisons qu'il serait utile peut-être d'abattre entièrement, afin de donner plus d'espace et d'air à la ville. Sur ce dernier article vous consulterez également M. Bulgaris.

4°. Enfin vous aviserez plus tard aux moyens de faire blanchir l'extérieur des maisons, et de refaire dans un meilleur système le pavé de la ville.

En général il vous est recommandé de ne procéder à toutes ces améliorations que lentement et graduellement. C'est la meilleure manière de les faire adopter aux habitants de leur plein gré, et de leur assurer ainsi un succès permanent. Il est d'autant plus important de ne pas perdre de vue cette considération, que ce sont les habitants eux-mêmes de la ville qui doivent concourir à ces améliorations en supportant les frais qu'elles exigent, d'après un système d'impositions qu'il faudra leur faire adopter plus tard.

5°. Lorsque la démogérontie de la ville sera instituée, vous confierez plus particulièrement l'inspection de ces travaux à celui des démogérontes auquel sera déférée cette branche de l'administration. Vous vous réserverez la haute surveillance.

A M. le Colonel Heideck.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Les provinces de Nauplie, d'Argos, de Corinthe, et de Katonachaïé forment, d'après la nouvelle circonscription administrative du Péloponèse, un seul département, qui se trouve placé sous la surveillance d'un commissaire extraordinaire. M. N. Calergis vient d'être destiné à ces fonctions importantes. Ayant accepté le commandement de la place de Nauplie, vous accepterez peut-être, Monsieur le colonel, avec une égale complaisance le commandement supérieur de la forteresse de Corinthe, et vous voudrez aussi pourvoir, avec les troupes régulières qui sont mises sous vos ordres à cet effet, au service intérieur de la ville de Corinthe et de celle d'Argos.

Après vous être entendu sur tout ce qui concerne l'entretien des garnisons avec le commissariat général, vous voudrez bien, pour ce qui concerne le service des garnisons des villes, prescrire qu'elles se conforment aux ordres que le commissaire extraordinaire serait dans le cas de leur donner dans sa qualité de gouverneur civil.

Pour le cas aussi où, dans l'exercice de ses fonctions, il serait dans la nécessité de vous demander l'appui d'une force armée plus considérable que celle des garnisons, le gouvernement vous autorise à la lui prêter.

Le dit commissaire extraordinaire reçoit des directions

très-positives sur tout ce qui a trait à l'assainissement et à la restauration de la ville de Nauplie. Une partie de ces travaux est en contact direct avec les fortifications, et au moment où il prendra en considération ces travaux, il lui est recommandé de se concerter avec vous, afin que le concours de votre opinion donne au gouvernement une garantie de plus sur l'opportunité de ces améliorations. Vous trouverez enfin ci-jointes les instructions dont le gouvernement vous munit dans votre qualité de commandant supérieur de Nauplie et de son rayon militaire.

*Instructions pour le Commandant supérieur
des forteresses et places de l'Argolide.*

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Les deux bataillons de troupes régulières, l'artillerie et la cavalerie, ainsi que les troupes irrégulières sous la direction du capitaine Déligeorgopoulos, que le gouvernement place sous vos ordres, et qui forment en ce moment les garnisons des places de Nauplie et de Corinthe, fourniront aussi une petite garnison pour le service intérieur des villes de Corinthe et d'Argos. Les officiers que vous destinerez au commandement des forteresses, recevront directement de votre part les instructions qui sont

nécessaires tant pour la sécurité militaire de ces points importants que pour toutes les autres parties du service.

Quant à Nauplie et à la forteresse de Corinthe, vous ne permettrez l'entrée de troupes ou d'individus armés que lorsqu'ils seront munis d'un ordre exprès du gouvernement.

Sous le point de vue de l'administration et du paiement des garnisons susmentionnées, il vous plaira de vous entendre directement avec le commissariat général. Les revenus de Nauplie que vous voulez bien surveiller et faire recueillir, vous offrent directement les fonds auxquels vous êtes autorisé à avoir recours pour subvenir à ces dépenses. Vous voudrez bien envoyer tous les mois vos comptes au commissariat général, et par son entremise à la commission des finances. Le gouvernement a mis aussi à votre disposition les 10,000 talaris que la ville de Nauplie s'est engagée à placer à la banque. Sur cette somme le gouverneur provisoire qui a résigné ses fonctions a fait quelques dépenses. Il en rendra compte à son successeur, et le gouvernement se réserve de vous faire connaître les ordres qu'il donnera à ce dernier pour le cas où la dite somme, une fois encaissée, doit être en partie employée aux dépenses que nécessite l'assainissement de la ville.

Dans l'état où le gouvernement a trouvé les casernes et les magasins de la place de Nauplie, il était urgent d'en prévenir la ruine complète. Les travaux que vous avez fait exécuter en peu de temps, et à l'égard desquels

le gouvernement ne saurait assez vous exprimer sa reconnaissance, lui donnent la mesure de ce que vous saurez faire, en ne perdant jamais de vue qu'il n'est guère possible pour le moment que de songer aux réparations les plus pressantes, et que pour les faire il faut persévérer dans les règles de la plus stricte économie, que vous avez su faire prévaloir jusqu'à présent avec tant de zèle.

Dans les comptes que vous rendrez au commissariat, vous lui ferez part du devis approximatif des dépenses pour le mois suivant, et vous attendrez l'autorisation du gouvernement pour les faire, en ce qui concerne les travaux. Le commissariat recevra avec reconnaissance les états que vous lui enverrez de l'artillerie et des munitions, ainsi que des vivres qui se trouvent dans les places du département.

Le gouvernement joint ici les instructions générales dont il munit le commandant de Corinthe. Vous les lui enverrez accompagnées des directions que vous jugerez nécessaires.

*A M. Wikitopoulos, Directeur de l'Ecole
d'Enseignement mutuel de Nauplie.*

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

C'est avec infiniment de satisfaction que je me suis

trouvé hier au milieu de vos élèves, et que j'ai assisté à leurs exercices.

Le gouvernement vous sait gré du zèle dont vous faites preuve, en instruisant 250 enfants et en leur faisant faire des progrès, sans que le dénûment complet de tous les moyens nécessaires puisse attiédir votre bonne volonté ou arrêter vos efforts patriotiques.

Je regrette de ne pouvoir pas pour le moment donner à votre établissement et à vous-même toute l'assistance dont vous avez besoin pour faire recueillir à la patrie le fruit de vos travaux. J'aime à espérer cependant que sous peu le gouvernement fournira à votre école un meilleur local, et que vos élèves ne manqueront d'aucun des objets nécessaires à leurs exercices.

Il met en attendant par l'ordonnance ci-jointe 500 piastres à la disposition de M. C. Déligiannis, caissier de la société philanthropique, afin qu'il pourvoie immédiatement aux objets les plus nécessaires tels que papier, plumes, etc., et qu'il vous donne 200 piastres pour d'autres dépenses qui concerneraient le service de l'école.

Au Père Abraham de Zygoristos.

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Je vous ai vu hier au milieu des élèves de l'école d'enseignement mutuel, et j'ai appris avec une profonde émo-

tion que vous en suivez depuis quelque temps les exercices, afin de vous mettre en état d'établir et de diriger vous-même une école semblable dans le bourg qui a le bonheur de vous compter au nombre de ses curés. Des dispositions si généreuses et si patriotiques sont de nature à honorer tout citoyen. Mais elles honorent plus encore un ecclésiastique qui, parvenu à un âge avancé, pourrait se croire dispensé de s'instruire lui-même pour instruire la nouvelle génération. A ce titre je vous prie, du moment que vous serez au point de quitter l'école, de vous donner la peine de venir me rejoindre. Je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour vous fournir les moyens d'atteindre promptement le but utile que vous vous êtes proposé.

*A M. G. Mauromatis, Commissaire
extraordinaire de l'Achaïe.*

Nauplie, $\frac{17}{29}$ avril 1828.

Le département de l'Achaïe, dans lequel vous allez déployer le caractère de commissaire extraordinaire du gouvernement, renferme des provinces que les Turcs ont ravagées, et dont ils occupent encore les principales par le fort de Patras. Votre tâche est aussi difficile qu'importante. Le gouvernement s'efforcera de la rendre moins difficile, en vous donnant pour le moment l'instruction suivante, et en se réservant de vous munir de

directions ultérieures, à mesure que vos rapports et les circonstances lui en fourniront l'occasion.

Art. 1^{er}. L'anarchie et le pouvoir arbitraire qu'elle a en quelque sorte légitimé depuis sept ans, ont dû nécessairement aggraver les funestes conséquences de la guerre; et le peuple qui en est la victime, en se voyant au point de succomber sous le poids de ses misères, n'a pas considéré peut-être comme le plus grand des malheurs celui de subir encore une fois le joug des Turcs. Aussi voyons-nous que quelques villages de la province de Patras entretiennent des relations amicales avec les musulmans qui sont retranchés dans ce fort. Il n'y a pas de jour que le gouvernement ne reçoive des plaintes amères de la part des habitants des autres provinces, contre les anciennes et les nouvelles prétentions qu'élèvent à la charge du pays les capitaines qui prétendent l'avoir défendu et le défendre à leurs frais. Quoi qu'il en soit de ces prétentions comme de toute autre, il ne vous appartient pas d'en admettre aucune; mais vous les transmettez toutes au gouvernement pour qu'il en décide. En partant de là, vous pourrez convaincre aisément les habitants des provinces qu'ils n'ont à redouter aucun pouvoir arbitraire, et que jouissant de leur pleine et entière indépendance, ils doivent procéder à l'élection de leurs démogérontes. Le gouvernement attache une haute importance à ce choix, parce qu'il désire pouvoir trouver dans l'institution des démogéronties le moyen légal de procurer graduellement aux malheureux

ses provinces que vous allez inspecter quelques consolations, et avec le temps et à l'aide de Dieu une restauration véritable. Mais pour que les démogérontes deviennent ainsi un instrument de bien, il faut qu'ils ne soient dévoués à aucun des partis qui se disputent une fausse prépondérance dans les provinces du département. Vous devez par conséquent vous appliquer avec sagacité et prudence à déjouer ou à prévenir les menées qui auraient pour but de faire élire à la place de démogérontes les hommes qui seraient incapables de se soustraire à l'influence de leurs patrons.

Art. 2. Ce grand point obtenu, c'est par les démogérontes que vous pourrez connaître plus particulièrement les mesures qu'on pourrait prendre pour ramener à la patrie ceux des habitants qui sont actuellement en relation avec l'ennemi. Vous tâcherez de leur faire comprendre que le gouvernement, en les voyant désormais conserver des desseins aussi coupables, en prendra note, et lorsque les Turcs auront délivré de leur présence le sol de la Grèce, n'accordera point grâce aux citoyens qui dans ce moment se seraient montrés si indignes du sort auquel la Providence les réserve. Vous rendrez compte au gouvernement des observations que vous ferez en vous acquittant de cette partie importante de votre mission.

Art. 3. La misère est grande dans plusieurs des districts que vous allez inspecter; le peuple y est clairsemé; de vastes domaines sont en friche. Il vous est réservé de

rassembler les laboureurs dans les points où il est possible de leur faire trouver quelques chaumières, et de les encourager à se livrer avec confiance à la culture des terres. Sous peu de jours vos exhortations peuvent avoir quelque succès, parce qu'il est à espérer que l'ennemi se décidera à prendre une résolution finale. Il doit y être forcé lui-même par le dénûment de subsistances dans lequel il se trouve. Vous recevrez à cet égard des instructions ultérieures, selon que l'exigeront les informations qui parviendront au gouvernement sur la situation et les mouvements de l'ennemi.

Au Panhellenium.

Nauplie, $\frac{18}{30}$ avril 1826.

Vous recevez, Messieurs, ci-joints cinq décrets.

- 1°. De la circonscription administrative.
- 2°. De l'institution des commissaires extraordinaires.
- 3°. De leur nomination.
- 4°. Leurs instructions générales.
- 5°. Leurs instructions particulières.

Les exemplaires et copies des actes par lesquels j'ai tâché de procurer au gouvernement les moyens de procéder graduellement à l'organisation du Péloponèse.

J'aime à espérer que l'institution provisoire des commissaires extraordinaires méritera votre suffrage. Toute

considération faite, c'était la seule qu'on pût adopter, attendu que des institutions stables supposent dans le gouvernement une expérience qu'il n'a pas encore faite, et dans les gouvernés des habitudes que les circonstances passées ne leur ont pas permis de contracter.

Veillez engager la commission des finances et le commissariat à prendre acte des décrets que je vous transmets, afin que chacune de ces branches de l'administration générale puisse se mettre en relation directe avec les commissaires extraordinaires pour la partie qui les concerne.

La section de l'intérieur voudra bien elle-même, dans la confection de la liste civile dont elle s'occupe, prendre en considération les employés qui vont se mettre en activité de service, et auxquels l'état devra un traitement. Tels sont les commissaires extraordinaires et leurs secrétaires. Le Panhellénium ne perdra pas de vue que les commissaires extraordinaires devant se porter souvent dans les provinces, les villes et les villages de leur département, ils sont obligés à des dépenses auxquelles l'état doit pourvoir, afin que le pays puisse se délivrer du grand fléau des réquisitions. Il en a été et il en est encore la victime; ainsi le gouvernement perdrait le droit d'exiger que nul citoyen sous aucun titre quelconque n'osât plus charger le pays de la fourniture de vivres et de chevaux, s'il ne donnait lui-même l'exemple en payant régulièrement toute chose, et en respectant et faisant respecter ainsi le droit sacré de la propriété.

*A la Commission de la Marine, à Poros.*Nauplie, $\frac{20 \text{ avril}}{2 \text{ mai}}$ 1828.

Les accidents qui ont eu lieu à Hydra et à Spetzia* obligent les vaisseaux de guerre des Puissances alliées qui sont en station auprès du gouvernement, à se tenir sur leurs gardes, jusqu'à ce que leurs commandants respectifs puissent être rassurés sur l'état sanitaire de ces îles.

Je n'ai pas l'intention de leur demander dans ces entrefaites l'agrément qu'ils ont bien voulu m'accorder, en m'offrant leurs vaisseaux pour me transférer d'une résidence à l'autre. Il se peut néanmoins que je me trouve dans la nécessité d'arriver à Hydra et à Spetzia, ou partout ailleurs où je devrai m'acquitter en personne de mes devoirs. Je ne peux disposer que de la seule goëlette du capitaine hydriote Orloff. Je vous demande par conséquent si le petit yacht qu'il s'agissait de préparer est prêt, ou si, à défaut de ce bâtiment, un autre ne pourrait pas en peu de jours être mis à ma disposition. Veuillez, Messieurs, me faire transmettre sans retard votre réponse.

* Ces îles venaient d'être atteintes de la peste, par le retour d'un bâtiment grec qui avait communiqué avec les Arabes à Modon, pour un échange de prisonniers.

*Au Panhellenium.*Nauplie, $\frac{20 \text{ avril}}{2 \text{ mai}}$ 1828.

Messieurs, le rapport que votre collègue M. le docteur Calogéropoulos vient de faire au gouvernement, après avoir inspecté Hydra et Spetzia, n'est rien moins que rassurant. Vous verrez, dans la copie ci-jointe du décret et des instructions que le gouvernement vient de donner, les mesures qu'il a cru devoir prendre pour le moment. Il vous est réservé d'exécuter le dit décret, et d'accélérer le travail qu'il vous a recommandé sur l'organisation du service sanitaire, attendu qu'il est de la plus grande urgence de préserver le peuple des dangers qui le menacent par le fait de la contagion, dont la présence des Turcs entretient les germes au sein même de l'état.

*Au Gouvernement d'Hydra.*Nauplie, $\frac{21 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1828.

Dès que j'ai appris l'arrivée de M^{***}, porteur des nouvelles de votre île et de vos lettres, je me suis rendu au Bourdzi pour prendre connaissance des unes et des autres. Votre envoyé m'a expliqué de vive voix l'état dans

lequel vous place la maladie contagieuse qui vient de frapper au milieu de vous quelques victimes. Il m'a exprimé les vœux que vous formez, et la lecture de vos lettres m'a donné tout entière la mesure de la crise qui menace non-seulement votre île, mais toute la Grèce. Elle est forte, Messieurs, cette crise; mais à l'aide de Dieu nous réunirons tous nos efforts, et nous la conjurerons.

Je vais me rendre moi-même auprès de vous, et vous pouvez être assurés d'avance que j'ai pris et que je prendrai toutes les mesures qui sont dans le pouvoir du gouvernement, et dans le peu de moyens dont il peut disposer pour vous secourir.

En attendant, déployez de votre côté le courage et l'intrépidité qui vous caractérisent. Inspirez-les au peuple, et portez-le à demeurer tranquille dans ses foyers. Il ne pourrait pour le moment trouver asile nulle part, sans compromettre la santé des autres îles et des provinces, et sans s'exposer lui-même aux plus graves périls. J'ai fait de vive voix les mêmes recommandations à votre envoyé; je l'ai chargé de vous répéter les mêmes assurances, et de concourir avec vous à ce que vous suiviez sur les lieux toutes les précautions que M. le docteur Calogéropoulos vous a conseillées. Suivez-les, je vous le recommande encore une fois, au nom de la patrie et de votre propre salut. Ces précautions une fois prises dès le commencement, vous isolerez la maladie partout où elle se montre, et vous préserverez ainsi le peuple de la contagion.

Il me tarde d'être auprès de vous, et de vous apporter toutes les consolations possibles.

*A M. W. Calergis, Commissaire extra-
ordinaire de l'Argolide.*

Nauplie, $\frac{22 \text{ avril}}{4 \text{ mai}}$ 1828.

Vous publierez la proclamation ci-jointe, et vous continuerez à faire observer avec rigueur le système de police sanitaire qui a été organisé hier. Vous m'enverrez tous les jours un bulletin sur l'état sanitaire de la ville.

J'adopte complètement votre idée d'accélérer l'évacuation des familles qui encombrant cette ville. M. Bulgaris vous aidera à prendre cette mesure, et je mets à cet effet à votre disposition 300 piastres d'Espagne.

Vous tâcherez de recouvrer le plus tôt que faire se pourra les sommes que doit la ville pour compléter le paiement de 10,000 talaris qu'elle s'est engagée à placer à la banque. C'est sur ce fonds que je vous autorise à faire les dépenses extraordinaires que le service de la ville peut exiger; vous les ferez avec la plus grande économie, et en tiendrez un compte exact.

Vous vous concerterez avec le colonel Heideek, afin de pouvoir venir au secours des familles pauvres et étrangères qui se trouvent à Nauplie, et de satisfaire en même

temps avec une justice rigoureuse à l'engagement qu'a pris le gouvernement de ne pas laisser sans assistance les familles nécessiteuses des Rouméliotes qui sont à l'armée. Vous êtes autorisé à distribuer à cet effet 1,200 ou tout au plus 1,400 rations par jour. Vous organiserez cette distribution de manière à ce qu'il n'y ait point de partialité ni d'abus.

La convocation des électeurs pour nommer des démogérontes sera ajournée, jusqu'à ce que vous ayez la conviction que la ville est complètement garantie de tout soupçon de maladie contagieuse. Jusque-là il vous est réservé d'appeler auprès de vous, à titre de conseillers, les plus marquants et les plus influents de la ville.

A M. le Capitaine Hastings.

Nauplie, $\frac{22 \text{ avril}}{4 \text{ mai}}$ 1828.

Le gouvernement répond sans retard à la lettre que que vous lui avez adressée hier. Il vous autorise à rester dans le golfe, vu que la situation de Samos paraît être depuis peu moins dangereuse. Vous seconderez par conséquent les opérations dont est chargé le stratarque Ypsilantis pour l'occupation de Trizonia, et vous tâcherez en général d'utiliser tous vos moyens d'action.

La Grèce est menacée d'un nouveau fléau. La peste est à Hydra et à Spetzia, et le gouvernement est obligé de

prendre de fortes mesures pour couper les communications entre ces îles, le Péloponèse, et les autres îles. Je vais me rendre moi-même à Hydra. Si toutes les barques canonnnières ne sont pas entrées dans le golfe, veuillez ordonner que celles qui sont dehors viennent me rejoindre ; elles me trouveront à Hydra. Prenez vous-même, et faites prendre à tout ce qui ressort de votre commandement les précautions les plus sévères pour vous garantir de la contagion.

A M. le Capitaine Parher.

Nauplie, $\frac{22 \text{ avril}}{4 \text{ mai}}$ 1828.

M. Tricoupis nous a informé hier au soir que les nouvelles d'Hydra, en date d'avant-hier n'étaient rien moins que satisfaisantes. Il y a eu sept morts de plus, et l'un d'eux hors des deux maisons qui étaient déjà séquestrées, ce qui prouve que la maladie n'est pas encore aussi isolée qu'il le faut pour en préserver tous les habitants de l'île.

Nous n'avons aucune nouvelle directe de Spetzia ; mais l'envoyé d'Hydra, qui est arrivé hier, et auquel j'ai parlé moi-même au Bourdzi, prétend savoir que l'île de Spetzia n'est pas moins infectée de contagion.

Il y a deux pressants besoins auxquels le gouvernement doit pourvoir immédiatement. Le premier c'est de couper toutes les communications entre ces îles et le reste

de la Grèce. Le second est d'isoler dans les îles mêmes les quartiers où s'est montrée la contagion.

Dans l'état de détresse où je me trouve, il ne me reste qu'à faire de ma personne tout ce qui peut dépendre de moi pour remplir ce double devoir.

J'ai ordonné au colonel Fabvier d'armer de troupes régulières trois ou quatre barques. J'ai l'intention d'établir des croisières devant Spetzia et Hydra, et de former ainsi une première ligne sanitaire. La seconde sera établie, au moyen de barques armées, le long des côtes et ports des autres îles et du Péloponèse. La troisième sera formée par les magistrats de santé des ports respectifs, et par les gardes-police dans les villes.

Pour donner à ce système son exécution, il faut au moins quelques jours, et jusque-là les habitants d'Hydra et de Spetzia frappés de terreur et pressés par d'autres besoins, pourraient se jeter dans le Péloponèse et dans les autres îles, et apporter avec eux la contagion.

C'est afin de prévenir ce danger, autant que mes faibles moyens peuvent me le permettre, que je vais me rendre moi-même à Hydra.

Le commandant de la frégate russe, vu qu'il s'est mêlé constamment avec nous, a la complaisance de me recevoir à son bord. Je vais m'embarquer dans l'après-dîner d'aujourd'hui. Je me fais suivre par deux petites goëlettes, par lesquelles je descendrai à Hydra, en m'environnant de toutes les réserves sanitaires. Je tâcherai de remplir mes devoirs; Dieu fera le reste.

Conformément à ce dont nous sommes convenus hier, je vous envoie, Monsicur le commandant, cette communication, et je vous prie de ne pas en laisser ignorer le contenu à S. E. l'amiral Codrington, et à M. le général Adam. Veuillez ajouter à l'un et à l'autre, que si jamais ce malheureux pays a eu besoin de secours, c'est dans ce moment, où la peste peut combler la mesure des calamités dont il est la victime.

Vous recevez ci-jointe la copie de la proclamation que je donne aujourd'hui aux habitants de Nauplie.

A M. Hanc, Commandant de Grubise.

A bord de l'Hélène, $\frac{23 \text{ avril}}{5 \text{ mai}}$ 1828.

Avant de répondre à votre rapport du 12 avril, le gouvernement désirait avoir un entretien avec M. le commodore Staines, lequel avait annoncé son arrivée à Égine. Au moment où il arriva en effet, je me trouvais à Nauplie, et lorsque M. le commodore s'y rendit lui-même, la nouvelle désastreuse qu'Hydra et Spetzia étaient atteintes de la peste nécessitant des précautions sévères, je n'ai pu avoir qu'un court entretien avec le dit commodore dans le fort de Bourdzi. Il a eu la complaisance de se charger de la présente que je vous écris à bord de l'Hélène, en me rendant en personne à Spetzia et à Hydra.

Je ne puis pas pour le moment vous donner des directions détaillées sur tous les points de votre rapport. Je me borne seulement à vous témoigner la satisfaction avec laquelle j'approuve votre conduite, et les sages propositions que vous faites pour vous mettre à même de pouvoir plus tard vous charger vous seul, et avec une garnison exclusivement grecque, de la responsabilité qu'à juste titre M. le commodore Staines considère comme une condition nécessaire du rappel des soldats anglais, qu'il a bien voulu placer sous vos ordres.

Je m'occuperai le plus tôt possible de tout ce qui concerne le personnel de la garnison de Grabuse, et jusqu'à j'admets comme mesure salulaire l'assistance que veut bien vous offrir M. le commodore, en renforçant la dite garnison des soldats qui s'y trouvent maintenant.

Je vous recommande de la manière la plus positive de veiller avec une grande sévérité à vos communications tant continentales que maritimes. Placez-les toutes sous la sauvegarde de règlements sanitaires, et renforcez la rigueur et la durée des quarantaines, selon que ces communications vous viennent ou des îles atteintes déjà de la maladie contagieuse, c'est-à-dire d'Hydra et de Spetzia, ou des endroits qui par leur proximité pourraient l'être.

Le gouvernement fera son possible afin de ne négliger aucune mesure pour isoler la maladie et pour l'extirper; mais jusqu'à ce qu'il puisse avoir lui-même l'assurance d'avoir rempli convenablement une semblable tâche, il

exige que, partout où s'étend sa juridiction, on observe avec la plus grande rigueur les lois sanitaires, ne faisant grâce à personne, ni pour aucun motif quelconque.

Ayant sous vos ordres des troupes de S. M. Britannique, vous jugerez vous-même de la haute importance que le gouvernement met à ce que vos mesures à cet égard ne laissent rien à désirer ni au gouvernement ni à M. le commodore lui-même.

*A M. W. Calergis, Commissaire extra-
ordinaire de l'Argolide.*

A bord de l'Hélène, devant Spetzia, $\frac{24 \text{ avril}}{6 \text{ mai}}$ 1828.

Votre rapport d'hier est satisfaisant, et le gouvernement vous sait gré des détails qu'il renferme. Il approuve les mesures que vous allez prendre pour évacuer graduellement la ville de Nauplie des familles pauvres. Il vous recommande de faire veiller attentivement sur les Hydriotes débarqués à Calamaki; et pour renforcer la garde que doivent faire les habitants du pays, le colonel Heideck reçoit l'ordre de prescrire au commandant de la forteresse de Corinthe d'y envoyer un détachement de troupes régulières. Il serait convenable que vous y envoyassiez vous-même un employé de votre confiance, afin de pouvoir vous assurer que la ligne sanitaire cou-

perait toute communication entre les Hydriotes nouvellement débarqués et les habitants du pays.

Les informations que je viens de recevoir de l'état sanitaire de Spetzia ne sont nullement alarmantes ; la maladie paraît n'avoir fait aucun progrès. Néanmoins le gouvernement ne se désisterra d'aucune des mesures sévères qu'il a prises et qu'il prendra pour couper toute communication entre Hydra, Spetzia, les autres provinces et les îles de l'état. Chacune cependant doit se garantir elle-même, et les commissaires extraordinaires, ainsi que les gouverneurs provisoires, sont tenus à en donner le gage au gouvernement.

A M. J. Ginovellis, Commissaire extraordinaire de la Messénie.

A bord de l'Hélène, $\frac{24 \text{ avril}}{6 \text{ mai}}$ 1828.

C'est en me portant à Spetzia et à Hydra, où la maladie contagieuse s'est montrée, que j'ai reçu vos rapports en date du . . . et j'y réponds immédiatement.

Le gouvernement vous sait gré des informations détaillées que vous lui donnez, tant sur la situation d'Ibrahim-Pacha et sur ses relations avec les vaisseaux des Puissances alliées qui sont en station devant les forteresses de la Messénie, que sur les nouvelles satisfaisantes ayant trait aux mesures qu'Ibrahim lui-même aurait prises

dans son camp, pour le préserver de la peste ou de toute autre maladie épidémique.

Il vous est instamment recommandé de veiller et de faire veiller, partout où s'étend votre juridiction, afin que les communications que vous entretenez indirectement ne puissent dans aucun cas compromettre la santé du pays. Vous nous informerez avec la plus grande exactitude et célérité des nouvelles qui, sous ce rapport, pourraient être alarmantes; et vous êtes investi pour ce cas de tous les pouvoirs qui vous seraient nécessaires, afin d'isoler et d'arrêter la maladie partout où elle se montrerait. Vous nommerez par conséquent dès aujourd'hui des magistrats de santé dans le département qui vous est confié, partout où besoin est. Vous les munirez d'instructions provisoires, et jusqu'au moment où le gouvernement puisse vous envoyer le règlement sanitaire qui sera observé.

Vous comprendrez aisément par ces directions celles dont sont munis vos collègues, et les mesures rigoureuses que le gouvernement a adoptées, pour circonscrire la contagion dans les îles d'Hydra et de Spetzia, et pour en garantir les autres provinces. Chacun cependant doit se garantir elle-même, et les commissaires extraordinaires dans le Péloponèse sont tenus d'en fournir le gage au gouvernement.

Vous continuerez à me tenir au courant de toutes les notions que vous pouvez vous procurer sur l'état de l'armée turque, sur les desscins et les résolutions qu'Ibra-

him-Pacha devra prendre, soit de son propre mouvement, soit par suite des rapports qu'il entretient avec les commandants des Puissances alliées.

Au Gouverneur provisoire d'Égine.

A bord de l'Hélène, $\frac{26 \text{ avril}}{8 \text{ mai}}$ 1828.

C'est avec une grande satisfaction que j'apprends les mesures de rigueur que vous avez adoptées à Égine, pour prévenir tout accident de peste, ou pour l'isoler, si malheureusement il venait à arriver. Continuez à veiller et à faire veiller jour et nuit à la sévère exécution des mesures prises.

Quoique la maladie étende ses ravages à Spetzia et à Hydra, j'ai l'espoir que nous parviendrons à la maîtriser. C'est dans cette vue que je m'arrêterai dans ces parages pour une couple de jours. J'ai l'intention de me rendre ensuite à Égine, et de m'établir dans une espèce de camp auprès du port, dans le jardin de M. Bulgari et aux environs. Devant entretenir des communications aussi libres que possible avec l'étranger et avec l'intérieur, je suis obligé de n'avoir de communications avec Égine et avec aucune autre île ou province de l'état, qu'en les soumettant à la quarantaine la plus sévère.

Dans mon camp au bord de la mer, j'établirai une

police sanitaire, tant du côté de la ville que de celui du pays. Je demanderai à cet effet une garde, et je n'en demanderai qu'aux Psariotes, lesquels ont des titres à toute ma confiance. Vous ferez par conséquent le projet d'organisation de ce service, et vous m'en ferez part dès mon arrivée.

Vous voudrez bien venir auprès de moi. Je serai à bord de l'Hélène, laquelle jettera l'ancre dans la position ordinaire. Jusque-là faites évacuer la maison de M. Bulgari de tous les effets qu'elle pourrait avoir, et engagez le jardinier lui-même à se retirer quelque part avec tous ses effets et propriétés, sauf à l'indemniser de tous les dommages qu'un pareil déplacement pourrait lui causer. Il serait bon aussi qu'il y eût dans la cour quelques planches et autres bois de construction pour faire au besoin des baraques. Il est entendu que toutes ces dépenses seront faites à mes frais.

Dites de ma part à M. Valianos que j'ai reçu sa lettre du 22 avril, et qu'une fois arrivé à Égine je m'occuperai moi-même de ses demandes; mais qu'en attendant, je l'engage à faire avancer son travail autant que possible.

Vous trouverez ci-jointe une lettre pour M. le capitaine Leblanc. Veuillez la lui transmettre avec les précautions sanitaires.

A la Démogérontie de Psara.

A bord de l'Hélène, $\frac{29 \text{ avril}}{11 \text{ mai}}$ 1828.

Occupé exclusivement des malheurs dont sont atteints nos frères les habitants de Spetzia et d'Hydra, il m'a été impossible de vous témoigner plus tôt les sentiments avec lesquels j'ai reçu votre lettre du 17 courant, et le diplôme de la même date qui m'associe à votre communauté en me conférant le droit de bourgeoisie.

Quels que soient les efforts qu'un Grec peut faire pour remplir ses devoirs envers sa nation et pour mériter sa confiance, ces efforts ne lui donnent pas encore le droit de se compter au nombre des citoyens qui sont originaires du pays, qui y possèdent des propriétés, et qui seuls peuvent le représenter et le servir légitimement.

La Grèce m'a honoré de son suffrage. J'ai obéi au décret du congrès de Trézène; mais je ne me suis pas reconnu, jusqu'au moment où il a plu à votre communauté de me revêtir du titre de citoyen, le droit d'exercer les fonctions auxquelles je suis appelé.

Sans ce titre, lorsque je résignerai ces fonctions, je serais resté au nombre de vos conationaux, sans être dans celui de vos concitoyens. Aujourd'hui je resterai Psariote; je pourrai servir votre communauté et lui prouver ma reconnaissance.

En attendant, pour payer en partie ma dette en qua-

lité de votre concitoyen, je vous prie de m'associer à la souscription que vous avez ouverte pour placer 5,000 talaris à la banque nationale. J'y contribue de 100 talaris, et j'aime à espérer que la somme susdite de 5,000 talaris ne tardera pas à être complétée, et il en est temps.

Veillez agréer, Messieurs, et faire agréer à vos concitoyens, l'expression des vœux que je forme pour que la divine Providence veille sur nous, et nous continue sa protection.

Aux Primats d'Hydra.

A bord de l'Hélène, $\frac{1}{13}$ mai 1828.

Dans la situation périlleuse où vous place la contagion qui vient d'atteindre les habitants de votre île, vous avez eu recours au gouvernement; vous m'avez demandé plus particulièrement l'envoi d'un gouverneur provisoire, et vous m'avez témoigné le vœu de voir revêtu de ces fonctions la personne de mon frère Viaro.

Il vient, Messieurs, au milieu de vous, mais plus en qualité de votre concitoyen que dans celle de mon représentant. Il est muni néanmoins de pleins pouvoirs, et du peu de moyens que le gouvernement a pu mettre à sa disposition, pour soulager la misère des familles que les restrictions sanitaires mettent hors d'état de pourvoir à leur existence. Il vous donnera toutes les directions nécessaires,

afin que les magistrats chargés de la santé du pays puissent isoler la maladie et en délivrer l'île. Il établira, autant que les circonstances pourront le permettre, les communications qui sont nécessaires, afin que les habitants d'Hydra puissent se procurer des subsistances. Sa mission est temporaire; et c'est sur les rapports qu'il adressera au gouvernement, que je prendrai plus tard les mesures que réclameront votre repos et votre prospérité intérieure, ainsi que les intérêts de l'état.

A M. Viaro Capodistrias, Inspecteur extraordinaire de santé à Hydra.

A bord de l'Hélène, $\frac{1}{13}$ mai 1828.

Le gouvernement vous sait gré des sentiments qui vous portent à accepter les fonctions que vous défère le décret ci-joint.

La lettre qu'il adresse aux primats d'Hydra, et dont vous prendrez connaissance, me dispense d'entrer ici dans les détails qui concernent votre mission, et les mesures que vous êtes autorisé à prendre pour garantir l'île d'Hydra des progrès de la contagion, et pour préserver l'état des malheurs dont il serait la victime, si cette maladie venait à se propager. Il doit cependant vous recommander d'organiser dans l'intérieur de l'île une forte police sanitaire, et de l'organiser de manière à ce qu'elle puisse se

maintenir même lorsque la maladie aura été domptée.

La commission des finances reçoit l'ordre de vous remettre 60,000 piastres. Cette somme vous mettra en état d'accorder quelque soulagement aux familles hydriotes et étrangères que l'isolement d'Hydra prive de tout moyen de subsister. Vous ferez cependant sentir aux primats du pays que, dans sa détresse financière, l'état ne peut leur prêter que provisoirement la somme qu'il dépenserait à cet effet.

Vous partirez immédiatement à bord du brick le Rival, commandé par le capitaine Codzia. Le commissariat est chargé de le munir de tout ce qui lui est nécessaire au moins pour une quinzaine.

Vous trouverez devant Hydra et Spetzia la croisière qui est sous le commandement du capitaine Marsilieris. L'ordre ci-joint qui lui est adressé, lui prescrit de se conformer dorénavant aux directions que vous lui donnerez. Il en sera de même des barques armées qu'il dirige, et vous pourrez vous en servir, soit pour être au courant de ce qui se passe à Spetzia, soit pour informer le plus souvent possible le gouvernement de la situation d'Hydra.

S. E. l'amiral comte Heyden a la bonté de donner au brick russe, qui est en croisière devant ces îles, l'ordre de vous aider toutes les fois que vous serez dans le cas de lui demander quelque assistance. Celle qu'il vous accordera tous les jours, c'est de paraître dans les parages d'Hydra, de vous demander des nouvelles du pays, et de vous offrir ses services. Il est autorisé même à débarquer

de ses soldats sur la côte opposée du Péloponèse ou dans quelqu'un des îlots d'Hydra, afin de procurer quelque facilité à l'approvisionnement du pays.

La dépêche ci-jointe à cachet volant que le gouvernement adresse au gouverneur provisoire de Syra, vous met à même d'organiser avec les précautions sanitaires la correspondance avec cette île et Hydra, pour procurer ainsi à ses habitants les subsistances qui leur sont nécessaires. Pour votre information, on joint encore la copie du mémorandum adressé à M. le comte Heyden.

Il vous est réservé de choisir, selon l'état où vous trouverez le pays, ou de rester à bord du brick, ou de descendre à terre, en vous faisant destiner une maison où vous puissiez vous garantir de tout contact quelconque avec les habitants du pays.

Par les présentes vous recevez des pleins pouvoirs, et vous en ferez un usage très-utile, si vous pouvez en peu de jours vous acquitter de votre mission.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Égine, $\frac{2}{14}$ mai 1828.

Mon cher Eynard, Comme si les calamités qui ont éprouvé et éprouvent encore ce malheureux pays ne suffisaient pas, Ibrahim-Pacha de son camp lui envoie la peste. Ce terrible fléau s'est montré à Spetzia et à Hydra

depuis le 7 (19 avril). Après avoir fait une tournée dans le Péloponèse, j'étais à Nauplie, et je m'occupais de l'assainissement de cette ville et de l'organisation intérieure des provinces, lorsque Hydra et Spetzia m'envoyèrent leurs magistrats pour me demander des secours. J'ai tâché d'achever aussi bien que possible ce que j'avais commencé à Nauplie, et tout en continuant d'y travailler à bord de la frégate russe qui est en station auprès du gouvernement, j'ai pu promptement établir, au moyen de barques armées, une ligne sanitaire devant les îles infectées. En même temps je suis arrivé en personne sur les lieux, et après avoir pris tous les renseignements nécessaires, j'ai placé à Spetzia M. Colettis pour inspecteur extraordinaire de santé, et je viens d'envoyer à Hydra mon frère Viaro dans la même qualité. Les autres îles et toutes les côtes du Péloponèse et de la Grèce continentale se trouvent déjà sous une bonne surveillance sanitaire. Ces mesures, mais plus que toutes la Providence divine, me font espérer que la maladie sera arrêtée et éteinte dans ces deux îles, et que le reste de la Grèce en sera préservé. Cependant ce désastre met le comble à nos misères et à nos embarras. La nouvelle administration à peine établie ne peut que s'en ressentir. Les nombreuses familles réfugiées dans les îles infectées, à Poros, à Égine et à Nauplie, entourées de restrictions sanitaires, ne peuvent plus se procurer aucun moyen de subsistance, et elles m'en demandent. Je faisais déjà distribuer, depuis le mois de janvier, dans tous ces endroits collectivement environ 2,500 rations par jour; mais elles n'é-

taient données que comme prix du travail; aujourd'hui il faut de toute nécessité doubler, si ce n'est pas tripler, cette distribution.

C'est en ayant le cœur serré de ces angoisses que j'ai reçu votre lettre du 1^{er} avril, ainsi que la nouvelle que le brick l'Estafette d'Alexandrie était arrivé de Trieste à Égine avec les pommes de terre et le maïs que M. Necker vient de m'expédier. En même temps le trabaccolo, capitaine Buratini, d'Ancône, y arriva aussi avec 400 rubbies de maïs, expédié par MM. Candellari. Ces secours me mettent pour le moment en état de donner quelque consolation à cette foule de malheureux qui me pressent de toute part. Les pommes de terre leur sont distribuées, attendu que la saison de les planter est passée; d'ailleurs nous avons pourvu à ce besoin, ainsi que je vous l'ai écrit, au moyen des pommes de terre que j'ai pu me procurer de Corfou, de Zante et de Syra. Quant au maïs, j'en ferai semer une grande partie sur la côte orientale du Péloponèse, devant Poros. M. Stevenson, cet homme admirable par son dévouement, y est déjà établi. Le terrain est très-propre à la culture de cette denrée et de la pomme de terre. Je vais lui envoyer quelques centaines encore de travailleurs, hommes et femmes, que je ferai sortir d'Égine; et s'il plaît à Dieu, cette petite population vivra du maïs qu'elle aura semé.

Vous verrez par la note ci-jointe que les nolis de ces deux cargaisons nous coûtent 1,289 colonnates, ce qui est immense à raison de notre misère. Ce fait et nombre

d'autres semblables me portent à donner la préférence aux vaisseaux grecs pour le transport des vivres. Le capitaine Giannitzis doit à cette heure avoir pris une première cargaison que j'avais déjà commandée à Ancône. La présente lettre vous arrive par le capitaine Monarchidis que j'expédie aussi à Ancône pour chercher une seconde cargaison de blé et de maïs : j'en enverrai un troisième vers la fin du mois. La cargaison du capitaine Giannitzis se fait au moyen de 25,000 francs que les finances de la Grèce ont envoyés à Ancône à M. Marinoglou. Pour ce qui est de la cargaison du capitaine Monarchidis qui sera double de celle de Giannitzis, j'envoie des lettres de change sur MM. Blanc, Colin et C^e, pour 50,000 francs, et je prie MM. Hentsch et C^e de les leur payer en vendant, n'importe la perte, le peu de fonds que j'ai encore fait déposer entre leurs mains des derniers restes de tout ce que je possède. J'entre dans tous ces détails, pour vous supplier encore une fois de nous aider et de nous faire aider, en ne négligeant toutefois aucune précaution pour économiser autant que possible l'argent qu'on voudra bien nous prêter.

Quelque peu en état que nous soyons de nous occuper des objets d'art, je vous prie néanmoins de témoigner à l'artiste Bartolini toute ma reconnaissance de l'offre qu'il veut bien faire à la Grèce. Le buste de lord Byron ne saurait en effet être mieux placé que sous les yeux d'un peuple qui chérira éternellement la mémoire de cet illustre personnage; mais tant que le gouvernement ainsi

que les gouvernés campent dans des chaumières, et errent comme des nomades au milieu des ruines, je pense que le buste de M. Bartolini peut rester dans son atelier; assurez-le que je m'empresserai au premier moment de le lui demander, en lui exprimant combien la Grèce est sensible au sentiment qui le porte à lui faire ce beau présent.

Circulaire aux Grecs demeurant à Ancône, à Trieste, à Venise et à Livourne.

Égine, $\frac{4}{16}$ mai 1828.

Le commissariat général du gouvernement vous exprime, Messieurs, les vœux que vous adresse la patrie dans sa détresse extrême. Comme si les misères que lui lèguent de longues années de guerre et de désordre ne suffisaient pas, les Turcs lui envoient une nouvelle épreuve.

La peste est à Hydra et à Spetzia, et quelque sévères que soient les mesures sanitaires par lesquelles j'espère préserver de la contagion les autres îles et provinces de l'état, cependant le soupçon seul de cette terrible maladie, et les restrictions par lesquelles la nation peut s'en garantir, aggravent la situation malheureuse du peuple, et étendent au delà de toutes les bornes le nombre et la nature de ses misères.

Nous avons besoin de pain et d'argent. C'est sur les débris du peu qui me restait, que j'ai autorisé MM. Hentsch et C^e de Genève à faire les fonds qui sont nécessaires pour la cargaison de vivres que le capitaine Monarchidis vient chercher à Ancône.

Faites, Messieurs, tout ce qui peut dépendre de vous pour nous secourir. Envoyez-nous du blé, du maïs, du riz et de la farine. L'argent que vous dépenserez vous sera remboursé à son temps par la banque nationale, si, comme nous l'espérons, nous sortons, avec l'aide de Dieu, de la crise actuelle.

Courage, Messieurs; la Providence ne nous abandonnera pas. Mais pensez aussi que si elle a béni vos travaux, et si vous jouissez d'une belle fortune, elle ne vous l'a donnée que pour vous procurer la satisfaction de remplir vos devoirs envers votre patrie.

A M. l'Amiral Codrington.

Égine, $\frac{3}{15}$ mai 1828.

J'ai sollicité depuis longtemps le secours des Puissances alliées, et depuis le mois de janvier que je suis sur les lieux, je n'ai laissé passer aucune occasion, sans réitérer à Votre Excellence et à ses collègues l'expression des vœux et des espérances de la Grèce. Aujourd'hui de nouveaux désastres et de nouveaux périls compro-

mettent encore une fois son avenir et le peu de bien qu'elle espérait de sa nouvelle administration.

Le mémoire ci-joint retrace avec fidélité nos misères et nos angoisses. Je le remets à votre collègue M. le comte Heyden, et je prie M. Leblanc, capitaine de la frégate la Junon, de l'envoyer sans retard à M. l'amiral de Rigny. Je joins aussi copie des lettres par lesquelles je leur accompagne cet écrit. Je prie Votre Excellence d'honorer cette communication de son intérêt, et de faire tout ce qui peut dépendre d'elle pour venir à notre secours.

M. le capitaine Parker peut vous attester la vérité des faits qui caractérisent l'épreuve que nous subissons dans ce moment. Elle est forte, cette épreuve; mais la confiance que nous plaçons en Dieu et dans la justice éclairée des souverains alliés, nous donne assez de courage pour espérer que nous en sortirons avec honneur.

Mémoire.

Égine, $\frac{3}{15}$ mai 1828.

Avant de me charger de la responsabilité que la Grèce a voulu faire peser sur moi en m'appelant à la direction de ses intérêts, j'ai cru ne pouvoir mieux répondre à la confiance dont elle m'honorait, qu'en sollicitant en sa faveur quelques subsides de la part de LL. MM. le roi

de la Grande-Bretagne, le roi de France et l'empereur de Russie.

J'ai pris la liberté de représenter à leurs cabinets, depuis le mois de septembre de l'année dernière, que la Grèce accablée de sept années de guerre, d'anarchie et de misère, non-seulement ne pouvait contribuer dans aucune hypothèse à l'accomplissement des vues bienfaisantes du traité de Londres, mais que, dans la situation où elle se trouvait, l'exécution de ce même traité devenait impossible; que dès lors il était de toute nécessité et de la plus grande urgence de lui prêter les secours pécuniaires dont elle avait le plus pressant besoin, afin d'exister, de se défendre, et de concourir, selon les intentions bienveillantes des souverains alliés, à la pacification du levant.

Les trois cabinets ont accueilli avec bonté l'expression de ces vœux, et ont daigné me faire espérer qu'ils ne tarderaient pas à les exaucer.

Arrivé sur les lieux depuis le mois de janvier de cette année, j'ai reconnu chaque jour davantage, d'une part l'étendue et la profondeur des misères de tout genre que la guerre et l'anarchie ont léguées à ce peuple, et de l'autre la facilité avec laquelle on pourrait l'élever aux destinées auxquelles la Providence et la politique des souverains alliés le réservent.

Ranimée par ces sentiments et par ces espérances, la Grèce a pu faire un dernier et honorable effort. La banque nationale a été créée, et c'est au moyen du peu de

fonds que cette institution lui a procurés, que le gouvernement a donné une organisation nouvelle à l'armée, à la flotte et à l'administration, que l'ordre a commencé à s'établir dans l'intérieur, et que quelques milliers de familles sans foyers ont pu se soustraire par le travail à la famine et à la démoralisation.

Au moment où ce peuple infortuné commençait à entrevoir dans le présent les avantages réels d'un gouvernement légal et régulier, au moment où son administration lui offrait des garanties pour l'avenir, de nouveaux dangers, des dangers imminents, menacent de lui enlever sans retour le peu de bien dont il espérait jouir. Si dans la crise actuelle il ne désespère pas encore de son salut, c'est que sa confiance en Dieu, comme dans l'humanité et la justice éclairée de ses augustes protecteurs, est sans bornes.

Quelque actifs et soutenus qu'aient été les efforts des Puissances alliées, afin d'engager par la voie de la persuasion Ibrahim à délivrer de sa présence le Péloponèse, il s'obstine à demeurer dans les forteresses de la Messénie; et de ce foyer de malheurs sort la peste qui frappe déjà des victimes dans les îles d'Hydra et de Spetzia, et qui paralyse toutes les mesures que le gouvernement avait prises et allait prendre, pour assurer quelques progrès à l'ordre intérieur déjà établi dans les différentes îles et provinces de la Grèce.

Hydra et Spetzia devaient dans le courant de ce mois placer à la banque quelques sommes; et maintenant c'est

pour secourir ces îles et pour préserver l'état de la contagion, que le gouvernement doit épuiser le peu de fonds qui restaient à sa disposition.

Nous touchons à la saison de la récolte; elle promet du pain aux habitants du Péloponèse; mais la peste et Ibrahim-Pacha la leur laisseront-ils moissonner? Ibrahim lui-même commande une armée affamée et en révolte. Il ne peut avoir de vivres dans son camp que pour deux ou trois semaines. Le blocus maritime, devenu sévère depuis peu, lui coupe tout ravitaillement du dehors. Ne sera-t-il pas obligé de s'en procurer l'épée à la main dans les provinces du Péloponèse?

Quelle est la barrière que peut lui opposer un peuple exténué et dispersé, et que la terreur de la peste épuise et disperse encore davantage? Comment un gouvernement qui n'a point de finances et auquel les mesures de police sanitaire ôtent les moyens de fournir du pain et des munitions de guerre aux soldats, peut-il réunir ce peuple et l'armer pour la défense de ses champs?

Le gouvernement, encouragé par les premiers résultats de sa nouvelle organisation, espérait quelques ressources provenant de l'Archipel. Il ne peut plus y compter pour le moment, toutes les communications étant ou arrêtées ou retardées par les soupçons de peste.

Au milieu de ces désastres et comme pour en aggraver les conséquences, les envoyés de la Porte, après avoir conféré avec Kiutahy et Ibrahim-Pacha, demandent par l'organe des prélats grecs qui sont au milieu d'eux, de

s'approcher du gouvernement grec, afin d'avoir des entretiens avec lui. Cette mission est précédée d'une lettre pastorale du patriarche de Constantinople adressée aux Grecs. Elle est désormais connue par sa publication dans tous les journaux de l'Europe, et sa teneur me dispense de caractériser l'intention et le but du voyage que viennent de faire les envoyés de la Porte.

Dans cet état de choses, je dois avoir encore une fois recours à LL. EE. les amiraux commandants des forces navales des Puissances alliées dans l'Archipel. Je les prie de prendre en considération les faits que je viens de retracer. Ils peuvent en juger par leur propre témoignage, et par celui des commandants des vaisseaux en station auprès du gouvernement grec. Une fois convaincus de l'imminence des périls qui menacent la Grèce d'une catastrophe qui rendrait impossible la pacification du levant par l'exécution du traité du 6 juillet, ils se décideront peut-être sans attendre des instructions ultérieures ou de nouvelles instructions, à adopter d'un commun accord et sans retard les mesures que j'oserai invoquer ici.

1°. Ils prêteront au gouvernement grec, en vivres, en munitions de guerre et en argent, tous les secours qui sont en leur pouvoir. Ces secours pour offrir quelque soulagement et pour donner la garantie de quelque résultat, ne peuvent être inférieurs à 100,000 talaris par mois.

2°. En bloquant étroitement avec leurs vaisseaux les

forteresses de la Messénie, l'Attique, le golfe de Volo et celui d'Arta, ils pourraient peut-être ouvrir des pourparlers avec Ibrahim-Pacha, Kiutahy et le commandant turc qui est à Athènes. Ces pourparlers, notamment avec Ibrahim, pourraient offrir aux habitants du Péloponèse la chance de faire leur récolte, et si, à l'effet d'atteindre ce grand but, le gouvernement grec devait se prêter au désir des envoyés turcs, il les ferait arriver à sa portée, et écouterait leurs ouvertures, si en effet ils sont chargés de lui en faire de la part du divan.

3°. Depuis la chute de Chios, les habitants de Samos ne sont pas sans éprouver de justes inquiétudes, et c'est pour les tranquilliser que le gouvernement entretient une petite flotte devant cette île. Si les amiraux des Puissances alliées établissaient une station quelconque dans les parages de Samos (et le texte du traité les y autorise), ils préserveraient cette île de toute atteinte, et soulageraient le gouvernement grec de l'entretien de sa flottille.

* 4°. Enfin si, pour comble de malheur, la contagion vient à s'étendre dans l'Archipel, quels que soient les efforts que fera le gouvernement grec pour établir un système de police sanitaire sur mer, il ne pourra y réussir que lorsque les commandants des escadres alliées se plairont à l'aider, par la coopération active des vaisseaux qu'ils jugeront devoir consacrer à ce service.

A M. l'Amiral Heyden.

Égine, $\frac{3}{15}$ mai 1828.

Les nombreuses familles auxquelles les restrictions sanitaires enlèvent tout moyen de subsistance bénissent votre nom. Les 28,000 livres de biscuit que vous avez bien voulu mettre à ma disposition leur sont distribuées. J'ai aussi reçu avec infiniment de reconnaissance les 10,000 livres de poudre. Sans ce secours, les soldats de l'armée dans la Grèce orientale et occidentale auraient été forcés de revenir sur leurs pas. Le gouvernement, frappé de déconsidération à leurs yeux, n'aurait plus conservé son pouvoir sur ces masses. Elles seraient venues aggraver de leur présence la situation du Péloponèse et de l'Archipel; et l'ennemi, dont les Puissances alliées désirent délivrer la Grèce, aurait profité de ce nouveau désordre pour se ravitailler.

Cependant le secours que Votre Excellence vient de nous donner ne peut pas suffire. Rien ne vous le prouvera plus, Monsieur l'amiral, que le mémoire ci-joint.

Votre Excellence est sur les lieux. Le commandant de la frégate de S. M. I., l'*Ilélène*, y est depuis longtemps. Vous pouvez donc, Monsieur l'amiral, juger avec connaissance de cause les faits que je retrace dans cet écrit. Ils sont de nature à toucher les cœurs les moins généreux. Le vôtre ne refusera pas assurément l'assistance que je

sollicite pour cette malheureuse Grèce, qui est à la veille de périr de misère, de périr peut-être sans retour, mais non cependant sans compromettre les grands intérêts que le traité de Londres a voulu et veut sauver.

S. M. l'empereur de Russie a été pénétrée de cette conviction depuis la catastrophe d'Athènes, et elle a reconnu dès lors que la Grèce n'aurait pu dans aucune hypothèse contribuer à la pacification du levant, que pour autant que les Puissances alliées se seraient décidées à lui donner collectivement quelques subsides. S. M. I. a fait plus : elle vous a autorisé, Monsieur l'amiral, à nous les prêter pour le cas d'un besoin extrême.

La peste, que le camp d'Ibrahim-Pacha nous a envoyée à Hydra et à Spetzia, paralyse tous les efforts que la Grèce a faits pour se suffire à elle-même quelques jours, et pour attendre ainsi les bienfaits que les Puissances alliées lui avaient fait espérer. Cette dernière épreuve dépasse tous nos moyens. Elle n'est pas cependant plus forte que la confiance que nous plaçons en Dieu et dans la justice éclairée et bienveillante de LL. MM. le roi d'Angleterre, le roi de France et l'empereur de Russie.

Nous ne doutons pas de leurs secours. Il y a peu de jours M. l'amiral de Rigny nous les a promis encore une fois, et comme pour nous en donner d'avance un gage, il voulut bien nous envoyer douze barils de poudre. M. l'amiral Codrington s'est plu aussi d'accompagner de ses bons offices mes instances respectueuses.

Que Votre Excellence donc veuille bien honorer de son attention et d'un prompt accueil les vœux que j'exprime dans le mémoire ci-joint, et qu'elle ne cesse d'engager ses collègues à nous tendre une main secourable. Je joins ici la copie des lettres que je leur adresse à cette occasion.

A M. Stevenson.

Égine, $\frac{4}{16}$ mai 1828.

Vous n'ignorez pas les nouvelles épreuves que les Turcs nous ont envoyées. Vous en avez votre part. Grâce à vos soins et à votre noble dévouement, vous en sortirez victorieux, et qui plus est, vos travaux n'en seront pas arrêtés ni retardés; l'œuvre de bien à laquelle vous vous êtes voué continuera, et les malheureux auront du pain.

Aujourd'hui leur nombre augmente à raison des restrictions sanitaires. Plus ils sont nombreux et entassés, et plus ils deviendront victimes des maladies de la saison. Je fais dénombrer tous ceux qui se trouvent à Égine. On les inscrira en deux classes, l'une des vieillards et des infirmes qui ne peuvent être mis au travail, l'autre de ceux qui peuvent et doivent gagner leur pain par le travail. C'est de cette seconde classe que je désire sortir un bon nombre de familles, les placer à Apathia, et les confier à vos soins paternels.

Je viens de recevoir d'Ancône une petite cargaison d'excellent grain turc ou blé sarasin. Je voudrais en faire semer à Apathia autant que possible. La saison est très-favorable; le reste servirait à la nourriture de ces familles, sauf à les pourvoir de pain par la suite, si la quantité de ce blé ne suffisait pas.

Pour mettre à exécution ce projet, je vous demande :

1°. Si vous voulez avoir l'extrême bonté de vous en charger.

2°. Combien de familles pourraient être placées dans les terrains d'Apathia propres à cette exploitation.

3°. Indépendamment de la semence et de la nourriture des familles, quels autres moyens le gouvernement devrait mettre à votre disposition.

Quant au terrain, tout le domaine d'Apathia appartient à la nation, et vous n'avez qu'à choisir. Le gouverneur provisoire de Poros reçoit l'ordre de ne vous laisser rien à désirer à cet égard, et de vous aider en toute chose, selon que vous voudrez bien avoir recours à lui. Pour ce qui est des moyens, je vous enverrai une petite somme d'argent, afin que vous puissiez suffire aux menues dépenses. Et s'il s'agissait de pourvoir cette petite colonie de deux ou de quatre paires de bœufs, ou de quelques chevaux, je ne me refuserais pas à vous donner de quoi les acheter.

Je vous enverrai avec ces familles une espèce de commissaire, lequel sera sous vos ordres, et se chargera de tous les détails. Il parlera un peu l'italien, et vous aurez une difficulté de moins.

On m'écrit de Genève que le bâtiment de Liverpool a souffert de grandes avaries à Lisbonne. Espérons que nous sauverons au moins les instruments d'agriculture. En attendant, je vous procurerai quelques pelles. M. l'amiral russe vient à Poros pour faire de l'eau. Je l'ai prévenu que vous irez lui exprimer les vœux que forment vos peuples, et il a eu la bonté de me promettre qu'il vous fera donner toutes les pelles qu'il pourra.

Veuillez me faire connaître ce que vous pensez du projet dont je vous entretiens. Je n'attends que votre réponse pour y donner suite. Les pommes de terre poussent aussi à Égine. Je suis à leur portée, car j'habite le jardin de M. Bulgaris.

A M. le Général Church.

Égine, $\frac{4}{16}$ mai 1828.

Le gouvernement a sous les yeux les rapports que vous lui avez adressés jusqu'à la date du 26 du mois passé. Il voit avec satisfaction le suffrage dont vous honorez les braves qui sont sous vos ordres, et notamment ceux qui se sont distingués dans les combats qui ont duré depuis le 14 jusqu'au 18 avril. Il vous autorise à leur témoigner sa reconnaissance, et à leur déclarer que dans un moment plus favorable le gouvernement se plaira de leur en donner des gages.

Aujourd'hui entourés comme nous le sommes de difficultés et de privations de tout genre, à peine avons-nous le moyen d'exister et le temps d'y songer. Les restrictions sanitaires ont aggravé et aggravent la situation du pays et celle du gouvernement. Dans une crise semblable il faut faire preuve de constance et de dévouement ; le gouvernement le premier en donne l'exemple, et il compte avec une entière confiance que l'armée sous vos ordres, forte de son patriotisme, en fera autant. Elle s'y décidera d'autant plus aisément, en voyant qu'elle reçoit et qu'elle recevra invariablement la preuve des efforts que le gouvernement fait pour la mettre en état de parcourir avec succès et gloire la belle campagne qu'elle a entreprise.

Il lui envoie pour le moment toutes les munitions de guerre qui sont à sa disposition, et il donne au commissariat de l'armée 50,000 piastres pour qu'il puisse offrir quelque soulagement aux besoins des soldats. Vous recevrez ci-jointes les instructions dont est muni le dit commissariat, et vous voudrez bien veiller à ce qu'elles soient régulièrement exécutées.

MM. Gérostathis et Dima sont autorisés à pourvoir de vivres votre armée, au moins jusqu'au 15 du courant, époque à laquelle nous espérons que le capitaine Giannitzis nous en apportera une cargaison d'Ancône. D'autres le suivront, et une fois que ce service sera mis à l'abri de tout désordre, l'armée ne sera plus gênée dans ses mouvements par le défaut des subsistances.

Telle est l'importance que nous attachons aux progrès

et aux succès de vos opérations militaires, que si des circonstances graves et imprévues ne nous retenaient ici, nous nous serions rendu au milieu de vous, afin d'aplanir sur les lieux et sans perte de temps tous les obstacles que le gouvernement seul peut lever.

Soyez bien assuré, Monsieur le général, qu'au premier moment dans lequel le gouvernement pourra lier son apparition dans la Grèce occidentale avec la tournée qu'il désire faire dans les provinces opposées du Péloponèse, il le fera pour mettre à votre disposition tous les moyens qui vous sont nécessaires, et dont il reconnaît autant que vous l'urgence. Nous avons lieu d'espérer que ce moment ne tardera pas.

Si le Péloponèse n'était pas menacé d'une nouvelle invasion, que la disette et le désespoir peuvent forcer Ibrahim à faire dans les provinces auxquelles la récolte promet du pain, le gouvernement n'hésiterait pas à vous faire arriver le renfort de 1,200 à 1,500 hommes que vous lui demandez, composé des contingents de Calavrita, de Vostitza, de Patras et de Gastouni. Vous en recevrez cependant, par l'arrivée prochaine du corps du chiliarque Zervas, et s'il est nécessaire, le corps qui campe à Éleusis pourra aussi vous renforcer d'une chiliarchie. Le gouvernement attendra à cet égard vos rapports.

Le commissariat général vous donnera avec plus de détails l'information de ce qu'il vous envoie en munitions de guerre, et de la quantité qu'il pourra sous peu vous transmettre. Le secrétaire d'état est chargé de vous communi-

quer les nouvelles sanitaires. Elles ne sont pas jusqu'à aujourd'hui très-alarmanes.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{6}{18}$ mai 1828.

Le commissariat général a rendu compte au gouvernement de vos derniers rapports, et M. Graillard, arrivé aujourd'hui de l'armée, a donné les détails dont vous l'avez chargé.

Pressé comme il l'est de besoins et d'affaires, le gouvernement ne vous transmettra des directions que sur les points les plus essentiels, et vous les trouverez dans les articles suivants :

1°. Le membre du commissariat qui a fait en dernier lieu la revue de l'armée étant absent, il est impossible dans ce moment de juger de la question relative aux journées de vivres qui semblent en discussion. Vous remarquerez cependant qu'il ne peut pas appartenir à l'armée de faire des conditions au gouvernement ; que quand même la demande serait fondée, le gouvernement ne pourrait la satisfaire, par le fait seul que l'armée l'article comme une condition sans laquelle elle n'accepte pas les vivres qui lui sont dus et qui lui sont offerts. Déclarez donc aux chefs et aux soldats qui forment cette prétention, que le gouvernement ne la rejette pas, mais qu'il ne la pren-

dra en considération que lorsqu'il sera informé que les soldats ont fait preuve d'obéissance comme ils le doivent.

2°. Le gouvernement croit que le service de votre quartier-général pour la partie de la caisse sera mieux réglé par M. Léon. Le décret ci-joint lui confère la place qu'occupait M. Christidès, et ce dernier recevra une autre destination. Il viendra prendre à cet effet les ordres du gouvernement.

3°. M. Léon reçoit la somme de . . . dont vous pourrez disposer pour les dépenses extraordinaires. Afin que vous jugiez de l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement de vous fournir en ce moment une somme plus considérable, sachez qu'au lieu de demander aux finances les . . . piastres qu'elles vous envoient, je vous les donne de ma cassette, sauf à être plus tard remboursé.

4°. Dans un pareil dénûment, il est aussi impossible de vous accorder les fonds nécessaires soit pour monter un petit corps de cavalerie; soit pour acheter les chevaux dont l'armée paraît avoir besoin pour se mettre en mouvement. Quant à la cavalerie, si les chevaux et les cavaliers existent à l'armée, comme je n'en doute pas, et qu'il y ait moyen de les organiser sous un commandement, vous êtes autorisé à y procéder, sauf à offrir avec le délai de six mois aux propriétaires des chevaux une juste indemnité. Pour ce qui est des bêtes de somme, il faudra de toute nécessité avoir recours aux réquisitions, ayant toutefois égard à toutes les mesures qu'il vous est ordonné de prendre, afin de ne pas vexer outre mesure le pays, et surtout de ne pas

enlever aux propriétaires , sous le prétexte de réquisition , leurs bêtes de somme en les gardant sans retour.

5°. Le colonel Heideck reçoit l'ordre de faire tout ce qui pourra dépendre de lui pour vous envoyer les deux pièces de canon , ainsi que les artilleurs , que vous demandez.

6°. Le commissariat ne néglige aucun soin pour vous mettre à même de marcher , en procurant à votre armée , le plus tôt que faire se pourra , des vivres de réserve pour quelques jours. Mais vous ne devez pas vous dissimuler qu'il y a des obstacles majeurs , et que ce n'est qu'à force d'ordre et d'économie qu'on pourra en lever quelques-uns. C'est vous dire qu'aujourd'hui plus que jamais vous devez redoubler d'attention et de vigilance , à l'effet de réduire les distributions au plus strict nécessaire.

7°. Pour ce qui est de l'emplacement dans lequel se trouvent les enfants , vous êtes autorisé à en faire choisir , par la personne à laquelle vous les avez confiés , un qui soit éloigné du camp , et où ils devront attendre quelques jours les ordres que je vous ferai parvenir à leur égard.

8°. Le gouvernement ne saurait assez vous engager encore une fois à accélérer vos opérations. Toutes les circonstances intérieures et extérieures le portent à croire que vous n'avez plus un seul jour à perdre dans l'inaction.

A M. l'Amiral de Rigny.

Égine, $\frac{6}{18}$ mai 1828.

Après les explications que je viens d'avoir avec M. le comte Heyden, M. le capitaine Parker et M. le capitaine Leblanc, il est de mon devoir de prier ce dernier d'expédier à Votre Excellence sans le moindre retard la communication que j'eus l'honneur de lui adresser en date du 3 (15) de ce mois, et d'accompagner cette même communication de la présente.

Les nouvelles que je viens de recevoir de la Messénie ne me laissent pas de doute qu'Ibrahim-Pacha ne se prépare à faire la moisson de tout le blé qui dans peu de jours sera en maturité dans les provinces qui avoisinent les forteresses qu'il occupe. Il a fait forger un nombre très-considérable de faux, et il a donné dans les villages d'alentour l'ordre de tenir à sa disposition toutes les bêtes de somme, en offrant une forte indemnité. Ces notions me sont directement transmises par ces mêmes malheureux paysans, qui se trouvent dans l'alternative ou de servir Ibrahim ou de périr de faim.

Si Ibrahim-Pacha atteint son but, le blocus maritime manquera le sien, et le Péloponèse sera affamé.

Le gouvernement grec ne peut dans sa détresse extrême ni prévenir ni mitiger une semblable catastrophe, à moins que Votre Excellence et ses collègues ne veuillent

lent lui prêter une prompte assistance. Elle consisterait dans une démarche collective que les amiraux et M. le capitaine Parker seraient auprès d'Ibrahim-Pacha, en lui adressant une lettre qui lui porterait la déclaration suivante :

« L'année dernière vous n'avez pas écouté les conseils
« des amiraux alliés, et vous avez perdu votre flotte à
« Navarin. Cette année-ci les mêmes amiraux vous con-
« seillent de ne pas ravager le Péloponèse ou le priver de
« ses subsistances, et ils vous offrent encore le moyen de
« vous retirer honorablement. Si vous rejetez leurs offres,
« si le Péloponèse doit souffrir de nouveaux désastres, et
« le plus grand de tous celui de la famine, vous en porte-
« rez la peine, et votre père en aura sa part. Vous serez
« contraint à indemniser le Péloponèse de tous les dom-
« mages qu'il aura éprouvés, et ce sera la condition de ri-
« gueur que nous mettrons alors à votre sortie de la pé-
« ninsule. Aujourd'hui nous n'en mettons qu'une seule,
« c'est la restitution de tous les prisonniers grecs. Si pour
« vous entendre avec nous sur ces intérêts, vous nous de-
« mandez le temps d'écrire à votre père et de recevoir ses
« ordres, nous vous accorderons ce temps, et nous nous
« chargerons de vos lettres. Si enfin pour attendre ces ré-
« ponses, votre armée avait besoin de vivres, nous con-
« viendrions des mesures à prendre pour vous les pro-
« curer. »

Je ne vous fatiguerai pas, Monsieur l'amiral, de tous les développements dont ma proposition me semble sus-

ceptible. Le temps presse. Je me borne à vous conjurer encore une fois d'arriver le plus tôt possible à Égine. M. le comte Heyden y sera, et j'espère alors que Vos Excellences et M. le capitaine Parker sauveront, tandis qu'il en est temps encore, le Péloponèse.

Notez, Monsieur l'amiral, que la première récolte dans ce pays est à sa maturité dans peu de jours.

*Circulaire aux Commissaires extraordinaires
dans le Péloponèse.*

Égine, $\frac{6}{18}$ mai 1828.

Les informations que le gouvernement vient de recevoir d'une source authentique ne lui laissent pas de doute qu'Ibrahim-Pacha se prépare à faire une expédition dans le Péloponèse, dans la vue de recueillir quelques mois de vivres pour son armée.

Le gouvernement s'est occupé, et s'occupe maintenant de toutes les mesures qui pourraient prévenir un semblable malheur, au moyen de la protection dont les Puissances alliées honorent la Grèce. Il espère qu'une démarche collective de la part des amiraux et commandants des forces navales alliées qui se trouvent dans ces parages aura lieu auprès d'Ibrahim, et que par une suite de cette démarche, il renoncera à ses desseins.

Cependant ce résultat est tout entier dans le temps.

Nous attendons avec une grande impatience M. l'amiral de Rigny.

Nous devons dans ces entrefaites remplir autant qu'il est en nous nos devoirs. Le gouvernement s'acquitte du sien, en vous ordonnant de veiller et de faire veiller dans le département qui vous est confié à ce que les habitants soient sagement prévenus du danger qui les menace, afin de n'être pas surpris, ou bien de ne pas se décourager au point de ne voir de salut qu'en se résignant à subir l'action de l'ennemi.

Ils doivent le prévenir, d'abord en renvoyant à temps leurs familles hors de son atteinte, et en lui opposant, pour autant que leurs moyens le leur permettent, une forte résistance.

A l'effet de les mettre dans une situation semblable, et de leur prêter quelque assistance, le gouvernement va donner des ordres pour mettre en activité les contingents des départements respectifs, selon le plan qui avait été tracé à Nauplie. Vous recevrez à cet égard des instructions plus détaillées dans un ou deux jours.

Jamais situation n'a été plus critique que celle dans laquelle se trouve en ce moment le Péloponèse. C'est ainsi qu'il n'y aura pas d'occasion dans laquelle vous puissiez, Messieurs, rendre un service plus signalé à votre patrie, que celle qui va se présenter, si Ibrahim ne renonce pas à ses projets. Si vous parvenez, dans le cas où il les exécute, à lui enlever le fruit de son expédition, le département que vous administrez vous devra son salut.

A M. le Général Colocotronis.

Égine, $\frac{6}{18}$ mai 1828.

La circulaire ci-jointe, que reçoivent les commissaires extraordinaires dans les provinces du Péloponèse, vous prouve que le gouvernement ne perd pas de vue un instant la situation de ce pays, et ce qu'il doit pour la rendre moins critique.

Vous recevrez dans une couple de jours des ordres plus détaillés pour procéder à l'armement que nous avons projeté. Veuillez en attendant veiller et faire veiller partout à ce que les contingents respectifs soient prêts à se mettre en campagne, à garantir le pays non-seulement de l'ennemi, mais du désordre et des malversations, lesquelles finiraient par faire trouver à Ibrahim-Pacha moins de difficultés à remplir ses desseins.

A S.-A. le Prince de Lieven, à Londres.

Égine, $\frac{7}{19}$ mai 1828.

Je profite, mon prince, du même brick qui m'a apporté de Corfou la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 11 (23) mars, pour vous adresser

sans retard mes actions de grâces les plus sincères de votre aimable et bon souvenir.

La présente vous arrivera dans un état qui vous fera bien comprendre le mien. Les fumigations des quarantaines vous annonceront que la peste est en Grèce. J'ajouterai seulement que c'est Ibrahim qui nous l'a envoyée de Modon, et que c'est à l'occasion d'un échange de prisonniers fait par l'entremise d'un brick autrichien que nous l'avons gagnée; tant il est vrai que trop de philanthropie fait souvent un grand tort à l'humanité.

Jusqu'à présent ce n'est que dans les îles d'Hydra et de Spetzia que quelques victimes ont été frappées. Quoique dans une détresse extrême, j'ai néanmoins osé prendre de fortes mesures de police sanitaire; elles sont passablement exécutées, et j'espère qu'à l'aide de Dieu ce pays se préservera d'une nouvelle calamité.

Mais une autre l'attend : c'est la famine. Des milliers de familles entassées à Nauplie, à Égine, à Poros et dans les îles de l'Archipel, manquent absolument de tout moyen de subsistance. Ce sont des femmes et des enfants, les débris de la population de la Grèce orientale et occidentale, auxquels les restrictions sanitaires enlèvent toute occasion de gagner leur pain; et il faut par conséquent ou que je leur en procure, ou que je les voie mourir de faim. Le peu que je puis leur offrir, je le leur fais cependant gagner par le travail.

Les malheureux paysans du Péloponèse, encouragés par l'espoir d'être délivrés de la présence d'Ibrahim et

de voir s'établir quelque ordre dans l'administration intérieure, ont quitté les montagnes, ont cultivé leurs champs, et jouissent de l'espoir d'une belle récolte. Mais Ibrahim se prépare à la faire pour eux, et à se ménager ainsi le moyen de rendre complètement inutiles tous les efforts et toutes les dépenses du blocus maritime.

Comment les Grecs peuvent-ils lui disputer la récolte, si leur gouvernement n'est en état de leur fournir ni vivres ni munitions de guerre? C'est dans cet état de choses que je viens d'adresser une dernière communication aux amiraux des Puissances alliées. J'ignore quel peut en être le résultat. Ce que je sais, c'est que j'ai fait et que je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour remplir mes devoirs, et que quelle que soit la fin de cette longue agonie, si nous devons périr, nous périrons honorablement.

Je ne vous transmets pas, mon prince, la copie de la communication dont j'ai l'honneur de vous parler, parce que je vous écris dans une espèce de bivouac au bord de la mer, dans le port d'Égine, ayant à peine le temps et la force de dicter ces lignes, et de vous faire mes excuses du désordre avec lequel elles sont écrites.

Ce malheureux pays que les Puissances alliées désirent sauver, est aujourd'hui entre la peste, la famine et la guerre; et de beaux et magnifiques vaisseaux anglais, français et russes, sont condamnés à contempler ce spectacle en demeurant à l'ancre, les uns faute d'instructions, les autres ne devant pas agir seuls. A la longue ils nous

feraient plus de mal que de bien, et je leur sais gré du parti sage qu'ils ont pris.

M. le comte Heyden et M. le capitaine Parker n'ont pu cependant nous refuser quelques aumônes. Ces bienfaits nous en font espérer de plus considérables et de plus essentiels. Forts de ces espérances, nous nous ménageons quelques jours de vie.

Je vous le répète, mon prince, ces angoisses et les périls imminents qui les motivent ne me découragent pas. Toute ma confiance est en Dieu. Dans sa miséricorde il a fait des miracles pour sauver cette nation depuis quatre siècles. Il en fera encore, parce que la Providence ne fait rien en vain.

A M. le Général Adam.

Égine, $\frac{8}{20}$ mai 1828.

Je m'empresse de remercier Votre Excellence des lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire jusqu'à la date du 9 du courant, et je profite du retour du schooner ionien le Lord Castlereag, que M. le capitaine Parker vous expédie, pour vous témoigner, mon général, la reconnaissance avec laquelle j'apprends les mesures que vous venez de prendre relativement aux deux bâtiments que commandait le capitaine Jean Frangillas. Je partage complètement l'opinion de Votre Excellence sur la culpabilité de

ce capitaine, vu le défaut de ses papiers de navigation. Son fait est une suite du désordre passé, et j'aime à espérer qu'il ne se reproduira plus.

Je n'entretiens pas Votre Excellence des nombreuses misères qui nous accablent, ni des dangers qui nous environnent de toute part. M. le capitaine Parker, à qui j'ai remis copie de toutes les communications que j'adresse dans ces circonstances critiques à Messieurs les amiraux des Puissances alliées, a la bonté de me donner l'assurance qu'il vous en transmettra un exemplaire. Il me serait impossible d'ajouter quelque chose, ou pour vous donner une idée complète de nos angoisses, ou pour vous faire mieux comprendre les vœux que la Grèce exprime encore une fois, avec l'espoir que ses augustes protecteurs se décideront enfin à les accomplir.

Que Votre Excellence me permette de placer sous ses auspices ma réponse à M. le prince de Lieven.

A M. le Chevalier Mustoxidis.

Égine, $\frac{8}{20}$ mai 1828.

Je n'ai pas le temps, mon cher Mustoxidis, de vous écrire une longue lettre; mais je ne puis pas me refuser la satisfaction de vous remercier des vôtres que j'ai reçues jusqu'à la date du 25 février. Je n'ai fait que jeter les yeux sur cette dernière, parce que depuis cinq heures du

matin jusqu'à dix heures du soir, à peine on me laisse peu d'instants de repos. Je me réserve cependant la bonne fortune de vous lire à tête reposée et de vous répondre en détail.

Comme si nos misères et nos embarras ne suffisaient pas, les Turcs nous ont envoyé la peste, et Ibrahim menace le Péloponèse de la famine. J'espère à l'aide de Dieu avoir maîtrisé le premier de ces deux fléaux, et je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour prévenir ou pour mitiger l'autre.

Je vous ai écrit il y a peu de jours de Nauplie. Depuis lors jusqu'à aujourd'hui, j'ai été de ma pauvre personne à Hydra et à Spetzia, où la peste avait frappé quelques victimes. Je suis ici, campé au bord de la mer, pour me tenir à une égale portée de la ville, des affaires et des nombreux vaisseaux des Puissances alliées qui nous visitent. Quelle vie, mon cher, que la mienne! Quelles difficultés que celles qui m'entourent et me pressent de toute part! Je suis cependant loin et bien loin de me décourager. Dieu est avec la Grèce et pour la Grèce. Elle se sauvera. C'est dans cette conviction que je puise toutes mes forces et tous mes moyens. Ma santé est assez bonne. Mon frère Viaro fait l'inspecteur de santé à Hydra. Génatas en fait autant à Égine, afin de préserver, s'il se peut, d'une nouvelle catastrophe cette ville où se trouve maintenant le siège du gouvernement. Je vous serre la main et je suis tout à vous.

A M. l'Amiral Codrington.

Égine, $\frac{8}{20}$ mai 1828.

La pièce ci-jointe renferme les dernières nouvelles que je viens de recevoir relativement de la députation que la Porte a fait arriver en Grèce.

Les commissaires du gouvernement dans le Péloponèse reçoivent aujourd'hui l'ordre de faire escorter cette députation par Tripolitza à Astros, et de là au couvent qui se trouve dans l'île de Poros, à peu de distance de la ville. Dès que je saurai que la députation y est arrivée, je m'y rendrai moi-même, et je ne me refuserai pas d'entendre les ouvertures qu'elle serait autorisée à faire au gouvernement de la Grèce, si toutefois elle en a de véritables à faire.

Je crois devoir informer Votre Excellence de ce fait. Elle n'ignore pas les motifs qui me portent à ne point négliger ces moyens, afin de prévenir, ou de retarder au moins, l'exécution du projet calamiteux auquel Ibrahim paraît décidé.

Si la députation des évêques est chargée en effet de quelques ouvertures qui puissent mériter l'attention des cours alliées, je ne ferai que leur en transmettre immédiatement la communication, afin d'attendre les réponses que, dans leur bienveillance pour la Grèce, les souverains alliés daigneront me faire parvenir. Dans tous les

cas je m'empresserai, Monsieur l'amiral, de faire connaître à Votre Excellence ainsi qu'à ses collègues toutes les communications que ces prélats me feront, et si j'avais un vœu à exprimer à cette occasion, ce serait de n'être pas seul à les recevoir.

J'aime à espérer que Votre Excellence sera sur les lieux, et qu'elle voudra bien faire assister quelque officier de sa part à ces entretiens.

A M. le Capitaine Hastings

Égine, $\frac{8}{20}$ mai 1828.

Le gouvernement vient d'apprendre avec une entière satisfaction que vous avez pris part aux opérations militaires qui ont pour but Messolonghi et Anatolico. Il est d'un immense intérêt que l'ennemi soit une fois forcé à quitter ces points, et que la Grèce occidentale commence à reprendre ses droits, là où elle a fait preuve d'une valeur et d'une persévérance qui ont mérité le suffrage de l'Europe. Tout ce que vous ferez, Monsieur le capitaine, pour contribuer à ce grand résultat, ajoutera, s'il se peut, aux sentiments d'estime et de gratitude dont je vous réitère ici l'expression.

A M. le Chiliarque Petros Tzavellas.

Égine, $\frac{9}{21}$ mai 1828.

M. le colonel Heideck m'a communiqué la lettre que vous lui avez adressée en date du 8 du courant, et la réponse qu'il vous a faite.

Il m'est agréable de vous témoigner combien je suis sensible à l'indignation avec laquelle vous avez appris les bruits que des malveillants ont répandus sur votre voyage. Il y a sans doute une poignée d'intrigants qui s'efforcent d'inspirer des méfiances au gouvernement sur le caractère des troupes qui forment l'armée de la Grèce orientale. Ils s'efforcent aussi de s'acquitter de la même tâche auprès de quelques-uns de vos frères d'armes. Tout cela m'est connu; mais je suis loin d'en concevoir la moindre inquiétude, parce que je compte avec une confiance illimitée sur l'honneur qui caractérise les chefs de cette armée, et sur les preuves de sagesse et de valeur qu'ils aimeront donner à leur patrie, dans un moment où les Puissances européennes les contemplent avec tant de soin et d'intérêt.

Je regrette que les restrictions sanitaires vous empêchent de célébrer les noces de votre sœur à Nauplie, comme je l'aurais désiré. J'ai exprimé le même regret au général Colocotronis. Célébrez-les à Argos, et je vous envoie toutes mes bénédictions.

Je tiens à ce que vous vous rendiez une heure plus tôt au camp, afin que les opérations commencent, et que vous le premier vous contribuiez à leur succès. Ce n'est que par l'autorité des résultats que nous pourrons en peu de temps convaincre tout le monde que l'ordre légal une fois établi, les résultats sont immanquables, tant pour les opérations que l'armée entreprend, qu'en toutes choses.

A M. Stevenson.

Égine, $\frac{9}{21}$ mai 1828.

Votre lettre du 6 (18) m'est infiniment agréable. Elle me fait connaître les progrès de vos travaux, et m'en fait espérer de plus grands encore, du moment que vous serez soutenu comme je le désire. Je vais arriver moi-même à Poros pour d'autres affaires. Celle dont vous vous occupez est cependant une des premières, parce qu'elle nous donnera des résultats d'une utilité réelle. On procède ici à la conscription des familles que je me propose de placer sous votre surveillance paternelle. Une fois sur les lieux, nous aplanirons en peu d'instantes toutes les petites difficultés que l'impéritie et peut-être la malveillance s'efforcent d'opposer au peu de bien que vous tâchez de procurer aux malheureux. J'aime à espérer que vous serez bientôt délivré de la présence des troupes irrégulières. Prenez patience et persévérez. Vous aurez le grand mérite d'avoir

sauvé, et pour le présent et pour l'avenir, la classe la plus intéressante de cette malheureuse nation.

A M. Anagnoste Deligiannis.

Égine, $\frac{10}{22}$ mai 1828.

J'aime à répondre à la lettre que vous m'avez adressée hier ; mais pour le faire, je dois rentrer dans la sphère de vos conationaux, et me supposer hors de toute fonction publique. C'est donc l'homme et non le magistrat qui vous répond.

Vous avez été appelé par vos concitoyens réunis en commission à Nauplie (et votre frère était du nombre), à contribuer pour une petite somme au paiement de ce que la ville s'était engagée de placer à la banque nationale depuis la fin du mois de mars. C'est le 27 avril que le gouverneur de Nauplie vous invita à verser sans délai les 30 talaris dont il s'agit. Je conviens avec vous qu'avec un peu plus d'habileté il aurait pu vous adresser la même invitation, la rendre plus péremptoire, et vous mettre ainsi dans l'impossibilité d'articuler aucune plainte sur la rédaction de cet acte ; mais il n'est pas donné à tout le monde de faire preuve de talent dans toutes les occasions.

Ce que je trouve de pénible et pour moi et pour vous, c'est le fait. Vaut-il la peine de se laisser adresser une invitation écrite pour une pareille somme, et lorsque votre

exemple doit faire autorité auprès des hommes qui ont à juste titre les yeux fixés sur vous? Pourquoi le gouvernement demande-t-il à la ville de Nauplie ce secours? C'est pour donner du pain à des milliers de familles réfugiées à Nauplie; c'est pour en faire sortir quelques centaines dans des chaumières hors de la ville; c'est pour sauver, s'il se peut, d'une affreuse épidémie une nombreuse population de malheureux, qui est entassée dans cette ville.

A la place de M. Calergis je vous aurais écrit tout ceci; je vous aurais prié de ne pas tarder à rendre encore ce service à votre pays, et j'aimé à croire que vous auriez trouvé bon alors de faire plus qu'on ne vous demandait.

Au reste je puis vous donner l'assurance que ce n'est pas dans l'intention de manquer aux égards qui vous sont dus qu'il vous a adressé la même invitation qu'il a été forcé d'envoyer indistinctement à toutes les personnes qui étaient en retard. Les regrets et les plaintes sont sans doute légitimes; mais ils ne le sont qu'à raison de l'indolence des personnes qui doivent contribuer à l'acquittement de la dette de Nauplie, et à raison de la nécessité impérieuse dans laquelle s'est trouvé le gouvernement de l'encaisser, pour la destiner aux besoins pressants du jour. Lorsqu'on voit les choses sous ce point de vue (et c'est le véritable), l'effet que peuvent produire dans l'opinion les expressions plus ou moins artistement mesurées devient nul, parce que le fait parle plus haut que toutes les paroles.

Il se peut que ma manière de juger cette affaire n'obtienne pas votre suffrage. Il se peut aussi qu'il en soit de

même à l'égard de plusieurs autres mesures du gouvernement, peut-être même de toutes. J'en suis bien peiné; mais dois-je pour cela faire taire ma conscience, et suivre des directions que sept années d'expérience et de malheurs n'ont que trop caractérisées? Je m'en garderai bien. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à vous, comme à tous vos collègues et à tous vos concitoyens, je fais moi-même un essai, et vous, Messieurs, vous en faites un. Nous sommes libres. Le jour où je ne vous conviens pas, vous n'avez qu'à me le dire, et prendre sous votre responsabilité ma place. Je vous la donne de grand cœur. Vous ferez mieux que moi, du moins je le désire.

Je vous parle sans détour, sans arrière-pensée; c'est la vérité tout entière. Par les antécédents dont vous faites mention dans votre lettre, plus vous êtes élevé en rang au milieu de vos concitoyens, et plus vous devez l'approuver, parce que sans la vérité, la franchise et la droiture, il n'y a dans les choses publiques, comme dans les particulières, que mécomptes et que revers.

Instructions secrètes aux Commissaires extraordinaires de l'Archipel.

Égine, $\frac{12}{24}$ mai 1828.

Durant la domination turque, plusieurs des citoyens des îles de l'Archipel ont cherché et trouvé dans la protection

des Puissances étrangères une espèce d'illustration , peut-être même quelque fortune, et une garantie. Ces habitudes existent encore, et quelques Grecs des îles sont revêtus du titre, quoique subalterne, d'agents consulaires ou de protégés de l'une ou de l'autre des Puissances européennes.

Dans leur qualité de citoyens du pays, ils doivent être soumis aux lois, et dans celle de sujets étrangers ils prétendent s'y soustraire; cet abus est intolérable. Cependant en ce moment il est difficile de le faire cesser avec le concours des Puissances étrangères. Les égards que le gouvernement grec leur doit lui imposent de n'entamer aucune discussion à ce sujet.

Il est par conséquent recommandé aux commissaires extraordinaires de n'en élever aucune sur les lieux, à moins qu'ils n'y soient contraints par l'obstination avec laquelle les hommes de cette catégorie se refuseraient à concourir, en leur qualité de citoyens ou de propriétaires du pays, aux charges qui leur seraient imposées. Dans ce cas les commissaires extraordinaires les appelleront amicalement auprès d'eux, et leur proposeront de s'expliquer d'une manière ouverte et légale sur leurs intentions. Ces explications se feront par procès-verbal.

Si ces citoyens préfèrent jouir des avantages d'une protection étrangère, ils doivent renoncer par écrit et par un acte public à tout droit et titre quelconque qu'ils pourraient avoir en leur qualité de citoyens de l'île. Si au contraire ils désirent conserver ces droits et ces titres, ils

doivent porter, ainsi que leurs compatriotes, les charges que les lois ou les circonstances rendent indispensables. Il est à espérer que de cette manière le gouvernement gagnera tout le temps qui lui est nécessaire pour régler, s'il plaît à Dieu, cette partie de ses rapports avec l'étranger, lorsque d'autres rapports plus essentiels encore seront définis par des transactions formelles.

Jusque-là il faut également que les commissaires extraordinaires emploient beaucoup de prévoyance et de ménagement dans leurs relations avec les habitants de la communion catholique-romaine, qui se croient par le fait sous la protection immédiate de S. M. T. C. Quelles que soient les informations qu'ils peuvent recueillir à leur égard de la part des Grecs du rit orthodoxe, quelles que soient les plaintes et les récriminations réciproques, les commissaires extraordinaires doivent juger toujours des questions semblables sous ce point de vue général de politique. Ils concentreront par conséquent tous leurs efforts pour entretenir la concorde entre les citoyens des deux communions, en appelant les uns comme les autres dans de justes proportions à prendre part au service public. Du moment que les insulaires de la communion romaine se trouveront honorés de la confiance de leurs concitoyens et du gouvernement, il est à présumer qu'ils seront moins dociles aux séductions éphémères de la protection étrangère. C'est dans cette vue qu'il est de l'intention du gouvernement que les commissaires extraordinaires règlent leur langage et les mesures qu'ils prendront

pour asseoir sur une base solide l'administration des îles qui leur sont confiées.

La tranquillité de plusieurs de ces îles a été souvent troublée par la présence des soldats qui ont manqué les expéditions de l'île d'Eubée et de Candie. Le gouvernement n'a négligé jusqu'à présent aucun moyen pour faire sortir des îles ces hôtes incommodes. Plusieurs d'entre eux sont déjà dans l'armée de la Grèce orientale; mais leurs familles et quelques chefs et soldats, sous différents prétextes, se considèrent encore comme légitimement réfugiés dans les Sporades septentrionales et ailleurs. Il est d'un grand intérêt que le gouvernement soit exactement informé de leur nombre, de leur position, et des moyens dont il pourrait se servir ou pour les rendre inoffensifs là où ils se trouvent, ou pour en délivrer les îles de l'Archipel. Le commissaire extraordinaire du département des Sporades septentrionales, et en général chacun dans le sien; s'occupera de cet intérêt, et adressera sans retard ses rapports au gouvernement.

Instructions à M. A. Papadopoulos.

Poros, $\frac{14}{26}$ mai 1828.

Les informations qu'on m'a données de votre conduite en Grèce et de votre caractère, sont assez favorables pour que je vous confie la tâche importante de tenir lieu de

père aux enfants que je place sous votre surveillance.

Le décret, l'ordre que reçoit l'abbé du couvent, et l'ordonnance ci-jointe, règlent provisoirement tout ce qui a trait à l'entretien de ces enfants et au service de l'établissement. Dans peu de jours on vous remettra leur habillement.

Il vous est enjoint de veiller vous-même, et par le moyen de sous-inspecteurs, 1°, à la propreté des enfants; 2°, à leur santé; 3°, à leur conduite.

Quant au premier objet, vous veillerez et ferez veiller à ce que tous les jours de grand matin ils se lavent le visage et les mains. Quant au second, vous les ferez exercer soit à la promenade, soit à tout autre exercice régulier, pendant une heure et demie au moins. Quant au troisième, ils feront leur prière du matin; vous la leur apprendrez s'ils l'ignorent; et puisque dans le couvent est une église, vous les y amènerez tous les jours de grand matin, et la prière sera faite à haute voix ou par vous ou par le prêtre. Vous leur donnerez ensuite leur déjeuner; puis l'exercice. Plus tard jusqu'à leur dîner ils seront occupés de quelque travail. En rentrant de leur promenade du soir ils feront comme le matin leur prière; ensuite ils auront leur souper, et ils iront se coucher.

Ces dispositions auront lieu jusqu'à ce que le maître que je leur destine soit arrivé et soit entré dans l'exercice de ses fonctions. Alors et la distribution de la journée et les exercices seront son affaire, et la vôtre se bor-

nera à la surveillance générale, et surtout à faire remplir aux enfants leurs devoirs religieux le matin et le soir de tous les jours, et le dimanche ainsi que les jours de fête, en les faisant assister au service de la messe avec ordre et recueillement.

Vous aurez soin de classer les enfants par dizaines, en donnant à chacune un inspecteur choisi parmi les enfants. Chaque dizaine sera assignée à l'église, et ne bougera pas de sa place tant durant la prière de tous les jours que durant la messe les dimanches et autres jours de fête.

Vous rendrez compte au gouvernement tous les huit jours par écrit de votre gestion, et vous lui enverrez, après la réception des présentes, un catalogue nominatif des enfants qui sont déjà réunis dans cet établissement.

*A M. M. Viara Capodistrias & J. Colet-
tis, Inspecteurs extraordinaires de santé à
Hydra & à Spetzia.*

Poros, $\frac{14}{26}$ mai 1828.

M. l'amiral comte Heyden que je viens de voir aujourd'hui, en me demandant des nouvelles sanitaires d'Hydra et de Spetzia, a ajouté : « Ne croyez-vous pas qu'il y ait dans ces îles des malveillants, qui se proposent de profiter de la situation du moment pour y exciter des

troubles? Il y a des personnes étrangères au pays, mais bien instruites, qui prétendent savoir qu'Hydra et Spetzia vont vous donner plus d'embarras et d'inquiétude que vous ne le pensez. Dans ce cas, si vous croyez que je puisse vous aider pour que l'ordre soit maintenu, je vous aiderai. »

J'ai remercié M. l'amiral des offres bienveillantes qu'il venait de me faire, et tout en ne lui laissant pas ignorer la misère qu'éprouvent une partie des habitants de ces îles à cause des restrictions sanitaires, je n'ai pas cru pouvoir considérer comme fondées les informations qu'on lui avait données. Je lui ai dit quelle était mon opinion personnelle sur le caractère noble et patriotique des primats de ces îles, et sur l'influence que dans cette qualité et dans celle de magistrats ils exerçaient sur les habitants du pays; que dès lors s'il y avait des malveillants ils les signaleraient sans doute au gouvernement, pour qu'il pût en faire justice; qu'enfin j'allais charger les inspecteurs extraordinaires de santé de s'enquérir de l'état des choses, et de m'en faire un rapport que je ne manquerais pas de porter à sa connaissance.

Le rapport que les démogérontes et la magistrature extraordinaire de santé de l'île de Spetzia ont adressé en dernier lieu à M. Colettis, est de nature cependant à faire entrevoir que la prolongation nécessaire de la quarantaine pourrait offrir à Spetzia l'occasion ou le prétexte à quelques individus de compromettre l'exécution des règlements sanitaires. Les demandes aussi que les

primats d'Hydra ont adressées à l'inspecteur extraordinaire de santé dans cette île, prouvent de même que le peuple est impatient de se vouer encore au commerce et à la navigation.

En cet état de choses, il importe avant tout que vous preniez sur les lieux des mesures assez sévères pour garantir le pays qui vous est confié des désastres qu'il éprouverait par un excès d'indiscipline, et des troubles intérieurs qui aggraveraient ses malheurs. Si les marins se jetaient dans leurs barques, et cherchaient contre les lois un accès, cet accès leur serait refusé partout.

Vous êtes chargés conséquemment de déclarer de la manière la plus ferme et la plus positive aux chefs de l'administration, à la commission sanitaire, aux chefs des quartiers, à la garde du pays et au clergé, qu'ils sont collectivement responsables de tout désordre quelconque. Vous leur déclarerez en second lieu qu'il n'y aura pas de navigation possible pour ces deux îles, avant qu'elles aient été sans accidents de peste pendant quarante jours complets; que quand même le gouvernement permettrait à leurs barques et bâtimens une libre sortie, elle serait nulle par le fait, attendu que ces bâtimens et ces barques ne seraient reçus nulle part, et que les vaisseaux de guerre des Puissances alliées les repousseraient de vive force dans leurs ports.

Le gouvernement ne se dissimule pas les conséquences pénibles que cette mesure a pour le pays, et il ne se refuse pas non plus, quelle que soit la détresse de ses

moyens pécuniaires, à venir au secours des habitants les plus nécessiteux, à l'effet de leur faire franchir cette période de crise. Il est entendu que le peu de numéraire qu'il pourrait avancer à cet effet, serait prêté aux deux pays.

Vous vous expliquerez sur la teneur des présentes instructions avec les magistrats qui ont jusqu'à présent montré tant de titres à votre confiance et à celle du gouvernement. Vous vous concerterez avec eux sur les mesures que vous croirez devoir prendre, et vous ne tarderez pas à m'en rendre compte.

À M. le Capitaine Hastings.

Poros, $\frac{16}{28}$ mai 1828.

M. l'amiral Codrington écrit au gouvernement en date du 7 (19) du courant, qu'on prétend qu'Ibrahim-Pacha se propose d'envoyer une partie de son armée à Patras, et une autre partie à Calamata, et que dans le cas où des bruits semblables auraient quelque fondement, Son Excellence croirait que le gouvernement devrait vous engager, Monsieur le commandant, à vous rendre dans le golfe de Lépante avec votre flottille, pour empêcher tout transport de provisions du continent en Morée.

D'après les informations que vous avez transmises au commissariat, les opérations devant Anatolico paraissent

avoir manqué leur effet. Si vous jugez par conséquent que votre assistance à la continuation des mesures militaires, dont s'occupe l'armée de la Grèce occidentale, ne soit plus d'une importance majeure, le gouvernement verrait avec satisfaction que vous voulussiez vous charger de l'exécution du plan que nous propose M. l'amiral Codrington.

Les trois Puissances sont décidément résolues de couper toutes les communications par lesquelles les Turcs dans le Péloponèse pourraient être ravitaillés par mer. M. l'amiral Codrington s'est rendu à cet effet de Malte devant les forteresses de la Messénie.

A M. l'Amiral Heyden.

Poros, $\frac{17}{29}$ mai 1828.

Je ne saurais trouver d'expression pour témoigner à Votre Excellence les sentiments de reconnaissance dont me pénètre la réponse que vous avez bien voulu faire, Monsieur le comte, à la communication que je vous ai adressée en date du 3 (15) du courant.

C'est au nom et de la part d'une population tout entière que les bienfaits de l'empereur font exister, c'est en vous envoyant en retour ses bénédictions que j'accepte les 28,000 livres de biscuit, les 10,000 livres de poudre, et les 100,000 talaris.

Votre Excellence mettrait le comble à mes vœux, si elle voulait prendre de promptes mesures pour faire verser dans la caisse publique de ce pays 70,000 piastres d'Espagne en espèces, et si elle avait la complaisance de me donner la somme restante de 30,000 en lettres de change. Sur cette dernière j'ai déjà disposé de 50,000 francs, afin de faire acheter des subsistances à Ancône.

Si la peste ne fait aucun progrès depuis quinze jours ni à Hydra, ni à Spetzia, ni ailleurs; si les maladies épidémiques, qui, chaque année dans cette saison, moissonnaient le peuple de ce malheureux pays, paraissent le respecter jusqu'ici, c'est que ce peuple depuis le mois de janvier a travaillé et travaille pour avoir du pain, grâce aux aumônes de la Russie.

Veillez, Monsieur le comte, mettre aux pieds de S. M. I. l'hommage de sa gratitude, et recevez aussi l'assurance de ma considération la plus distinguée.

A M. le Gouverneur provisoire de Syra.

Poros, $\frac{18}{30}$ mai 1828.

Votre rapport du 14 (26) du courant fait éprouver au gouvernement une véritable satisfaction, et il ne saurait assez vous exprimer sa reconnaissance. Le zèle éclairé avec lequel vous avez exécuté les ordres qu'il vous a transmis, l'arrestation des malheureux qui allaient com-

promettre encore une fois l'honneur de la marine et du pavillon national, sont des résultats d'un haut intérêt. Ils seront encore plus salutaires, lorsque la justice aura fait un exemple, par la sévérité avec laquelle elle punira ces scélérats.

Héritier du patriotisme qui rend cher à la nation la mémoire de votre père, vous trouvez sans doute dans le sentiment d'avoir accompli avec succès vos devoirs, la plus douce de toutes les récompenses. Le gouvernement cependant vous doit aussi un témoignage public et solennel de son approbation et de la confiance illimitée que vous lui inspirez. Recevez-le pour le moment dans la présente lettre, et soyez assuré que dans des circonstances plus favorables, il s'empressera de vous donner la mesure du prix qu'il attache aux magistrats qui vous ressemblent.*

Circulaire à tous les Fonctionnaires publics.

Poros, $\frac{18}{30}$ mai 1828.

Le gouvernement vient de recevoir la communication

* Ce gouverneur était M. B. Rouphos, un des notables du Péloponèse. Le motif de cette lettre, et de la satisfaction que le gouvernement lui annonce, est pour avoir découvert une société qui se formait à Syra avec le plus grand mystère, dans le but de mettre en mer des bâtiments qui auraient exercé la piraterie.

officielle de la déclaration par laquelle S. M. l'empereur de Russie fait précéder la marche de son armée sur le Danube.

En transmettant ce document au Panhellénium, aux commissaires extraordinaires dans les départements du Péloponèse et de l'Archipel, et aux chefs des troupes de terre et de la flotte, notre devoir est de l'accompagner d'explications positives, afin que chacun des principaux employés de l'état, dans la sphère de son influence légale, puisse éclairer la nation sur sa situation véritable, et mettre par conséquent les citoyens en mesure de se préserver des suggestions de la malveillance, ou des erreurs et des illusions auxquelles leurs longues souffrances pourraient les porter.

La déclaration du 14 avril place dans tout leur jour les motifs et le but de la guerre entre la Russie et la Porte. La pacification et l'avenir de la Grèce sont toujours l'objet de la sollicitude chrétienne de S. M. l'empereur de Russie. Mais c'est conformément aux principes consacrés par le traité de Londres du 6 juillet, c'est sous la sauvegarde des trois Puissances qui l'ont signé, et non d'une seule d'entre elles, que cette pacification et cet avenir nous sont promis par la Russie elle-même. Pénétrons-nous de cette conviction salutaire; prenons-la pour base invariable de notre conduite et de tous nos efforts, et ne doutons pas des bénédictions dont la Providence comblera nos vœux.

Elle a déjà exaucé en partie ceux que nous avons for-

més. Notre détresse est désormais connue, et S. M. l'empereur de Russie daigne mettre à la disposition du gouvernement des secours pécuniaires, qui ne tarderont pas à fournir à l'administration les moyens de pourvoir aux besoins les plus pressants de l'armée, de la flotte, et des autres branches du service public.

Ce subside cependant nous est donné à condition qu'il sera employé avec une sévère économie, uniquement pour la défense du pays, l'expulsion de l'ennemi, et le soulagement des misères affreuses qui accablent le peuple, misères qu'aggrave encore la maladie contagieuse que nous a communiquée la présence des Turcs.

Nous aimons à nous assurer que S. M. Britannique et S. M. le roi de France se plairont aussi à nous aider.

Quelque puissante que soit cette assistance du moment qu'elle deviendra collective, la crise que nous avons à traverser n'est pas moins forte. Le seul moyen de la mitiger, c'est de justifier par notre restauration intérieure les secours obtenus, et ceux que nous ne cessons pas de solliciter. Encouragés par les premiers résultats de nos démarches, poursuivons avec persévérance et droiture le but que nous signale le devoir. Nous atteindrons ce but, parce que Dieu est avec nous, et que les souverains alliés nous protègent.

C'est dans cet esprit, Messieurs, que vous êtes engagés à faire connaître aux citoyens que les rapports du service placent sous votre direction, l'état dans lequel se trouvent actuellement les plus grands intérêts de la pa-

tric. Vous ne leur laisserez pas ignorer tout ce qu'elle attend de leur sagesse, de leur dévouement et de leur zèle.

*A MM. les Commandants en chef des
deux Armées de la Grèce orientale & occi-
dentale.*

Poros, $\frac{19}{31}$ mai 1831.

Le gouvernement ne se bornera pas à vous transmettre, Messieurs, la circulaire par laquelle il accompagne à tous les fonctionnaires publics la déclaration russe du 14 avril. Il ajoutera par les présentes quelques notions, qu'il est très-essentiel de porter à cette occasion à votre connaissance.

La guerre qu'entreprend la Russie a pour but principal le redressement des griefs que cette Puissance forme contre la Porte. Si cependant, comme nous aimons à l'espérer, les succès des armes russes sont prompts et rapides, celles-ci deviendront un puissant auxiliaire pour la Grèce. C'est plus qu'une diversion en notre faveur que la Russie opère en ce moment. La Porte est en effet hors d'état d'envoyer à ses troupes en Grèce des renforts, des vivres et de l'argent. Tant que des incertitudes planent sur la puissance réelle du sultan, nul doute qu'aucun de ses pachas ne soit naturellement porté à

songer plutôt à ses intérêts personnels qu'à ceux d'un état qui menace ruine. Il est donc à présumer que les opérations dont vous êtes chargés ne rencontreront plus d'obstacles insurmontables.

Le gouvernement a fait et fera sous peu tout ce qui peut dépendre de lui, pour ne pas vous laisser manquer des moyens qui vous seraient nécessaires, afin de vous emparer des positions qui seules peuvent constituer un état de possession véritable dans la Grèce occidentale et orientale. Nous disons possession véritable, parce qu'il est d'un immense intérêt qu'au moment où des négociations seront ouvertes avec la Porte (et nous touchons à cette époque décisive), la Grèce puisse soutenir la discussion de ses droits, en la fondant sur l'état de possession. Hors de là il pourrait lui être difficile d'obtenir l'appui collectif des Puissances intervenantes, et dès lors ses plus grands intérêts seraient peut-être compromis sans retour.

Ainsi que nous l'avons dit dans notre circulaire, nous avons à traverser une époque de crise. Espérons qu'elle sera de courte durée, et que la patrie devra à vos talents et à votre zèle, ainsi qu'à la bravoure de vos troupes, de franchir en peu de temps l'espace qui doit donner à la Grèce ses limites naturelles. Ces limites, sans être fixées par aucune transaction quelconque, ont été éventuellement tracées par les plénipotentiaires des trois Puissances, dans leurs conférences à Constantinople l'année dernière. Les deux points extrêmes sont le golfe de Volo

et l'Aspropotamos, ou même le golfe d'Arta. Cette opinion fut accueillie par un acte des plénipotentiaires des trois Puissances réunies en conseil à Londres. Quelque restreinte que puisse sembler cette limite, lorsque nous la comparons avec notre position actuelle, lorsque nous considérons la possibilité que dans peu de jours la Russie puisse dicter les préliminaires de la paix, nous devons convenir qu'il nous reste beaucoup à faire pour baser nos demandes sur l'état de possession.

En vous faisant part de ces observations le gouvernement vous rend dépositaires de ses notions et de ses vœux. La confiance qu'il place en vous lui fait espérer qu'il ne tardera pas à les voir s'accomplir dans la tâche immense qui vous est assignée.

A M. le Gouverneur provisoire de Poros.

Poros, $\frac{19}{31}$ mai 1828.

Le gouvernement a l'entière certitude que la peste exerce des ravages dans l'armée d'Ibrahim-Pacha et notamment à Modon. Il est dès lors impossible de se faire illusion sur les dangers qui menacent l'île de Poros, dont les relations avec le Péloponèse sont fréquentes et nécessaires. Il faut donc que la commission extraordinaire de santé, qui se compose de vous et de M. le docteur Gosse, redouble de vigilance et d'attention.

Il vous est enjoint de prendre des mesures pour que tout malade quelconque dans la sphère de votre juridiction soit visité et inspecté par M. le docteur Gosse. Vous lui fournirez à cet effet les moyens de se transporter sur les lieux, soit par terre soit par mer, et la dépense sera portée aux frais de l'état.

M. le docteur Gosse inspectera également les quarantaines, et déterminera, d'un commun accord avec vous, leur durée et la mise en liberté des personnes qui en sortiront.

Monsieur l'amiral russe désire faire débarquer les prisonniers turcs qui sont dans la corvette arrivée en dernier lieu. Quoique tous ces prisonniers, qui sont depuis seize jours sous l'inspection d'officiers russes, jouissent d'une parfaite santé, ils viennent néanmoins de Modon, et doivent être soumis à une quarantaine rigoureuse. De concert avec M. le docteur Gosse, vous leur ferez préparer des cabanes hors de l'enceinte du fort construit par M. le colonel Heideck. Ils y seront placés après que le docteur Gosse les aura inspectés, et ils seront surveillés par une garde. La dépense qu'exigera la construction de ces cabanes sera également portée aux frais de l'état.

Le gouvernement vous recommande encore une fois de ne négliger aucun soin, afin de préserver Poros de la contagion.

*A M. le Capitaine St. Bulgaris.*Poros, $\frac{22 \text{ mai}}{3 \text{ juin}}$ 1828.

Je vous remercie de vos lettres et du beau plan de Nauplie. J'approuve les noms que vous avez donnés aux différentes places et aux rues. Je vous autorise à baptiser aussi les autres, en prenant les noms, ainsi que vous venez de le faire, dans le principe d'offrir un hommage de reconnaissance aux braves qui se sont voués au service de la patrie. Tout autre principe serait faux et nuisible. Proposez à M. Calergis de m'en faire à son temps un rapport, et je donnerai un décret qui finira bien l'affaire.

Je réponds aujourd'hui à Tzavellas. J'aime à croire qu'il sera satisfait, si toutefois il y a moyen de satisfaire ces gens. Courage néanmoins, mon cher Bulgaris; nous touchons au terme de nos angoisses. Quelque forte que soit la crise actuelle, à l'aide de Dieu nous en sortirons.

L'armée russe a déjà passé le Danube, et sous peu elle sera plus à la portée de Sa Hautesse. Un corps d'armée considérable marche sur Erzéroum, et un débarquement va se faire sur Trébizonde. Ces opérations sont décisives. Le sultan souscrira aux conditions qui peuvent encore le sauver. Traversons les mois de juin et de juillet, et espérons que dès le mois d'août nous saurons ce que nous allons devenir.

Faites lire à M. Calergis la présente. Je ne lui écris

pas en particulier, parce que je n'ai pas le temps. Dites-lui cependant que je le remercie de la manière avec laquelle il remplit sa place dans ce moment difficile.

Égine ne nous laisse pas sans quelque inquiétude. Cependant les mesures sanitaires sont aussi sévères que possible dans un pays ouvert, et où nulle police n'a jamais existé.

P. S. On m'a recommandé un jeune grec, M. Isaï, qui a, dit-on, étudié l'architecture, et qui dessine. Je vous prie de le faire travailler sous vos yeux et de l'essayer. S'il vous donne des preuves de capacité, vous pouvez l'employer, et je ne me refuserai pas, sur vos rapports, de lui faire donner un petit traitement, pourvu cependant qu'il puisse le gagner par son travail.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Poros, $\frac{22 \text{ mai}}{3 \text{ juin}}$ 1828.

Mon cher Eynard, Vos lettres du 16 avril me sont arrivées au moment où je campais devant Hydra et Spetzia pour y organiser, quoi? le service sanitaire. Ibrahim-Pacha sème la peste dans les provinces de la Messénie, et un échange de prisonniers, fait cependant sous la surveillance d'un vaisseau de guerre autrichien, nous l'a apportée à Hydra et à Spetzia, et de là elle a atteint un

village sur la côte du Péloponèse. Depuis le commencement d'avril je cours partout pour régler autant que possible cette branche de police qui est bien nouvelle pour ce pays. Cependant la maladie paraît domptée partout où elle s'est montrée, et j'ai lieu d'espérer qu'elle ne fera pas plus de progrès qu'elle n'en a fait jusqu'ici. Je donne à cet égard quelques autres détails au métropolitain, et je le prie de vous les transmettre, car à peine ai-je le temps de dicter ces lignes.

Vu la pénurie extrême de nos moyens financiers, et le besoin plus extrême encore de subsistances, j'ai autorisé M. Gérostathis à se faire payer les 50,000 francs que vous avez mis à ma disposition, et à pourvoir immédiatement de pain l'armée de la Grèce occidentale. Cette somme une fois perçue, d'après le compte que M. Gérostathis me donnera, sera placée à la banque, ainsi que vous me le proposez.

Je ne vous entretiendrai pas pour le moment des ressources financières du dehors, dont il est impossible que ce pays puisse se passer. L'empereur de Russie nous a déjà accordé un subside, au moyen duquel nous pourrions vivre une couple de mois. On m'écrit de Malte que les alliés de l'empereur vont aussi nous secourir pécuniairement.

La copie de la lettre que S. M. le roi de Bavière a daigné vous adresser m'est arrivée à point nommé. Le colonel Heideck hésitait à accepter le commandement du corps régulier, et il hésitait surtout parce qu'il ignorait

les intentions de son souverain sur la prolongation de son séjour en Grèce. Cet obstacle est levé, et le colonel se charge provisoirement de ce commandement, sans le titre, dans l'attente d'une autorisation directe et formelle de la part du roi : j'aime à espérer qu'elle ne tardera pas à lui arriver.

Je vous envoie des gazettes en langue française; n'importe les fautes dont elles fourmillent, elles vous donneront une idée de l'obstination avec laquelle je suis décidé non-seulement à ne pas reculer, mais à avancer; et grâce à Dieu, nous avançons toujours, malgré les difficultés de tout genre et la peste elle-même, dont Ibrahim nous régale.

A M. l'Amiral Codrington.

Poros, $\frac{23 \text{ mai}}{4 \text{ juin}}$ 1828.

Je profite de la corvette que M. le comte Heyden envoie par Navarin à Malte, pour remercier Votre Excellence de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 19 du mois passé.

Je n'ai pas tardé à suivre les conseils que vous avez bien voulu me donner. Le capitaine Hastings avait déjà le commandement du golfe de Lépante, et sa petite flotte va être renforcée de deux canonnières et de tout ce que nous avons de disponible. L'antinavarque Sactouris a

reçu aussi la commission de veiller plus particulièrement sur le défilé d'Armyros. Cependant si Votre Excellence a jeté les yeux sur le mémoire que j'ai eu l'honneur de lui adresser le 3 (15) du mois passé, elle se convaincra, j'espère, que plus nous affamerons Ibrahim par mer, et plus il affamera à son tour le Péloponèse, en semant aussi la peste dans les provinces où il ira faire la moisson.

M. l'amiral de Rigny qui vient d'arriver, ne paraît pas disposé à croire que la démarche que j'ai pris la liberté de proposer auprès d'Ibrahim puisse avoir aucun résultat satisfaisant. Il se réserve au reste de discuter encore la question. Une fois que vous, Monsieur l'amiral, la jugerez favorablement, j'aime à me flatter qu'elle sera jugée de même par vos collègues.

M. de Rigny pense que les Péloponésiens, renforcés des Rouméliotes qui se trouvent dans la Grèce occidentale et devant Athènes, pourraient bloquer Ibrahim dans les places de la Messénie. J'ai pris la liberté de faire observer à Monsieur l'amiral que des troupes légères peuvent bien garder des défilés et gêner les mouvements de l'ennemi, mais non arrêter dans la plaine une armée nombreuse, forte en cavalerie, et munie d'une artillerie suffisante. Qu'en accumulant par conséquent des milliers de Rouméliotes dans la péninsule, nous laisserions libre l'entrée des vivres à Athènes et à Messolonghi, sans empêcher Ibrahim de se ravitailler. J'ai fait néanmoins tout ce qui pouvait dépendre de moi pour armer les Péloponésiens, et pour garantir autant que nos moyens le permettent,

les provinces qui sont jusqu'ici hors des atteintes de l'ennemi.

Tout ce qui me revient de la Messénie et des environs me prouve qu'Ibrahim ménage les habitants du pays qui lui apportent des subsistances. Il laisse même courir le bruit qu'au moment où il s'agit de paix, il ne veut pas faire de mal. La peste ravage son armée, et l'on dit que de sa personne il habite un vaisseau démâté à Navarin.

Dans cet état de choses, je persiste toujours à croire qu'une démarche faite collectivement par les trois amiraux peut produire un effet salutaire, à raison de la situation dans laquelle Ibrahim se trouve, et du peu qui lui reste à espérer de la part du sultan et de son père. Le passage du Danube par les troupes russes, le blocus d'Alexandrie et une déclaration signée par les trois amiraux, qui lui offriraient encore une paisible retraite, ne lui laisseraient pas, ce me semble, d'alternative. Quand même il rejetterait sans retour les propositions des amiraux, les Puissances alliées prendraient alors un parti décisif, et leur résolution serait fondée non sur une hypothèse, mais sur un fait incontestable. Je m'abstiens, Monsieur l'amiral, de vous en dire davantage, et je vous supplie très-instamment, ou de venir dans ces parages, ou de donner rendez-vous à vos collègues devant Navarin.

Que Votre Excellence me permette de lui communiquer la copie ci-jointe de la circulaire par laquelle j'accompagne aux fonctionnaires publics de ce pays la déclara-

ration russe du 14 avril. Vous verrez, Monsieur l'amiral, que l'empereur de Russie a eu pitié de nous, et que M. le comte Heyden, par le dernier courrier, a reçu l'ordre de nous donner quelques subsides. Ce secours nous arrive dans un moment où la caisse publique n'avait plus que quelques piastres.

J'envoie à Malte par la même corvette M. Condostavlos, membre de la commission des finances, et je le charge de nous transmettre, dans le plus court délai possible, de l'argent en espèces contre les lettres de change que M. le comte Heyden nous a données. Je me trouve dans une telle détresse que j'ignore comment je pourrai traverser les jours que mettra la corvette à arriver à Malte et à revenir à Poros et à Égine.

M. Candostavlos devra peut-être aller chercher à Naples de quoi compléter la négociation de ces lettres de change. Si Votre Excellence voulait avoir l'extrême bonté de lui procurer, soit pour les envois qu'il nous doit faire en Grèce, soit pour se rendre à Naples, l'occasion de quelque bâtiment public, elle donnerait à ce malheureux pays une nouvelle marque de l'intérêt qu'elle se plaît à lui porter. J'aime à espérer toujours que sous peu Votre Excellence aussi viendra à notre secours, et que M. de Rigny ne tardera pas non plus à en faire autant.

M. Mac-Gill a déjà fait arriver ici deux goëlettes que la Grèce doit à Votre Excellence; la troisième et un petit paquebot vont les suivre. C'est à raison des quarantaines que j'ai dû renoncer à l'envoi de matelots grecs.

La peste paraît domptée à Hydra et à Spetzia. Dans un village sur les côtes de la Morée, où cette maladie a paru, elle a été heureusement isolée. J'ai fait prendre toutes les mesures sanitaires qui sont possibles dans ce pays, où rien n'est préparé pour aucune espèce de police. Je m'en suis occupé et je m'en occupe moi-même, et je suis par conséquent obligé de me déplacer à chaque instant, et de me porter en personne partout où il s'agit d'établir quelque ordre.

La Grèce touche au terme de ses angoisses, et elle y touche parce que Votre Excellence va enfin achever ce qu'elle a si glorieusement commencé l'année dernière.

A M. l'Amiral Codrington.

Poros, $\frac{23 \text{ mai}}{4 \text{ juin}}$ 1828.

C'est un véritable bonheur pour moi que de devoir à Votre Excellence les consolations que le Ciel m'envoie.

Celle du subside que l'empereur de Russie vient de nous donner est de ce nombre. S. M. I. a fait mettre à la disposition du gouvernement grec des lettres de change pour la somme d'un million et demi de roubles, c'est-à-dire environ 300,000 piastres d'Espagne. C'est, selon les communications que j'avais eu l'honneur de faire à Votre Excellence et à ses collègues, de quoi suffire aux besoins les plus pressants pour trois mois. Or c'est après

avoir pris connaissance de ces communications et des bons offices dont Votre Excellence a bien voulu les accompagner à sa cour, que l'empereur de Russie s'est décidé à nous envoyer, sans aucun retard ultérieur, les moyens d'attendre les secours que l'humanité et la bienveillance de ses alliés ne nous refuseront pas assurément.

Nous avons déjà commencé à vivre sur ce premier bienfait ; mais seul il ne pourra nous soutenir que pour le mois de juin et de juillet. La peste et les quarantaines n'entraient pas dans mon petit budget du mois de février.

Les archevêques sont arrivés. Je les ai vus hier, et Messieurs les amiraux ont fait assister les capitaines de leurs vaisseaux à cette entrevue. M. le capitaine Crafton y a assisté aussi. Dans une couple de jours, je prendrai la liberté de mettre sous les yeux de Votre Excellence le procès-verbal de la conversation et la réponse que je vais faire à la lettre du patriarche. Ces prélats ne sont chargés que de nous répéter textuellement les exhortations qu'elle renferme. Leur mission est, comme elle devait être, sans résultat. Ce n'est qu'à vous, Monsieur l'amiral, conjointement avec vos collègues, qu'il est réservé d'en obtenir pour sauver cette nation.

Agrécz avec l'expression de tous mes vœux pour votre prompt arrivée dans ces parages, l'assurance des sentiments très-sincères de ma considération la plus distinguée.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Venise.

Poros, $\frac{23 \text{ mai}}{4 \text{ juin}}$ 1828.

Plus je voudrais, mon cher Mustoxidis, me procurer la satisfaction de m'entretenir avec vous pour répondre en détail à vos lettres jusqu'à la date du 23 février, et moins il m'est donné d'en trouver le temps. Ne m'en voulez donc pas, et soyez juste.

Indépendamment des grandes misères et des difficultés de tout genre qui sont la conséquence nécessaire de huit années de guerre et d'anarchie, la peste vient d'aggraver les uns et les autres. Elle éclate au moment même où l'administration allait déployer une action tutélaire sur toutes les provinces de l'état. J'ai baissé le front à ce décret du Ciel; mais je ne me laisse pas décourager. C'est une nouvelle épreuve que nous subissons avec courage et persévérance, et j'espère que nous en sortirons sans avoir à pleurer beaucoup de victimes. Partout où ce fléau s'est montré, il a été dompté, autant que nos moyens ont pu le permettre. Il est vrai que Dieu est avec nous, et que dans sa miséricorde, à côté des dangers il nous envoie les moyens de les conjurer. L'empereur de Russie nous a déjà donné un subside, et S. M. le roi de France, à ce que M. l'amiral de Rigny vient de me faire dire, est aussi décidé à ne pas nous laisser attendre plus longtemps les effets de sa munifi-

cence chrétienne. S. M. le roi d'Angleterre ne nous refusera pas assurément des secours.

C'est pour réaliser en espèces les lettres de change que M. l'amiral comte Heyden a mises à la disposition du gouvernement grec, que j'ai envoyé à Malte M. Condostavlos, membre de la commission des finances. Il se rendra aussi à Naples, et c'est par lui que vous recevrez la présente. Je l'ai chargé de nous pourvoir, le plus tôt et le plus économiquement que faire se pourra, de moyens pour frapper en Grèce de la monnaie de cuivre. Nous en possédons la matière; ce sont des canons de bronze hors de service. Il s'agit donc d'acheter le balancier et tout ce qu'il faut pour monter notre petit hôtel de la monnaie. Mais ce dont nous avons de plus besoin à cet effet, ce sont les ouvriers. Je pense que les Italiens s'accommoderaient avec nous et notre pauvreté plus aisément que les ouvriers de toute autre nation. Si vous pouvez aider M. Condostavlos dans l'exécution de cette partie des ordres qu'il a reçus, vous nous rendrez un service immense.

A. M. H. Calergis.

Poros, $\frac{26 \text{ mai}}{7 \text{ juin}}$ 1828.

Je vous remercie de votre lettre confidentielle. Les prélats m'ont fait part de leurs vœux. Si je puis faire

quelque chose pour les satisfaire, je ne m'y refuserai pas.

En attendant, ce qui vaut beaucoup mieux c'est que les amiraux ont très-bien accueilli les observations que je leur avais adressées sur la situation critique du Péloponèse. L'amiral Codrington les a prévenues en se trouvant sur les lieux, et n'a pas hésité un instant à écrire à Ibrahim une lettre, dont le contenu lui donnera beaucoup à penser. Il y pense si sérieusement, qu'il a demandé d'envoyer un parlementaire à Corfou. Ce parlementaire est parti, et l'on vient de m'assurer que l'amiral Codrington et l'amiral de Rigny s'y rendent aussi de suite.

M. le comte Heyden va faire une petite course jusqu'à la hauteur de Samos, et dans huit jours il sera lui-même devant Navarin. Tout cela est de bon augure. Cependant il ne faut pas rester les bras croisés. Nous devons, chacun dans notre sphère d'activité, veiller attentivement, afin que le peuple soit préservé des dangers qui l'environnent, je veux dire la peste, les séductions, le découragement et tous les malheurs qui sont la conséquence nécessaire de l'action de ces causes. Vous êtes si convaincu de la nécessité et de l'urgence de veiller de près à toutes les provinces de votre département, que vous vous proposez de vous rendre à Corinthe. Je bénis votre déplacement.

Vous avez vu dans la dépêche la sauvegarde sous laquelle j'ai tâché de mettre provisoirement la marche des affaires à Nauplie. Je sais que le bon et le brave co-

lonel Heideck est un excellent gardien. A la longue cependant il ne pourra plus suffire à toute la besogne que lui donne le gouvernement. Il faudra de toute nécessité trouver le moyen de lui laisser exclusivement la partie militaire. Elle est très-importante, du moment qu'il a les dépôts qui vont s'établir à Nauplie. Je crois par conséquent que vous auriez besoin d'un bon gouverneur provisoire pour Corinthe, ou si vous le préfériez pour Nauplie.

Il nous est arrivé ici depuis peu de jours M. Mavros, qui est je crois d'une des îles de l'Archipel. C'est un jeune homme qui a déjà servi en Grèce, et l'on m'en dit du bien. Je l'ai vu à Paris, et il m'a laissé une impression favorable. Le connaissez-vous? voudriez-vous l'employer? Ne vous gênez d'aucune manière. Si vous croyez pouvoir suffire vous seul, surtout dans ces premiers moments, je ne demande pas mieux que de destiner M. Mavros à autre chose. Dans le cas contraire, dites-moi avec franchise votre opinion; elle me sera très-agréable.

Aux Commissaires extraordinaires du Péloponnèse, & au Général Colocotronis.

Poros, $\frac{27 \text{ mai}}{8 \text{ juin}}$ 1828.

Désirant atténuer autant que possible les dangers dont sont menacés les habitants de la péninsule et les délivrer une heure plus tôt de la présence de l'ennemi, le gouver-

nement a adressé en dernier lieu aux amiraux des Puissances alliées les instances les plus pressantes, à l'effet de les engager à faire une démarche auprès d'Ibrahim-Pacha, laquelle aurait pour but de le rendre responsable des malheurs qu'il ferait plus longtemps peser sur ce pays.

Messieurs les amiraux ont honoré d'un accueil bienveillant notre communication ; et au moment de la recevoir, M. l'amiral Codrington se trouvant dans le golfe de Coron, n'hésita pas à envoyer à Ibrahim une déclaration péremptoire complètement conforme aux vœux que nous venions de lui témoigner. Nous ignorons les résultats qu'aura une semblable mesure ; mais nous les espérons très-salutaires, attendu qu'après la réception de cette note, Ibrahim a sollicité et obtenu la permission d'envoyer un plénipotentiaire à Corfou.

Le blocus est très-sévère ; et l'ordre du jour du 24 mai, que M. l'amiral Codrington a donné à tous les vaisseaux de guerre qui forment la croisière, ne laisse pas de doute qu'Ibrahim ne pourra plus espérer aucun secours quelconque du dehors. M. l'amiral de Rigny va se rendre lui-même devant les places de la Messénie, pour associer ses efforts à ceux de son collègue l'amiral anglais. Il se portera à Corfou. Les deux amiraux se sont donné rendez-vous dans le golfe de Coron avec M. l'amiral comte Heyden.

Le gouvernement s'empresse de vous donner, Messieurs, ces informations, afin que vous les portiez à la connaissance des citoyens de votre département qui ont des

titres à votre estime. C'est par leur organe que le peuple sera par conséquent encouragé à souffrir encore pour peu de temps les privations qu'il éprouve. Il touche à la fin de ses longues infortunes, et ce n'est pas assurément en ce moment qu'il se montrera peu digne du sort auquel la Providence le destine.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{27 \text{ mai}}{8 \text{ juin}}$ 1828.

J'ai tardé, Messieurs, à répondre à votre office du 4 mai, renfermant le projet de liste civile que je vous avais demandé.

Avant d'arrêter une opinion sur le traitement que vous avez jugé convenable de proposer pour les employés publics, j'ai dû calculer avec une exactitude sévère, d'une part les ressources des finances, de l'autre les dépenses auxquelles le gouvernement ne pourrait se refuser sans compromettre les plus grands intérêts de l'état, c'est-à-dire celles qu'exige l'entretien de l'armée et de la flotte.

Si nous devons nous borner à compter seulement sur les débris des revenus nationaux, j'en appelle, Messieurs, à vous-mêmes, quels seraient les moyens dont le gouvernement pourrait disposer pour offrir un traitement quelconque aux employés publics?

Les subsides que nous recevrons en espèces dans trois ou quatre semaines de la munificence chrétienne de S. M. l'empereur de Russie, suffiront à peine à couvrir pour deux mois les frais qui ne souffrent pas de retard. Nous le répétons encore une fois, ce sont ceux que le service militaire rend indispensables.

Nous aimons à espérer que LL. MM. le roi d'Angleterre et le roi de France viendront aussi à notre secours; mais sur cette espérance nous ne pouvons pas contracter avec les employés publics des engagements qui les autoriseraient à en contracter à leur tour. Si le gouvernement leur promettait des appointements qu'il ne serait pas en mesures de leur payer régulièrement à échéance, que répondraient-ils à ceux qui sur la foi publique leur auraient prêté quelques sommes? Que répondrait le gouvernement aux uns et aux autres?

Ce n'est donc que sur le peu de fonds dont le gouvernement peut disposer pour offrir quelque adoucissement à la situation des employés publics, que j'ai dû calculer la composition de la liste civile ci-jointe, et de l'ordonnance qui l'accompagne.

Cette ordonnance autorise le paiement des appointements à dater du 1^{er} janvier. Elle réserve à chaque employé le droit à une liquidation complète sur les arrérages, laquelle aura lieu du moment que la caisse publique pourra le faire. Il se peut que dans deux mois le gouvernement ait le bonheur de pouvoir autoriser la commission des finances à procéder à cette liquidation,

en soldant une partie en assignations payables au terme le plus rapproché que possible.

Vous partagerez sans doute, Messieurs, la peine avec laquelle j'ai dû circonscrire dans des proportions bien étroites la mesure que je porte aujourd'hui à votre connaissance; mais vous honorerez, j'espère, de votre suffrage les principes que j'ai dû suivre, pour ne pas encourir aux yeux de la nation la responsabilité qui pèserait tout entière sur nous, si dans cette occurrence nous procédions avec moins de prévoyance et de précaution.

Je ne saurais terminer sans vous exprimer, Messieurs, toute ma reconnaissance, de ce que vous vous êtes occupés du traitement que vous avez jugé nécessaire au président. Dans mon particulier j'y renonce, très-heureux si, dans des temps moins critiques, la nation peut m'offrir les moyens de la servir d'une manière conforme à mes vœux et aux vôtres.

*Réponse à la lettre du Patriarche & du Synode
de Constantinople.*

Poros, $\frac{28 \text{ mai}}{9 \text{ juin}}$ 1828.

Très-saint Père, La lettre que Votre Sainteté, conjointement avec le Saint-Synode, a adressée dans le mois de février aux primats, au clergé, aux notables, et à tous les chrétiens habitants du Péloponèse et de la mer Égée,

de tout rang et de toute classe, avait déjà paru dans les feuilles publiques de toute l'Europe, et même dans celles de la Grèce, lorsqu'en tout dernier lieu les archevêques métropolitains de Nicée, de Chalcédoine, de Larisse, de Janina, et le grand-vicaire de l'église patriarcale, sont venus à Poros, où nous nous trouvons actuellement. Le lendemain de leur arrivée, ils ont été invités à se rendre auprès de nous, et notre entrevue a eu lieu le 22 mai (3 juin) en présence des officiers supérieurs des forces navales que les Puissances alliées tiennent en station dans ces parages.

Quelque peu encourageante que fût notre attente, nous ne saurions cependant pas dissimuler à Votre Sainteté la douleur inexprimable avec laquelle nous nous sommes enfin assurés que la mission de ces prélats n'avait pour but que de nous remettre la lettre du mois de février, et de nous exhorter en même temps de la manière la plus pressante à leur faire au moins espérer que la nation Grecque se conformerait aux conseils que Votre Sainteté lui donne.

En recevant cette lettre de leurs mains, nous leur avons exposé avec une entière franchise les motifs par lesquels la démarche qu'ils venaient de faire ne pouvait avoir aucune suite, et moins encore de résultat analogue aux vœux qu'exprime Votre Sainteté.

Les archevêques dépositaires de votre confiance nous ayant exprimé le désir d'être porteurs d'une réponse, nous n'hésitons pas à la leur donner dans les présentes.

Elle renfermera strictement les observations que nous avons articulées de vive voix dans l'entrevue du 22 mai (3 juin).

Nous sentons trop profondément tous les égards que nous devons à la situation de l'église et à Votre Sainteté, pour nous permettre de résumer le contenu de la lettre, et pour discuter les conditions, dont l'accomplissement ferait entrevoir à Votre Sainteté en faveur de la Grèce un avenir compatible avec ses longues calamités, un avenir surtout qui lui offrirait des garanties de repos et de sécurité. Nous nous bornerons à fixer l'attention de Votre Sainteté et du Saint-Synode sur celles de ces garanties que la Grèce a déjà obtenues de la justice et de la bienveillance chrétienne de LL. MM. II. et RR. le roi de la Grande-Bretagne, le roi de France et l'empereur de Russie.

Nous la prions aussi de méditer dans un pieux recueillement les miracles par lesquels le Seigneur, dans sa miséricorde, a sauvé de tout temps, et dans ces dernières années surtout, ce peuple.

Entouré et attaqué d'une part par des armées formidables, séduit de l'autre par tous les prestiges dont la malveillance et la perfidie se servent pour égarer la faiblesse humaine, livré aux conseils de l'inexpérience, poussé souvent jusqu'au bord de l'abîme, ce peuple existe encore, et il n'existe que parce que Dieu lui a accordé la grâce de trouver dans sa foi chrétienne la force de combattre, le courage de souffrir avec persévérance;

et la détermination de périr plutôt que de se soumettre au joug que ses pères ont subi, mais qu'ils n'ont jamais accepté.

Le sort de la Grèce est donc l'œuvre de la Providence. Les hommes ne peuvent que respecter ses décrets. Les Grecs en sont convaincus, et aujourd'hui plus que jamais, puisqu'ils touchent au terme de tant d'infortunes, et que leurs vœux et leurs espérances vont s'accomplir. Cette conviction est unanime et universelle. Ni les primats, ni le clergé, ni les notables, ni le peuple, auxquels Votre Sainteté s'adresse, n'en ont et ne peuvent en avoir une autre sans se dénaturer, sans cesser d'être hommes et chrétiens.

Trop de sang a été versé, trop d'existences ont été détruites durant les huit années de guerre et de désastres qui ont désolé ce pays, pour qu'il soit possible d'y rétablir un ordre de choses quelconque qui ait pour base le passé.

Il en eût été autrement, si le martyr du saint patriarche Grégoire, de plusieurs pères du Saint-Synode et des hommes les plus distingués de la nation, n'avait donné à la Grèce la mesure de ce qu'elle se devait à elle-même pour se soustraire à l'extermination dont elle a été menacée depuis le mois de mai de l'année 1821 jusqu'au 6 juillet de l'année dernière. Le désespoir lui a prêté des armes, et elle s'est défendue. Ses ennemis ont conspiré sa perte, et toutes leurs combinaisons n'ont contribué qu'à son salut. Son arrêt de mort allait être

signé, parce qu'en se conformant aux lois impérieuses de sa situation, elle a contracté devant Dieu et les hommes l'engagement solennel de vivre libre sous la sauvegarde de ses droits; mais le traité de Londres a enfin donné une nouvelle sanction à l'inviolabilité de cet engagement.

Il nous serait impossible d'entrer ici dans d'autres explications. Le témoignage des faits, qui sont désormais sous les yeux de tout le monde, nous en dispense.

Nous devons, au nom et de la part de la nation qui nous a confié la direction de ses intérêts, prier Votre Sainteté de nous accorder ses bénédictions, et de nous croire invariablement attachés aux principes de notre sainte religion. Nous nous estimerons heureux, toutes les fois qu'il plaira à Dieu de mettre Votre Sainteté dans une position, où elle puisse nous procurer les biens qu'elle doit à tous les fils de la sainte église, dont elle est le chef.

Nous remettons les présentes à Messieurs les archevêques métropolitains, et nous finissons en assurant de nouveau que Leurs Éminences n'ont pas manqué de faire tous les efforts possibles pour s'acquitter des ordres dont Votre Sainteté les avait chargés.

A M. le Général Church.

Poros, $\frac{29 \text{ mai}}{10 \text{ juin}}$ 1828.

C'est avec une douleur inexprimable que le gouvernement vient d'apprendre la mort du brave capitaine Hastings. C'est une perte irréparable, et dans ce moment plus que dans tout autre.

Toutefois nous tâcherons d'organiser le service de la flottille qui est dans le golfe de Lépante, ainsi que le service de celle qui est plus près de vous, de manière à ce que nos efforts et nos sacrifices aient quelque résultat. La commission de la marine et le commissariat y travaillent, et nous espérons que par la présente occasion vous recevrez à cet égard des communications satisfaisantes.

Le retard qu'a éprouvé et qu'éprouve encore la marche de la chiliarchie de Zervas dépend des restrictions sanitaires et des quarantaines. Le commissariat a fait tout ce qui peut dépendre de lui pour lever les obstacles qui ont arrêté ce corps à Tripolitza, et nous aimons à nous flatter que ses soins ne seront pas sans fruit. Les mêmes difficultés, survenues à cause des soupçons de peste, rendront aussi très-difficile l'envoi d'une chiliarchie du camp d'Éleusis dans la Grèce occidentale. Le stratarque Ypsilantis nous a annoncé il y a quatre jours qu'il y avait des malades dans son armée, et qu'on les surveillait pour

s'assurer de la nature de leur maladie. Si par une suite de cette surveillance, nous pouvons nous convaincre qu'il n'y a pas de soupçons de contagion, il sera alors possible de renforcer votre armée d'une chiliarchie.

Le désordre qui a eu lieu parmi les artilleurs dans un moment décisif, nous a causé une peine très-profonde. Les prétentions que ces soldats ont formées pouvaient être justes, et nous regrettons que les commissaires ne les aient pas satisfaites sur votre demande, au moins en partie.

Nous voyons aussi avec un sentiment non moins douloureux les motifs que vous donnez, Monsieur le général, à la retraite que vous avez été obligé de commander à vos troupes après l'affaire d'Anatolico. Elles manquaient de pain et d'eau.

Cet événement (et c'en est un) nous force à revenir encore une fois sur la nécessité impérieuse dans laquelle nous sommes de vous recommander la plus stricte économie dans l'assignation des vivres. Car il ne faut pas se faire illusion : quelque soutenus et constants que soient les efforts du gouvernement pour en tenir pourvue votre armée, il n'est pas moins vrai que c'est en surmontant des difficultés majeures qu'il peut y réussir. Abstraction faite de la détresse financière, veuillez ajouter les restrictions sanitaires, lesquelles retardent énormément l'embarquement des vivres à Ancône et dans tous les ports étrangers, et vous conviendrez que le seul moyen de ne pas vous trouver par la suite dans un dénûment

complet de vivres, c'est de n'en distribuer tous les jours qu'autant qu'il est strictement nécessaire à la nourriture des hommes qui sont présents et sous les armes.

Pour ne pas vous laisser ignorer les ordres que reçoit à cet égard le commissariat de l'armée, vous les trouverez ci-joints.

Si l'état sanitaire du Péloponèse peut me laisser quelques jours de liberté, j'en profiterai avec empressement pour arriver, ne fût-ce que pour une couple de jours, à l'armée, et pour aplanir sur les lieux, conjointement avec vous, Monsieur le général, tous les obstacles qui peuvent retarder l'accomplissement des vœux que nous formons en commun.

*Au Commissariat dans l'Armée de la Grèce
occidentale.*

Poros, $\frac{29 \text{ mai}}{10 \text{ juin}}$ 1828.

Le commissariat général a mis sous les yeux du gouvernement tous vos rapports. Afin de vous faciliter l'accomplissement de vos devoirs, il vous renouvelle les instructions suivantes :

1°. Vu la difficulté insurmontable de pourvoir abondamment de vivres les magasins de l'armée, au point qu'ils puissent avoir une réserve, au moyen de laquelle les mouvements de l'armée ne soient pas arrêtés par le

défaut de quelques jours de subsistances, vous vous conformerez rigoureusement aux ordres que vous recevrez du général, à l'effet de ne distribuer par jour qu'autant de rations qu'il y a d'hommes présents et sous les armes. Hors de cette sévère économie, l'armée se trouvera sous peu sans subsistances, attendu que les quarantaines, auxquelles tous les bâtimens grecs sont assujettis depuis peu, retarderont l'arrivée de ceux qui ont été déjà expédiés à Ancône et ailleurs.

2°. Les informations que le général vient de nous donner sur le départ inattendu des artilleurs, et sur les motifs qui ont provoqué ce désordre, nous font regretter que vous l'ayez pris sous votre responsabilité, en refusant les 1,500 piastres qu'il vous a été enjoint de leur donner. Une somme semblable, et pour un objet si important, devait être accordée, surtout lorsque le général l'avait demandée à la caisse pour cet effet.

Dans toutes les circonstances urgentes et dans des cas pareils, vous vous conformerez aux ordres du général, en plaçant votre responsabilité à couvert, soit par l'ordre écrit qu'il vous donnera, soit par le rapport que vous ferez au gouvernement.

3°. Vous demandez au commissariat des instructions sur le paiement des rations de vivres aux officiers destinés à l'organisation des chiliarchies. Le règlement n'accorde cet avantage qu'aux officiers qui commandent en effet le nombre d'hommes qui doivent être sous leurs ordres. Il n'est pas dans l'intention du gouvernement de

pousser l'exécution de ce règlement à l'extrême rigueur ; mais il faut au moins que la chiliarchie soit complétée et organisée, si ce n'est pour les quatre cinquièmes, au moins pour plus des deux tiers. De toute autre manière ce serait sanctionner un abus, au moment dans lequel on procède à cette organisation pour garantir des abus l'état et les finances.

Vous devez, en vous conformant à ces directions, en faire apprécier la justice et la nécessité impérieuse aux officiers les plus honorés de la confiance du gouvernement, du général en chef et de l'armée. Ils doivent sérieusement songer aux circonstances graves dans lesquelles se trouvent leur pays et leur gouvernement. C'est de la conduite des braves Rouméliotes que dépend en ce moment la part qu'ils doivent prendre à leur propre avenir. Si elle est honorable, ils en recueilleront le fruit. Si elle ne l'est pas, ils en porteront la peine, sans que personne la leur inflige. Elle sera leur propre ouvrage.

Leur conduite ne peut être honorable que pour autant qu'elle sera désintéressée. Ils servent un pays dont la misère est extrême. Ils servent un gouvernement qui peut à peine subvenir aux besoins les plus pressants de la nation. S'il donne du pain au soldat, il porte un sacrifice qui dépasse tous ses moyens. Pourtant il le porte, et il espère même pouvoir sous peu offrir à l'armée quelque autre soulagement.

Le gouvernement ne se dissimule pas que les soldats et

les officiers sont dans le dénûment; mais toute la nation est dans le même état, et ce n'est pas au moment où nous touchons tous au terme de nos souffrances, que l'armée ne voudra pas suivre l'exemple de ses frères et du gouvernement lui-même. La crise actuelle ne peut pas être de longue durée. Il faut donc la subir avec courage et persévérance.

A M. le Général Church.

Poros, $\frac{29 \text{ mai}}{10 \text{ juin}}$ 1828.

La lettre d'office que vous recevez aujourd'hui répond en partie à toutes vos dernières dépêches. J'espère que l'instruction que j'adresse à la commission lèvera les obstacles qui vous ont contrarié. Mais il faut aussi que vous vous donniez la peine de les lever vous-même, en n'accordant des rations que pour autant de soldats qu'il s'en trouve sous les armes. Si vous sortez de cette règle de rigueur, vous serez éternellement gêné par le défaut de subsistances; et croyez-moi, le gouvernement ne peut faire pour vous plus qu'il ne fait.

Vous ne vous figurez pas combien les accidents de peste m'affligent et me contrarient. Les lignes sanitaires, les quarantaines, et les pauvres qu'il faut nourrir, parce que enfermés ils ne peuvent rien faire pour se procurer de la nourriture, épuisent complètement nos pauvres

finances. Sans le secours pécuniaire et en espèces que j'espère toucher dans trois semaines de la part de la munificence russe, le naufrage aurait été inévitable. Nous existons actuellement à crédit sur ce secours, et nous l'employons en attendant. Ainsi, mon général, soyez économe plus que de coutume, au moins jusqu'à ce que je puisse assurer les fonds pour le service, si ce n'est pas pour trois mois, du moins pour deux mois.

Comment remplacer ce brave Hastings et donner aussi à votre flottille un bon chef? Mon frère, M. Mavrocordatos et Tombazis y travaillent. Je vais voir leur proposition, et je ne négligerai rien de mon côté, afin de mitiger autant que possible le malheur qui nous est arrivé.

Au moment où je me disposais à faire une tournée qui m'aurait amené auprès de vous, de nouveaux accidents de peste, au milieu des nombreuses familles qui entourent Nauplie, exigent encore la présence, pour ainsi dire immédiate, du gouvernement en ces lieux. Dès que je pourrai me délivrer de ces entraves, je ferai avec grand plaisir cette course; mais je doute qu'elle puisse avoir lieu avant dix ou quinze jours.

Au moment de finir cette lettre, je reçois la vôtre du 23 mai (4 juin), et l'on me dit que les officiers dont vous parlez dans vos lettres d'office sont à la quarantaine. Je ferai venir chez moi aujourd'hui M. Blondel, et j'apprendrai de lui tout ce qu'il aura à me dire de votre part. Je ferai aussi tout ce qu'il m'est possible pour que votre aide-de-camp soit content, et pour que les autres aussi

le soient ; mais plus nous touchons au terme de nos infortunes, et plus nous devons être sages.

Si les Puissances nous délivrent de la présence d'Ibrahim (et les amiraux s'en occupent très-sérieusement), si elles nous donnent des subsides (et je viens de recevoir aujourd'hui la nouvelle très-confidentielle, de la part de l'amiral de Rigny, que le roi de France nous en donnera aussi), alors nos affaires prendront une autre marche. Mais ne nous faisons pas illusion sur la nature de ces secours. L'Angleterre et ses alliés y mettront des conditions, et nous ne pourrons jouir de ces bienfaits qu'en remplissant très-rigoureusement ces conditions. J'ai sous les yeux celles dont le comte Heyden a accompagné les effets qu'il a mis à ma disposition. Il dit en toutes lettres que ce subside doit être employé pour subvenir aux besoins les plus pressants de l'armée active et effective, et pour restaurer un peu le peuple de ses longues misères.

J'ai envoyé à Malte M. Condostavlos, membre de la commission des finances, afin de réaliser en espèces les lettres de change. Si les quarantaines et les vents ne nous contrarient pas, ce n'est guère avant une vingtaine de jours que je pourrai avoir en mains et en espèces de quoi adoucir le sort de vos soldats, et vous donner une petite somme pour vos dépenses extraordinaires.

Est-il possible qu'ayant devant les yeux cette perspective, l'armée choisisse ce moment pour se désorganiser ? Je ne veux pas même le soupçonner. Je lui ai promis du

pain et des vivres; elle les reçoit, et si elle n'avait reçu que ce qui lui revient strictement, elle n'aurait jamais manqué ni de l'un ni des autres. Je lui ai promis la solde, parce que les souverains alliés m'avaient promis des subsides. Il ne dépendait pas de moi de toucher ces subsides, ni une heure plus tôt, ni en espèces. Cependant j'ai la preuve que je serai sous peu en mesures de tenir parole.

Appelez auprès de vous les chefs qui ont des titres à votre confiance, et parlez-leur le langage d'un père affectueux. S'ils veulent encore faire les mutins, livrez-les à leurs mauvaises têtes et à leurs habitudes musulmanes. Ils se placeront dans une position où ils n'auront plus de salut, et la nation, le gouvernement et les Puissances étrangères, les considéreront comme des brigands.

J'écris moi-même à Eumorphopoulos et à Grivas. En recevant ces lettres, ils y penseront deux fois, avant d'aller courir les aventures ou chercher fortune je ne sais où.

A M. le Général Colocotronis.

Poros, $\frac{30 \text{ mai}}{11 \text{ juin}}$ 1828.

Les communications que le gouvernement vous a faites en dernier lieu, vous prouvent que les amiraux des

Puissances alliées sont déterminés à rendre responsable Ibrahim de tous les malheurs qu'il ferait peser sur le Péloponèse dans la saison actuelle. Les forces considérables dont ils cernent sur mer les places qu'il occupe, lui interceptent désormais toute ressource du dehors. Le parlementaire qu'il a envoyé à Corfou annonce assez qu'en reconnaissant les dangers de sa position, il se prépare à délivrer le Péloponèse de sa présence. D'autre part la conduite d'Ibrahim envers les habitants du pays qui avoisinent les places qu'il occupe, ne donne pas lieu de supposer qu'il ait l'intention de faire des incursions armées, de ravager ou de moissonner les campagnes. Il paie argent comptant tout ce qu'on lui apporte et tout ce qu'il fait chercher dans les formes les moins hostiles.

Tels sont les rapports qui nous parviennent des commissaires extraordinaires du Péloponèse. Ils nous mandent aussi que les habitants des provinces, épuisés de misère et fatigués des longues vexations qu'ils ont éprouvées, se refusent à prendre les armes, et que ce n'est que par la force qu'on peut les y contraindre.

Dans cet état de choses, l'armement des 3,000 hommes nous paraît, par les motifs indiqués ci-dessus, n'être, au moins pour le moment, ni urgent ni possible. Une des impossibilités est entre autres celle des subsistances. Il n'y a pas moyen d'en faire venir du dehors, et celles qu'on pourrait assembler dans l'intérieur seront sans contredit plus utilement employées dans les lieux res-

pectifs, qu'en les entassant dans un point central. D'ailleurs la formation de magasins supposerait un armement de longue durée, et l'intention du gouvernement, ainsi qu'il s'est expliqué avec vous, était de donner à l'armement projeté la durée tout au plus d'un mois.

Pour obvier à tous les inconvénients, et pour ne pas légitimer par notre attitude le commencement d'hostilités qui pourraient devenir nuisibles au pays, l'armement en question sera réduit à trois corps, qui formeront la garde des trois généraux qui étaient destinés à ce service. Ces corps pourront être portés à trois cinquantaines chacun. Ils seront employés pour faire une garde d'observation. Plus tard, et à mesure que les événements pourront l'exiger, vous recevrez des directions ultérieures.

Le commissaire extraordinaire du département de l'Arcadie reçoit l'ordre de faire compter en argent aux cinquantaines en question le prix de leur paie et des vivres. Le caissier de la commission des finances recevra à son tour l'ordre de déboursier les sommes requises à cet effet. Il paiera aussi, d'après la juste demande que vous venez de faire, à vos aides-de-camp et à vos secrétaires une indemnité provisoire, d'après les indications que vous voudrez bien lui donner. Elle ne dépassera cependant pas la somme de 1,000 piastres.

Le général Nikitas a parfaitement bien fait de s'approcher de Modon et de Coron. Le gouvernement lui adresse aussi une instruction spéciale, pour le cas où les pour-

parlers avec les Albanais pourraient amener quelque résultat satisfaisant.

Le gouvernement ne doute pas de l'empressement et du zèle avec lesquels vous vous conformerez aux directions qu'il vient de vous donner. Elles modifient le plan qui avait été arrêté, à raison des circonstances et des intérêts majeurs du Péloponèse.

A M. le Général Nikitas.

Poros, $\frac{30 \text{ mai}}{11 \text{ juin}}$ 1828.

Les copies ei-jointes de la circulaire qu'ont reçue les commissaires extraordinaires dans le Péloponèse, et des ordres que le gouvernement transmet aujourd'hui au général Colocotronis, vous donnent assez à comprendre la situation où se trouvent Ibrahim et son armée, et les facilités que cette situation doit offrir aux agents du gouvernement qui auraient des titres à la confiance des Albanais.

Vous êtes au nombre de ceux à qui il est peut-être réservé de rendre un immense service à la patrie. Les Albanais désirent s'expliquer avec vous, et certes ils ne peuvent trouver de meilleur intermédiaire pour sortir de l'alternative périlleuse où ils sont placés. Ils doivent ou périr de faim ou se laisser embarquer pour l'Égypte. Pour peu qu'ils souhaitent regagner leurs foyers, ils

doivent vous savoir gré de leur en ménager les moyens.

Le gouvernement vous autorise à entrer en pourparlers avec eux. S'il s'agit d'en venir à une capitulation, qui nous donnerait la possession de la forteresse qu'ils occupent, vous êtes autorisé à convenir, sauf la ratification du gouvernement. Celui-ci leur offre le moyen de rentrer dans leur pays, soit par la voie de terre, soit par celle de mer. Il préférerait la seconde, quelque dispendieuse qu'elle puisse être. Pour la rendre cependant plus facile, vous leur proposerez de laisser leurs chevaux, et le gouvernement ne se refuserait peut-être pas à les acheter, mais à un prix modique.

Cette instruction vous parviendra par une occasion expresse, et elle est adressée également aux commissaires extraordinaires de la Haute et de la Basse Messénie, avec lesquels vous êtes invité de conférer et d'agir de concert sur cette affaire importante.

Vous nous enverrez par le courrier vos réponses.

Au Stratarque Ypsilantis.

Poros, $\frac{31 \text{ mai}}{12 \text{ juin}}$ 1828.

Le bruit court que votre armée a eu une affaire d'avant-postes. Nous en ignorons les détails, mais nous sommes assurés d'avance qu'ils seront très-honorables pour l'armée.

Ainsi que je vous l'ai promis, je me propose de m'embarquer demain au soir ou après-demain matin pour me rendre entre Éleusis et Mégare, où, dit-on, les mouillages des vaisseaux de guerre sont convenables. Les quarantaines et les précautions sévères qu'on doit prendre à l'égard des vaisseaux des Puissances alliées ne me permettront pas d'arriver au camp ni d'y rester une couple de jours, comme je l'aurais désiré. Cependant, voulant connaître sur les lieux l'état des choses dans votre armée, les dispositions que vous avez prises pour la mettre en mouvement, et les moyens dont elle peut avoir besoin encore pour agir avec quelque résultat, je vous propose de vous tenir à portée de vous aboucher avec moi avec les égards sanitaires dans un point intermédiaire. Ce point sera le plus convenable, s'il vous met à peu de distance de votre armée. Je verrai aussi les chiliarques, avec ceux de leurs officiers qui peuvent sans inconvénient s'absenter momentanément des chiliarchies. Vous ne prendrez au reste aucune mesure à cet égard, que lorsqu'on vous annoncera l'arrivée des vaisseaux des Puissances alliées avec lesquels j'arriverai.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{1}{13}$ juin 1828.

Si j'avais été à Égine en recevant votre lettre d'hier,

je vous aurais priés d'en accepter la réponse de vive voix. Je m'acquitte aujourd'hui de ce pénible devoir, en vous adressant la présente lettre particulière.

Elle vous rapporte votre office. Une réponse formelle, en prenant place aux archives, ne déposerait pas assurément à votre avantage. Elle témoignerait que les magistrats qui sont censés partager la responsabilité du gouvernement ne la partagent pas, et dès lors le gouvernement serait obligé de dire en temps et lieu à la nation pourquoi il s'en est chargé seul.

En refusant indirectement votre suffrage au projet, sans donner les motifs qui vous portent à avoir une opinion contraire à celle du gouvernement, et passant sous silence ce que vous pensez des motifs sur lesquels il a fondé ses décisions, vous vous placez, Messieurs, sur un faux terrain. Vous faites abstraction de mes motifs, c'est-à-dire de l'état réel où se trouvent le passif et l'actif des finances. Vous demandez que la caisse paie immédiatement quatre mois d'arrérages, et vous semblez ignorer ce qu'il vous serait sans doute facile de connaître par vos collègues de la commission des finances et du commissariat général. Si vous les aviez interrogés, ou si ces messieurs, en remplissant strictement leur devoir, avaient mis sous vos yeux, d'une part les sommes qui existent dans la caisse, et de l'autre celles qui peuvent y entrer des revenus de l'état; si le commissariat vous eût montré ce qu'on doit chaque jour à l'entretien de l'armée et de la flotte, vous vous seriez convaincus qu'à défaut d'ar-

gent, le gouvernement doit ajourner la solde de toute l'armée, et que cette armée n'existe que de pain et de sa ration.

En payant des arrérages aux employés, peut-on refuser la solde à l'armée?

Vous faites observer que les employés civils, dans l'espoir d'un traitement, ont contracté des dettes, et que le modique traitement d'un seul mois ne répond nullement à leurs besoins. On ne contracte pas d'ordinaire des dettes sur un espoir, mais sur une garantie. Le gouvernement, en appelant les employés publics à s'associer à lui, n'a contracté avec eux aucun engagement. Tout au contraire, il leur a dit à tous par un acte solennel que tous étaient appelés à porter un sacrifice au salut commun. Veuillez vous donner la peine de lire encore une fois le message par lequel j'ai proposé l'institution de la banque, et vous verrez qu'au lieu de promettre de l'argent, je n'ai fait qu'offrir une occasion de faire preuve de patriotisme à tous les citoyens, nulle classe exceptée. Ces employés trouvaient-ils une garantie dans la fortune de l'état? Je me dispense de m'arrêter sur ce triste sujet, et je l'abandonne à votre méditation.

Sans se fonder sur aucune garantie, ils ont contracté des dettes, parce qu'ils ont dû vivre. De quel travail, de quel emploi, de quelles ressources ces messieurs auraient-ils vécu, si l'ordre de choses qui existait en décembre de l'année dernière eût continué?

J'ai fait part, il est vrai, aux fonctionnaires publics et à la nation des espérances que m'ont fait concevoir les cabinets alliés. Ces espérances n'étaient pas sans fondement; elles commencent même à se réaliser. Mais nous ne pouvons pas encore disposer des bienfaits qui nous sont accordés, parce que ce n'est pas avec des lettres de change sur Londres qu'on peut trouver des espèces en Grèce sans des pertes énormes; et c'est pour cette raison que je n'ai pas cru possible le paiement du trimestre avant la fin d'août.

On m'a dit plus d'une fois à l'oreille que je dépensais trop d'argent en travaux publics et agricoles. J'ai répondu et je réponds que cet argent m'a été donné par la philanthropie des étrangers pour ces milliers de familles innocentes qui meurent de faim, et qu'il n'est pas en mon pouvoir d'en faire un autre usage.

Pour ce qui est du nombre des employés subalternes, il n'a jamais été dans mon intention d'interdire aux commissions spéciales la faculté de demander ceux qui étaient strictement nécessaires; je dis strictement nécessaires, parce qu'il ne s'agit pas en ce moment de pourvoir aux besoins de quelques jeunes gens qui se croient en droit de vivre aux frais de l'état, mais de pouvoir suffire avec un surcroît de travail à l'expédition régulière des affaires. Pourquoi un citoyen ne travaillerait-il pas quelques heures de plus dans la journée? N'y en a-t-il pas un grand nombre qui, faute de pain quotidien et de foyer, languissent dans la misère? Ne nous faisons illusion, Mes-

sieurs, ni sur notre situation véritable, ni sur la nature des devoirs que nous avons à remplir, pour que cette situation ne devienne pas fatale non-seulement à l'existence, mais j'ose le dire, à l'honneur de la nation.

Accablé comme je le suis des calamités qui oppriment ce malheureux peuple, j'espérais toujours trouver des consolations au milieu de vous; vous me les refusez. C'est une épreuve nouvelle; mais je la subirai sans renoncer à l'espoir de vous porter vous-mêmes à connaître la pureté et à la droiture de mes intentions. Espérons que vous vous convaincrez sous peu que ce n'est pas au taux des appointements qu'un peuple qui doit sortir de ses ruines peut juger de la dignité des emplois publics.

Je ne vous en dis pas davantage, et je vous prie encore une fois de reconnaître dans cette démarche le prix que j'attache à entretenir avec vous des relations franches et cordiales.

A M. le Capitaine Parker.

Poros, $\frac{2}{14}$ juin 1828.

Je vous dois bien des remerciements pour les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 1^{er} et du 11 du courant. Je vous en dois encore plus pour les nouvelles qu'elles renferment, et pour les té-

moignages d'intérêt qu'il vous plaît de donner toujours aux affaires de la Grèce. Celle qui est majeure dans ce moment concerne sans contredit la situation du Péloponnèse, et tout ce qu'on peut faire pour mitiger les conséquences de l'obstination avec laquelle Ibrahim paraît décidé à demeurer dans les places de la Messénie. Ce que vous avez la complaisance de me mander relativement aux Albanais, m'a été aussi communiqué par les commissaires du gouvernement dans le Péloponnèse. Je ne néglige aucun des moyens qui peuvent être à ma portée, à l'effet de faciliter la retraite des Albanais, sans que le pays en ait trop à souffrir. J'ignore ce qui peut en résulter ; mais ce que je sais d'avance , c'est qu'un résultat satisfaisant sera immanquable, du moment que les amiraux d'un commun accord feront comprendre par le fait à Ibrahim qu'il lui est impossible de tenir plus longtemps en Morée. Espérons que le courrier qu'il vient d'expédier à son père lui portera l'ordre de partir.

Je suis très-heureux que vous honoriez de votre suffrage le brave Sactouris.

Si les circonstances peuvent le permettre , j'espère avoir la satisfaction de vous revoir dans votre croisière, et de vous réitérer de vive voix l'expression des sentiments bien sincères que je vous ai voués.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Poros, $\frac{6}{18}$ juin 1828.

J'ai reçu, mon cher Eynard, vos lettres jusqu'à la date du 20 avril. Je profite d'un instant de relâche pour vous répondre, sauf à ajouter un mot au moment d'expédier ma lettre.

Vous trouverez ci-jointe ma réponse à M. Ternaux. Je me dispense de vous parler de l'emploi que j'ai fait des 10,000 francs. Ma lettre du 22 du mois passé vous a aussi informé de l'autorisation que j'ai donnée à M. Gérostathis de réaliser les 50,000 francs que vous avez mis à ma disposition chez MM. Necker et C^e à Trieste. Tout cet argent se convertira en farine et biscuit pour la Grèce occidentale; c'est de Syra que je tire les subsistances dont j'ai fait vivre les milliers et milliers de femmes et d'enfants qui labourent la terre.

Au moment où les lignes sanitaires ont épuisé les ressources de notre banque, la Providence envoie à ce pays les subsides que la charité chrétienne de l'empereur de Russie lui destine. S. M. le roi de France est décidé à lui en donner aussi, à ce que M. de Rigny vient de m'annoncer confidentiellement. J'aime à espérer que ceux de S. M. Britannique ne tarderont pas non plus. Lorsque j'aurai la certitude de fait sur la nature de ces subsides, je pourrai alors peut-être faire plus que pourvoir à

l'existence de ce pays au jour la journée. Jusque-là il m'est impossible de prendre aucune résolution, ou de vous demander d'une manière positive votre assistance pour les opérations majeures d'un emprunt et de la liquidation de notre ancienne dette.

Les bonnes dispositions de M. Necker peuvent être utilisées en temps et lieu. Dans ce moment je ne puis pas en profiter, et la raison est facile à comprendre. A peine puis-je suffire aux affaires pressantes de chaque instant. Si vous étiez dans un coin de ma tente ou de ma chaumière, vous verriez qu'avec la meilleure volonté du monde, il m'est impossible de donner suite à un travail quelconque, qui ait pour but l'avenir de ce pays. Il faut se contenter pour le moment de ne pas faire naufrage, et réserver les combinaisons d'une utilité réciproque entre ce pays et l'étranger, pour l'époque où nous aurons jeté l'ancre dans un bon port.

J'en dis de même des recommandations que M. Odier m'a faites en faveur de M. Hortolan.

Je viens d'apprendre que l'Unicorne, dont lord Cochrane s'est servi pour arriver en Grèce et pour retourner en Angleterre a été achetée avec les fonds grecs, et que ses réparations ici ont été faites de même aux frais du pays. Ne serait-il pas juste de demander la restitution de ce bâtiment? J'en aurais le plus grand besoin, attendu qu'il serait très-approprié aux fréquentes migrations du président et de la chancellerie qui doit toujours l'accompagner. Jusqu'à présent, je me transporte d'un

point à l'autre à bord des vaisseaux de guerre alliés en station auprès du gouvernement grec ; mais les employés qui me suivent doivent voyager dans un bâtiment qui coûte toujours quelque argent. Vous nous rendriez, mon cher Eynard, un grand service, si vous pouviez manœuvrer de manière à faire arriver une heure plus tôt l'Unicorne dans ces parages.

Le blocus maritime affame et désorganise l'armée d'Ibrahim ; mais celui-ci nous a fait bien du mal par la peste.

Malgré la vie d'enfer que je mène ici, ma santé se soutient assez bien. Certaines correspondances se sont donné la peine de me faire empoisonner ; d'autres de me faire fuir à bord des vaisseaux en station auprès du gouvernement ; d'autres de me représenter au milieu d'insurrections journalières. En vérité ce sont de pauvres esprits, auxquels manque complètement le don de l'invention, qui se plaisent à forger des balivernes semblables. Je dirai sans amour-propre que la confiance que me témoignent tous, et notamment le peuple, me fait porter avec un sentiment de satisfaction intérieure l'immense travail qui m'est réservé tous les jours, et certes si je peux le soutenir, c'est que je suis fort de ce sentiment et de la protection du Sauveur.

Je baise les mains à votre aimable secrétaire. Son écriture m'a fait éprouver un plaisir réel et bien sincère ; mes yeux y gagnent, et mon cœur se desserre.

A M. le Baron de Saint-Denis.

Poros, $\frac{6}{18}$ juin 1828.

Il me serait impossible de vous exprimer assez les sentiments de reconnaissance, avec lesquels j'ai reçu les dépêches de M. le comte de la Ferronnays, du 7 mai, et ce qu'elles accompagnent.

Conformément aux stipulations du traité de Londres, vous êtes accrédité auprès du gouvernement grec, et vous lui apportez en même temps un don de 500,000 francs. Quoique S. M. l'empereur de Russie ait daigné mettre à notre disposition 1,500,000 roubles, la réalisation de cette somme en espèces rendant indispensable quelque délai, vous nous avez trouvés au point où nous ne pouvions plus satisfaire à aucun des besoins les plus pressants du service public. A ce titre, le secours de S. M. T. C. acquiert, s'il se peut, un plus grand prix, et vous allez, Monsieur le baron, en avoir la conviction.

C'est dans le courant de ce mois, c'est-à-dire le 12 (24), que l'armée de la Grèce orientale et occidentale devait recevoir les arrérages de trois mois, et la caisse publique n'avait plus qu'une centaine de milliers de piastres, lesquelles suffisent à peine aux dépenses des lignes sanitaires. Permettez-moi donc d'avoir recours immédiatement à la somme dont vous êtes dépositaire.

Tout calcul fait, je crois approximativement que

250,000 francs pourraient pour le moment mettre le gouvernement en état de solder les arrérages dont il est question. Je vous prie par conséquent de vouloir ordonner qu'on remette à M. Stavros la somme susdite.

Je vous envoie ci-jointe la copie du message par lequel j'annonce au Panhellénium votre arrivée en Grèce, et les secours dont vous êtes porteur.

Je n'ai pas besoin, j'espère, de vous répéter ici, Monsieur le baron, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire de vive voix. L'expérience vous prouvera que je ne négligerai aucun moyen qui dépende de moi, afin de vous mettre à même de remplir la mission dont vous êtes chargé, et d'obtenir ainsi le suffrage de votre auguste souverain.

Recevez, Monsieur le baron, l'assurance de ma considération distinguée.

A MM. G. Soutzos & Ch. Clonaris.

Poros, $\frac{9}{21}$ juin 1828.

Le secrétaire d'état m'a rendu compte de la lettre que vous lui avez adressée en date du 7 du courant. Je l'ai lue moi-même, et pour vous prouver que j'apprécie infiniment la droiture et la franchise, je commencerai par vous faire un reproche : c'est de ne vous être pas adressés directement à moi ; et pour mieux vous le prouver, je vous réponds moi-même.

Je ne partage pas le point de vue sous lequel vous envisagez la dignité d'un employé public. Je n'admettrai jamais que le taux des appointements en soit la mesure. La comparaison que vous établissez entre vous et votre collègue M. Masson est fausse. M. Masson n'est pas Grec comme vous, et il ne doit porter rigoureusement parlant aucun sacrifice pour servir la Grèce. En second lieu, l'argent qui lui a été donné, loin de constituer ses appointements, n'est ni plus ni moins qu'une somme que le gouvernement lui a avancée pour la défalquer ensuite sur les appointements qu'il doit toucher comme vous à titre de membre de la commission. La comparaison que vous établissez aussi avec les membres de la commission des finances, est également peu exacte. D'abord je ne comprends pas pourquoi vous ne vous comparez pas au commissariat général. De bons juges n'ont jamais d'amis en affaires.

De toute manière voici en quoi vous vous êtes trompés. Mon intention a été, du jour où vous avez été nommés, de vous faire trouver une juste récompense dans une gratification, qu'à la fin de vos travaux le gouvernement vous aurait proposé d'accepter, sur les sommes que le trésor aurait encaissées par suite de vos décisions. Si l'on ne m'avait pas tant fatigué de la demande réitérée d'appointements et de liste civile, votre affaire eût été réglée à votre entière satisfaction et en toute justice. En décrétant la liste civile, je n'ai pas renoncé à l'idée de vous accorder à la fin de vos travaux une juste indemnité,

et je n'y renonce pas même aujourd'hui, quoique l'accent avec lequel vous avez porté vos plaintes, soit de nature à me faire éprouver une peine inexprimable. Je vous dirai plus. Si lorsque j'ai donné à la secrétairerie d'état la minute de la liste civile, M. Tricoupis m'avait rendu attentif à cette misérable différence de quelques piastres, je n'aurais pas fait difficulté à vous mettre de niveau avec vos grands collègues les membres du commissariat, lesquels ne sont pas moins mécontents que vous, tout en recevant 800 piastres par mois. Ils n'ont cependant pas voulu suivre votre exemple; ils ont préféré se dire à l'oreille que la liste civile est une iniquité, mais ils n'ont pas daigné m'en écrire.

Je finis par vous dire que l'ordonnance qui accompagne la liste civile vous laisse tout entière la liberté de renoncer, au bénéfice des pauvres ou de la caisse, à cette partie de vos appointements que dans votre opinion vous considérez comme injurieuse. Vous voyez que par cette explication franche et loyale, je vous donne la mesure du prix que j'attache aux services que vous rendez et que vous pourrez rendre à l'état. Soyez bien assurés que les meilleurs instants de la triste existence à laquelle je suis condamné sont ceux dans lesquels je puis me dire : Voilà un citoyen grec qui peut servir sa patrie, et qui peut la servir avec distinction et honneur aux yeux de l'étranger. Veuillez, Messieurs, être de ce nombre; vous l'êtes et vous le serez.

*A M. Ternaux, Président de la Société
philanthropique en faveur des Grecs, à
Paris.*

Poros, $\frac{10}{22}$ juin 1828.

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au nom et de la part de vos collègues, pour m'annoncer qu'ils mettaient à la disposition du gouvernement grec 10,000 francs, à l'effet de pourvoir de pain la portion la plus malheureuse de la nation Grecque. Les femmes et les enfants réfugiés dans les îles et à Nauplie, et dont les restrictions sanitaires aggravent la misère, reçoivent avec une reconnaissance inexprimable les secours qu'ils doivent à votre société philanthropique. Nos correspondants à Corfou ont l'ordre d'acheter avec les 10,000 francs de la farine et du biscuit et de les expédier immédiatement dans la Grèce occidentale; les subsistances qui devaient y être envoyées d'ici seront distribuées à ces familles pauvres, qui ne gagnent cependant ce pain que par le travail. La saison ne permet plus de continuer la plantation des pommes de terre. Toutefois, si le ciel bénit les champs qui en ont étéensemencés, la récolte d'automne nous offrira de grandes ressources. La Grèce devra ce bienfait à la charité chrétienne de ses amis, et aux soins infatigables de M. Stevenson.

Veillez, Monsieur le président, être auprès de vos collègues l'interprète des sentiments de reconnaissance de ce pays, et recevez l'assurance de ma considération distinguée.

A M. le Métropolitain Ignace, à Pise.

Poros, $\frac{10}{22}$ mai 1828.

J'ai sous les yeux les lettres que Votre Éminence m'a fait l'honneur de m'écrire jusqu'à la date du 30 avril. M. Tricoupis me dit aussi que vous vous plaignez, Monseigneur, de notre long silence. A qui le dites-vous? Mais aussi comment suffire à tout? Nous le pourrons, j'espère, sous peu, lorsque les inquiétudes et les déplacements que nous cause la peste auront cessé, et que nos affaires intérieures pourront être réglées autrement qu'au jour la journée et par l'action immédiate du gouvernement.

Nous n'en sommes pas là, bien s'en faut. Une des plus grandes difficultés commence à s'aplanir. L'empereur de Russie nous a envoyé un subside. Le roi de France aussi a daigné nous donner un double secours. M. le baron de Saint-Denis vient d'arriver à Poros. Il est accrédité auprès du gouvernement en qualité d'agent de S. M. T. C., et il nous apporte le don de 500,000 francs. Nos braves Hellènes se réjouissent; mais quelques-uns (et c'est le plus petit nombre) se trompent fort, s'ils

croient que cet argent leur est destiné, et qu'il aura le sort des guinées de l'emprunt. Sans doute que partout où l'on administre, on vole : mais aussi il n'y a pas de pays, à moi connu, où à côté des voleurs, il y ait comme en Grèce des milliers et des milliers de familles sans terre, sans foyer, qui meurent de faim. Pensez, Monseigneur, que ces malheureuses familles ne sont que la victime des administrateurs voleurs, ministres et capitaines. Encouragez-moi, si vous le pouvez, à être indulgent avec une poignée de ces misérables qui réduisent tout à l'argent. Je n'ai fait peser la main de la justice sur qui que ce soit. Je ne serai pas non plus dans ce cas. Il me suffit de les connaître et de les livrer, s'il est besoin, à la malédiction du peuple.

On vous a dit que je suis au milieu des conspirations, et que l'on a essayé de m'empoisonner et de me tuer. On vous a dit peut-être que pour me soustraire à tant de dangers, je me suis réfugié à bord d'un des bâtiments de guerre des Puissances alliées qui sont ici en station. Toutes ces balivernes me sont connues, et je n'en ignore pas non plus les pauvres inventeurs. Ce sont des hommes de l'école desquels est sorti ce fameux Mesthénopoulos, qui a escamoté beaucoup d'argent à de bonnes âmes. Aujourd'hui il ne s'agit plus d'escamoter de l'argent, mais d'éclairer l'opinion publique à l'égard de cette Grèce qui, selon les doctrines de cette école, est et doit être le foyer de la piraterie et du carbonarisme. Or pour le prouver, il faut dire que les pirates et les

carbonari ont conjuré la perte du gouvernement qui ne peut s'associer ni aux uns, ni aux autres. Que le bon Dieu ait pitié de ces intrigues ! Le fait est que partout on s'empresse d'exécuter les ordres du gouvernement, et que les commissaires extraordinaires dans les départements du Péloponèse et de l'Archipel commencent à établir dans les provinces un ordre de choses légal et régulier.

Si la peste n'était pas venue mettre des entraves insurmontables, l'administration aurait fait des progrès, et la convocation du congrès national aurait eu lieu. Elle est nécessairement ajournée, jusqu'à que nous soyons hors des quarantaines, et j'espère que nous le serons dans le courant de ce mois. Le blocus maritime affame et désorganise l'armée d'Ibrahim. Il se venge en semant la peste ; mais il n'exerce contre nous aucune autre hostilité. Les Sphakiotes se battent sans pain et sans poudre. Cependant ils ont repoussé partout les Turcs, qui s'étaient avisés d'aller les chercher dans leurs montagnes. Dans la Grèce orientale et occidentale il n'y a pas de résultat, et je ne m'en étonne pas ; il y en aura cependant sous peu, du moins j'aime à l'espérer.

Ma santé est bonne. Ni le travail, ni la chaleur, ni les courses continuelles, ni l'absence complète de tout moyen de repos, rien ne la dérange. Elle résiste, parce que ma conscience est parfaitement tranquille, et que la bénédiction du Seigneur, celle de ce brave et bon peuple et la vôtre, sont avec nous.

Augustin vient d'arriver. Viaro a parfaitement bien réglé les quarantaines dans les îles de son département. Il est à Hydra, et je l'attends d'un instant à l'autre. Je me propose de faire une tournée, et j'espère me ménager l'occasion de vous écrire sous peu de jours. Croyez-moi toujours avec les sentiments de respect et de considération distinguée qui vous sont dus, etc.

A M. le Comte de la Ferronnays.

Poros, $\frac{12}{24}$ juin 1828.

Ce n'est pas une phrase, mon cher comte, que je vous fais en vous disant dans ma lettre d'office que je suis heureux d'être encore une fois en relation avec vous ; c'est l'expression d'un sentiment qui part du cœur, et vous n'en doutez pas. Dans la situation où je me trouve, et accablé comme je le suis du poids d'une immense responsabilité, c'est un grand bonheur pour moi que de vous compter au nombre de mes juges. Je mets à l'épreuve aujourd'hui, je ne dirai pas l'amitié dont vous m'honorez, mais l'intérêt que doit vous inspirer cette malheureuse nation Grecque, et j'ose ajouter, le prix que vous devez attacher à débiter dans votre ministère en pacifiant l'orient dans un système européen et par la restauration de ce pays.

Ma lettre d'office et le mémoire qui l'accompagne* portent aux pieds du roi les vœux que forme la Grèce, tant pour que S. M. ainsi que ses augustes alliés daignent nous continuer pour quelques mois leurs secours pécuniaires, que pour que leurs cabinets se concertent, afin de lui offrir le moyen prompt de délivrer des Turcs le pays. Je prendrai la liberté de vous faire part de quelques observations sur chacun de ces points, et vu l'urgence du moment, je ferai plus, je vous proposerai les mesures que le gouvernement grec doit éventuellement prendre de toute nécessité, si la politique de votre cabinet et celle du cabinet de Saint-James persévèrent toujours à préférer à tout autre système le système expectant.

Quant aux secours, veuillez, Monsieur le comte, solliciter en notre faveur la munificence chrétienne de votre auguste souverain, et obtenez de S. M. qu'elle continue à nous accorder 500,000 francs par mois, jusqu'à ce que nous puissions par une grande opération financière sortir de nos misères, liquider honorablement nos dettes, et pourvoir pour un certain temps aux besoins innombrables de ce malheureux peuple. J'aime à espérer que ce secours mensuel ne s'étendra pas au delà de l'été courant, et qu'en automne les Puissances alliées nous donneront chacune par des inscriptions dans leurs grands livres respectifs

* La copie de ce mémoire daté du 12 (24) juin, et dont il est aussi parlé dans la lettre à M. l'amiral Codrington du 25 juin (7 juillet), ne s'est pas trouvée dans les archives du président.

500,000 francs par an pour cinq ou six années. Au moyen de cette garantie, il ne sera nullement difficile au gouvernement grec de faire un emprunt d'une trentaine de millions de francs, et dès lors il pourra utiliser dans de grandes proportions toutes les ressources locales, et atteindre le but européen de sa restauration. Je n'en dirai pas davantage sur ce chapitre. Je vous supplierai seulement de me faire savoir d'un mot seul, si le roi daigne accueillir les deux propositions dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir.

L'arrivée en Grèce des troupes alliées est d'une urgence si impérieuse, que je ne saurais assez vous conjurer, mon cher comte, d'appuyer de tous vos efforts notre demande. Une fois que les trois cabinets, ou pour mieux dire leurs représentants à Paris ou à Londres, l'auront adoptée en principe d'un commun accord, il vous appartient, pour ce qui vous concerne, de mettre à exécution sans aucun retard les mesures qui en dépendent.

Nous sommes vers la fin de juin; cette lettre mettra trois longues semaines à vous arriver. L'automne et des événements majeurs surviendront. Peut-on délibérer encore, si c'est par la force des armes ou par celle de la persuasion que les Puissances alliées doivent porter les Turcs à consentir à la pacification du levant, sous la sauvegarde du traité de Londres? S'il doit en être ainsi, il faut s'y résigner, et je m'y résigne, non cependant sans éprouver des regrets très-vifs et très-profonds.

Dans cette hypothèse, il est toutefois de mon devoir de

demander aux souverains alliés la permission d'employer une partie de leurs bienfaits à faire une levée d'un couple de milliers de soldats étrangers, et de les faire arriver en Grèce avec tout l'attirail et matériel de guerre, le plus promptement que faire se pourra. Ne voulant pas prendre sur ma conscience aucun retard, je donne aujourd'hui des instructions et des pleins pouvoirs éventuels à M. le comte de Loverdo et à M. le chevalier Eynard, pour le cas où les mesures énoncées dans le mémoire ne seraient pas admises. Ils seraient dans ce cas autorisés à proposer une capitulation à des officiers français, suisses et allemands, qui voudraient se vouer au service de la Grèce, et à faire un recrutement de bons soldats, d'abord dans vos provinces méridionales, et en second lieu en Suisse et en Allemagne. J'aime à espérer que S. M. T. C. permettrait ou tolérerait ces recrutements, et qu'elle daignerait faciliter le choix de bons officiers, en accordant à ceux de son armée qui voudraient entreprendre ce service, des congés non limités.

Je ne me bornerai pas à solliciter cette seule faveur : j'oserai demander aussi le matériel de l'approvisionnement ordinaire de deux batteries complètes d'artillerie de campagne, et tout ce qui serait nécessaire à l'équipement de deux bons escadrons de cavalerie, ainsi que le nombre de fusils, sabres, mousquetons et lances, dont nous aurions besoin pour compléter l'organisation militaire de la Grèce. Je ne vous fatigue pas de détails à cet égard, parce que le cas échéant, M. le comte de Loverdo.

et M. le chevalier Eynard se présenteront chez vous, et mettront sous vos yeux leurs instructions.

Pour ce qui est des sommes qui seraient nécessaires au recrutement, à l'organisation, à l'armement et à l'expédition de ces volontaires, je présume qu'en y destinant la moitié des 500,000 francs par mois que S. M. nous donnerait, nous pourrions aisément atteindre ce but, surtout si les troupes s'assemblaient et s'organisaient à proximité des ports de France, d'où elles devraient partir, et si les vaisseaux de guerre des Puissances alliées en favorisaient le transport en Grèce.

Cette lettre n'est devenue que trop longue. Je la diète à la hâte, et c'est pour cela qu'elle ne peut pas être plus courte. Veuillez, mon cher comte, la considérer et la faire considérer en cas de besoin, comme renfermant l'expression la plus loyale et la plus solennelle des vœux que forme la nation Grecque. Je donne connaissance de son contenu à M. le comte Pozzo di Borgo, et à M. le vicomte de Granville. Le cabinet de Saint-Pétersbourg et celui de Saint-James en seront aussi instruits, et ce devoir rempli, je resterai dans l'attente des résolutions que nos protecteurs voudront prendre. Je finis, mon cher comte, en vous renouvelant l'assurance des sentiments bien sincères que je vous porterai pour la vie.

A M. le Comte Pozzo di Borgo, à Paris.

Poros, $\frac{12}{24}$ mai 1828.

Que Votre Excellence me permette de plaeeer sous ses auspices le paquet ci-joint, à l'adresse de M. le comte de Nesselrode, vice-chancelier de l'empire. Pour ne pas grossir le volume de cette expédition, et étendre un travail auquel je ne puis pas suffire, je laisse le paquet à cachet volant, et je vous prie d'en prendre connaissance et d'en communiquer le contenu à S. A. le prince de Lieven. Les circonstances dans lesquelles se trouve ce malheureux pays sont si graves et si critiques, les moments sont si pressants, que je fais des vœux pour que Votre Excellence et son collègue à Londres puissent, sans attendre d'instructions ultérieures, contribuer à la prompte décision de la mesure de salut que la Grèce sollicite de la haute prévoyance de ses augustes protecteurs.

A M. le Vicomte de Granville, à Paris.

Poros, $\frac{12}{24}$ juin 1828.

Je prends la liberté de mettre sous les auspices de Votre Excellence le paquet ci-joint à l'adresse de M. le comte Dudley. J'ose vous prier de vouloir en prendre connais-

sance, et de jeter aussi les yeux sur la copie ci-jointe d'une lettre particulière que j'écris aujourd'hui à M. le comte de la Ferronays. Les vœux que j'exprime dans ces communications d'office et confidentielles s'adressent également à S. M. le roi de la Grande-Bretagne. J'ose espérer, Milord, qu'il vous plaira de les prendre en considération, et de les accompagner de vos bons offices. Tout ce que Votre Excellence fera pour nous procurer des secours pécuniaires de la part aussi de votre auguste souverain, et pour sortir une heure plus tôt ce malheureux pays de la crise périlleuse où il se trouve, ajoutera aux preuves d'intérêt qu'il vous a plu de lui donner, et par conséquent à la reconnaissance qu'il vous doit. Agréez, Milord, avec l'expression de ces sentiments, celle de ma considération la plus distinguée.

A M. le Comte de Loverdo, à Paris.

Poros, $\frac{12}{24}$ juin 1828.

J'ai reçu, mon cher comte, toutes vos lettres jusqu'à la date du 8 mai.

Les officiers que vous avez munis de vos recommandations sont déjà placés, mais les lignes sanitaires et la peste les obligent pour le moment à s'ennuyer dans l'enceinte de Nauplie. J'aime à espérer que dans peu de jours ils pourront s'occuper de nos pauvres affaires avec quel-

que utilité pour le pays et plus d'agrément pour eux-mêmes.

Je ne saurais, mon cher comte, mieux vous donner la mesure des sentiments dont me pénètrent les preuves d'intérêt qu'il vous plaît de me donner, qu'en contractant avec vous une nouvelle dette. Vous allez voir de quoi il s'agit dans le volume que M. le comte de la Ferronnays aura l'extrême bonté de vous faire parvenir. Veuillez en prendre connaissance; arrachez-vous pour quelques instants à vos nombreuses occupations, pour travailler à la grande et immense affaire que la Grèce vous confie. Ce n'est que vous et vous seul qui pouvez la faire réussir promptement. M. Eynard vous aidera, surtout si vous jugez que la capitulation peut s'étendre aux Suisses et aux Allemands, avec une égale économie de temps et d'argent.

Je n'ai pas le temps de vous en dire davantage. Sous peu je vous écrirai encore, et notre correspondance pourra devenir réciproquement utile, du moment que je vous saurai déjà avancé dans la capitulation que vous êtes chargé de faire.

Voiei un mot pour M. Eynard, que je vous prie de lui expédier, afin qu'il aille vous joindre le plus tôt possible.

Dans la supposition que M. le comte de la Ferronnays, ou d'autres supérieurs, vous conseillent de vous charger seul de cette expédition, ou de vous associer des collègues de votre choix, je vous prie de suivre leurs conseils pour

le bien de la chose, et de m'écrire immédiatement, afin que je puisse vous faire parvenir des pleins pouvoirs plus en règle.

A. M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Poros, $\frac{12}{24}$ juin 1831.

Ces lignes, mon cher Eynard, vous arrivent par l'entremise de M. le comte de Loverdo. Il aura la complaisance de vous dire que le gouvernement grec le destine, conjointement avec vous, à faire une capitulation avec les troupes étrangères qui seront appelées au service de la Grèce. Les instructions, les pleins pouvoirs, et tout ce qui est relatif à cette grande affaire, restent entre les mains de M. le comte de Loverdo. Je vous prie par conséquent de vous donner la peine de faire une prompte course à Paris, d'y prendre connaissance de tous ces documents, et de rendre à cette Grèce que vous aimez tant, et pour laquelle vous avez tant fait, le service qu'elle vous demande. Il m'est impossible de vous en dire davantage. Le temps me manque, et je me borne à vous prier encore une fois de vous rendre sans aucun retard à Paris, pour y voir immédiatement M. le comte de Loverdo.

*Aux Primats d'Hydra.*Poros, $\frac{13}{25}$ juin 1828.

Le commissaire extraordinaire des Sporades occidentales nous a remis la lettre que vous nous avez adressée le 6 du courant, et il s'est fait un devoir de l'accompagner de ses bons offices les plus pressants.

Quelque agréable qu'il nous serait d'accueillir dès ce moment les vœux que vous nous témoignez, d'autres devoirs que nous sommes obligés de remplir nous privent de cette satisfaction. Nous ne renonçons cependant pas à l'espoir de nous entretenir nous-mêmes avec vous de la question de savoir quelles seraient les mesures à prendre pour préserver votre marine d'une détérioration progressive. Nous nous proposons, s'il plaît à Dieu, de nous rendre au milieu de vous, dès que nous aurons achevé la tournée que nous allons faire, et c'est alors que nous prendrons en considération avec vous cet intérêt majeur pour votre île. Soyez bien assurés, Messieurs, que rien ne nous tient tant à cœur que de vous procurer tous les avantages possibles, et de vous donner ainsi la mesure de la gratitude que vous doit la nation pour les services que vous lui avez rendus.*

* Le président leur tint parole, 1^o, en achetant quelques-uns de leurs bâtimens pour le service de la flotte; 2^o, en leur faisant distribuer 50,000 piastres d'Espagne à compte de leurs créances.

A M. Hanc, Commandant à Grabuse.

Poros, $\frac{15}{27}$ juin 1828.

J'ai reçu vos lettres d'office et particulières jusqu'à la date du 8 (20) courant.

Je commence par rectifier les erreurs très-graves dans lesquelles vous seriez, si les informations qu'on vous a données pouvaient avoir quelque titre à votre confiance. Je n'ai jamais articulé le mot à qui que ce soit relativement ni à vous, ni à aucun autre commandant. Je n'ai jamais eu l'idée de faire de vous un marin, et moins encore de vous faire quitter Grabuse, où vous remplissez vos devoirs d'une manière si distinguée. Soyez une fois pour toutes sur vos gardes à ce sujet, et n'accordez votre attention qu'aux communications que vous donne directement le gouvernement.

Vous aurez aujourd'hui connaissance des mesures que le gouvernement prend à l'effet de ne pas abandonner tout à fait à leur sort les braves Sphakiotes. M. le baron Rheineck, qui arrive d'abord à Grabuse et qui se rendra ensuite au milieu d'eux, a l'ordre de leur expliquer d'une manière claire et positive les motifs pour lesquels le gouvernement grec ne peut pas les engager à une lutte décisive contre les Turcs. Il doit en second lieu leur donner des conseils et des directions, pour le cas où ils se décident de leur propre mouvement à continuer les hostilités. Il

leur indiquera les mesures qu'ils doivent prendre, pour ne pas s'exposer à de grands revers, et pour conserver une position qui, à tout événement, puisse leur être avantageuse. M. Rheineck est enfin chargé de nous donner les informations les plus détaillées sur l'état réel des hommes qui sont en armes, du pays qu'ils occupent, et des ressources qu'il peut offrir. Il laissera en dépôt à Grabuse le peu de secours en vivres et en munitions de guerre, que nous pouvons mettre à sa disposition. Vous aiderez cet envoyé de vos conseils, et des connaissances que vous avez acquises jusqu'à présent sur l'état des choses en Candie.

Je vous remercie infiniment de l'offre que vous m'avez faite d'aller vous-même tirer l'épée au milieu des Sphakiotès. Je n'aurais mis aucun obstacle à ce que vous allasiez les secourir, si votre présence à Grabuse et le commandement qui vous est confié n'étaient, sous plusieurs rapports, d'un intérêt majeur.

Je vais prendre en considération la demande que vous faites quant à la réforme de la troupe grecque qui fait votre garnison, et je m'empresserai de ne rien vous laisser désirer à cet égard.

Continuez, Monsieur, à veiller au service établi dans cette place. Continuez à obtenir, ainsi que vous l'avez fait jusqu'ici, le suffrage du gouvernement et celui des étrangers qui veillent à leur tour à ce qui se passe à Grabuse, et soyez assuré de toute ma reconnaissance. J'aime à espérer que je ne tarderai pas à trouver l'occasion de vous en donner la preuve.

*A M. le Stratarque Ypsilantis.*Poros, $\frac{15}{27}$ juin 1828.

J'ai ajourné mon départ dans l'attente des états de votre armée, et à l'effet de lui envoyer à titre de solde un encouragement pécuniaire. Jugez de la peine et de l'indignation que m'ont fait éprouver les documents informes, dont a été porteur M. Léon, votre trésorier.

J'y vois d'une part l'aperçu approximatif de la somme : il est de 600,000 piastres ; mais cet aperçu n'est signé de personne. J'y vois un catalogue d'officiers signé par vous, mais sans date. Je ne trouve point d'état des chiliarchies ou des autres corps ; point de dénombrement, point de date de leur entrée au service, point de compte tenu de l'argent qu'ils ont reçu. Cette monstrueuse communication ne peut pas trouver place dans les archives du gouvernement. Elle vous est par conséquent renvoyée par le même M. Léon.

Si l'armée était devant l'ennemi, les secrétaires et les trésoriers de chaque corps, qui se trouvent dans la liste des officiers pour être payés, auraient dû s'acquitter de leurs devoirs, et avoir préparé leurs états. L'armée depuis trois mois campe sans rien faire ; ses officiers très-nombreux, ses secrétaires très-nombreux, qu'ont-ils fait ? Pourquoi n'ont-ils pas préparé leurs états ?

Ce qui m'a frappé le plus, c'est la prétention dans

laquelle on semble être dans votre armée, de recevoir une somme si considérable, sans que personne en soit responsable. Sachez, Monsieur le stratarque, que si le gouvernement peut donner une solde à l'armée, c'est que les protecteurs de la Grèce lui en fournissent les moyens; mais ils les lui fournissent à condition qu'ils soient employés pour le bien du service, et non au profit de quelques hommes insatiables. Sachez aussi que le gouvernement est responsable de l'emploi qu'il fait de ces fonds auprès des souverains qui les donnent, et auprès de la nation pour laquelle ils les donnent.

Sachez par conséquent que l'armée ne recevra de solde que lorsque les états nominatifs de chaque corps auront été signés, 1°, par les chefs de ces corps; 2°, par les agents du commissariat qui sont à l'armée; 3°, par vous. Ces états doivent indiquer, d'une manière légale et documentée, l'époque de l'entrée au service de chaque soldat et de chaque officier, et par conséquent le titre qu'il a à ses appointements.

La commission de l'administration générale recevra les fonds nécessaires pour envoyer à l'armée l'argent requis pour le paiement des soldats et des officiers, à compter du jour de leur organisation et de leur entrée au service dans cette nouvelle campagne. Une ordonnance règlera avec le plus grand détail tout ce qui concerne ce paiement.

Ce qui m'afflige le plus, c'est que le soldat, qui est dans le fond la victime de tous ces désordres, est dans la mi-

sère, et qu'il croit y être, parce que son gouvernement ne le protège pas assez. Je dois vous prévenir, afin que vous en avertissiez les officiers de votre quartier-général et les chefs des corps, que si des retards ultérieurs et des documents aussi irréguliers que ceux que l'on a transmis laissent plus longtemps encore le soldat dans le dénûment le plus complet, le gouvernement instruira par une proclamation les soldats des motifs de ces retards, et alors il leur fera donner leur solde directement et par ses commissaires, sans procurer cet avantage ni aux officiers ni aux employés qui auront manqué à leur devoir, comme ils viennent de le faire.

A M. le Général Church.

Poros, $\frac{15}{27}$ juin 1828.

J'ai partagé en deux le travail qui concerne votre armée. La première partie est faite ici. La seconde se fera à l'armée, parce que c'est vous, mon cher général, qui devez en effet proposer au gouvernement l'ensemble des ordonnances; le gouvernement, pour faire vite et bien, se rendra à l'armée pour les sanctionner.

Après avoir écouté tout ce que M. Dentzel avait à me dire, après lui avoir expliqué d'une manière claire et positive la situation de la Grèce, celle du gouvernement, et par conséquent mes intentions, nous sommes convenus des

bases sur lesquelles seront réglés dorénavant et l'organisation provisoire et le service de l'armée. Je dis que nous sommes convenus, parce que dans les opinions de M. Dentzel j'ai vu les vôtres. Il m'a assuré que vous serez satisfait des moyens de conciliation qui sont mis en votre pouvoir.

Les communications d'office vous donnent les principes généraux. M. Dentzel et l'intendant général vous apportent de l'argent. Il s'agit actuellement de préparer à la hâte :

1°. Une ordonnance qui organise cette intendance. J'ai communiqué mes idées à M. Spaniolakis, homme qui méritera sans doute toute votre confiance; M. Dentzel le connaît aussi. Il vous sera facile d'y associer les vôtres, et de rédiger une courte et simple ordonnance, au moyen de laquelle le service soit monté, et votre responsabilité placée sous une sauvegarde. Les souverains nous prêtent de l'argent : mais ils veulent savoir quel est l'emploi que nous en ferons, afin de s'assurer qu'il n'en sera pas de leurs subsides comme du fameux emprunt grec. Sans les égards qu'on se plaît à avoir pour moi, votre armée, ainsi que le corps qui est dans la Grèce orientale, auraient été inspectés au moment de la solde par des agents étrangers. Ce peu de mots vous donne la mesure de toute notre responsabilité.

2°. Le second travail que je vous demande, c'est une espèce de translocation, par laquelle vous partagerez votre armée en trois corps, en donnant à chacun d'eux un chef d'entre les capitaines qui ont par leur influence et

par leur situation des titres réels à une destination semblable. J'ajouterai ici de ma main les noms de ceux que je verrais très-volontiers préférés. C'est autour de ces chefs que vous grouperez alors les différents petits corps, organisés ou non organisés, qui composent votre armée.

3°. Pour concilier autant que possible toutes les convenances et tous les égards, je vous propose enfin de vous entourer d'une espèce de garde ou de corps de guides, qui, conjointement avec votre état-major, composeront votre quartier-général.

Je m'embarque ce soir ou demain matin de bonne heure; si le calme ou d'autres circonstances ne m'arrêtent pas dans ma tournée, je serai en dix jours dans vos parages.

Préparez dans ces entrefaites vos ordonnances, et en peu d'instants nous aurons d'une part satisfait aussi bien que possible aux besoins de l'armée, et de l'autre organisé le service de manière à espérer quelque résultat.

Le camp de la Grèce orientale va faire marcher 2,000 hommes vers vous. Lorsque nous aurons causé quelques instants, nous verrons quelle est la direction ultérieure qu'ils devront recevoir.

Je vous écris à la hâte ces lignes, parce que je suis au moment de m'embarquer, et c'est dans ce moment que les affaires s'accroissent d'une façon toute particulière. Voici une lettre à votre adresse, que je viens de recevoir d'Italie; j'aime à espérer qu'elle est de lady Church.

*À la Commission d'Administration
générale.*

Poros, $\frac{15}{27}$ juin 1828.

J'espérais terminer moi-même, et avant de partir, l'affaire qui concerne le paiement de l'armée de la Grèce orientale et occidentale. Il en est autrement quant à la première, et vous verrez, Messieurs, dans les ordres que je viens d'adresser au stratarque Ypsilantis, joints en copie, quels en sont les pénibles motifs. Des motifs à peu près de la même catégorie rendent également impossible la distribution de la solde à l'autre armée, si nous voulions faire une ordonnance *ad hoc* ici à présent.

Je vous propose, Messieurs, de partager avec moi cette douloureuse tâche de la manière suivante.

Par les directions que vous recevez, en date d'hier, je place entre vos mains 250,000 francs en espèces, et un crédit sur la commission des finances de 250,000 piastres.

Vous enverrez par le baron Dentzel, et avec M. Spaniolakis que je nomme intendant-général de l'armée de la Grèce occidentale, 60,000 francs à cette armée, et j'écris moi-même au général Church, que c'est à mon arrivée à son quartier-général que la distribution sera faite.

Quant à l'autre armée, vous recevrez, Messieurs, les états et les documents que j'ai demandés, et vous procéderez à la distribution de la solde, selon les principes arrêtés dans l'ordonnance ci-jointe.

Vous donnerez aussi au stratarque, pour ses propres dépenses et pour quelques dépenses extraordinaires, une somme qui ne sera pas inférieure à 7,000 piastres, et qui n'outrépassera pas 12,000.

Comme il est d'un grand intérêt que le soldat reçoive directement ses gages de la main du gouvernement ou des magistrats qui le représentent, je vous saurai infiniment gré, Messieurs, si vous vouliez vous donner la peine de vous rendre en personne à l'armée, pour effectuer ce paiement. Une fois que les états seront dressés, que les rôles seront nominatifs, ce paiement ne vous coûtera pas plus de temps que quelques heures.

Dans la supposition toutefois plus probable que dans les entrefaites l'armée se soit mise en mouvement, alors le paiement de la solde devrait se faire par les commissaires que vous choisiriez à cet effet, en les prenant parmi les citoyens de toute votre confiance, et qui aient aussi des titres à l'estime du soldat. Ces commissaires se rendraient directement auprès de chaque corps.

Enfin si l'envoi des états et des rôles tardait outre mesure, et que vous fussiez informés que ce retard provoque du désordre à l'armée, empressez-vous de m'en instruire, et j'arriverai moi-même au milieu de l'armée. Il n'y a pas, Messieurs, d'intérêt plus grave que celui dont

je vous entretiens par les présentes. Si aux yeux de l'étranger et des souverains, bienfaiteurs de la Grèce, nous avons une armée, nous pouvons enfin être considérés comme ayant des titres à obtenir un territoire et des frontières. Dans le cas contraire, je doute que, privés de tout titre quelconque, nous puissions tout obtenir de la générosité des Puissances alliées.

Donnez-vous la peine d'approfondir cette observation. Calculez-la dans toutes ses conséquences, et ayez ainsi la mesure du service que je vous appelle à rendre à la patrie.

*A M. J. Mauromichalis, Commandant
de la forteresse de Monembasie.*

Monembasie, $\frac{18}{30}$ juin 1828.

Le gouvernement vous témoigne sa reconnaissance d'avoir gardé, avec les braves Spartiates qui sont sous vos ordres, la forteresse de Monembasie. En vous enjoignant par les présentes d'en remettre le commandement et la garde au capitaine Canaris et aux marins qui sont sous ses ordres, le gouvernement se plaît à vous donner une double assurance : vous serez sous peu destiné à rendre des services plus importants à la patrie ; et lorsque les finances de l'état pourront répondre aux indemnités pécuniaires qui concernent les services passés, lorsque

les titres à ces indemnités seront légalement constatés, vous ne tarderez pas à voir liquider les comptes des dépenses que vous annoncez avoir faites pour l'entretien de la garnison. Vous êtes par conséquent invité à présenter vos comptes au commissariat général.

Cependant pour ne pas vous laisser actuellement dans l'embarras, et pour que vous puissiez offrir quelque soulagement aux soldats, officiers et sous-officiers, qui ont formé la garnison, le gouvernement vous donne 15,000 piastres, lesquelles vous seront déduites au moment de la liquidation.

Vous voudrez bien remettre au capitaine Canaris l'artillerie, les munitions de guerre, et tous les autres objets d'armement et d'équipement qui se trouveront dans la forteresse, et qui vous ont été confiés. Le catalogue en sera fait à double, et signé par vous et par le capitaine Canaris. Un exemplaire en original sera envoyé au gouvernement, et l'autre restera entre les mains du commandant de la forteresse.

En vous acquittant, Monsieur, des ordres que vous recevez par les présentes, vous acquerrez des titres, non-seulement à la bienveillance du gouvernement, mais à l'estime des officiers supérieurs des flottes alliées, sous les yeux desquels le changement de la garnison de Monembasie va se passer.

A M. le Capitaine Constantin Canaris.

Monembasie, $\frac{18}{30}$ juin 1828.

L'ancien commandant de la forteresse de Monembasie, M. J. Mavromichalis, vous remettra le commandement de la forteresse; et vous y placerez, conformément aux ordres que vous avez reçus, la garnison que vous avez été autorisé à composer des braves marins ayant toute votre confiance.

Venant d'Égine, il est prudent que vous vous renfermiez dans la forteresse jusqu'à l'expiration de la quarantaine.

Vous recevrez du commandant Mavromichalis l'artillerie, les munitions de guerre, et tous les objets qui appartiennent à la forteresse. Vous en dresserez en commun un catalogue, qui sera fait à double, et sera signé par tous les deux. Un exemplaire de ce catalogue sera envoyé au gouvernement, et l'autre restera entre vos mains.

Lorsque votre quarantaine sera finie, vous vous informerez aussi de ce qui se passe dans la ville, et au cas de besoin vous prêterez votre appui aux autorités civiles que le commissaire extraordinaire du département y aura établies. A cet effet vous vous mettrez en relation avec lui.

Le gouvernement ne vous fera pas attendre longtemps des instructions ultérieures, et s'il le faut il vous enverra

aussi quelque employé de l'ordre civil, qui puisse vous aider dans les affaires qui ne sont pas tout à fait du ressort militaire et maritime.

A M. le Colonel Fabvier.

Monembasic, $\frac{18}{30}$ juin 1828.

Je me suis occupé sans retard du rapport que le commissariat général vient de me transmettre sur l'examen qu'il a fait des comptes que vous avez bien voulu mettre sous ses yeux. C'est avec des regrets aussi vifs que sincères, que je ne trouve dans ce rapport aucune donnée positive, sur laquelle le gouvernement puisse fonder une décision définitive, et telle que vous devez la désirer. Veuillez vous-même vous en convaincre en prenant connaissance de ce rapport et de l'office qui l'accompagne ; je joins ici copie de l'un et de l'autre.

Je joins aussi, pour votre information, copie des directions que je donne au commissariat, afin que, dans le plus court délai possible, le gouvernement soit mis à même de terminer cette affaire à votre satisfaction, mais sans encourir la responsabilité qui pèserait sur lui seul, s'il liquidait ses comptes sans aucune donnée officielle.

Vous m'obligeriez, Monsieur le colonel, si vous vouliez vous donner la peine de concourir avec le commissariat

général à ce qu'il m'envoie un rapport renfermant des propositions claires et positives sur les sommes que vous jugez vous être dues, sur la partie de ces sommes que vous croyez nécessaire pour payer les dettes que vous avez contractées pour le service public, et sur celle enfin à laquelle vous êtes disposé de renoncer en faveur de la nation.

Au Commissariat général.

Monembasie, $\frac{18}{30}$ juin 1828.

Votre rapport sous le n° 443, ainsi que celui qui l'accompagne, n'offre au gouvernement aucune donnée positive, sur laquelle il puisse fonder une décision finale touchant la liquidation des comptes que M. le colonel Fabvier a portés à votre connaissance. Vous verrez, Messieurs, par la copie ci-jointe de l'office que j'adresse au même colonel Fabvier, ce qui n'a pas été fait et ce qui reste à faire, afin de procéder à cette liquidation en toute justice, et de manière à ce qu'aucune responsabilité ne soit compromise. En réduisant la question à ses termes les plus simples, il s'agit de démontrer :

1°. Que par les circonstances de temps, il est aujourd'hui impossible de procéder à une liquidation définitive fondée sur des documents et sur des contrôles écrits.

2°. Qu'en partant de ce fait, et en plaçant une con-

fiance illimitée dans les sentiments nobles et généreux dont M. le colonel Fabvier a fait preuve en faveur de la Grèce, le commissariat accepte sa parole, comme preuve de la légitimité de toutes les explications qu'il donnerait sur son administration.

3°. Que conformément à ces explications, il existe entre les sommes qu'il a reçues depuis le mois de juin de l'année 1827 (*il faudrait énumérer les sommes*), et celles qu'il a dépensées pour l'entretien du corps régulier sous ses ordres (*il faudrait indiquer la force de ce corps*), une différence de . . . à la charge de l'état.

4°. Que de cette somme, M. le colonel Fabvier renonce en faveur de la Grèce à la somme de . . .

La présente instruction est communiquée en copie à M. le colonel Fabvier. Veuillez, Messieurs, sans perte de temps, vous concerter avec lui, pour nous envoyer le plus tôt que faire se pourra votre rapport final.

A M. D. Piroukhas, à Argos.

Monembasic, $\frac{18}{30}$ juin 1828.

Les détails que renferme votre rapport du 14 de ce mois ont fait éprouver au gouvernement une véritable satisfaction, et il vous en témoigne sa reconnaissance. Vous avez le mérite d'avoir préservé votre terre natale des ravages de la contagion, et le gouvernement vous prè-

tera à cet effet toute l'assistance possible. Le commissaire extraordinaire du département doit avoir reçu des subventions et de l'argent, de quoi pourvoir aux besoins les plus pressants des familles qui seraient dans l'indigence la plus absolue. Il n'a pas laissé ignorer au gouvernement l'intention que vous avez d'engager vos concitoyens à contribuer eux-mêmes à l'entretien de ces pauvres. C'est une œuvre de bien que le gouvernement vous recommande d'accomplir, et pour l'honneur de vos concitoyens, et pour que les finances de l'état soient soulagées une heure plus tôt des dépenses qui dépassent tous leurs moyens.

A M. l'Amiral Codrington.

A bord du Warspite, $\frac{25 \text{ juin}}{7 \text{ juillet}}$ 1828.

En me rendant pour peu de jours dans la Grèce occidentale, j'entretenais l'espoir de rencontrer Votre Excellence avec ses collègues dans ces parages, et j'étais heureux dans la pensée de vous rendre compte, Monsieur l'amiral, de l'état toujours critique de nos affaires, de vous demander vos conseils, et de continuer ainsi à remplir mes devoirs sous vos auspices. Il en est autrement, et je me résigne à cette nouvelle contrariété, sans oser vous exprimer combien j'en ai le cœur serré.

Votre Excellence nous quitte; mais partout où vous

serez, Monsieur l'amiral, vous ne refuserez pas votre intérêt à cette Grèce que vous avez sauvée.

A ce titre permettez-moi de vous entretenir de sa situation actuelle, et de ce qu'on pourrait faire très-aisément pour atteindre à coup sûr et en peu de jours le grand but qui fait l'objet du traité du 6 juillet.

Je ne saurais mieux remplir cette tâche qu'en vous transmettant ci-jointe la copie du mémoire que j'ai pris la liberté d'adresser aux trois cabinets en date du 12 (24) juin. En y jetant les yeux Votre Excellence approuvera, j'espère, les vœux que forme la Grèce, et vous contribuerez sans doute, Monsieur l'amiral, à ce que de longues délibérations ne frappent pas de stérilité leur accomplissement.

Si même les espérances dont M. l'amiral de Rigny paraît animé se réalisent, si l'armée d'Ibrahim se retire, il reste encore à savoir quels moyens emploieront les Puissances alliées pour délivrer de la présence des Turcs les pays dont elles veulent composer la Grèce.

D'après l'expérience qu'elles viennent de faire, il n'est guère possible qu'elles puissent compter sur le pouvoir des négociations; et si c'est à celui de la force qu'elles doivent avoir recours, quelle force pourrait mieux les servir, si ce n'est celle de leurs propres troupes?

Dans la supposition cependant que les cabinets se décident définitivement à ne pas accueillir la demande respectueuse que le gouvernement de la Grèce leur adresse, ce même gouvernement devra alors de toute

nécessité se procurer cette assistance, au moyen d'une couple de milliers de soldats étrangers, qu'il engagerait à son service, en employant à cet effet une partie des subsides qu'il doit à la munificence de S. M. l'empereur de Russie et de S. M. le roi de France, et qu'il espère devoir aussi à la générosité de S. M. Britannique.

D'après les explications confidentielles dont M. le baron de Saint-Denis a été chargé, il paraît que le gouvernement français est disposé non-seulement à favoriser ce recrutement, mais à accorder aussi les moyens matériels d'équiper et d'armer les soldats français, suisses et allemands, qu'on organisera pour le service de la Grèce dans les provinces méridionales de la France.

Invariablement décidé à ne pas sortir de la ligne de conduite que me trace le traité du 6 juillet, j'ai constaté d'une manière positive ces ouvertures; mais pour le cas où elle puissent avoir quelque suite, je les ai communiqués confidentiellement à M. le vicomte de Granville, ambassadeur de S. M. Britannique, et à M. le comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie auprès de S. M. T. C.; j'ai confié l'expédition de ces dépêches et de ces lettres confidentielles à M. le baron de Saint-Denis, et je me fais aussi un devoir d'en prévenir Votre Excellence, pour qu'elle se plaise d'en avvertir directement lord Granville.

J'aime toujours à me flatter que le ministère de S. M. Britannique, conjointement avec celui de S. M. T. C.,

reconnaîtront que le traité ne peut désormais être exécuté utilement pour l'Europe et pour cette malheureuse Grèce, qu'au moyen de 2 ou 3,000 hommes, tirés d'une part des fortes garnisons des îles Ioniennes et de l'autre des troupes cantonnées à Toulon. Cette mesure une fois adoptée, elle serait mise à exécution sans aucun retard et dans le courant de la saison actuelle. Ces troupes, soutenues par 8 ou 10,000 Rouméliotes, délivreraient de la présence des Turcs tout le Péloponèse, ainsi que la Grèce orientale et occidentale, et la partie la plus difficile du traité se trouverait ainsi complètement exécutée.

Il ne me reste qu'une observation à faire sur Candie. Ibrahim ne quittera-t-il le Péloponèse que pour aller s'établir dans cette île? En voyant que c'est d'Alexandrie qu'on ravitaille copieusement depuis quelque temps les forteresses de Candie, on se demande pourquoi Méhémet-Ali se serait chargé de ces immenses dépenses? Le blocus étroit des places de la Messénie ne laisse plus croire que c'est comme dépôt que ce ravitaillement s'accumule à Suda, à Rétimos, et à la Canée.

Je demande pardon à Votre Excellence de la longueur de cette lettre. Je ne la finirai cependant pas sans vous remercier de l'hospitalité que m'offre encore M. le capitaine Parker, et de toutes les bontés dont m'honore M. le commandant Campbell, et en général tous les officiers qui commandent les vaisseaux en croisière de S. M. Britannique.

Veillez croire, Monsieur l'amiral, à la gratitude bien sincère de la nation qui m'a confié ses intérêts. Elle vous accompagne de ses bénédictions et de ses vœux. Votre nom occupe sa place dans le cœur des Grecs, et il occupera aussi celle qu'ils lui réserveront dans le port de Navarin, lorsque ce port sera à la Grèce.

A M. Condostavlos, à Malte.

A bord du Warspite, $\frac{27 \text{ juin}}{9 \text{ juillet}}$ 1828.

C'est aujourd'hui qu'étant à la voile à bord du Warspite, en quittant Monembasie pour me rendre devant Navarin, j'ai reçu, par la corvette russe le Tonnant, vos lettres du 11 du courant datées de la quarantaine de Malte. Cette corvette a été envoyée à Poros, où elle gardera à bord l'argent et les effets dont le capitaine a bien voulu se charger jusqu'à mon retour dans cette île.

J'espère que les deux bâtiments qui vous ont été envoyés de Poros vous auront offert l'occasion ou le moyen de faire arriver sans retard la poudre à fusil, dont nous avons le plus pressant besoin.

Nous avons appris avec satisfaction, qu'il vous sera possible d'acheter à Malte les machines nécessaires à la confection de la monnaie. Ayant à cette occasion pris des informations sur les essais qu'on avait voulu faire, il y a quelque temps en Grèce, de battre de la monnaie de

cuire pour le gouvernement, nous avons été avertis qu'on a renoncé à ce projet, vu que les dépenses absorbaient tout le profit que le gouvernement espérait faire par cette opération. Si la chose est ainsi, nous l'attribuons à ce que le gouvernement est obligé de payer beaucoup d'ouvriers étrangers, et tout ce qu'il faut pour établir une nouvelle fabrique dans un pays où rien n'est préparé à cet effet.

Le gouvernement vous engage par conséquent à ne pas perdre de vue ces considérations, avant de vous décider à l'achat des machines en question, et de passer des contrats avec les ouvriers qui devraient les accompagner en Grèce. Vous calculerez avec la plus grande précision tous les frais; et si en comptant la matière dont on confectionnera la monnaie, cette monnaie mise en circulation, tous frais faits, doit donner au gouvernement un bénéfice raisonnable, alors l'achat des machines et l'établissement de l'hôtel de la monnaie en Grèce sera sans contredit préférable à tout autre système de satisfaire à ce besoin de l'état. Dans le cas contraire, nous vous proposons de voir si à Florence ou à Gènes on ne pourrait pas faire frapper pour le moment de la monnaie de cuivre, et une petite quantité en argent, avec l'empreinte nationale et pour le compte du gouvernement.

Nous aimons à espérer que rien ne s'opposerait aux arrangements que vous feriez à cet égard, surtout à Florence, où le gouvernement est très-bien disposé en faveur des Grecs.

La matière qu'on fournirait à la confection de cette monnaie serait toujours les canons de bronze qui sont jugés hors d'état de servir sur nos remparts. Quant au titre de cette monnaie, toute réflexion faite, le gouvernement ne peut pas se départir de la division décimale, et il prendra par conséquent pour type la monnaie française. Quant à l'empreinte de la monnaie en cuivre et en argent, on suivra les dispositions du projet de règlement qui a été déjà fait.

A M. l'Amiral Codrington.

A bord du Warspite, $\frac{28 \text{ juin}}{10 \text{ juillet}}$ 1828.

Au moment de quitter le vaisseau de S. M. Britannique, le Warspite, je dois, Monsieur l'amiral, vous témoigner encore une fois ma gratitude. Votre Excellence a bien voulu me faire arriver en Grèce avec ce vaisseau, et il est resté en station avec les bâtiments des Puissances alliées auprès du gouvernement jusqu'à ces derniers jours. C'est à cet appui moral que le gouvernement provisoire doit les résultats qui font espérer à la Grèce un meilleur ordre de choses dans son administration intérieure.

En mon particulier je les dois plus encore au zèle et à la persévérance avec lesquelles MM. les capitaines Parker et Ganland ont bien voulu partager toutes les peines

qui sont la condition nécessaire du peu de bien que le gouvernement peut faire à cette nation. Elle n'est pas en état de donner la mesure de sa reconnaissance envers ces deux officiers, autrement qu'en consignant ici, par l'organe de son gouvernement, l'expression de ses vœux. Elle tiendrait à honneur que S. A. R. le lord haut-amiral de S. M. Britannique connût par l'entremise de Votre Excellence les services importants que MM. les capitaines Parker et Ganland ont rendus à la Grèce, et que Son Altesse Royale daignât leur en témoigner son approbation.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'amiral, l'assurance de ma considération très-distinguée.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Candili, $\frac{2}{14}$ juillet 1828.

Je réponds, mon cher Eynard, à votre lettre du 9 juin, et j'y réponds à la hâte, n'ayant à ma disposition que quelques instants. Je suis ici entouré des misères et des difficultés innombrables qui constituent ce qu'on appelle la Grèce occidentale. J'espère en Dieu que les unes et les autres se laisseront un peu dompter, et que nous parviendrons à mettre aussi quelque ordre dans cette contrée.

Vous avez parfaitement bien fait de profiter des bonnes dispositions du ministère de la marine de France, pour l'envoi en Grèce des instruments d'agriculture. Tout ce que nous pouvons épargner en toute dépense quelconque nous donne du pain pour les pauvres; et sous ce rapport nos besoins augmentent en raison de la confiance qu'inspire le nouvel ordre de choses. Il arrive tous les jours du voisinage et des montagnes un grand nombre de familles que la faim à épuisées d'une manière à faire frémir. Il faut pourvoir à tout ce monde, et je tâche de le faire, autant que nos magasins peuvent me le permettre.

J'ai lu la lettre que vous a adressée M. le professeur de Candolle au sujet du jeune élève d'une des grandes pépinières de l'Europe. Son acquisition serait bonne, si elle n'était pas trop chère. S'il y a moyen de trouver un jeune homme capable de nous aider dans cette partie, et qui se contente d'un traitement raisonnable, à la bonne heure. Dans le cas contraire, il faut renvoyer à des temps moins critiques le projet de donner des arbres à la Grèce.

Je n'ai pas encore fait usage du crédit que vous m'avez accordé auprès de M. Odier et de M. Prévost pour la somme de 51,000 francs; mais je m'en servirai sous peu, et j'en débiterai la banque, en abandonnant à la générosité des prêteurs de déterminer le temps de la restitution, soit de ces 51,000 francs, soit des 50,000 francs que M. Gérostathis a déjà été autorisé à toucher.

Je vous ai écrit ces jours derniers par la voie de Paris, et j'aime à espérer que vous êtes à cette heure en possession de mes lettres. Je baise les mains à M^{me} Eynard, et je la prie de penser à une nouvelle écharpe pour le président; celle qu'il porte commence à être très-usée; mais elle ne passera pas dans le dépôt des vieilles choses. Vous voyez que je m'occupe aussi de toilette, ce qui est de bon augure.

Aux Démogérontes de la Haute-Mésie.

Poros, $\frac{18}{30}$ juillet 1828.

Le commissaire extraordinaire de votre département a rendu compte au gouvernement de l'excellent esprit qui a présidé aux élections qui ont eu lieu jusqu'ici au milieu de vous. Il présente aussi sous l'aspect le plus favorable les citoyens qui ont réuni la majorité des suffrages. Il nous fait par conséquent espérer tous les résultats salutaires que nous nous sommes flattés d'obtenir par le renouvellement légal des démogéronties. Nous nous plaçons à vous en féliciter, Messieurs, et à féliciter en même temps votre département.

C'est par votre entremise que le bien doit se faire, car vous êtes les seuls organes légitimes par lesquels le peuple est en contact avec son gouvernement; et vous seuls aussi êtes d'autre part les organes par lesquels le

gouvernement peut connaître l'état du pays, sonder ses plaies, et y apporter remède.

Ce n'est pas l'ennemi seul qui laisse dans vos provinces les traces de sa fureur et de sa barbarie. N'en soyez cependant pas en peine. Votre gouvernement veille sur vous, et reconnaît pour le premier de ses devoirs celui de faire éprouver à vous les premiers les avantages d'une administration fondée exclusivement sur les lois et sur la justice.

Il fera plus. Dès que les Turcs auront délivré complètement de leur présence la péninsule, il viendra à votre secours, en vous facilitant les moyens de restaurer vos villages, vos bourgs, vos villes, et avant tout la culture de vos terres.

Jusque-là demeurez tranquilles; souffrez encore avec longanimité et patience les privations qui vous environnent. Suivez avec fidélité et zèle les directions que vous recevez par le commissaire extraordinaire, et ne doutez pas d'un meilleur avenir. Il ne tardera pas cet avenir; soyez-en bien assurés.

*A M. Tzounis, Commissaire extraordinaire
dans la Haute Mésénie.*

Poros, $\frac{18}{30}$ juillet 1828.

Je viens de faire une tournée dans le Péloponèse, et je

regrette de n'avoir pu la pousser jusqu'à la partie de votre département où vous faites votre résidence.

Les ruines et les misères que j'ai rencontrées sur toute ma route, depuis Almyro jusqu'aux Moulins devant Nauplie, me font bien comprendre l'étendue des malheurs qu'il faut soulager dans le département de la Haute Messénie. Il n'est pas dans ce moment en mon pouvoir de faire autre chose que de préparer les moyens de venir au secours de tant d'innocents et d'infortunés, lorsque nous serons une fois délivrés de la présence de l'ennemi. Jusque-là il faut que nous nous bornions à encourager les habitants du Péloponèse à rentrer dans leurs foyers, et à montrer par leurs bonnes dispositions qu'ils méritent les secours que la Providence ne leur refusera pas. Ceux que les souverains nous accordent, suffisent à peine aujourd'hui aux frais de l'armée et de la flotte. Je fais cependant et je ferai des économies, dans le seul but de mettre à même le gouvernement de donner, le plus tôt que faire se pourra, quelque assistance aux habitants des provinces du Péloponèse qui ont le plus souffert. Tel est le sens dans lequel je vous engage à vous expliquer avec les hommes de votre département qui jouissent de votre confiance, lorsqu'ils vous entretiendront des besoins et des espérances de leurs concitoyens.

J'ai lu avec infiniment d'intérêt vos rapports jusqu'à la date du 11 courant, et plus particulièrement celui que vous m'adressez sous le numéro 6. Vous trouverez ci-

jointe une dépêche que vous pourrez envoyer circulairement en copie aux nouvelles démogéronties. Elle est conçue et rédigée dans le but que vous avez signalé, et que j'approuve complètement.

Vous n'adresserez cependant pas une copie aux démogérontes de Modon, attendu que, d'après la requête ci-jointe, l'élection de cette démogérontie paraît avoir excité quelque mécontentement. M'étant entretenu moi-même avec les pétitionnaires, je me suis bien convaincu qu'une élection plus régulière aurait été peut-être impossible. Je vous préviens cependant des plaintes portées, et je serai bien aise de connaître vos observations à cet égard.

On vous fera sous peu une réponse détaillée et positive sur toutes les autres questions auxquelles ont trait vos derniers rapports. Soyez cependant assuré qu'il n'est pas dans mon intention que vous fassiez l'impossible, ni en vous privant du nombre des employés dont vous avez besoin, ni en prétendant qu'ils vous servent sans être défrayés.

La commission des finances a reçu l'ordre de vous payer les 1,260 piastres pour les dépenses que vous avez faites, et dont vous nous donnez le détail par votre rapport sous le numéro 5.

A M. l'Antinavarque Sactouris.

Poros, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1828.

J'espère que vous aurez reçu à cette heure l'instruction que je vous ai adressée de Nauplie, en date du 15. Je reviens néanmoins sur le même intérêt, car il est de la plus haute importance.

Les Albanais qui se sont détachés de l'armée d'Ibrahim, après avoir parcouru le Péloponèse, se sont assuré l'épée à la main l'asile du fort de Patras. Ils avaient des intelligences avec la garnison ; ils ont tué le pacha, et se sont emparés du château.

Nous apprenons que maintenant Ibrahim en personne marche sur Patras. Nous doutons qu'il puisse s'arranger de nouveau avec les Albanais, et il nous semble d'autre part très-difficile qu'il soit en son pouvoir de les forcer, à moins qu'ils ne soient réduits à toute extrémité, faute de vivres.

Vous avez reçu l'ordre, par la dépêche du 15, de vous approcher avec votre vaisseau du fort de Patras, et de vous ménager des relations directes avec les Albanais, afin de connaître leur situation et leurs projets. Vous êtes aussi autorisé à leur promettre l'arrivée de quelques vivres, et à leur procurer les embarcations nécessaires pour se rendre en Roumélie, si toutefois ils vous donnaient la garantie qu'ils remettraient entre les mains du

gouvernement le château qu'ils occupent. Je vous renouvelle aujourd'hui la même autorisation, et je vous engage à déployer à cette occasion toute la sagacité, tout le zèle et toute l'activité qui vous distinguent.

Les trois amiraux des Puissances alliées se sont réunis il y a peu de jours à Zante. Ils ont arrêté d'un commun accord de faire, au moyen de négociations, un dernier effort, pour délivrer les places de la Messénie des troupes égyptiennes et d'Ibrahim. Le blocus continuera à être aussi sévère que pour le passé. M. l'amiral Codrington, avec quelques vaisseaux de sa flotte, se rend en personne à la hauteur d'Alexandrie, pour porter Méhémet-Ali à consentir à la retraite de son fils et de ses troupes, et à leur envoyer les bâtiments et les provisions nécessaires, afin qu'ils puissent s'embarquer à Navarin et arriver en Égypte. Si cette expédition a lieu, M. l'amiral Codrington se propose de l'escorter lui-même jusqu'à Navarin. En attendant, M. l'amiral de Rigny s'est rendu devant Navarin ou Modon pour parler avec Ibrahim, et pour s'assurer d'avance de la fidélité avec laquelle il se prêtera à l'exécution du plan que Messieurs les amiraux viennent d'arrêter.

Il est utile que vous soyez instruit de tous ces détails, afin que vous puissiez bien voir et bien juger ce qui se passe ou ce qui se passera sous vos yeux.

Quoiqu'un bâtiment soit à la veille de vous être expédié avec des vivres et un à-compte sur la solde de vos divisions, je vous envoie la présente par une bellue. Cette

barque vous fournira le moyen de me faire parvenir avec promptitude les rapports que vous serez dans le cas de me faire, en répondant aux instructions et aux présentes. Je m'occupe, avec le commissariat et la commission de la marine, des mesures que réclame la situation des vaisseaux qui sont sous vos ordres. Vous pouvez assurer les capitaines respectifs que les choses seront arrangées de manière à ce qu'ils puissent graduellement renouveler leurs équipages et arranger leurs vaisseaux.

Au Stratarque Ypsilantis.

Poros, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1828.

Nous venons d'apprendre qu'Ibrahim, avec un corps considérable de ses troupes, se dirige vers Patras. Sa conduite dans sa marche n'est nullement hostile envers le pays. Ce mouvement donc a pour but, ou de déloger les Albanais qui se sont emparés du château de Patras, ou bien de se renforcer de quelques troupes qui se trouvent dans la forteresse, de rebrousser brusquement chemin, et de se ménager une sortie du Péloponèse par les défilés de l'isthme.

Dans cette seconde hypothèse, il serait honteux qu'Ibrahim opérât son passage sans coup férir, le camp de l'armée étant à Mégare. Quel que soit le plan des opéra-

tions que vous arrêterez, il importe que les défilés soient immédiatement occupés par les troupes que vous jugerez nécessaires. Elles y resteront jusqu'au moment de savoir au juste quels sont les projets d'Ibrahim.

Nous ne devons cependant pas vous laisser ignorer que les amiraux des Puissances alliées espèrent toujours le faire sortir du Péloponèse au moyen de négociations, et que M. l'amiral de Rigny s'est chargé plus particulièrement de conduire celles qu'on a déjà entamées avec Ibrahim lui-même. On nous a dit que cet amiral vient de se rendre en personne à cet effet devant Modon.

Quoi qu'il en soit de ces négociations et de leurs résultats possibles, il est de notre devoir de ne pas nous laisser surprendre, au cas où Ibrahim voulût en effet se porter rapidement en Roumélie. Veuillez me faire connaître, par le retour du courrier, les dispositions que vous aurez prises, en vous conformant aux présentes instructions.

*A M. le Baron de Saint-Denis, Agent
de S. M. T. C. auprès du Gouverne-
ment grec.*

Poros, $\frac{21 \text{ juillet}}{2 \text{ août}}$ 1828.

Je reçois avec infiniment de reconnaissance la com-

munication que vous venez de me faire par votre office du 30 juillet.

Les 500,000 francs en espèces, ainsi que les approvisionnements et munitions de guerre pour la valeur de 100,000 francs, que S. M. le roi de France, votre auguste maître, daigne laisser à la disposition du gouvernement grec, nous apportent de nouveaux secours, dont je tâcherai de faire l'usage le plus conforme aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté.

La tournée que je viens de faire dans l'intérieur du Péloponèse me donne encore mieux la mesure des besoins urgents qu'éprouvent les malheureux habitants des provinces que l'ennemi a dévastées complètement l'année dernière, et qu'il désole encore par la prolongation de sa présence dans les places de la Messénie.

Depuis Calamata jusqu'à Nauplie, il n'y a pas un seul village, un seul bourg, une seule ville, qui puissent offrir un abri quelconque. Des vignobles très-étendus laissés en friche; des vallées de quelques lieues de circonférence, jadis fertiles en blés de toute espèce, aujourd'hui frappées de stérilité, et en grande partie rendues marécageuses par le débordement des rivières; des milliers de familles qui cherchent leurs foyers au milieu de ces déserts et de ces ruines, mais qui manquent de bétail, d'instruments et d'avances pour se vouer aux travaux agricoles, et qui s'efforcent en vain de se ménager les matériaux nécessaires pour reconstruire leurs cabanes : tel est l'état intérieur du Péloponèse. Vous pouvez donc

juger, Monsieur le baron, combien les secours que Sa Majesté se plaît à nous continuer encouragent les espérances de ce peuple infortuné et de son gouvernement.

Ce que je regrette le plus, c'est de ne pouvoir pour le moment destiner une partie considérable des sommes que nous devons à la munificence du roi, votre maître, au soulagement des misères dont je viens de tracer le tableau. Un intérêt majeur, celui dont vous entretient M. le comte Guilleminot, et dont vous voulez bien me faire part, absorbe pour la plus grande partie les moyens pécuniaires qui sont mis à ma disposition.

L'organisation et le service de la marine et des troupes exigent des sacrifices, qui malheureusement ne sont pas compensés par l'espoir d'un prompt résultat.

Le gouvernement entretient aujourd'hui de 12 à 15,000 soldats, qui sont très-capables de se battre à leur manière, c'est-à-dire en guérillas; mais n'ayant pas les moyens de les faire soutenir par l'arme puissante de la cavalerie et de l'artillerie, il n'ose pas croire qu'ils puissent être conduits avec succès à des opérations aussi considérables que celles qui auraient pour but la conquête de l'Eubée. Cette île est sous le commandement d'Omer-Pacha, qui, en sa qualité de grand propriétaire dans le pays, doit opposer une forte résistance, et déployer toutes ses forces pour se défendre, peut-être même pour attaquer les troupes qui essaieraient de s'établir dans l'île, et d'assiéger les deux forteresses de Carystos et d'Égripes.

Ce que je puis faire, c'est de consolider l'organisation des troupes, et de préparer en même temps, autant que le dénûment de tous les objets matériels et le manque absolu d'ouvriers peuvent le permettre, le peu de pièces de campagne qui restent encore dans les dépôts du gouvernement. Je tâche aussi de mettre ensemble autant de chevaux que le pays peut en fournir.

Si les Puissances alliées honorent d'un accueil bienveillant les propositions que renferme le mémoire que j'ai pris la liberté de leur adresser en date du 2 (14) juin, ou si d'une manière quelconque la Grèce obtient la moindre assistance en troupes régulières et en objets de guerre, nous pourrons alors sans doute, avec les éléments qui sont déjà unis et coördonnés, prendre une part active, peut-être même honorable, à l'accomplissement de ces vœux.

Je profiterai de l'occasion que vous voulez bien m'offrir, Monsieur le baron, par le prompt départ de l'une de vos gabarres, pour adresser à M. le comte de la Ferronnays la lettre ci-jointe. Vous en connaissez la teneur, et je me dispense en conséquence de la résumer ici.

Veillez, Monsieur le baron, recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

A M. le Comte de la Ferronays, à Paris.

Poros, $\frac{22 \text{ juillet}}{3 \text{ août}}$ 1828.

Le roi, votre auguste maître, daigne continuer à la Grèce ses bienfaits. Elle vient de recevoir ceux que Votre Excellence lui a fait parvenir par l'entremise de M. le baron de Saint-Denis, consistant en 500,000 francs en espèces, et 100,000 en approvisionnements et munitions.

Votre Excellence ne doute pas, j'espère, des soins que j'apporterai pour faire de ces nouveaux secours l'emploi le plus conforme aux intentions du roi ; et vous ne doutez pas non plus des sentiments de reconnaissance dont la Grèce tout entière est pénétrée pour des gages si consolants de la bienveillance auguste dont Sa Majesté l'honore.

M. le baron de Saint-Denis vous informera, Monsieur le comte, des entretiens que j'ai eus avec lui, et des explications que je lui ai même données par écrit, en répondant à son office du 30 juillet, sur la question de savoir ce que la Grèce peut faire elle-même militairement pour l'accomplissement de ses propres vœux.

J'ajouterai ici, dans la liste ci-jointe, l'énumération des objets, à défaut desquels elle pourra bien guerroyer contre l'ennemi, mais elle ne pourra jamais le déplacer des forteresses dans lesquelles il est retranché.

Ignorant le résultat des démarches que j'ai pris la liberté de faire dans le moins de juin dernier, je n'ose pas articuler ici une demande formelle, relativement aux objets mentionnés dans la note. C'est à vous, Monsieur le comte, qu'il appartient de juger si elle peut et doit avoir lieu ou non. Dans le premier cas, veuillez la mettre aux pieds de Sa Majesté, et l'appuyer de vos bons offices.

Je ne cesserai de répéter que le temps presse, et que chaque instant de perdu en délibérations dans les circonstances actuelles, et vu la situation de ce pays, aggrave ses malheurs, et rend plus compliquées et plus difficiles les mesures par lesquelles les Puissances s'efforcent de pacifier le levant.

Je profite, Monsieur le comte, de cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

A. L. M. le Roi de France.

Poros, $\frac{22 \text{ juillet}}{3 \text{ août}}$ 1828.

Sire, Que Votre Majesté daigne me permettre de déposer à ses pieds l'hommage des sentiments de reconnaissance dont la Grèce est pénétrée pour les bienfaits qu'elle a reçus, et qu'elle vient de recevoir de la munificence chrétienne de Votre Majesté.

Votre ministère, Sire, aura, j'espère, mis sous vos yeux les observations que j'ai pris la liberté de lui communiquer, relativement à la situation déplorable de ce pays, à la nature et à l'étendue des besoins pressants qu'il éprouve, enfin à l'assistance qu'il sollicite, et au moyen de laquelle il pourrait contribuer à l'accomplissement des vues salutaires du traité de Londres.

Aujourd'hui j'ose revenir sur le même sujet, en m'adressant à M. le comte de la Ferronays.

Il ne me reste plus qu'à vous supplier très-humblement, Sire, d'accueillir avec bonté les vœux que j'exprime de la part de la Grèce.

En obtenant les secours qu'elle implore, elle justifiera l'intérêt dont elle est l'objet, et en mon particulier je m'estimerai très-heureux de mériter, en remplissant mes devoirs, la bienveillance de Votre Majesté.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Poros, $\frac{22 \text{ juillet}}{3 \text{ août}}$ 1828.

C'est par une gabarre française qui se rend à Toulon que vous recevrez ces lignes. Je n'ai pas assez de secrétaires pour vous envoyer le duplicata des lettres que je vous ai écrites en date du 29 juin (11 juillet). Elles renfermaient le duplicata de celles du 12 (24 juin). Je suis impatient d'avoir sur le contenu des unes et des autres

un mot de réponse de votre part; mais tout calcul fait, je devrai prendre patience, au moins jusqu'à la mi-septembre.

Je répondrai à vos lettres du 4 juillet en peu de mots.

Ce que vous mande M. Fischer, avoyer de Berne, coïncide complètement avec ce que je vous ai écrit en date du 29 juin (11 juillet), et par conséquent j'augure très-bien de la commission que j'ai pris la liberté de vous donner.

En ce qui concerne le projet d'un système monétaire pour le service de la Grèce, quelque saines et utiles que soient les idées que renferme l'écrit sous les initiales L. B., il m'est impossible pour le moment d'y donner suite. Nous verrons plus tard ce qu'on pourra faire, et je ne manquerai pas de vous en écrire.

Je viens à la lettre sous les initiales L. C. de M. Dupuy. Il ne sait que le français, et il a besoin en même temps d'une situation bien assurée; c'est pour cela que je lui propose de surseoir pour quelque temps encore à son projet de se rendre en Grèce.

A mon retour ici, j'ai trouvé une nombreuse compagnie de jeunes philhellènes, qui demandent du service. Il y en a parmi eux que vous avez escortés de vos lettres. Je doute de pouvoir les employer, parce que le défaut de la langue du pays, et un peu les habitudes européennes, les rendent, à ce qu'il me semble, peu faits pour subir toutes les privations dont se compose l'existence dans ce pays, et pour travailler surtout à l'admi-

nistration intérieure. Je vais cependant essayer de quelques-uns, et nous verrons le résultat.

J'ai lu la lettre que vous écrit M. *** , et je consens à ce que vous fassiez payer à ses deux fils la pension qui ne me coûtera , j'espère , pas plus de 100 louis pour chacun d'eux. Dès que vous aurez fait cet arrangement , veuillez m'en écrire. Je donnerai alors l'ordre à M. Hentsch de payer régulièrement cette pension , à compter du jour qu'elle commencera , et que vous voudrez bien m'indiquer.

Je ne vous donne pas de nos nouvelles , parce que nous n'en avons pas. Nous sommes presque quittes de la peste. Ibrahim ne fait pas autant de mal qu'il pourrait faire ; mais il en fait assez en s'obstinant à rester dans les places de la Messénie ; j'espère néanmoins qu'il les quittera bientôt. Dans la tournée que je viens de faire dans l'intérieur du Péloponèse , je n'ai trouvé que des déserts et des ruines , depuis Calamata jusqu'à Nauplie. Cependant cette malheureuse population du Péloponèse se groupe autour des débris de ses villages , et commence à espérer un meilleur avenir. Dieu veuille le lui accorder !

A M. l'Amiral Heyden.

Poros, $\frac{23 \text{ juillet}}{4 \text{ août}}$ 1828.

Je m'empresse de remercier Votre Excellence de la

communication qu'elle a bien voulu me faire du protocole de la conférence qu'elle a eue à Zante avec ses collègues le 13 (25 juillet).

Il serait inutile de vous exprimer, Monsieur l'amiral, les vœux que je forme pour que les démarches qui vont être faites à Alexandrie et à Modon aient un prompt et heureux résultat. Cependant les nouvelles que je reçois journellement du Péloponèse ne paraissent nullement coïncider avec les dispositions qu'Ibrahim aurait dû prendre, si en effet il était à la veille de concentrer ses forces et de s'embarquer pour l'Égypte.

Si les informations dont j'ai l'honneur de joindre ici un extrait sont exactes, Ibrahim a quitté Modon et se dirige sur Patras. Dans ce cas tout porterait à croire que c'est dans l'intention de se ménager des subsistances, d'attaquer les Albanais réfugiés dans le château de Lépante, et de se réserver ou de rester en Morée ou de passer en Roumélie.

Quoi qu'il en soit de ces considérations, le fait du mouvement d'Ibrahim et de Kiutahy semble légitimer assez des mesures rigoureuses pour bloquer les golfes de Patras et de Prévésa, aussi strictement que le sont les places de la Messénie.

Le gouvernement grec remplira ses devoirs à cet égard, autant qu'il peut dépendre de lui. Il va renforcer ses croisières de quelques chaloupes canonnières et de ses deux paquebots à vapeur. Il espère que Votre Excellence et ses collègues l'aideront à cette occasion, en or-

donnant que quelques-uns des vaisseaux des stations respectives se montrent aussi dans les golfes susmentionnés.

La marche d'Ibrahim est accompagnée du cortège ordinaire : les oliviers et les vergers des campagnes qui environnent Coron sont en cendres.

Je viens de parcourir moi-même tout le pays qu'il a fait dévaster l'année dernière, au moment dans lequel les escadres alliées étaient entrées à Navarin. J'ai inspecté aussi l'emplacement où existait jusqu'au mois de février dernier la capitale du Péloponèse et les nombreux villages qui l'entouraient. Dans toute cette étendue de la presqu'île, c'est-à-dire depuis Calamata jusqu'à Argos, je n'ai vu que ruines et déserts. Il n'y a plus une seule chaumière où les malheureux habitants puissent s'abriter, ni un pouce de terre qui ne soit nécessairement en friche.

Ibrahim connaît le traité de Londres. Or, s'il avait l'intention d'évacuer le Péloponèse, si la Porte était disposée à accueillir les conseils des Puissances alliées, afin de pacifier la Grèce d'après les principes du même traité, permettrait-elle à Ibrahim de détruire à grands frais les propriétés pour lesquelles le même traité lui réserve la chance d'une indemnité?

Je ne m'arrêterai pas davantage sur cette observation, et sur toutes celles qui semblent en être la conséquence nécessaire. Je me bornerai à prier Votre Excellence de la prendre en considération, et de ne pas laisser igno-

rer à S. M. l'empereur les faits auxquels elle se rapporte.

Je prends la liberté d'adresser aujourd'hui les mêmes vœux à vos collègues.*

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{23 \text{ juillet}}{4 \text{ août}}$ 1828.

Pour donner la plus prompte exécution aux mesures qui concernent l'établissement de l'ordre judiciaire, quel que soit le système que nous adopterons, il est essentiel et urgent de signaler d'avance les magistrats qui devront remplir les fonctions importantes de juges, tant dans les îles et les provinces du Péloponèse et de la Grèce continentale, que dans la cour d'appel et de haute justice criminelle. Je vous demande par conséquent, Messieurs, de composer une liste de candidats, sur laquelle je puisse choisir.

Je me dispense de vous faire observer quelles sont les qualités qui doivent distinguer les citoyens appelés aujourd'hui à remplir les fonctions de juges. Pensez que ce sont les tribunaux seuls qui peuvent, sous la sauvegarde des lois, garantir aux citoyens leurs biens, leur vie et leur honneur. Pensez aussi que les lois en vigueur sont insuffisantes, qu'il n'existe aucun code de procédure, et

* La même lettre fut écrite aux deux autres amiraux.

que le caractère moral et les lumières des juges doivent y suppléer.

Veillez me communiquer confidentiellement la liste que je vous demande, conjointement avec votre opinion sur le message qui regarde l'ordre judiciaire.

*Circulaire à tous les Commissaires extraor-
dinaires.*

Poros, $\frac{23 \text{ juillet}}{4 \text{ août}}$ 1828.

Nous partageons avec vous, Messieurs, l'impatience avec laquelle vous attendez le moment de voir établi l'ordre judiciaire dans le département qui vous est confié.

Jc vais me rendre à Égine, où d'après les informations que j'ai reçues, la section de l'intérieur du Panhellénium a déjà préparé le projet d'un règlement, qui organisera provisoirement cette branche importante du service public. Sous peu de jours le règlement sera fait; mais ce n'est pas tout. Il faut aussi nommer des juges, et il faut les trouver, non là uniquement où le gouvernement fait sa résidence; mais partout où il y a des citoyens qui réunissent dans leur personne les connaissances, les qualités et le crédit nécessaires pour justifier le choix du gouvernement et l'attente du pays.

Nous vous invitons par conséquent, Messieurs, à nous

faire connaître, par la réponse que vous nous ferez, ceux des citoyens de votre département qui pourraient être placés parmi les candidats pour l'ordre judiciaire. Vous ajouterez au nom de chaque candidat une très-courte notice sur les emplois publics qu'il aurait auparavant gérés.

Il sera peut-être utile pour le moment de destiner les nouveaux membres du corps judiciaire à occuper des places hors du pays de leur naissance; pour cet effet vous voudrez bien nous faire savoir en même temps si les candidats que vous proposez seraient disposés à s'en charger à cette condition.

Nous vous engageons à nous faire parvenir vos réponses le plus tôt possible. Il est entendu que le public doit en ignorer le contenu, ainsi que les propositions que vous nous ferez.

A. M. A. Conophaos.

Poros, $\frac{25 \text{ juillet}}{6 \text{ août}}$ 1828.

Les travaux agricoles entrepris à Ègine et dans le terrain d'Apathia, sous la direction de M. Stevenson, ont eu pour but de fournir les moyens de subsister aux nombreuses familles réfugiées tant dans l'île d'Ègine que dans les environs de Poros.

M. Stevenson vient de quitter l'inspection dont il

avait bien voulu se charger. Sa santé a beaucoup souffert à Apathia, et des affaires de famille l'appellent dans son pays natal. En quittant Apathia, M. Stevenson a remis au gouvernement un registre, où se trouvent notées les sommes qu'il a reçues et les dépenses qu'il a faites. Il a remis en outre une liste des objets qui restent à Apathia, ainsi que des bêtes à cornes et des mulets qu'il a achetés.

Le gouvernement vous charge maintenant de remplacer M. Stevenson. Votre premier devoir est de nous rendre compte dans un rapport détaillé de l'état où se trouve l'exploitation agricole, commencée tant à Égine qu'à Apathia, et de celui des dépenses qui sont nécessaires pour la continuer et pour en recueillir le fruit. Vous nous informerez aussi par un calcul approximatif du revenu que pourraient produire la récolte prochaine à Apathia du blé sarrasin, et celle déjà faite à Égine des pommes de terre. Après avoir pris toutes les informations nécessaires, vous nous proposerez les mesures qu'il faudrait prendre, s'il s'agissait de faire une seconde récolte sur la fin de l'automne, soit dans un terrain, soit dans l'autre.

Vous nous présenterez aussi l'état des employés que M. Stevenson avait destinés, et vous nous ferez connaître ce qu'ils ont reçu de sa part, et ce que le gouvernement leur devrait s'il les voulait garder dans ce service. Quant à vous, vous recevrez, à compter du 15, le traitement mensuel de 300 piastres.

C'est par le gouvernement provisoire de Poros que

vous le recevrez avec la présente. Il est chargé aussi de vous fournir jusqu'à nouvel ordre de quoi continuer les travaux et l'administration d'Apathia.

A M. P. Buus, Directeur de l'école des orphelins, provisoirement établie à Poros.

Poros, $\frac{25 \text{ juillet}}{6 \text{ août}}$ 1828.

Je viens d'inspecter l'école que vous dirigez, et je me plais à vous témoigner la satisfaction que j'en ai éprouvée.

Il est d'un grand intérêt que l'établissement qui vous est confié fasse des progrès, non-seulement sous le point de vue de l'instruction des enfants, mais encore sous celui de leur caractère moral. J'aime à espérer que vous justifierez complètement mon attente sous l'un comme sous l'autre rapport.

Pour vous mettre à même d'y réussir, je vous autorise à m'envoyer directement vos rapports tous les quinze jours. Vous m'enverrez la liste de vos élèves, et vous marquerez en marge ceux qui donnent de bonnes espérances dans leur instruction tant morale que littéraire. Vous marquerez aussi ceux à l'égard desquels il sera nécessaire de pourvoir autrement que par vos soins, leur capacité intellectuelle ou leur caractère ne se prêtant pas définitivement à l'éducation qu'ils pourraient avoir dans votre école. Ceux-ci seront placés dans des ateliers ou

sur les bâtimens de l'état. Vous me direz combien de nouveaux élèves vous pourrez recevoir dans le couvent, où l'école est maintenant établie. Vous m'indiquerez enfin toutes les améliorations qu'on pourra introduire dans l'administration existante, si par exemple il peut se faire des économies, ou bien s'il faut augmenter la dépense.

Ce que le gouvernement désire, c'est que les élèves soient bien nourris, et tenus proprement.

A compter du 15 vous recevrez le traitement provisoire de 300 piastres par mois.* Le gouverneur de Poros, en vous remettant la présente, vous paiera le traitement susmentionné. Il est aussi chargé de pourvoir à l'entretien des élèves dans les mesures convenues.

A MM. B. Roupfos & G. Mauro-
matis, Commissaires extraordinaires.

Égine, $\frac{27 \text{ juillet}}{8 \text{ août}}$ 1828.

Le gouvernement vient de recevoir les dépêches que vous lui avez adressées collectivement et séparément en date du 25. Il vous sait gré de la diligence avec laquelle vous l'informez des mouvemens de l'ennemi, des mesures que vous avez prises pour préserver le pays de nouveaux malheurs, et de celles que vous nous proposez,

* Ce maître renonça pour quelque temps à la moitié de son traitement.

afin de paralyser, s'il se peut, le système d'approvisionnement par terre, qu'Ibrahim s'efforce de mettre en œuvre par la coopération de Kiutahy.

Nous allons de notre côté donner des ordres au stratarque Ypsilantis, et nous espérons que sous peu la position de Trizonia sera bien gardée. Vous ferez, Messieurs, tout ce qui peut dépendre de vous, afin de donner aux mesures sages que vous avez déjà prises toute la consistance qui leur est nécessaire.

Vous n'ignorez pas la position embarrassante dans laquelle se trouve l'ennemi, à cause des Albanais qui ont occupé le château de Patras et, à ce qu'on dit, celui de Lépante. Vous nous rendrez un grand service en nous informant, avec la plus grande célérité possible, de toutes les notions authentiques que vous pourrez recueillir à ce sujet.

Le gouvernement approuve votre conduite à l'égard du frère du capitaine Nénécos.

Les présentes vous sont transmises par courrier.

A. M. le Stratarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{27 \text{ juillet}}{8 \text{ août}}$ 1828.

Nous avons reçu vos dépêches et votre plan de campagne. M. Métaxas, membre du commissariat, nous a donné de vive voix toutes les informations que nous at-

tendions de sa part, et nous vous ferons parvenir dans deux ou trois jours les directions que vous attendez à votre tour pour vous mettre en mouvement. Il y a cependant une mesure d'urgence, qu'il faut nécessairement prendre afin de paralyser, s'il se peut, le système d'approvisionnement par terre que Kiutahy et Ibrahim s'efforcent de mettre en œuvre.

Les rapports que nous venons de recevoir du Péloponèse et de toute part, nous assurent que de grands préparatifs sont faits, pour conduire à dos de mulets des approvisionnements abondants jusqu'à Lépante. On porte le nombre des mulets à 3,000.

On nous fait observer que pour couper cette communication, ou du moins pour la rendre difficile, il ne s'agirait que de faire occuper par vos braves la position de Trizonia. Nous vous engageons donc à préparer immédiatement cette expédition, à laquelle vous destinerez une chiliarchie, c'est-à-dire 1,000 hommes, bien comptés, bien choisis et bien commandés.

Comme c'est le premier mouvement de votre armée, nous aimerions apprendre que c'est la première chiliarchie qui s'en est chargée. Nous avons une entière confiance dans le zèle et le patriotisme du chiliarque Tzavellas. Veuillez le lui dire de notre part. Au reste ce mouvement et l'occupation de cette position se lieront à tout le plan de vos opérations, lequel ne pourra dans aucun cas être indépendant de la position et des projets d'Ibrahim.

Ce que nous savons jusqu'à présent à cet égard, c'est qu'Ibrahim s'est engagé d'une part avec les amiraux des Puissances alliées à évacuer la Morée dès que son père ou le sultan lui en enverra l'ordre, et que de l'autre il s'efforce de se ménager tous les moyens possibles de faire subsister son armée, laquelle n'a dans ce moment des vivres que pour trois semaines.

Il se peut aussi que l'envoi des vivres dont on parle ait pour but de fournir à Ibrahim les moyens, non de subsister dans le Péloponèse, mais de passer en Roumélie. Dans cette hypothèse et jusqu'à ce que les événements nous éclairent davantage sur les mouvements d'Ibrahim, il serait imprudent de donner à l'armée dans la Grèce orientale une base d'opérations qui l'éloignât un peu trop de la situation dans laquelle elle pourrait être plus utile.

Ainsi que nous venons de le dire, les instructions qui vous seront transmises sous peu ne vous laisseront rien à désirer. Elles traceront à l'armée un plan exécutable, qui sera conçu dans votre pensée. L'armée ne manquera d'aucun des moyens qui lui sont nécessaires, pour justifier en tout point l'attente du gouvernement.

La présente vous est envoyée par exprès.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{29 \text{ juillet}}{10 \text{ août}}$ 1828.

Le gouvernement a pris en considération le plan de campagne que, de concert avec les principaux officiers de l'armée, vous lui avez proposé par votre travail du 19 de ce mois.

Il regrette beaucoup que vous manquiez de toute information relativement aux mouvements de l'armée d'Ibrahim, et de ceux par lesquels Kiutahy cherche à la seconder.

D'après ce que nous vous avons écrit avant-hier, vous savez à cette heure qu'Ibrahim campe dans le voisinage de Patras, et que Kiutahy est à Lépante, en s'efforçant de mettre à la disposition d'Ibrahim des convois considérables en subsistances.

Comme nous vous l'avons fait observer, ces données nous suffisent pour conclure deux choses : ou qu'Ibrahim espère ravitailler son armée par la Roumélie, ou bien qu'il veut s'y rendre lui-même avec l'élite de ses fantassins, de sa cavalerie, et de son artillerie. Nous disons l'élite, parce que nous sommes assurés qu'il a composé les garnisons des forteresses de la Messénie de Turcs indigènes, et de ceux d'entre les Égyptiens qui sont hors d'état de tenir la campagne.

Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, le gouver-

nement ne se croirait pas autorisé à sanctionner l'ensemble des dispositions qui sont indiquées dans votre plan.

En effet la base d'opérations aurait une étendue de quinze lieues, et en se plaçant ainsi l'armée devrait s'assurer en même temps les communications avec les troupes qui garderaient les défilés de l'isthme. Dès lors l'aile droite serait hors d'activité et trop éloignée; l'aile gauche serait trop faible pour empêcher les communications entre Lépante et Arta; et les forces étant ainsi partagées, Ibrahim pourrait sans difficulté se joindre au séraskier, recevoir des vivres, ou même se diriger en masse sur le centre de notre base d'opérations. Par la nature du terrain et par la faiblesse de nos forces, nous ne pourrions ni résister à l'ennemi, ni lui contester un succès facile.

Nous croyons par conséquent que le seul parti qui nous reste à prendre pour le moment, c'est de nous mettre en mesures de veiller de près aux mouvements de l'ennemi, de l'empêcher, s'il est possible, d'accomplir ses desseins, ou du moins de ne pas lui laisser la chance d'avoir aujourd'hui encore des succès contre nous. Ce point de vue doit être immuable, jusqu'à ce que nous ayons la certitude la plus positive qu'il se retire du Péloponèse par mer. Nous vous avons dit que les amiraux des Puissances alliées espèrent encore obtenir ce résultat de leurs négociations. Jusque-là le gouvernement doit diriger la marche de ses troupes vers le seul but d'empêcher, ou du moins de gêner, les communications qu'Ibrahim s'ef-

force de s'assurer entre son armée et la Roumélie. Ce but serait atteint, autant que nos moyens peuvent le permettre, si, indépendamment de la position de Trizonia, un fort détachement de votre armée occupait les défilés de l'isthme, et si avec le reste des troupes vous vous empariez d'une forte position que vous choisiriez entre Mégare et Salone, ou à Salone même, si vous pouviez vous en emparer.

Nous subordonnons cependant la mise à exécution de ce plan à deux conditions de rigueur. La première, que le nombre *véritable* des combattants qui sont sous vos ordres puisse suffire. La seconde, qu'ils soient assez bien placés, pour qu'ils puissent non-seulement se maintenir dans les positions susmentionnées, mais encore se secourir mutuellement en cas de besoin.

Or, afin que ces deux conditions soient remplies, il faut que l'armée soit passée en revue, non-seulement sous le point de vue administratif, mais sous celui des opérations militaires dont il s'agit. Il faut en second lieu que d'autres dispositions de détail, comme celles des reconnaissances, ou des renseignements qu'on doit se procurer au préalable sur les forces de l'ennemi qui se trouve dans le pays, assurent le succès de votre marche.

Nous croyons pouvoir vous offrir les moyens de prendre ces mesures préalables, et nous vous les offrons.

Les présentes vous sont apportées par M. le colonel Richter, colonel d'état-major au service de S. M. l'empereur de Russie. Mon frère Augustin l'accompagne. Cct

officier assistera à la revue de l'armée, et reconnaîtra avec vous quel est le nombre des combattants auxquels on pourrait confier l'exécution du plan annoncée plus haut. Il discutera avec vous dès que la revue sera faite, la question de savoir, si c'est le plan tout entier, ou une partie seulement, qui pourra s'exécuter immédiatement. Vous nous ferez connaître, après avoir recueilli son opinion, le parti définitif que vous pourrez prendre.

Nous n'hésitons pas à vous donner l'assurance que le gouvernement ne vous refusera aucun des moyens qui sont en son pouvoir, pourvu que le résultat puisse justifier les sacrifices que la nation porte en faveur de l'armée.

Il est inutile de vous faire observer que le plan d'opérations que nous venons de tracer ici aura plus tard, et selon que les circonstances pourront le permettre, un plus grand développement, dont le but serait la jonction de l'armée de la Grèce orientale avec celle de la Grèce occidentale.

Vous êtes autorisé à faire part des présentes aux principaux officiers qui sont sous vos ordres.

Si le colonel Richter se décide à rester à votre quartier-général, ou à faire quelque reconnaissance, vous le ferez escorter d'hommes bien choisis.

*A M. le Stratarque Ypsilantis.*Égine, $\frac{30 \text{ juillet}}{11 \text{ août}}$ 1828.

Le colonel Richter arrive à votre armée, et il désire la voir. Je le désire aussi, parce que, comme je vous l'ai dit, je ne puis pas me charger de la responsabilité qui pèse sur moi, sans avoir au moins des témoins qui puissent à tout événement attester les faits placés hors de ma portée.

Vous n'ignorez pas que nous existons à présent des subsides de la Russie et de la France. Vous n'ignorez pas non plus que je dois compte à ces deux cours de l'emploi que j'en fais. Vous trouverez par conséquent très-juste que M. Richter voie les hommes que nous nourrissons et que nous payons. Quoique jeune, cet officier a fait la guerre, et il s'y connaît. Mon frère Augustin l'accompagne, pour lui servir quelques instants d'interprète. Si M. Richter se plaît à rester à votre quartier-général ou à faire une tournée, mon frère reviendra; et c'est par lui que vous me ferez connaître le parti que vous aurez pris, conformément aux instructions que je vous adresse d'office.

Les nouvelles que je viens de recevoir aujourd'hui même de la part de l'antinavarque Sactouris, nous annoncent que les Albanais réfractaires sont passés à Lépante, et qu'Ibrahim résidera à Patras, soit pour se ravitailler plus facilement par la Roumélie, soit pour s'y rendre. Je

n'insiste pas davantage sur ce chapitre, ni sur les instructions que vous recevez.

Je ne puis pas cependant me dispenser de vous rendre attentif aux intérêts majeurs qui se rattachent à l'organisation de votre armée, et aux opérations qu'elle doit entreprendre.

Plusieurs des officiers supérieurs m'ont témoigné en votre présence le désir de faire sortir des rangs les nombreux paysans qui s'y trouvent. M. Métaxas a vu de ses propres yeux les *non-valeurs* militaires. M. Richter les verra lui-même, parce que je lui ai fait donner les rôles, tels qu'ils existent aux commissariat général. Vous rendriez un grand service à l'état, à l'armée, et à vous-même, si avant de vous mettre en marche, vous vous débarrassiez de ces hommes inutiles. En effet si ce n'est pas vous qui les renvoyez, ce seront eux qui s'en iront du moment qu'il s'agira de faire le coup de fusil.

Vous recevez officiellement plusieurs requêtes qui m'ont été adressées en particulier par des officiers qui sont sous vos ordres. Autre désordre scandaleux, auquel il faut de toute nécessité mettre un terme.

Il me paraît que la chiliarchie de Stratos ne veut pas de son chef. Je vous engage cependant à arranger la chose de manière à ce que le gouvernement ne soit pas obligé d'en venir pour le moment à une mesure extrême.

A M. le Colonel Heideck.

Égine, $\frac{31 \text{ juillet}}{12 \text{ août}}$ 1828.

Le gouvernement a reçu avec satisfaction toutes vos dépêches, jusqu'à la date du 27 (8) du courant. Il apprend avec plaisir la réponse que vous lui faites relativement au petit semestre qui vous concerne personnellement.

Nous vous engageons maintenant d'arriver le plus tôt que vous pouvez à Égine, attendu que tout en vous laissant le loisir nécessaire pour soigner votre santé, le gouvernement utilisera votre présence pour les intérêts relatifs aux différentes branches du service qui vous sont confiées; et comme le temps presse, il désire conférer avec vous une heure plus tôt.

L'affaire de la garnison de Grabuse est de ce nombre. Nous la terminerons en peu d'instants. Nous approuvons les instructions dont vous avez muni M. le capitaine Andrietti. Tout ce qu'elles produiront en faveur du recrutement du corps régulier, sera autant de gagné d'avance sur les mesures qui seront prises pour donner au recrutement toute l'activité et toute l'extension possible.

Vous êtes autorisé, Monsieur le colonel, à inscrire dans la liste des Évelpides les jeunes Mavrocordatos et Papadiamantopoulos de Patras. Nous approuvons aussi votre proposition relativement au jeune Loverdo. Vous nous pro-

poserez le traitement qu'on pourrait lui donner provisoirement, jusqu'à ce qu'il ait une place dans le corps régulier.

Nous avons reçu de Malte tous les objets que vous aviez demandés pour vos ateliers; mais M. Condostavlos ne nous dit rien quant au drap et à la toile qui ont été commandés pour l'habillement des troupes. Nous aimons à espérer qu'il a donné les ordres nécessaires à Trieste ou ailleurs. Pour commencer cependant l'habillement une heure plus tôt, nous vous autorisons à prendre immédiatement des renseignements à Syra, pour savoir si on pourrait y trouver le drap de la qualité et de la couleur requises pour la confection de l'habillement. Les réponses que vous recevrez détermincront les résolutions ultérieures du gouvernement. Tous les objets concernant vos ateliers sont provisoirement déposés à Poros, sous la sauvegarde de la commission de la marine.

*Au Commissaire extraordinaire des Sporades
orientales.*

Égine, $\frac{31 \text{ juillet}}{12 \text{ août}}$ 1828.

Vous trouverez ci-jointe la réponse que j'adresse à M. Korck. Cet étranger m'envoie au nom de ses amis des livres élémentaires à l'usage des écoles d'enseignement mutuel, et m'annonce en même temps qu'il a sous son

inspection une école établie à Syra aux frais des Américains, laquelle renferme soixante-dix élèves, garçons et filles. Il me dit enfin que les progrès de cette école lui font éprouver une vive satisfaction.

Il m'eût été sans doute agréable de recevoir cette information, ou de la part de votre prédécesseur ou de la vôtre.

Veuillez remettre à M. le docteur Korek la lettre que je vous adresse, et dites-lui que vous avez reçu l'ordre d'assister vous-même quelquefois aux exercices de cette école, pour lui donner ainsi un témoignage de l'intérêt qu'elle inspire au gouvernement.

Il vous appartient de me rendre compte de tout ce qui concerne cet établissement. Vous tâcherez de vous procurer les notions nécessaires, sans cependant que les fondateurs ou la personne qui en a la direction puissent penser que le gouvernement a l'intention d'intervenir d'une manière quelconque dans l'œuvre de bien dont ils s'occupent.

Au Commissaire extraordinaire des Sporades occidentales.

Égine, $\frac{31 \text{ juillet}}{12 \text{ août}}$ 1828.

Nous venons d'apprendre que dans l'île de Zéa se trouvent quatre-vingt-dix familles qui s'y sont réfugiées depuis longtemps, et que la misère la plus affreuse ré-

duit presque au désespoir. Ces familles sont des environs d'Athènes, et toutes, à ce qu'on nous dit, sont très-portées à gagner utilement leur subsistance par le travail. Vous êtes chargé, Monsieur, de prendre des informations plus exactes sur leur nombre et leur situation. Vous nous direz aussi ce que le gouvernement pourrait faire pour venir à leur secours, soit en les employant sur les lieux, soit en les faisant transférer dans les provinces du Péloponèse, où il y a manque absolu de population et abondance de terres en friche.

A M. P. Pallis, à Livourne.

Égine, $\frac{31 \text{ juillet}}{12 \text{ août}}$ 1828.

Je viens de recevoir, Monsieur, votre lettre du 14 de ce mois, et j'attends sous peu, de la part de M. Xénos de Syra, la collection des ouvrages que vous venez de me transmettre, et des règlements concernant les maladies contagieuses.

Je ne sais assez vous exprimer les sentiments de reconnaissance avec lesquels je reçois ce témoignage d'intérêt. Il est à mes yeux, comme à ceux de la Grèce, d'un prix immense, et je vous prie d'en informer S. E. le gouverneur de Livourne.*

* A l'occasion de la peste qui avait éclaté en Grèce dans l'année 1828,

A l'exception de Calavrita dans le Péloponèse, tout le reste de la presqu'île et de l'archipel est hors de quarantaine. C'est à la protection du Seigneur que nous devons ce prompt résultat. Les mesures que nous avons prises pour l'obtenir ont dû nécessairement être incomplètes, à raison de la modicité de tous nos moyens et de la nouveauté de l'institution.

Au milieu du brave et malheureux peuple de la Grèce, tout est à faire. Pour peu cependant que la bienveillance européenne vienne à son secours, il justifiera en peu de temps les espérances que nous aimons à entretenir. Persévérez de votre côté, Monsieur, à lui procurer la continuation de l'intérêt généreux qui a motivé l'envoi auquel je réponds par la présente, et croyez que vous rendez par là un service important à la nation à laquelle vous appartenez.

Dans mon particulier, je vous remercie de tout ce que vous me dites d'obligeant, et je vous offre en retour l'assurance de ma parfaite estime.

S. A. R. le grand-duc de Toscane, par l'entremise du gouverneur de Livourne, fit parvenir au gouvernement grec une copie de tous les règlements sanitaires en usage dans ses états.

*A M. le Général Church.*Égine, $\frac{1}{13}$ août 1828.

Le gouvernement répond à vos dépêches du 17 et du 20 du mois passé.

Si M. Gérostathis vous a envoyé du blé au lieu de farine, c'est qu'il lui était impossible, ainsi qu'il le mande par ses lettres, de faire autrement, vu les difficultés insurmontables qu'il a rencontrées sur les lieux pour convertir le blé en farine. Nous aimons à espérer que ces difficultés auront été levées, et que M. Gérostathis s'acquittera désormais de sa commission à l'entière satisfaction de l'armée et de son chef. Il est donc injuste d'attribuer l'envoi du blé à la commission qui gère les fonctions de l'intendance. Elle n'a eu et ne pouvait avoir aucune part à cet incident désagréable.

Nous venons à l'article qui concerne l'arrérage des rations et de la solde des soldats et des officiers qui sont sous les ordres des chiliarques Grivas et Zervas.

Comme aucune loi ni aucune ordonnance ne peut avoir d'effet rétroactif, le gouvernement ne saurait refuser en droit la prétention que forment ces deux corps à l'égard des rations et de la solde, à compter du jour dans lequel ils ont prêté serment jusqu'au terme du mois de juillet. Cependant, comme aucun des officiers de ces deux corps n'a sous ses ordres le nombre complet d'hommes, pour

lequel le règlement leur assigne le titre et ses honoraires, comme à cause de cela ils ne sont pas en état de rendre les services auxquels ils se sont engagés et pour lesquels on les paie, la prétention qu'ils forment pourrait d'autre part être réglée en stricte justice. Le gouvernement ne le fera pas, pour donner une dernière preuve de l'intérêt paternel dont il honore l'armée, et l'intendant général reçoit à cet égard des ordres dont vous trouverez ci-jointe la copie.

Pour ce qui est des autres chiliarchies en formation, et qui ne sont qu'à peine ébauchées, il serait de toute injustice de les assimiler aux deux dont nous venons de parler.

Les bases d'après lesquelles cette partie du service est provisoirement réglée à l'armée sous vos ordres, ont été convenues d'un commun accord à Candili, dans la conférence qui a eu lieu entre vous, le secrétaire d'état et l'intendant général. Nous n'insistons pas sur la nécessité de maintenir invariables ces mêmes bases, parce que nous les regardons nous-mêmes comme une loi qu'il ne nous est pas permis de ne pas exécuter à la rigueur, jusqu'à ce qu'un règlement statue définitivement sur la matière.

*A M. M. Garnot, Capitaine du génie, &
St. Bulgaris, Capitaine d'état-major.*

Égine, $\frac{2}{14}$ août 1828.

C'est avec infiniment de satisfaction et de reconnaissance que je reçois, Messieurs, votre rapport en date du 5 (nouveau style).

J'approuve complètement les mesures que vous avez prises et celles que vous proposez de prendre, afin de remplir les intentions que le gouvernement vous a manifestées par les instructions dont vous êtes munis.

Dans l'ordre des restaurations provisoires que vous nous proposez, celle de l'église doit être la première. Vient ensuite la maison de ville, et enfin la partie du bâtiment qui doit servir de prison et de caserne. La dépense nécessaire au balaiement des rues, en outils et ouvriers, est également approuvée, et vous êtes engagés à faire donner immédiatement suite à ces travaux.

Le gouvernement met à votre disposition 20,000 piastres. Elles sont envoyées par la commission des finances au commissaire extraordinaire, M. Vlachopoulos. Il reçoit l'ordre de les faire administrer par la démogérontie ou par une commission spéciale. La démogérontie ou la commission ne fera cependant aucun paiement que sur votre demande et avec votre approbation.

Cette somme répondra, j'espère, soit aux reconstruc-

tions indiquées plus haut, soit au balaiement des rues principales. Si l'on peut faire quelques économies, elles seront successivement employées à d'autres travaux.

Nous faisons administrer la somme mentionnée ci-dessus par une autorité municipale, parce que le gouvernement ne peut que la prêter à la ville, sauf à en faire rembourser le trésor, lorsque la ville aura des revenus.

*A M. B. Buas, Directeur de l'école des
orphelins, à Poros.*

Égine, $\frac{2}{14}$ août 1828.

Le gouverneur provisoire de Poros enverra à l'institut que vous dirigez huit enfants, dont vous trouverez ci-jointe la liste. Ces enfants ont été délivrés par l'amiral russe sur une corvette égyptienne qui les menait à Alexandrie. Je désire que vous les placiez à l'école, mais de manière à pouvoir les surveiller plus particulièrement. Le malheur qu'ils ont eu de tomber entre les mains des Turcs et d'y rester longtemps, doit vous mettre sur vos gardes quant à leurs mœurs. Lorsque vous serez assuré que l'institut n'a rien à redouter sous ce rapport, vous les considèrerez comme lui appartenant. Dans le cas contraire vous m'en rendrez compte, et je verrai ce qu'on pourra en faire. Indiquez-moi par votre premier rapport les objets en habillements ou autres choses, dont vous pourrez avoir be-

soin, soit pour les élèves déjà existants, soit pour les nouveaux venus.

A M. l'Amiral de Beigny.

Égine, $\frac{3}{15}$ août 1828.

Je viens de recevoir la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 4 de ce mois.

Les nouvelles qui concernent les mouvements d'Ibrahim étaient déjà parvenues à la connaissance du gouvernement, et c'est avec infiniment de satisfaction qu'il apprend de Votre Excellence qu'Ibrahim est déjà de retour dans son camp.

Si les rapports qui nous arrivent de Syra sont exacts, Votre Excellence, conjointement avec ses collègues, accomplit à cette heure l'œuvre de bien concertée dans la conférence de Zante du 13 (25 juillet).

On nous dit en effet que M. l'amiral Codrington a été rencontré entre Candie et Cérigo, escortant un envoi de transports sortis d'Alexandrie.

S'il en était ainsi, le Péloponèse serait délivré de la présence des Égyptiens, et il n'y aurait plus à discuter sur les mesures à prendre, pour intercepter les convois de vivres qui parviennent par terre de la Roumélie à Ibrahim, et les ressources qu'il peut se procurer du Péloponèse.

S'il en était autrement, la question serait encore ouverte, et il s'agirait de reconnaître jusqu'à quel point les moyens dont le gouvernement grec peut disposer pourraient contribuer à la résoudre promptement et favorablement.

Votre Excellence pense qu'en concentrant dans le Péloponèse les Rouméliotes qui sont sous les ordres du général Church et du stratarque Ypsilantis, le gouvernement pourrait priver Ibrahim des ressources du pays, et le contraindre à accepter les propositions qui lui sont faites par les amiraux alliés.

Vous m'avez fait l'honneur, Monsieur l'amiral, de m'exprimer cette même opinion, lorsque j'ai eu l'honneur de vous voir à Poros.

Le gouvernement s'est fait un devoir de la prendre en considération, et d'en délibérer mûrement dans un conseil composé de magistrats et de militaires qui connaissent la nature du terrain, et celles des forces auxquelles on se proposerait d'en confier la défense. Tous d'un commun accord ont reconnu que les troupes grecques, manquant de cavalerie et d'artillerie, ne pourraient opposer aucune résistance à l'armée d'Ibrahim, dès qu'elle voudrait occuper le pays dont la récolte pourrait lui fournir des subsistances.

On a délibéré alors sur la seconde question, énoncée par M. l'amiral Codrington dans une dépêche qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser, et qui se réduit à ceci : Puisqu'il est impossible de priver l'ennemi des récoltes l'épée

à la main, enlevons-les-lui en les détruisant, et offrons aux propriétaires une indemnité en vivres ou en argent.

Le conseil d'une voix unanime a déclaré qu'en adoptant une mesure semblable, le gouvernement pousserait l'ennemi à achever la destruction du Péloponèse.

En supposant en effet que les troupes grecques brûlassent les récoltes, l'ennemi s'en vengerait en brûlant à son tour les arbres, en démolissant les maisons, en faisant en un mot des provinces qui avoisinent son camp, et aussi loin qu'il pourrait, ce qu'il a fait l'année dernière de Calamata et de toutes les plaines de la Messénie, ce qu'il a fait en février de Tripolitza, c'est-à-dire un désert.

Si dans le mémoire du 3 (15 mai), que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence ainsi qu'à ses collègues, en sollicitant leurs secours, je n'ai pas osé dire que, ces secours obtenus, la Grèce pourrait par ses propres forces contraindre l'ennemi à évacuer le Péloponèse, c'est que je m'étais dès lors éclairé par tous ces renseignements. J'ai depuis cette époque parcouru le Péloponèse. J'ai vu de près les troupes commandées par le général Church et par le stratarque Ypsilantis, et j'ai eu plusieurs entretiens avec les officiers supérieurs de ces armées. L'ensemble de toutes les données que j'ai ainsi recueillies ne m'autorise pas à avoir une opinion contraire à celle que le conseil a émise dans le mois de mai.

Les Grecs ont combattu et combattront avec succès en guérillas des troupes irrégulières; mais je répèterai encore que, sans être soutenus par de l'artillerie et de la ca-

valerie, ils ne pourront jamais contraindre Ibrahim à quitter le Péloponèse. Ma conviction est si profonde et si arrêtée à cet égard, que je n'ai point hésité depuis le mois de juin à faire auprès des cours alliées des démarches qui, j'espère, leur feront connaître tout ce que la Grèce peut et ce qu'elle ne peut pas. Il restera à la justice et à la haute sagesse des souverains à prononcer sur la nature des secours qu'ils accorderont à ce pays, pour que les vues bienfaisantes qui ont dicté le traité de Londres soient accomplies.

Je demande pardon à Votre Excellence de l'entretenir si longuement d'une affaire qui à cette heure se termine peut-être heureusement. Cependant, comme elle se rattache aux plus grands intérêts de la Grèce, j'ai cru ne devoir pas laisser subsister le moindre doute dans l'esprit de Votre Excellence, relativement au système dont le gouvernement ne peut pas s'écarter.

Le gouvernement en s'arrêtant à ce système n'a d'autre but et d'autre désir que de placer le plus tôt possible la Grèce dans une situation, où elle puisse justifier par le témoignage des faits l'intérêt généreux et bienveillant dont l'honorent S. M. le roi de France et ses augustes alliés.

A M. l'Amiral Heyden.

Égine, $\frac{3}{15}$ août 1828.

M. l'amiral de Rigny entretiendra peut-être Votre Excellence de la dépêche qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 4 de ce mois. Il est donc de mon devoir de la mettre sous les yeux de Votre Excellence, et d'y joindre aussi la copie de la réponse que je viens de lui adresser, et que je prends la liberté de mettre ici en original sous vos auspices.

Vous êtes sur les lieux depuis le mois de mai, et vous êtes bon juge. J'invoque par conséquent, Monsieur le comte, votre témoignage et votre opinion sur les faits et sur les considérations que je résume en peu de mots dans ma réponse à M. de Rigny.

N'étant pas en relation jusqu'à présent avec le successeur de M. l'amiral Codrington, je ne crois pas devoir commencer par la communication que je fais aujourd'hui à Votre Excellence. Si cependant M. l'amiral Malcolm vous en parlait, vous m'obligeriez infiniment de lui en faire part, en lui donnant lecture, si vous le jugez convenable, de la présente dépêche.

A M. le Métropolitain Ignace, à Pisc.

Égine, $\frac{4}{16}$ août 1828.

Je remercie Votre Éminence de sa lettre du 26 juin (6 juillet). Je partage, Monseigneur, vos regrets ; la campagne de l'année dernière en Attique a moissonné la fleur de l'armée. Toutefois il ne faut pas désespérer ; avec un peu de persévérance nous arriverons à quelque résultat. C'est à en préparer graduellement les moyens que je me suis occupé, et que je m'occupe sans relâche ; le reste n'est pas en mon pouvoir.

Le ravitaillement de Messolonghi et de Lépante prouve assez qu'il y a beaucoup à faire ici, et vous donne la mesure de mon existence. Nous sommes presque quittes de la peste. Calavrita seulement en est encore infecté ; mais j'espère que sous peu cette province sera aussi hors de quarantaine.

La tournée que je viens de faire depuis Calamata jusqu'à Nauplic, m'a fait comprendre en quelques jours ce que nul renseignement ne pouvait me faire concevoir. J'ai bivouaqué au milieu des ruines ; j'ai vu de près les malheureux paysans de ces contrées, et j'ai connu toute l'étendue de leurs misères.

Je me propose, dès que la chaleur sera moins forte, de faire d'autres tournées, pour inspecter de mes propres yeux le reste de la péninsule et les autres parties de la

Grèce. Ce n'est qu'alors que je pourrai me faire une idée juste de la nature de mes devoirs, et de la manière la plus convenable de les remplir.

On me fait toujours espérer qu'Ibrahim quittera amicalement le Péloponèse; nous verrons si ces espérances s'accompliront. Nous n'avons pas de nouvelles de la guerre. Si nous devons croire ce qu'on nous dit, les plénipotentiaires des trois Puissances alliées se réunissent à Corfou pour travailler à l'exécution du traité de Londres.

Ma santé se soutient, quoique tout ce qui m'environne ait beaucoup souffert et des voyages et de la saison.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Venise.

Égine, $\frac{4}{16}$ août 1828.

J'ai reçu votre numéro 5, ainsi que le rouleau renfermant le papier et le dessin que vous avez envoyé à Marinoglou. Je vous remercie infiniment de tous les soins que vous donnez à mes commissions. Pour compléter celle qui concerne la mesure du temps, n'oubliez pas d'envoyer avec l'horloge l'horloger, et tâchez de trouver un artiste qui puisse en même temps raccommoder les montres.

Vos richards de Venise ont eu une bonne inspiration. Dieu veuille qu'ils la suivent sans délai; car nous avons ici un besoin pressant de planches et de toute espèce de bois de construction.

Je viens de faire une longue tournée dans la Grèce occidentale, dans le Péloponèse, et dans une partie de la Grèce orientale. J'en ferai d'autres encore, parce que ce n'est qu'en inspectant de mes propres yeux l'état des choses et celui des hommes, que je puis en bonne conscience me faire une idée nette de la nature de mes devoirs et de la manière la plus raisonnable de les remplir.

Je n'ose pas encore vous proposer de venir vous établir, ici en famille, parce que nous bivouaquons tous; tout est encore désert, ruines, et par conséquent désordre. Si cependant vous voulez de votre personne arriver ou avec l'horloge ou avec les planches ou d'autre manière, vous serez le bienvenu, et je vous ferai trotter comme tous ceux qui ont le malheur de m'approcher.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Égine, $\frac{5}{17}$ août 1828.

Peu de jours après le départ de ma lettre du 22 juillet, j'ai reçu vos duplicata du 20 juin, écrits en partie de votre main, et en partie de celle de M. Hess. Je suis bien fâché d'apprendre que vous n'êtes pas tout à fait quitte de vos érisipèles. Je vous engage à vous soigner.

Quant au nombreux concours d'amateurs qui désirent offrir leurs services à la Grèce, je vous prie très-instamment de ralentir pour le moment leur zèle. Il y en a ici

un nombre considérable, dont je ne sais que faire. Il n'y a pas moyen d'employer dans l'administration des hommes qui ignorent complètement la langue du pays, ou qui par leur âge ne sont pas en état de l'apprendre en peu de temps.

Quoique les conditions que fait Bagutti soient un peu chères, il faudra néanmoins les accepter, parce que j'ai besoin d'un homme comme lui. Je lui écris moi-même, et vous trouverez ci-jointe ma petite lettre. Veuillez vous donner la peine de régler avec lui les frais de voyage et autres, indiqués dans la lettre que je lui adresse.

A l'exception d'un village dans le Péloponèse, toute la Grèce est hors de quarantaine. Ce résultat inespéré est l'œuvre du Ciel. Quoiqu'on m'adresse des compliments de toutes parts, je ne me fais cependant pas illusion sur la nullité, ou du moins sur l'insuffisance des mesures que nous avons prises. C'est dans le même aspect et avec le même sentiment, que je juge toutes les autres affaires grandes et petites qui m'accablent. Elles marchent aussi bien que possible, et au total j'aurais grand tort d'en être mécontent.

J'attends avec une grande impatience vos réponses, et surtout celle que vous devez à ma lettre du 12 (24) juin. Je vous envoie un petit paquet de gazettes. Si elles ont moins de fautes que d'ordinaire, M. Long en a le mérite, parce qu'il en corrige les épreuves.

P. Mavromichalis me demande des secours pour l'éducation de son fils qui est à Paris, où il était entretenu par

le comité jusqu'à ces derniers temps. J'ignore ce que c'est que ce jeune homme, ce qu'il a appris, ou ce qu'il peut apprendre ; mais je crois que Paris est dans tous les cas ce qui lui convient le moins. S'il y a moyen de placer ce jeune homme comme les fils de M. ***, ou bien d'en faire une espèce d'ordonnance de M. Dufour, vous m'obligerez infiniment de vous charger des arrangements nécessaires. Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, je ne me refuse pas de donner 100 louis par année pour son éducation. Vous pouvez les faire payer, et m'en débiter.

A M. Dimétrius Botzaris, à Munich.

Égine, $\frac{4}{16}$ août 1828.

Votre instituteur, M. Desjardins, m'a donné de vos nouvelles ; je me suis fait un plaisir de les transmettre à votre bonne mère, et de les accompagner à vos oncles. Ils vous envoient toutes leurs bénédictions, et prient d'un cœur très-sincère le Seigneur, afin qu'il comble de toutes les prospérités S. M. le roi de Bavière, qui daigne vous honorer de sa généreuse bienveillance.

Plus vous êtes l'objet de son auguste sollicitude, plus votre famille et votre patrie comptent sur vous et vous attendent avec impatience, et plus vous devez redoubler de zèle pour payer votre dette envers votre auguste bienfaiteur et envers les vôtres.

Vous avez très-bien commencé. Le témoignage de votre instituteur vous est favorable. Continuez donc jusqu'au terme de votre éducation avec la même bonne volonté, et vous occuperez une place honorable au sein de votre patrie.

J'espère pouvoir sous peu vous envoyer de jeunes compatriotes. Ils suivront vos traces, et ils seront comme vous l'espoir de la génération à laquelle la Providence réserve la véritable restauration de la Grèce.

J'ai vu votre mère en passant par Zante. Elle se porte bien, et je vais l'engager à m'envoyer une lettre pour vous, que je joindrai ici, si elle arrive à temps.

A M. le Pratarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{6}{18}$ août 1828.

Le rapport que M. le colonel Richter vient de me faire sur l'état du corps d'armée qui est sous vos ordres est satisfaisant. Les observations toutes particulières que mon frère m'a communiquées ne le sont pas moins. Le gouvernement partage, comme vous le savez, l'impatience honorable des soldats et des chefs, et il voudrait les savoir en mouvement.

Le plan d'opérations que vous venez d'arrêter exige, selon votre opinion, des moyens sans lesquels vous ne sauriez pas vous charger de l'exécuter. Vous demandez

150 hommes de cavalerie, une batterie de quatre pièces de campagne, une caisse militaire assez bien pourvue d'argent, et l'autorisation illimitée de mettre en armes le pays où vous passeriez, en incorporant à votre armée ceux des volontaires qui voudraient s'inscrire.

Quand même le gouvernement aurait à sa disposition la somme de 5 à 600,000 piastres, laquelle à peine pourrait répondre à toutes ces demandes, il faudrait encore pour y satisfaire qu'il eût rassemblé des chevaux et organisé ce détachement de cavalerie. Il lui faudrait aussi pouvoir disposer de l'artillerie et des artilleurs en question. Or quels que soient les efforts que M. le colonel Heideck a faits pour mettre en état les quatre pièces de campagne, il n'est pas encore à même de les livrer. Les ateliers et le pays manquent absolument de bois de construction pour les affûts, et ceux qui existent ne peuvent pas être mis en campagne. Cependant ce qui n'est pas fait se fera, et votre corps d'armée aura sous peu, si ce n'est quatre pièces, au moins deux et les artilleurs nécessaires.

Quant au détachement de cavalerie, nous devons préférer à tout autre moyen de vous le préparer, celui de le former d'avance, et de vous l'envoyer lorsqu'il sera en état de se mettre immédiatement en action. Cette mesure ne sera pas longtemps retardée, car on s'en occupe avec zèle et activité.

Ces raisons vous prouvent qu'il faut ajourner pour le moment le projet de Salona.

D'ailleurs les deux projets que vous avez présentés, se

fondaient principalement sur la position et sur les mouvements d'Ibrahim. Le premier supposait qu'il allait évacuer définitivement la Morée par mer ; le second, en s'appuyant sur les notions que nous avons données, envisageait la possibilité de son passage par la Roumélie. Or il paraît que l'une et l'autre de ces deux suppositions sont loin de se réaliser.

Des lettres officielles m'annoncent qu'Ibrahim est retourné sur ses pas, et qu'il se trouve maintenant à Modon, dans l'attente des ordres de ses supérieurs. Toutefois son séjour dans le Péloponèse, quelque inoffensif qu'il paraisse, exige toute la surveillance du gouvernement. Les mouvements de votre corps d'armée doivent se rapporter à cet effet.

D'autre part les amiraux des Puissances alliées ne cessent de nous écrire qu'Ibrahim reçoit des vivres par Lépante, et nous reprochent en quelque sorte notre inaction. Ils blâmeraient à plus forte raison toute marche excentrique.

Ces motifs engagent le gouvernement à vous réitérer l'ordre d'envoyer à Trizonia une chiliarchie, si vous la croyez suffisante, pour tâcher d'enlever les convois de vivres qui viennent de la Roumélie, ou du moins pour les entraver.

La station dans le golfe va être renforcée, conformément à votre désir et au nôtre.

En attendant, afin d'utiliser l'intervalle de temps nécessaire pour que votre armée ait tous les moyens requis,

et à l'effet de la faire sortir de ses cantonnements, sans déroger à aucune des considérations que nous venons de développer, je vous propose d'exécuter les dispositions suivantes.

1°. Vous laisserez à Élécusis les deux chiliarchies qui s'y trouvent, ou bien vous les remplacerez par deux autres de force égale. Elles devront observer les mouvements des Turcs qui sont dans l'Attique.

Je n'adopte pas l'idée de l'armement des paysans; il vous est même enjoint de l'interdire partout où vous vous rendrez.

2°. Vous laisserez à Mégare les Olympiens, ainsi que tous les petits corps, tels que celui de Stournaris, de N. Tzavellas, de Costas Cormovas, et d'Eumorphopoulos. Ce dernier pourrait avoir le commandement de ces petits corps, et vous le munirez des instructions nécessaires.

3°. Avec le reste du corps d'armée, vous marcherez jusqu'à Platée, et vous étendrez votre ligne d'opérations jusqu'à Oropos, en établissant votre quartier-général dans l'endroit le plus convenable. Vous aurez ainsi les deux rivières de Livadostro et de l'Asope, qui garantiront en quelque sorte le front de toute l'armée. Cette position aura le double avantage de couper toute communication entre Athènes et la Roumélie, et de tenir votre corps d'armée très-près de ce dernier pays.

En occupant Oropos, vous serez aussitôt à même de voir ce qu'on pourrait entreprendre sur Karababa, point de la plus grande importance.

Ce mouvement, qui n'est en effet qu'une translocation, nous donne le peu de jours dont nous avons besoin pour connaître ce qui va se passer dans les places de la Messénie, et pour vous fournir les moyens de donner suite à des opérations ultérieures.

Une autre dépêche vous apportera les instructions réglementaires, relatives à l'administration de l'armée, et à la fourniture des vivres et munitions de guerre.

*Aux Commissaires extraordinaires dans le
Péloponèse.*

Égine, $\frac{7}{19}$ août 1828.

Le service de l'armée réclame depuis longtemps un corps de cavalerie, ainsi qu'un nombre suffisant de mulets pour le transport des vivres et des munitions. Tous les moyens dont on s'est servi jusqu'ici pour satisfaire ce besoin ont mal réussi. Ils ont provoqué des abus, et les opérations militaires ont manqué leur but. A l'effet d'obvier à ces graves inconvénients, et de donner en même temps à l'armée les moyens qui lui sont nécessaires pour répondre à l'attente de la nation et du gouvernement, nous sommes dans la nécessité absolue de pourvoir sans aucun retard à ces deux objets, et nous croyons y parvenir en vous donnant la commission suivante.

Vous êtes chargés de vous procurer dans le département

20 ou 30 bons chevaux de selle aptes au service de la cavalerie, et aussi bien harnachés que possible, afin qu'ils puissent être employés de suite. Il n'est pas dans l'intention du gouvernement de prendre ces chevaux par réquisition. Il désire les payer à un prix raisonnable. Une fois l'estimation faite par des personnes entendues et d'une probité éprouvée, que vous choisirez à cet effet, le prix de chaque cheval harnaché, c'est-à-dire ayant selle et bride, sera payé ainsi qu'il suit : Le tiers sera payé argent comptant au moment que le cheval sera reçu, et les autres tiers en obligations du trésor, payables à l'échéance d'une année. Vous procéderez de la même manière à l'achat des mulets.

Lorsque vous serez assurés qu'il est en votre pouvoir d'acheter les chevaux, vous chercherez s'il y a dans votre département des Bulgares, qui aient servi autrefois dans la cavalerie; vous vous informerez s'ils s'en seraient disposés à entrer dans de petits corps que le gouvernement voudrait organiser, l'un de cavalerie régulière, l'autre de cavalerie légère, forts l'un et l'autre de 100 à 150 hommes. Vous nous indiquerez en même temps les jeunes gens de votre département qui pourraient être employés utilement comme sous-officiers dans la cavalerie légère.

Vous êtes autorisés à entrer en relation directe avec vos collègues sur l'exécution de ces mesures. Ils reçoivent les mêmes ordres, et vous vous concerterez de manière à ce que le résultat soit prompt et conforme à notre attente. Les premières réponses que vous nous dou-

nerez sur la teneur des présentes, détermineront les directions ultérieures que vous recevrez relativement à l'envoi des chevaux, des cavaliers, et des mulets.

A tous les Commissaires extraordinaires.

Égine, $\frac{7}{19}$ août 1828.

Le corps des troupes régulières a été porté précédemment à la force de 3,000 hommes. Il est maintenant réduit à moins du tiers. Néanmoins les cadres anciens existent, et pour ne pas laisser dans l'abandon des officiers qui ont servi et qui peuvent servir, le gouvernement est obligé de leur donner de quoi vivre.

Pour utiliser cette dépense, et à l'effet aussi de porter le corps régulier à un nombre qui suffise aux différents services, auxquels il est impossible de pourvoir autrement, le gouvernement désire remplir sans retard les cadres existants.

Il pourrait atteindre ce but en mettant à exécution la loi sur la conscription, qui est sanctionnée depuis longtemps. Cependant plusieurs motifs nous portent à préférer l'enrôlement volontaire. Nous aimons à commencer par cet essai, sauf à avoir recours à l'exécution rigoureuse de la loi, dans le cas où cet essai ne réussirait pas.

Nous sommes informés que dans le département qui est sous votre direction, il existe un certain nombre de sol-

dati qui ont déjà servi dans le corps régulier. Vous êtes autorisés à les rechercher, et à les engager à rentrer au service dans le même corps.

Les personnes auxquelles vous donnerez cette commission s'emploieront également à déterminer des jeunes gens de 20 à 30 ans, non mariés, d'une forte complexion, et d'une taille convenable, à se vouer à ce service. Les vétérans, aussi bien que les nouvelles recrues, s'engagent à servir trois ou quatre ans; et pour faciliter ce recrutement, nous vous autorisons à promettre à chaque recrue la gratification de... piastres. Vous pourrez leur donner l'assurance qu'ils seront habillés à neuf, et qu'ils recevront très-régulièrement la ration et la solde assignées par le règlement. Vous êtes enfin autorisés à promettre à chaque recruteur une gratification analogue au nombre et à la qualité des volontaires qu'il présentera.

Nous vous engageons à nous faire connaître sans retard quel est le résultat auquel nous pouvons nous attendre de la mise à exécution de cette mesure.

A M. l'Amiral Dandolo.

Égine, $\frac{10}{22}$ août 1828.

Ce n'est que depuis peu de jours que je suis de retour à Égine, et que j'ai pris connaissance par extraits des lettres des mois de mars, juin et juillet, adressées par Votre Ex-

cellence à M. Gropius. Ce dernier les a communiquées confidentiellement à M. Tricoupis; mais je ne veux pas me priver de la satisfaction de vous remercier moi-même de toutes les expressions obligeantes dont vous m'honorez à titre d'ancien et sincère ami. C'est à ce titre que je prendrai à mon tour la liberté de m'expliquer directement avec vous, Monsieur le comte, non sur les affaires qui font l'objet de la correspondance semi-officielle qui a lieu par l'entremise de M. Gropius, mais sur le point de vue sous lequel votre équité vous portera sans doute à les envisager.

J'aime à penser, Monsieur le comte, que vous ne jugez pas de la situation actuelle de la Grèce d'après les faits que le gazetier de Smyrne se plaît à inventer, ni d'après les doctrines au moyen desquelles il les commente.

Ce journal est pour moi un document précieux. En temps et lieu il ajoutera aux preuves par lesquelles la vérité, la vérité seule, triomphera des calomnies puisées à une source que je ne nommerai point, bien qu'elle n'ait pu me rester inconnue. Je n'ai pas permis, et je ne permettrai jamais, que le journal officiel grec démontre, par le témoignage des faits incontestables, la fausseté de ceux que le gazetier de Smyrne donne comme authentiques, car ce n'est pas des fabricants ni des partisans de la gazette de Smyrne que la Grèce doit attendre justice. Heureusement pour elle le traité de Londres lui a donné des juges, auprès desquels les diatribes comme les apologies des gazettes sont appréciées à leur juste valeur.

Si vous aviez été sur les lieux, et non à Smyrne, Monsieur le comte, depuis que votre auguste souverain vous a confié le commandement de sa flotte, vous seriez convaincu que le désordre et le brigandage, dont on fait peser la responsabilité sur la nation Grecque, étaient une conséquence nécessaire de l'anarchie qui régnait dans ce pays, et que cette anarchie elle-même était et devait être une conséquence également nécessaire de l'état forcé, dans lequel cette malheureuse nation s'est trouvée depuis le mois de mai de l'année 1821 jusqu'au mois de juillet de l'année dernière.

Cette vérité me semble incontestable. Elle est prouvée par l'histoire de tous les peuples qui ont passé par des crises semblables à celle qu'a éprouvée la Grèce; et elle a pris encore un dernier degré d'évidence par cela que le désordre et le brigandage ont cessé aussitôt qu'un gouvernement s'est établi en Grèce, sinon précisément sous la sauvegarde du droit des gens, au moins sous celle de la bienveillance des Puissances européennes.

Mais entre la cessation du désordre et l'établissement de l'ordre il y a un intervalle immense à franchir, et c'est dans cet intervalle que le gouvernement grec est de toute part accablé de récriminations renouvelées chaque jour, pour d'anciens malheurs qu'il s'efforce de réparer par tous les moyens dont il peut disposer.

Je ne vous fatiguerai pas des détails qui vous donneraient la juste mesure de la pénurie et de l'exiguïté de ses moyens. Vous les apprécierez facilement, et ce n'est

pas vous, Monsieur l'amiral, qui exigerez du gouvernement grec ce qui est impossible.

D'ailleurs ce qui est impossible aujourd'hui ne le sera pas, je l'espère, sous peu de temps, à moins qu'un intérêt contraire à l'existence maritime et commerciale de la Grèce ne se plaise à provoquer, à entretenir, le fléau qui a donné lieu à tant de elameurs, la piraterie.

Je ne conteste pas qu'il y ait encore en Grèce des malheureux qui, pressés par la faim, se laisseraient entraîner à ce crime ; mais je soutiens que ces hommes sont étrangers au pays, en ce qu'ils n'y ont ni foyers, ni propriété.

A mon arrivée en Grèce, ces hommes étaient maîtres des îles de l'Archipel, et maintenant leurs femmes et leurs enfants y trouvent à peine un asile provisoire. Leurs petites nacelles, instruments de leurs brigandages, ont été ou brûlées ou confisquées. D'autres mesures également sévères empêchent que ces hommes ne puissent faire en Grèce les préparatifs de nouveaux crimes, ni y déposer ou écouler les produits de ceux qu'ils auraient préparés ailleurs, en quelque localité qu'ils les eussent commis.

Dans cet état de choses ne peut-on pas soupçonner avec raison que, si des tentatives de piraterie ont encore lieu, cela vient exclusivement de ce que les pirates sont encouragés et favorisés par des spéculateurs étrangers à la Grèce et ses ennemis ?

Quoi qu'il en soit de cette supposition, je ne me fais pas illusion sur la manière imparfaite dont peuvent être exécutées quelques-unes des mesures prises par le gouverne-

ment contre la piraterie. Qu'on jette un coup d'œil sur l'étendue et les sinuosités des côtes qu'il faut surveiller; qu'on ne demande point des hommes chargés de cette surveillance plus qu'on n'a droit d'exiger d'eux; qu'on pense à la nouveauté des règlements et à l'inexpérience des magistrats qui doivent les exécuter, et l'on jugera sans doute avec indulgence les petites irrégularités qui peuvent se rencontrer encore dans notre navigation, et le manque de forme que pourraient aussi présenter parfois les papiers de quelques navires grecs.

J'ose donc vous prier, Monsieur l'amiral, de n'examiner l'affaire relative au navire dont vous nous avez envoyé l'équipage, qu'après avoir accordé quelque attention à ces considérations. Veuillez vous donner la peine de vous occuper vous-même de cette affaire, et alors je ne doute-
rai nullement des décisions que vous prendrez.

J'ignore si vous me ferez l'honneur de répondre à cette longue lettre particulière. Ce n'est pas le chef de l'administration de la république Grecque qui vous écrit; c'est l'homme que vous honorez du titre d'ami, et qui se félicite de ce touchant témoignage de votre bon souvenir. C'est à ce titre, je le répète encore, que j'espère, Monsieur le comte, que vous voudrez bien entretenir avec moi une correspondance toute particulière et amicale. Elle facilitera l'arrangement de beaucoup d'affaires en discussion, et elle me sera bien agréable, puisqu'elle me procurera souvent l'occasion de vous exprimer les sentiments profonds et sincères dont je vous prie d'agréer l'hommage.

A M. l'Amiral Heyden.

Égine, $\frac{12}{24}$ août 1828.

Le brick français qui m'a apporté les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, en date du 20 juillet (1^{er} août) de Poros et du 3 (15) de ce mois devant Modon, repart à l'instant même, et je ne veux pas manquer cette occasion de vous remercier des communications qu'elles renferment.

Si des affaires pressantes ne me retenaient pas ici, je me rapprocherais sans retard de la station devant les places de la Messénie. Je le ferai cependant aussitôt que possible, dans l'espoir de me rencontrer avec Messieurs les ambassadeurs. Il est d'un grand intérêt pour moi de me faire une idée nette de la nature de mes devoirs, et de la manière la moins imparfaite de les remplir. Jusqu'à ce que puisse quitter Égine je compte sur l'obligeance extrême de Votre Excellence pour la prier de ne pas m'oublier.

Je vais monter un service d'avisos entre la résidence du gouvernement et les vaisseaux en station devant les places de la Messénie, à l'effet de rendre notre correspondance facile et prompte.

Le commissariat, aussitôt que vous voudrez, fera la liquidation relative aux différents objets que Votre Excellence a bien voulu céder au gouvernement, et qui proviennent de la corvette prise sur les Turcs. Vous aurez la

bonté d'indiquer quel est l'employé chargé de votre part de cette liquidation.

A M. le Comte de la Ferronays, à Paris.

Égine, $\frac{13}{25}$ août 1828.

Les communications que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence en date du 12 (24) juin et du 22 juillet (3 août) lui donnent la mesure de la reconnaissance avec laquelle je reçois la dépêche du 31 juillet.

M. Féburier ne s'arrête ici que peu d'instant; j'en profite néanmoins pour vous prier, Monsieur le comte, de mettre aux pieds du roi, votre auguste maître, l'hommage des sentiments dont la nation est pénétrée.

Les vues bienfaisantes qui ont motivé le traité de Londres vont enfin s'accomplir. Elles s'accomplissent sous les auspices de l'alliance, et par l'action noble et généreuse des troupes de S. M. T. C.

La Grèce se voit donc au terme de ses longues infortunes, et à la veille de recueillir le fruit des grands sacrifices qu'elle a portés à sa restauration, et elle doit cet immense bienfait à l'intérêt magnanime que daigne lui porter le roi de France.

Qu'il plaise à S. M. de nous conserver tout entière son auguste bienveillance, et que par ses décisions le roi vous donne, Monsieur le comte, l'autorisation de nous

continuer aussi les secours pécuniaires, jusqu'à ce que les arrangements dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir par ma lettre du 12 (24) juin, puissent avoir lieu. J'oserai même vous prier de me faire connaître sous ce rapport une heure plus tôt les intentions du roi.

La demande des secours militaires que j'ai pris la liberté de vous adresser, soit par ma lettre du 12 (24) février, soit par celle du 22 juillet (3 août), demeure pour le moment ajournée par le fait même de l'arrivée de vos troupes. J'aurai néanmoins recours à vos bons offices à cet égard, dès que je connaîtrai plus positivement, d'une part le plan d'opérations que M. le marquis Maison voudra suivre, et que de l'autre j'aurai eu des explications avec LL. EE. les ambassadeurs plénipotentiaires des Puissances alliées.

Ils vont se rendre incessamment dans l'Archipel, et sous peu de jours le gouvernement grec pourra se former une idée nette de la part qu'il pourra prendre à la grande œuvre de la pacification du levant.

Je dicte à la hâte cette lettre, et je vous prie, Monsieur le comte, de la lire avec indulgence.

A. M. l'Amiral Codrington.

Égine, $\frac{14}{26}$ août 1828.

Je ne mets aucun retard à répondre à la lettre que

Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 14 du courant.

J'éprouve un besoin très-vif de vous exprimer, Monsieur l'amiral, la reconnaissance que la Grèce vous doit pour le service que vous venez de lui rendre, à la veille de quitter le commandement que S. M. Britannique vous avait confié dans la Méditerranée.

Il eût été sans doute à désirer que l'évacuation du Péloponèse fût absolue, au moins de la part des Égyptiens. Cependant le résultat obtenu par la persévérante sollicitation de Votre Excellence et de ses collègues est d'une haute importance. De nombreuses victimes de la barbarie égyptienne vont être rendues à leur sol natal, et la délivrance finale des places de la Messénie semble ne devoir plus rencontrer de grands obstacles. Vous avez donc, Monsieur l'amiral, achevé ce que vous avez glorieusement commencé dans la mémorable journée du 20 octobre.

Votre Excellence laisse en Grèce des souvenirs qui ne s'effaceront jamais. Si à l'aide de Dieu la restauration de ce pays repose enfin sur une base solide et immuable, il y restera des preuves de ces souvenirs, qui les feront apprécier par la postérité.

Dans mon particulier je me félicite, Monsieur l'amiral, d'avoir fait votre connaissance personnelle, et je ne saurais assez vous témoigner ma gratitude des sentiments dont vous avez bien voulu m'honorer.

Je remercie Votre Excellence des vœux qu'elle forme pour le succès de la cause à laquelle j'ai donné le peu de

jours qui me restent à vivre. Veuillez protéger toujours cette cause; elle est digne de votre belle âme.

A M. Stratford Canning, à Corfou.

Égine, $\frac{14}{26}$ août 1828.

Je ne laisserai pas partir le brick avec ma réponse d'office, sans vous adresser ces lignes. Elles viennent, mon cher et respectable ami, vous remercier de votre lettre confidentielle du 19 août et de votre bon souvenir. Soyez bien assuré que je vous paie d'un juste et sincère retour. J'aime à espérer que sous peu de jours vous en aurez la preuve.

M. Cartwright est le très-bienvenu ici; les recommandations dont vous l'accompagnez ajoutent sans doute un motif de plus aux égards auxquels il a des titres, à raison de la place qu'il doit occuper.

Accablé, comme je le suis, de détails administratifs, ce n'est que par un tour de force que j'ai pu réexpédier le brick dans les vingt-quatre heures. Aussi je recommande à votre indulgence des réponses dictées à la hâte.

Si, conjointement avec vos collègues, vous êtes décidé de rester à bord de votre frégate, ainsi que M. Cartwright le suppose, Poros est sans contredit préférable à toute autre station; mais si vous désirez être logé, je vous propose Spetzia, où il y a des maisons habitables.

Il me tarde d'avoir le plaisir de vous revoir et de vous serrer la main.

*Circulaire au Panhellénium & aux Com-
missaires extraordinaires.*

Égine, $\frac{14}{26}$ août 1828.

LL. EE. MM. Stratford Canning, comte Guilleminot, et Ribcaupierre, viennent de nous faire l'honneur de nous écrire en date du 1 (13) de ce mois de Corfou, que leurs cours respectives leur ont ordonné de se réunir de nouveau, pour concourir en ce qui peut dépendre d'eux à l'exécution du traité de Londres du 6 juillet.

Ils m'annoncent en même temps que leurs cours leur ont recommandé de se mettre immédiatement en communication avec le gouvernement grec, à l'effet de préparer, par une discussion préalablement suivie avec nous, les éléments dont la combinaison puisse accélérer la pacification de la Grèce, d'après les principes posés par le traité de Londres.

Messieurs les plénipotentiaires vont se rendre à cet effet dans l'Archipel, et les conférences préliminaires, auxquelles ils nous appellent à prendre part, semblent devoir s'ouvrir incessamment.*

* Nous donnerons, sous forme de supplément, l'ensemble des actes de la conférence de Poros.

Nous sommes invités à mettre sous les yeux de la conférence toutes les données statistiques, et toutes les observations qui peuvent placer dans leur jour véritable les différentes questions, qui d'après le traité doivent être résolues sous la médiation des Puissances alliées, au moyen des négociations entre les fondés de pouvoirs grecs et turcs.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que depuis le mois de février nous nous sommes occupés de ces intérêts majeurs, en vous demandant des aperçus statistiques sur le Péloponèse, sur la Grèce continentale et sur les îles. Ce travail que vous nous avez communiqué est déjà transmis aux commissaires extraordinaires, et il leur est enjoint de fournir sur chaque point, avec une fidélité religieuse, tous les détails qu'ils peuvent recueillir.

Comme le temps presse, nous engageons, Messieurs, chacun de vous en particulier, à fournir au gouvernement dans le plus court délai possible les notions qu'il peut avoir sur les questions suivantes :

1°. Dans les parties de la Grèce où la guerre a eu lieu, quelle était, et quelle est actuellement, la proportion entre les habitants grecs et musulmans?

2°. Quelle est la proportion entre les propriétés foncières des Turcs et celle des Grecs dans ces provinces?

3°. Parmi les propriétés turques, quelle est la proportion entre les propriétés du domaine et des institutions pieuses, et celle des particuliers musulmans?

4°. Quel est le nombre des citoyens grecs qui se trouvent sur les lieux dans les provinces susmentionnées, et

combien y en a-t-il qui sont réfugiés dans les îles de l'Archipel et à Calamos ?

5°. A quelle somme peut-on réduire approximativement la valeur des maisons, vergers, oliviers, bétail, etc., détruits par Ibrahim-Pacha après le traité du 6 juillet ?

Les renseignements que je vous demande, Messieurs, doivent fournir matière à des discussions et des décisions d'un immense intérêt pour la patrie. Je me dispense de vous faire observer que ces renseignements, pour être utilisés, doivent être aussi positifs que possible. Il est à souhaiter qu'ils puissent victorieusement soutenir un contrôle quelconque ; la vérité donc, la vérité seule, doit prévaloir sur toute autre considération.

Nous attendons avec impatience le travail que nous demandons à chacun de vous, pour la partie dans laquelle ses connaissances l'appellent à rendre ce service à l'état dans un moment si décisif.

P. S. (*Aux commissaires extraordinaires dans le Péloponèse.*) Nous ajouterons aux informations que vous donne la circulaire ci-jointe, celles de deux autres événements non moins décisifs.

Le premier est la convention signée à Alexandrie. Le second la présence des troupes françaises dans l'état.

Vous voyez, Messieurs, que la Providence bénit tous les jours davantage les vœux que nous formons. Mais plus nous sommes à la veille de les voir exaucés, et plus les devoirs que nous avons à remplir deviennent importants.

Nous ne sommes plus seuls : nos opérations sont jugées par les représentants des Puissances alliées ; une armée étrangère va agir dans la péninsule.

En éclairant les habitants du département qui vous est confié, de la manière d'après laquelle ils doivent justifier par leur conduite tout l'intérêt que portent à notre patrie les Puissances européennes, vous remplirez dans cette circonstance le but que nous nous proposons de vous signaler par les présentes.

Cette conduite doit être conforme à ce que des citoyens libres se doivent à eux-mêmes, et à ce qu'ils doivent en même temps à de généreux auxiliaires, qui viennent mettre un terme à tant de malheurs, et procurer enfin à la Grèce des jours de repos et de sécurité.

Nous ignorons pour le moment où débarquera l'expédition française ; supposant néanmoins que ce sera aux environs des places de la Messénie, nous vous engageons d'en prévenir les habitants du pays, et de prendre d'avance les mesures que vous jugerez nécessaires, afin que les troupes françaises en débarquant aient un accueil qui réponde aux sentiments de reconnaissance dont nous devons être pénétrés.

Nous ne tarderons pas à vous donner des instructions plus particulières, du moment que nous recevrons les communications ultérieures de la part du commandant en chef de l'expédition.

Circulaire au Panhellénium, aux Commissaires extraordinaires, & aux Commandants en chef de l'armée & de la flotte.

Égine, $\frac{14}{26}$ août 1828.

Le ministre secrétaire d'état pour les affaires étrangères de S. M. T. C. nous fait l'honneur de nous adresser, par ordre du roi son souverain, des communications en date du 14 juillet. Nous nous empressons de vous en faire part.

Nous nous félicitons, Messieurs, de vous annoncer que les trois cours unies par le traité de Londres ont résolu d'un consentement unanime de mettre un prompt terme aux longues infortunes de la Grèce, et de contraindre Ibrahim à évacuer le Péloponèse. Elles envoient à cet effet un corps de troupes, qui va nécessairement débarquer dans ce pays.

Les cours d'Angleterre et de Russie ne se trouvant point en position de fournir leur contingent dans cette expédition, le roi de France s'en est chargé seul; et ce sont les troupes françaises auxquelles est réservé de commencer et d'avancer promptement l'œuvre de paix que le traité de Londres a promis à la Grèce et à l'Europe.

Le lieutenant-général marquis Maison a le commandement de cette expédition. Les braves qui l'accom-

pagent vont être sous peu de jours sur la terre que la présence d'Ibrahim a frappée de la plus désolante stérilité. Ils paraîtront, et la Grèce sera délivrée de ce fléau, et bientôt sa fertilité aura réparé une partie de nos malheurs.

Réunissons, Messieurs, nos efforts; après quatre siècles d'esclavage, et huit années de désastres toujours croissants, la patrie sort enfin de ses ruines; chacun de nous dans la sphère de ses devoirs, doit redoubler les preuves des sentiments qui l'animent pour elle. Cette mère commune est sauvée, grâce à la haute sagesse et à la munificence des souverains alliés; mais il faut que par notre conduite nous continuions à lui mériter une bienveillance, sous les auspices de laquelle nous puissions donner à sa restauration une base immuable.

C'est à atteindre ce grand but que nous sommes appelés, Messieurs. Dieu nous en offre l'occasion, et nous en procure les moyens; il ne nous reste plus qu'à remplir cette honorable et sainte vocation. Nous saurons le faire; je ne crains pas de le garantir pour tous.

A M. le Délégué Marulli, à Ancône.

Ègine, $\frac{15}{27}$ août 1828. *

M. Marinoglou m'a rendu compte de l'aimable souvenir que Votre Éminence aime à me conserver, et

des bontés dont elle se plaît à combler les hommes qui ont recours à sa bienveillance pour des intérêts qui concernent la Grèce. Encouragé par tant de preuves d'amitié, j'ose lui recommander aujourd'hui la petite goëlette du capitaine Orloff, qui vient à Ancône chercher des objets dont nous avons besoin.

Ainsi que j'ai eu l'honneur, Monseigneur le délégué, de vous le faire observer dans le temps, les rapports entre Ancône et la Grèce sont nécessaires, et pour peu qu'on les facilite, ils ne manqueront pas d'être d'une utilité réciproque. L'expérience de tous les jours ne fait que le prouver davantage.

M. Marinoglou reçoit la commission de nous pourvoir de subsistances. Les propriétaires des états de S. S. peuvent vendre leurs denrées; et s'ils se contentent de prix équitables, ils en vendront encore, en gagnant beaucoup sur les économies que nous procurent la proximité des lieux et la modicité des frais de transport. C'est un second essai que nous faisons, et nous aimons à préférer le port d'Ancône.

Sous les auspices de la bienveillance qui protège la Grèce, elle espère être au terme de ses malheurs. Votre Éminence partagera nos espérances, et elle contribuera, nous n'en doutons pas, à ce qu'elles s'accomplissent dans la sphère même des relations extérieures et commerciales, dont nous avons pris la liberté de l'entretenir par la présente.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Égine, $\frac{15}{27}$ août 1828.

Je vous ai écrit, mon cher ami, il y a peu de jours. Il se présente aujourd'hui une nouvelle occasion, et j'en profite pour vous dire que je viens de tirer sur MM. Odier et C^e pour la somme de 51,000 francs, dont vous m'avez accredité.

Lorsque M. Marinoglou m'annoncera la réception de cette somme, je ferai accréditer à la banque l'auguste prêteur* et M. Carnot. La banque lui restituera cette somme à échéance, c'est-à-dire à l'expiration de l'année. Il en sera de même de la vôtre.

Les subsides que nous devons à la munificence de LL. MM. le roi de France et l'empereur de Russie, ne nous mettent pas encore en état de nous passer de ces secours additionnels. Le temps viendra, et j'aime à espérer que ce temps approche.

Je laisse pour le moment, entre les mains de M. Odier, les 20,000 francs que m'annonce votre lettre du 21 juillet, et que les bienfaiteurs destinent à l'éducation des enfants pauvres; vous pouvez les assurer que leurs intentions seront remplies avec une religieuse exactitude.

Il m'est impossible de vous entretenir de ce qui a été

* S. M. le roi de Bavière.

fait jusqu'ici pour cette partie vitale de la restauration de la Grèce. A peine ai-je le temps de vous dire que chaque jour il se fait quelque chose de plus. Les résultats cependant, pour être réels et stables, ne peuvent pas être improvisés.

Je vous écris au moment dans lequel je reçois trois nouvelles d'une haute importance. Vous connaissez celle de l'expédition française qui va débarquer en Grèce. Vous apprendrez avec plaisir que le 9 de ce mois, Méhémet-Ali a signé une espèce de convention avec l'amiral Codrington, par laquelle il s'engage de mettre en liberté tous les Grecs qu'il tient en esclavage à Alexandrie, et d'ordonner à son fils de se retirer des places de la Messénie. Enfin les ambassadeurs plénipotentiaires des cours alliées vont arriver dans l'Archipel, pour préparer les voies à l'accomplissement de l'œuvre de paix dont ils sont chargés. Je les attendrai à Poros dans huit ou dix jours.

Dans cet état de choses, je vous engage d'ajourner jusqu'à nouvel ordre toute conclusion quelconque sur l'affaire majeure des capitulations, contenue dans ma lettre du 12 (24) juin, qui doit vous être arrivée par la voie de Paris.

*A M. le Capitaine Mandesley, Président
à Calamos.*

Égine, $\frac{16}{28}$ août 1828.

S. E. le lord haut-commissaire dans les îles Ionien-
nes m'a fait l'honneur de m'écrire en dernier lieu, que
s'étant chargé de pourvoir aux besoins des pauvres
parmi les réfugiés dans l'île de Calamos, il ne se
croyait pas autorisé à permettre qu'on leur distribuât
la somme de 25,260 piastres, que j'ai pris la liberté
de déposer entre vos mains le 3 (15) juillet, lorsque
j'ai eu l'honneur de vous voir à Calamos.

Il ne m'appartient que de respecter les motifs qui
portent S. E. à donner cette décision, quels que soient
les regrets qu'elle me fait éprouver. Je vous prie par
conséquent de vouloir bien ordonner qu'on remette à
la personne qui sera munie de la présente, et qui sera
en même temps accompagnée d'une lettre de M. Spa-
niolakis, la somme en question. Je vous fais mes ex-
cuses de cette nouvelle importunité.

A M. le Général Church.

Égine, $\frac{17}{29}$ août 1828.

Quoique les dépêches que vous recevez aujourd'hui vous expliquent assez les motifs qui placent le gouvernement dans la nécessité de surseoir pour le moment à toute opération militaire, j'ai aimé à vous entretenir encore sur cette grave matière par la présente lettre particulière.

Les troupes françaises arrivent en Grèce, du consentement de l'Angleterre et de la Russie. 18,000 hommes sont destinés à cette expédition. 6,000 devaient partir le 15 du courant de Toulon ; les autres les suivront de près et selon les occurrences. Cette expédition a pour but de délivrer la Grèce de la présence de l'ennemi.

Les ambassadeurs des trois cours alliées m'ont écrit de Corfou, par ordre de leurs souverains, qu'ils vont arriver à Poros, à l'effet de conférer avec moi sur les moyens de mettre à exécution le traité de Londres. Ibrahim va quitter le Péloponèse, par suite d'une convention signée à Alexandrie le 9 du courant entre Méhémet-Ali et l'amiral Codrington. La France et la Russie nous continuent leurs subsides. L'Angleterre, dit-on, ne nous en refusera pas. Le comte Bulgari, agent de Russie, va arriver en Grèce. M. Cartwright y est déjà, mais jusqu'ici sans caractère officiel.

Toutes les communications dont les cabinets m'honorent, et les faits que je viens de vous retracer, me prouvent deux choses : la première, que la conduite qu'a suivie le gouvernement depuis le mois de janvier jusqu'ici, a mérité la pleine approbation des cabinets alliés, et qu'elle leur inspire quelque confiance en sa faveur; la seconde, qu'il n'est pas en mon pouvoir de m'écarter pour aucune raison au monde d'une conduite qui a valu tant de bienfaits à ce pays.

En partant de là, vous sentez bien, mon cher général, que désormais le gouvernement ne peut pas se décider sur un plan de campagne quelconque, sans connaître d'avance d'une part le plan que le marquis Maison se propose d'exécuter, et sans recueillir de l'autre, sur l'ensemble et le but des opérations militaires, l'opinion des ambassadeurs des cours alliées. Je ne renonce pas à l'espoir d'être sous peu de jours dans le cas de vous dire quelle est la part qu'il vous est réservé de prendre à l'œuvre de bien qu'il s'agira d'exécuter.

On prétend néanmoins m'assurer que tout ce qui se fait, ou tout ce qui ne se fait pas, vous déplaît si fort, que votre philhellénisme ne vous prête plus de forces pour soutenir le service de la Grèce, à laquelle vous étiez disposé à vouer votre épée. On me dit que vous ne vous gênez plus, et que vous entretenez vos alentours, c'est-à-dire des hommes qui sont au service de la Grèce et que paie le gouvernement grec, du grand malheur qu'à ce pays d'être gouverné par un homme qui est la Russie

en personne, et qui forge des chaînes russes, pour assevir à jamais la nation qui lui a confié ses destinées.

Je vois d'ailleurs par le désordre qui continue à caractériser l'administration de l'armée, par les prétentions ridicules de quelques-uns de ses chefs, et par l'appui qu'ils trouvent dans votre assentiment, je vois, dis-je, un fait qui me porterait à croire qu'il y a quelque chose de vraisemblable dans tout ce que je viens de vous dire, en faisant preuve comme de coutume de loyauté et de franchise.

S'il en était ainsi, vous auriez un grand tort de ne pas avoir choisi la voie directe, et celle qui mène au but. Vous auriez dû, ou vous expliquer de vive voix avec moi, lorsque j'ai eu l'honneur de vous voir à Candili, ou m'en écrire.

Si le personnel du gouvernement ou son système n'étaient pas en harmonie avec vos opinions ou votre conscience, il n'y aurait que de deux choses l'une : ou faire changer ce personnel et ce système, ou quitter un service dont on réproouve les conditions. Toute autre marche serait peu conforme aux nobles sentiments qui vous caractérisent. Telle est ma conviction à cet égard, et je n'hésite pas à rejeter comme fabuleuses toutes les communications qui me parviennent sur les paroles inconsiderées qu'on fait circuler dans votre quartier-général.

Cependant ce dont je vous prie, c'est de donner forte assistance à M. Spaniolakis, et de tenir la main à ce que

les arrangements dont nous étions convenus soient strictement exécutés. Si la Grèce reçoit des secours pécuniaires, son gouvernement ne peut et ne doit les employer que de manière à pouvoir en rendre compte. Cette condition est de rigueur, et il faut de toute nécessité l'admettre sans restriction ni exception.

Il me reste à vous dire un mot sur l'expédition pour le golfe Ambracique. Si après avoir recueilli l'opinion des différents chefs, vous jugez qu'elle peut avoir lieu, dans ce cas que la bénédiction du Seigneur l'accompagne. Dans le cas contraire il vaut mieux surseoir pour peu de jours, et jusqu'à ce que nous sachions au juste quelles sont les forces additionnelles qu'on pourra donner à l'armée de la Grèce occidentale.

Je finis cette longue lettre en vous priant de n'y trouver qu'une nouvelle preuve de l'opinion que j'ai de vos principes et de votre caractère.

A. M. M. Petrocchinos.

Égine, $\frac{18}{30}$ août 1828.

Je réponds à la lettre que vous m'avez adressée en date du 9 du courant, et je suis bien aise d'apprendre que vos compatriotes de Chios sont effectivement disposés à payer un peu leur dette envers les nombreuses victimes de Chios, qui se trouvent aujourd'hui

ou sans foyers ou dans des foyers que les sentiments de religion et d'honneur ne nous permettent pas d'avouer.

Ainsi que je vous l'ai dit, je vous réitère l'assurance que je suis prêt à m'associer avec vous et avec vos compatriotes, afin de procurer à ces malheureuses familles non-seulement un asile momentané, mais une existence nationale et chrétienne. .

Pour vous énoncer, ainsi que vous paraissez le désirer, ce que je puis faire à cet égard, je dois avant tout connaître : 1°, quel peut être le nombre des familles qu'il s'agirait d'établir ; 2°, quelle serait l'étendue des terres qu'il faudrait leur accorder ; 3°, à combien se monterait la somme qui serait nécessaire pour les établir et leur fournir quelques avances ; 4°, quelle est la part que vous et vos compatriotes prendriez à ces déboursés. Il est inutile de vous répéter que les fonds que vous placeriez dans cette œuvre de bien ne seraient pas perdus. Vous ne feriez que les prêter aux familles en question, et elles vous les rendraient en temps et lieu, même avec un intérêt équitable.

Ce n'est pas la première fois que j'ai exprimé d'une manière claire et positive ces idées et mes intentions à ce sujet. Je doute que ce soit avec plus d'utilité que je les répète encore. Je les répète cependant, parce que je me serai ainsi acquitté de mon devoir, et si ce doit être sans fruit, la responsabilité ne pèsera pas sur moi.

D'après le même principe, je vous parlerai aussi des affaires extrêmement fâcheuses qui se rattachent à l'administration de la démogérontie et des différentes commissions de Chios. L'une et les autres doivent des paiements de diverses catégories à des négociants, à des marins, à des soldats, et enfin au gouvernement. Elles prétendent rejeter cette dette sur la nation Grecque, c'est-à-dire sur le trésor. Pour établir ce fait en principe, la démogérontie de Chios s'est laissé mettre en prison, et se fera peut-être dépouiller du peu qu'elle possède, plutôt que de se reconnaître solvable des dettes qu'elle a contractées, ou comptable des sommes qu'elle a administrées. Si c'est un calcul, il est faux, parce qu'aucun pouvoir ne me forcera d'admettre le principe que les dettes de la démogérontie et des commissions de Chios sont nationales.

Ce que le devoir exigerait de ma part, ce serait d'ouvrir une enquête sur l'administration des sommes que la démogérontie et les commissions de Chios ont reçues, et qu'elles prétendent avoir toutes dépensées pour l'expédition. Cette enquête ferait connaître personnellement ceux parmi les agents des affaires de Chios, qui seraient véritablement reconnus responsables et par conséquent tenus à payer leurs créanciers. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les livres que la démogérontie a présentés, pour se convaincre qu'en peu de jours on trouverait aisément de quoi payer les créanciers qui accablent le gouvernement de leurs demandes.

Si vos compatriotes tiennent à honneur de ne pas provoquer une enquête, dont les conséquences leur sraient funestes et pour le présent et pour l'avcnir, ils n'ont qu'à se concerter ensemble, nommer collectivement un ou deux commissaires de leur part, et engager le gouvernement à porter les créanciers à en faire autant.

Ces commissaires arbitres, présidés par un commissaire que le gouvernement lui-même nommerait, procéderaient à un arrangement définitif; et vos compatriotes, en se chargeant respectivement de rendre ce qu'ils ont cru pouvoir encaisser pour s'indemniser des frais de l'administration, ou même des sacrifices qu'ils ont portés à une cause qui n'a pas eu de succès, sortiraient hcurcusement et avec honneur d'une situation qui, je le répète, est ou peut devenir très-fatale pour eux.

J'entre dans tous ces détails, Monsieur, avec vous, et je crois vous donner ainsi la mesure de l'intérêt très-sincère que m'inspirent vos compatriotes. Je leur offre un moyen de salut; il dépend d'eux d'en profiter. Veuillez leur faire connaître la teneur des présentes, et les prévenir en même temps que M. le commissaire extraordinaire en est informé. Ils trouveront dans sa coopération confidentielle et amicale toute l'assistance possible.

A M. le Vice-Amiral Malcolm.

Égine, $\frac{19}{31}$ août 1828.

Monsieur l'amiral, Je m'empresse de remercier Votre Excellence des lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 26 et du 27 courant. Elles m'apportent les gages anticipés des bienfaits que, dans ce moment décisif, la Grèce obtiendra de la coopération bienveillante de Votre Excellence et de ses collègues. C'est donc sous des auspices très-heureux pour nous, que vous prenez, Monsieur l'amiral, le commandement que votre auguste souverain vous a confié.

La retraite des Égyptiens hors du Péloponèse, l'arrivée des troupes étrangères que les Puissances alliées destinent à la délivrance complète de ce pays, la présence enfin dans l'Archipel des représentants des trois cours alliées, sont des événements majeurs que la Grèce appelait de tous ses vœux, et qui lui font espérer qu'elle touche désormais au terme de ses longues infortunes.

J'attache un si grand prix à faire la connaissance personnelle de Votre Excellence, et à lui prouver que le gouvernement grec considère comme le premier de ses devoirs de justifier la confiance dont l'honorent les augustes souverains bienfaiteurs de la Grèce, que je ferai tout ce qui pourra dépendre de moi pour arriver une

heure plus tôt dans les parages de la Messénie, afin de me rencontrer avec vous, Monsieur l'amiral.

A M. l'Amiral de Rigny.

Égine, $\frac{19}{31}$ août 1827.

J'ai l'honneur de remercier Votre Excellence de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire en date du 27 de ce mois. Le brick qui en était le porteur retourne immédiatement à sa station, et j'en profite pour vous annoncer, Monsieur l'amiral, que moi-même je compte le suivre de près, en m'embarquant au plus tard après-demain dans la journée. Il me tarde de voir de mes yeux le résultat des longues peines que Votre Excellence s'est données, conjointement avec ses collègues, pour délivrer le Péloponèse de la présence d'Ibrahim. Je suis non moins impatient de me trouver à la portée de M. le marquis Maison, et de faire la connaissance personnelle de M. l'amiral Malcolm.

M. le baron de Saint-Denis a reçu la communication de la lettre à laquelle je réponds.

*Au révérend Père Théophile Caïris, à
Andros.*

Égine, $\frac{20 \text{ août}}{1 \text{ septembre}}$ 1828.

J'ignore vos progrès dans l'œuvre de bien dont vous vous occupez, et il m'importe beaucoup de les connaître. Veuillez m'en informer, et me donner des éclaircissements positifs sur les questions suivantes.

1°. Si votre établissement est destiné aux jeunes filles, ou si à peu de frais on pourrait leur en procurer un à Andros.

2°. Si à côté des garçons, à l'éducation desquels vous vouez vos soins paternels, le gouvernement pourrait en placer d'autres à ses frais, et sous votre surveillance; dites-moi quel en pourrait être le nombre.

3°. Ce que coûtent, ou ce que peuvent coûter au total, la nourriture, l'habillement et l'éducation de dix enfants dans votre établissement.

A la Commission d'Administration générale.

A bord de l'Hélène, devant Calamata, $\frac{27 \text{ août}}{8 \text{ septembre}}$ 1828.

Le projet de règlement ci-joint a pour but d'organiser avec quelque régularité et promptitude la corres-

pondance entre le gouvernement et les commissaires extraordinaires, ainsi que les généraux qui commandent les différents corps d'armée. J'ai désiré en même temps offrir quelques facilités à la correspondance particulière, et faire ainsi un premier essai sur la possibilité d'instituer plus tard un service de poste.

C'est M. A. Mavrocordatos qui a bien voulu le premier me donner ses idées sur cette organisation. Son projet a été communiqué au Panhellénium, et M. le secrétaire d'état vient de porter à la sanction du gouvernement le projet que je vous accompagne.

Je n'ai pas sous les yeux la communication du Panhellénium, et j'ignore quelles sont les observations qu'il peut avoir faites sur le projet qui lui a été transmis. Ce que je sais, c'est que la sanction du règlement dont il s'agit, et tel qu'il est rédigé, ne saurait avoir lieu sans de graves inconvénients. Je vais les résumer.

Le premier serait d'accréditer l'opinion que, quoique provisoire, la résidence du gouvernement à Égine y demeurerait permanente, au moins pour quelque temps. Or nous sommes éloignés de vouloir accréditer une opinion semblable.

Le second inconvénient est celui de concentrer l'administration et le service des postes, en ce qui concerne la correspondance particulière, d'abord entre les mains d'un employé de la secrétairerie d'état, et en second lieu entre les mains des secrétaires des commissaires extraordinaires.

Quoique peu avancés dans la carrière d'une administration régulière, les employés dans différentes branches de la police semblent avoir considéré comme un de leurs devoirs d'ouvrir souvent les lettres qui tombent entre leurs mains. Ce reproche a été fait au gouvernement grec bien longtemps avant mon arrivée en ce pays; et c'est avec une indignation et une douleur inexprimables que j'ai appris qu'un pareil reproche pourrait lui être fait encore. Je ne sais pas avoir jamais autorisé aucun employé à se permettre la violation du secret des lettres, et j'aime à espérer que ceux qui peuvent avoir pensé de faire preuve de zèle en se la permettant, n'oseront plus contrevenir ainsi aux intentions de leur gouvernement.

Il ne suffit pas cependant d'avoir des intentions pures et de les faire mettre en pratique; il faut aussi qu'aucune mesure arrêtée par le gouvernement ne porte le public à croire le contraire. Or en faisant arriver à la secrétairerie d'état, comme chez les secrétaires des commissaires extraordinaires, toute la correspondance des particuliers, ne serait-ce pas faire croire que nulle lettre n'est à l'abri de la perustration et de la censure du gouvernement?

Le troisième inconvénient, c'est de donner, par le règlement dont il s'agit, une organisation complète à ce service, tandis qu'il ne conviendrait peut-être que d'en faire un premier essai.

C'est en partant de ces considérations générales que

je prie la commission d'examiner le règlement que je lui transmets, et de me proposer les amendements qu'elle jugera convenables.

Quant à moi je pense que la direction de la poste aux lettres devrait être confiée à un employé *ad hoc*, sous le titre de directeur des postes; et la commission contribuerait utilement à ce choix, si elle voulait me proposer une double-ou triple liste de candidats.

Le règlement devrait être essentiellement destiné pour le service de la correspondance officielle, et on énoncerait dans le préambule qu'il serait permis aux particuliers de profiter de cette institution.

Le tarif des lettres serait très-modéré, ainsi qu'il est proposé dans le règlement. Les receveurs en seraient responsables au directeur des postes, et celui-ci au gouvernement.

Le décret qui instituerait le service des postes serait très-court. Il ne renfermerait que les dispositions dont le public devrait être informé. Les autres détails administratifs formeraient la matière des instructions dont serait muni le directeur.

A la Commission d'Administration générale.

A bord de l'Hélène, devant Calamata, $\frac{27 \text{ août}}{8 \text{ septembre}}$ 1828.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que depuis le mois

de mars je me suis adressé aux jurisconsultes qui sont au nombre de vos collègues, pour les engager à me communiquer leurs idées sur l'organisation provisoire de l'ordre judiciaire.

Ce n'est que depuis peu de jours que j'ai reçu les deux projets ci-joints. L'un est de M. Génatas, l'autre de MM. Soutzos et Clonarès. J'ai pris en considération l'un et l'autre, et ne me croyant pas en mesures de juger les dispositions qu'ils renferment, je n'ose pas les transmettre au Panhellénium, et lui demander son opinion, afin de revêtir de la sanction du gouvernement l'un ou l'autre des deux projets.

La matière est très-grave, et pour en juger, il faut avoir sur les lieux, les hommes et les intérêts, des connaissances que je n'ai pas, et qu'en peu de temps aucun magistrat ne pourrait avoir en pleine conscience.

Avec des idées générales en fait de législation civile ou criminelle, et ayant sous les yeux les codes et les règlements existant en d'autres pays civilisés, rien n'est plus facile que de faire une ordonnance qui organise l'ordre judiciaire; mais ce n'est pas là la question qui m'occupe.

Il s'agit, dans l'état où se trouvent les différents départements de la Grèce, de procurer aux habitants respectifs, les garanties que l'ordre judiciaire seul peut leur assurer; et à cet effet il est de toute nécessité d'instituer dans chaque département la branche du pouvoir judiciaire qui lui est le plus indispensable.

Pour satisfaire à ce besoin pressant, et pour procurer en même temps au gouvernement les notions qui sont les plus nécessaires, afin d'organiser le pouvoir judiciaire un peu plus tard, je vous propose, Messieurs, de prendre en considération les propositions suivantes.

1°. Il serait envoyé dans chaque département un juge, qui gèrerait dans la province centrale les fonctions de juge de paix, de président du tribunal de première instance civile, et de juge criminel.

Les deux assesseurs qu'il aurait, comme juge de première instance, seraient choisis par les parties, et les deux assesseurs qu'il aurait comme juge criminel, le seraient par le gouvernement.

Ce juge, selon les instructions dont il serait muni, instituerait dans les différentes villes et bourgs du département, des juges de paix et des juges instructeurs, qu'il proposerait à l'approbation du gouvernement. Il adresserait enfin au gouvernement un rapport sur le mode d'après lequel la justice devrait être organisée dans tout le département.

2°. Il serait institué une haute cour de justice composée de neuf membres. Cette cour se partagerait en deux sections : l'une serait le tribunal d'appel pour les affaires civiles, elle serait de cinq membres ; l'autre section composerait le tribunal d'appel criminel, et serait également de cinq membres, en prenant chaque fois un membre sur la section du tribunal d'appel.

3°. En organisant le ministère de la justice, on instituerait aussi un tribunal de révision ou de cassation.

Ce n'est pas sans une extrême défiance que je vous communique ces idées. Il vous appartient de les prendre en mûre délibération, et de proposer dans le plus court délai le projet d'ordonnance que le gouvernement pourrait communiquer au Panhellénium, et sanctionner ensuite.

*A MM. les Amiraux des Puissances
alliées.*

A bord de l'Hélène, devant Péralidi, $\frac{28 \text{ août}}{9 \text{ septembre}}$ 1828.

L'antinavarque Sactouris vient de me communiquer la lettre ci-jointe, dont je m'empresse de mettre sous les yeux de Votre Excellence un extrait.* Sans répondre de l'authenticité du fait, j'ose espérer cependant que votre bienveillante sollicitude vous portera, Monsieur l'amiral, à faire prendre les mesures de précaution que vous jugerez les plus convenables. Permettez-moi de joindre ici la liste des Grecs les plus marquants qu'Ibrahim retient prisonniers, et qu'il s'est engagé à mettre en liberté au moment de son départ.

* Les Arabes se proposaient de ne pas rendre les esclaves, mais de les faire partir clandestinement.

A M. l'Amiral Heyden.

Pétalidi, $\frac{31 \text{ août}}{12 \text{ septembre}}$ 1828.

Sactouris revient à sa station, et je profite de cette occasion pour remercier Votre Excellence des communications qu'elle a bien voulu me transmettre en date du 27 et du 29 de ce mois.

Je partage les vœux que vous formez, Monsieur le comte, de nous savoir quittes des conférences, et surtout d'apprendre que les places de la Messénie ne renferment plus que les 1,200 Égyptiens que la convention d'Alexandrie y laisse.

Le général Maison que j'ai vu tous ces jours, ne contrariera pas, pour autant qu'il peut dépendre de lui, les ménagements que vos collègues ont jugé convenable d'avoir à l'égard d'Ibrahim. Je dis autant qu'il peut dépendre de lui, parce qu'il lui est impossible de camper plus longtemps à Pétalidi. Ses soldats sont exposés à l'action du soleil et des nuits très-humides, dans un terrain marécageux. Il aura bientôt beaucoup de malades, et il ne saura où les placer ni comment les soigner. Il doit donc de toute nécessité les placer ailleurs, et ce serait absurde de prétendre de lui faire chercher un asile à Calamata ou autre part, tandis qu'il a débarqué dans le Péloponèse pour faire sortir les Égyptiens et les Turcs des places de la Messénie.

Quand même Ibrahim ferait l'injure aux amiraux des Puissances alliées de les croire capables de manquer à leur parole, parce que les Français s'avancent vers les places qu'il doit quitter, faut-il par de nouvelles temporisations que les amiraux eux-mêmes lui donnent de nouvelles garanties de la fidélité avec laquelle ils rempliront leur engagement?

Je vous demande pardon, Monsieur l'amiral, de cette observation. Elle est dictée par un sentiment qu'il n'est pas en mon pouvoir de vous dissimuler. Je me trompe peut-être, mais je ne vois dans tout ce qui arrive à Navarin, qu'un concours de circonstances, qui semble fait exprès pour retarder l'accomplissement de l'œuvre de bien, qui est dans les desseins de la Providence, et qui n'est cependant pas dans les petites combinaisons de certains esprits.

J'ignore si M. Canning vous a fait lire, comme il m'a fait lire, le fameux protocole de Londres qui a trait à l'expédition française. Il en sera, j'espère, de cet acte comme de tous ceux qui sortent de la même fabrique. Les dispositions qu'ils renferment, et dont les résultats sont conformes à la justice, s'exécutent; mais celles qui ont un but contraire demeurent comme non avenues.

En partant de cette conviction, j'augure favorablement pour les intérêts de ce malheureux pays, de tous les événements qui ont eu lieu, depuis que Votre Excellence a quitté Poros et Égine. J'en augure encore plus favorablement, vous voyant disposé de soutenir par la

coopération de l'escadre de S. M. I. les mouvements de l'armée française, qui auraient pour but l'exécution du traité de Londres. Si telle est cependant votre intention, veuillez arriver aussi à Poros, où la diplomatie se rend et où je vais la suivre dans la journée.

Quelque peu encourageants que soient les premiers entretiens que j'ai eus sur cette question, avec LL. EE. les représentants, je ne renonce cependant pas à l'espoir de les porter à se prononcer d'une manière positive sur ce qu'il nous restera à faire, une fois que les places du Péloponèse seront délivrées de la présence des Turcs.

Jusque-là veuillez avoir la bonté de me dire s'il est de l'intention de vos collègues de faire continuer le blocus maritime, tel qu'il existe actuellement, et si les vaisseaux grecs qui sont en croisière doivent y rester ou non.

Ce n'est pas d'office que j'ose vous adresser cette prière. Je désire seulement connaître confidentiellement votre opinion, et pressentir, s'il se peut, par votre obligeante entremise celle de MM. les amiraux Malcolm et de Rigny.

Je suis accablé de plaintes de la part de beaucoup de familles, lesquelles apprennent avec douleur que leurs fils et leurs filles s'embarquent dans les vaisseaux qui vont mettre à la voile pour Alexandrie. On en porte le nombre à une couple de milliers. Je vous supplie très-instamment, Monsieur le comte, de déployer à cette occasion toute votre autorité, afin qu'un semblable scandale n'ait pas lieu. Ces plaintes ne resteront pas en

Grèce, les gazettes en feront leur profit, et nous serons obligés de faire des apologies qui ne persuaderont personne.

J'espérais aller vous voir à Navarin, et vous épargner l'ennui de lire cette longue lettre; mais Messieurs les ambassadeurs étant déjà partis, je dois me rendre à mon poste par la ligne la plus droite. D'autre part mon arrivée à Navarin aurait déplu à Ibrahim, et ce n'est pas moi qui donnerai à ce personnage un nouveau motif de mécontentement.

Je finis en vous réitérant, Monsieur l'amiral, l'expression de tous mes hommages.

A M. le Général Maison.

Pétalidi, $\frac{31 \text{ août}}{12 \text{ septembre}}$ 1828.

J'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence la copie des instructions, dont seront munis les commissaires grecs. Vous en avez pris connaissance hier, Monsieur le général, dans l'entretien que j'ai eu avec vous, et vous n'y avez fait aucune observation. Messieurs les ambassadeurs, auxquels je les ai communiquées confidentiellement, m'ont semblé également les trouver conformes à leur manière d'envisager les différents points auxquels elles se rapportent. Il ne me reste plus qu'à faire des vœux sincères pour que vous accélériez une

heure plus tôt l'accomplissement de l'œuvre de bien dont vous êtes chargé.*

A M. le Général Maison.

Pétalidi, $\frac{31 \text{ août}}{12 \text{ septembre}}$ 1828.

Les commissaires que j'ai eu l'honneur de vous présenter hier, n'ont reçu jusqu'ici d'autres instructions

** Instructions aux commissaires du gouvernement.*

S. E. le lieutenant-général marquis Maison, commandant en chef les troupes françaises en Grèce, a bien voulu convenir avec nous des points suivants :

1°. Les garnisons turques qui occupent encore les places de la Messénie et Patras, vont être sous peu contraintes à capituler par la présence des troupes de S. M. T. C.

Tout ce qui concerne les opérations militaires et les arrangements qui pourront en résulter, demeurent hors de votre portée. Les capitulations se feront d'une part par vous, Messieurs, en qualité de commissaires du gouvernement, et de l'autre par les commissaires que les dites garnisons destineront.

Si les Turcs préfèrent capituler avec des commissaires de l'armée française, vous ne seriez qu'y assister, en prenant part confidentiellement aux négociations, et en donnant suite à vos directions, pour autant que vous en seriez requis.

2°. Soit que vous traitiez directement avec les commissaires turcs, soit que les commissaires français veuillent bien vous consulter, vous êtes autorisés à accorder de la part du gouvernement aux garnisons des forteresses les avantages et les garanties qui pourraient accélérer la reddition pacifique et heureuse des places susmentionnées.

Elle sera pacifique et heureuse, cette reddition, si le blocus par terre ne se prolonge pas au delà de peu de jours, et si la force des armes ne

que celles qui sont relatives au service de l'armée. Pour ce qui est des instructions que je me suis empressé de vous transmettre en copie, elles ne sont qu'un projet, sur la rédaction duquel je suis bien aise de connaître les observations que vous voulez bien me communiquer par

doit pas enfin être employée pour délivrer une heure plus tôt le pays des calamités qui l'accablent.

3°. Les garnisons des forteresses sont censées être composées : des Turcs qui ont fait un long domicile dans le pays, et y possédant des propriétés; des soldats musulmans, étrangers au pays, et de 1,200 Égyptiens que la convention du 9 août laisse encore dans ces places. Il peut y avoir enfin des familles musulmaes, lesquelles par une suite de la guerre s'y sont réfugiées.

Les avantages que le gouvernement grec peut accorder à tous consistent à les faire transporter libres, où bon leur semble, en leur permettant d'emporter avec eux leurs propriétés mobilières.

Quant aux garanties que demanderaient les Turcs de la première catégorie, et qui préféreraient demeurer dans le pays, vous leur en offrirez par écrit une qui les embrasse toutes, elle sera énoncée en ces termes :

« Les musulmans qui restent par une suite de la présente capitulation dans la ville de . . . , y demeureront sous la sauvegarde du gouvernement grec et sous les auspices des Puissances alliées, jusqu'à ce que tout ce qui les concerne, relativement aux demandes qu'ils pourront articuler, soit réglé définitivement par les transactions qui assureront le sort de la Grèce. »

4°. Aucun de ces avantages ou de ces garanties ne sera accordé aux garnisons musulmanes, si elles persévèrent à vouloir être forcées ou par la famine ou par la puissance des armes.

Si le commandant en chef jugeait convenable, en arrivant avec ses troupes devant les places, de faire aux garnisons une sommation, elle pourrait contenir la substance des articles ci-dessus énoncés.

5°. Vous prendrez note de tous les objets de guerre, artillerie, munitions, vivres, etc. Il est entendu que le général en chef en aura la pleine et entière disposition pour achever l'œuvre de bien dont il est chargé.

6°. Vous rendrez compte au gouvernement de la convention que vous aurez signée, afin d'en obtenir la sanction.

votre lettre d'aujourd'hui. Je vais les prendre en considération, avec le désir le plus sincère de les mettre en parfaite harmonie avec les ordres dont doivent être nécessairement munis les fondés de pouvoirs du gouvernement grec, une fois que leur intervention est admise.

Si Votre Excellence a l'occasion et le motif d'envoyer à Poros un officier de son état-major, nous conviendrons sans difficulté avec lui de la rédaction définitive de ces instructions.

Ce dont je puis, en attendant, vous assurer, Monsieur le général, c'est qu'il n'est nullement dans mon intention de gêner d'aucune manière quelconque les opérations militaires dont vous êtes chargé. Tout au contraire, j'ai cru en faciliter l'accomplissement, en mettant à votre portée des agents du gouvernement grec, qui au besoin contracteraient en son nom des obligations que lui seul doit remplir.

A M. le Baron de Saint-Denis.

Poros, $\frac{6}{18}$ septembre 1828.

Je joins ici une lettre que vous adresse en réponse M. l'ambassadeur comte Guilleminot. S. E. vous dira, j'espère, mieux que je ne saurais le faire moi-même, quel est le parti qu'elle prendra conjointement avec ses collègues.

Jusqu'ici ils semblent vouloir essayer du séjour de Poros. Si cet essai ne réussit pas, ils chercheront ailleurs une autre station, et je ne manquerai pas de vous en informer.

Quant à la restitution des prisonniers égyptiens, le commissaire extraordinaire des Sporades occidentales reçoit l'ordre de mettre à votre disposition, ainsi qu'à la disposition de M. Cartwright, tous ceux qui se trouvent à Égine.

Si les bâtiments qui doivent retourner à Alexandrie passent par Poros, on remettra de même ceux qui sont ici; nous nous arrêterons là, en attendant qu'on assemble d'une part à Nauplie ceux qui peuvent se trouver encore dans le Péloponèse, et que de l'autre Méhémet-Ali remplisse, s'il le peut, de bonne foi les engagements qu'ils a contractés envers l'amiral Codrington.

Je vous envoie la présente par exprès, pour que le capitaine Comber n'ait pas à prolonger son séjour à Égine.

Au Panhellenium.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

Depuis avant-hier je suis de retour ici de la tournée que je viens de faire jusqu'à Calamata.

Il me tardait, Messieurs, de vous faire les communications que je vous adresse aujourd'hui. Elles vous prou-

veront encore que le Seigneur dans sa miséricorde bénit nos vœux, et que chaque jour nous apporte la preuve qu'ils ne tarderont pas à s'accomplir, grâce à la justice éclairée et à la bienveillance chrétienne qui caractérisent la politique des augustes signataires du traité de Londres.

C'est en leur nom que l'expédition des troupes françaises, confiée au commandement de M. le lieutenant-général marquis Maison, va accélérer l'œuvre de paix qui fait l'objet de leur sollicitude et celui de toutes nos espérances.

Je me suis arrêté devant Pétalidi, où campait M. le général Maison. Là vinrent jeter l'ancre les frégates la Junon, où était embarqué S. E. M. le comte Guillemillot, ambassadeur de S. M. T. C., la Dryade qui avait à son bord S. E. M. Stratford Canning, ambassadeur de S. M. Britannique, et le Constantin où était S. E. M. de Ribeaupierre, envoyé extraordinaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies.

C'est dans ces parages que la Grèce a reçu, par les honneurs rendus à son pavillon et à son gouvernement, de nouveaux gages de l'avenir que lui promettent les travaux dont les représentants des trois cours vont s'occuper à Poros.

Le lendemain de notre arrivée dans cette île, nous avons en effet reçu la première communication de leur part, par laquelle ils nous invitent à mettre sous leurs yeux les notions statistiques que vous avez été, Messieurs, appelés à puiser aux sources les plus authenti-

tiques. Je vous les demande encore, en vous priant d'accélérer votre travail autant que possible.

Le vaisseau de ligne de S. M. l'empereur de Russie, l'Ézéchiél, vient d'arriver à Poros, ayant à son bord M. le comte Bulgari, conseiller d'état et chambellan de S. M. I. M. le comte Bulgari nous a remis une lettre de la part du vice-chancelier comte de Nesselrode, qui l'accrédite au nom de S. M. I. auprès du gouvernement grec, à l'effet d'établir entre la Russie et la Grèce les relations qui résultent du traité de Londres.

Je suis heureux de pouvoir ajouter que les informations les plus certaines m'autorisent à vous annoncer que sous peu nous verrons arriver au milieu de nous l'agent qui, au nom de S. M. Britannique, sera également accrédité auprès du gouvernement.

Justifions, Messieurs, par le résultat de nos efforts, l'intérêt bienveillant dont les Puissances alliées honorent la Grèce.

A M. le Comte de Hoogendorp, à la Haye.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

Si j'ai tardé à accuser réception de la lettre que, conjointement avec vos collègues, vous m'avez fait l'honneur de m'écrire dans le mois d'avril, c'est qu'elle ne m'est parvenue qu'en dernier lieu, quoique M. le

chevalier Eynard m'ait annoncé dans le temps les 15,000 francs que la bienveillance des souscripteurs hollandais destine à l'éducation des orphelins dont fourmille ce malheureux pays.

Je n'ai que des actions de grâces à vous rendre des nouveaux secours que reçoivent de votre part ces innocentes victimes de tant de calamités.

Il y a déjà quelques centaines d'enfants rassemblés dans différents points de la Grèce, qui sont nourris, habillés et instruits. Un établissement qui pourra en renfermer 600 se construit à Égine. Dès qu'il sera achevé je compléterai aisément le nombre des élèves; et c'est alors que je me réserve de faire connaître à tous les bienfaiteurs qui ont contribué à la fondation de cet institut, l'emploi des sommes qu'ils ont bien voulu me confier.

J'aurai l'honneur de vous transmettre ce compte-rendu, et je profiterai alors, comme aujourd'hui, de l'occasion de vous exprimer, Monsieur le comte, à vous ainsi qu'à vos collègues, l'assurance de ma considération très-distinguée.*

* Le président a présenté ce compte-rendu au quatrième congrès national en 1829, ainsi qu'on le verra dans le discours qu'il prononça à cette occasion, et dans lequel il déclare que de la somme de 1,706,576 piastres, portée à son crédit dans le bilan de l'état, celle de 900,000 piastres était due à de généreux philhellènes qui la lui avaient confiée. Nous aurions désiré donner ici les détails que la circonstance et le but du congrès ne permettaient pas au président de lui soumettre. Mais toutes nos recherches à cet égard ont été infructueuses.

A M. le Baron Sakellarios, à Bouharost.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

Votre lettre du 10 mai apporte à la banque de nouveaux actionnaires, et aux orphelins quelques bienfaits. M. Mospinioti de Livourne m'a remis très-exactement les 4,600 talaris. La banque en a pris note, et garde les billets d'obligation pour les transmettre à qui de droit.

Je vous rends grâces d'avoir donné le premier parmi vos amis ce témoignage de confiance au nouvel établissement de la banque nationale. Elle a reçu jusqu'ici, y compris quelques actions étrangères, 100,000 talaris environ. A l'aide de Dieu, elle en recevra encore, et vous y contribuerez par votre crédit et par votre patriotisme.

La belle bibliothèque que, d'accord avec Monsieur votre frère, vous offrez à la nation, trouvera sous peu sa place; et c'est alors que je vous prierai de la faire arriver en Grèce. Jusque-là votre offre généreuse ne saurait rester en meilleures mains que les vôtres.

J'ai très-exactement répondu à toutes vos lettres, et je vous ai transmis mes réponses par M. Zündel. Par la dernière, je vous témoignais l'impatience avec laquelle je désirais vous savoir à Paris. J'ignore pourquoi vous avez tant tardé à les recevoir. Je vous réitère aujour-

d'hui l'expression des mêmes vœux. Ce n'est que lorsque je vous saurai à Paris, que je pourrai vous écrire en détail sur les intérêts de la Grèce, dont vous voudrez, j'espère, vous occuper.

A M. le Duc de Dondonville, à Paris.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

Je reçois avec infiniment de reconnaissance l'envoi que le conseil d'administration pour la société d'instruction élémentaire me fait l'honneur de m'adresser par sa lettre du 5 juin. Les dix collections de tableaux et d'instruments seront distribués sans retard aux écoles, auxquelles la bienfaisance du conseil les destine.

La nouvelle édition des tableaux grecs, publiée par le professeur Cléoboulos, ajoutera sans doute un moyen de plus à la propagation des écoles élémentaires, dont ce pays éprouve le besoin le plus urgent. Je m'occuperai aussi de faire traduire le manuel, sur lequel vous avez bien voulu appeler mon attention, et je n'hésiterai pas d'avoir recours à votre généreuse et philanthropique coopération, non-seulement pour faire imprimer ce livre, mais pour d'autres objets relatifs à l'accomplissement de cette partie de mes devoirs.

Ce que j'ai pu faire jusqu'à présent, c'est de soustraire au vagabondage et à la démoralisation un nom-

bre très-considérable d'enfants. Je fais préparer un local qui en renfermera 600, et c'est de cet institut que j'espère faire une pépinière de maîtres et de moniteurs qui répondront assez à mon attente.

Le professeur Cléoboulos n'est plus; une maladie cruelle nous l'a enlevé dans la fleur de l'âge. Mais ce digne homme a vécu assez pour fonder à Poros une école de 100 et quelques élèves, qui fait à elle seule la meilleure de toutes mes consolations.

Je vous entretiens, Monsieur le duc, de ces détails, parce que je sais qu'ils vous inspireront quelque intérêt. Veuillez continuer votre protection aux orphelins nombreux dont fourmille la Grèce.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Venise.

Poros, $\frac{7}{19}$ septembre 1828.

J'ai reçu presque en même temps vos deux lettres numéros 8 et 9. La dernière m'est arrivée par le bâtiment de M. Papadopoulos chargé de planches et de quelques meubles. Le gouvernement a acheté cette cargaison.

Les secours que nous recevons de la part de S. M. T. C. et de l'empereur de Russie, nous mettent en état de répondre aux besoins les plus pressants du service; nous sommes néanmoins, et nous serons encore pour longtemps, dans la plus affreuse misère.

L'excellent M. Antonopoulos d'Isaï et d'autres ont placé de l'argent à la banque.

Plus ce pays sort de ses misères, et plus il éprouve la nécessité d'avoir des moyens de s'en débarrasser et de refaire son existence. En traversant, comme je l'ai fait, dans plusieurs directions le Péloponèse et quelques parties de la Grèce occidentale et orientale, je me suis convaincu que sans faire quelques avances aux nombreuses familles qui n'ont plus de foyers, il est impossible de restaurer cette malheureuse nation. Cette observation vous donne la mesure de nos besoins. Quoi qu'il en soit, nous vivons, et un peu mieux que par le passé.

L'arrivée en Grèce de l'expédition française, celle des plénipotentiaires des cours alliées, et le départ des Égyptiens, sont trois événements qui nous font très-bien augurer de l'avenir. Ceux qui ne nous aiment pas se consolent avec les nouvelles dont vous m'avez envoyé un bulletin. Laissons-leur ce plaisir; il ne nous fait aucun mal.

Je ferai examiner l'écrit de M. Schinas, et mon frère m'en dira son opinion. Je vous remercie des livres grecs. Ceux à l'usage de l'église seront immédiatement utilisés, et quant à l'ouvrage du père Barthélemy, je le ferai examiner et je vous en écrirai.

Votre première horloge a été déjà déposée à Nauplie. Si l'on trouve un artiste capable de la monter, les habitants de cette ville jouiront les premiers de l'avantage

que vous leur avez procuré. Tâchez de m'envoyer avec la grande horloge un horloger qui puisse la soigner, et faire en même temps son métier en raccommo-
dant les montres de poche de tout le monde.

Je n'ai pas encore vu le portrait du métropolitain Eugène. Le lendemain de l'arrivée du bâtiment qui en était le porteur, je suis parti d'Égine pour le golfe de Calamata. Je n'ai fait que retourner de cette course, pour attendre ici les trois ambassadeurs.

*A MM. les Amiraux Malcolm,
de Bigny, & Heyden.*

Poros, $\frac{9}{21}$ septembre 1828.

Messieurs les amiraux, Par une suite de la convention d'Alexandrie, deux bâtimens marchands, l'un anglais et l'autre français, sont arrivés en dernier lieu à Égine l'un avec 102, l'autre avec 92 Grecs, que Méhémet-Ali rend à leur pays.

Ces malheureux viennent de nous présenter la liste de leurs enfans que Méhémet-Ali a depuis long temps envoyés dans l'intérieur des provinces de l'Égypte. Je prends la liberté de transmettre à Vos Excellences la copie de cette liste, en l'accompagnant de tous mes vœux.

Nous allons rendre par les mêmes bâtimens tous les

Égyptiens qui sont à Égine et à Poros. Je présume que leur nombre total s'élèvera à 85. Ceux qui se trouvent à Nauplie seront rendus plus tard, lorsque le pacha d'Égypte voudra remplir avec un peu plus de bonne foi les engagements qu'il a contractés.

Je crois aussi devoir informer Votre Excellence que j'ai accueilli la demande de 110 Turcs qui se trouvent à Monembasie. Ils vont se rendre en pleine liberté à Smyrne.

J'aime à espérer, Messieurs les amiraux, que l'intérêt bienveillant dont vous avez donné tant de preuves à la Grèce, vous portera à obtenir de la part de Méhémet-Ali la délivrance des jeunes Grecs, que leurs parents arrivés à Égine sollicitent de votre puissante intervention.

A M. le Chevalier Eynard, à Genève.

Poros, $\frac{9}{21}$ septembre 1828.

Mon cher Eynard, Je reviens du golfe de Calamata, où j'ai été régler en personne les relations qui doivent nécessairement s'établir entre le général en chef marquis Maison, et le pays qu'il va délivrer de la présence des Turcs. Ibrahim-Pacha s'embarque enfin et fait voile pour Alexandrie. Les trois ambassadeurs plénipotentiaires des Puissances alliées sont ici. Vous ne

m'en voudrez donc pas, si je ne vous écris aujourd'hui que peu de lignes.

J'ai reçu vos lettres du 15 et du 28 juillet. Je réponds directement au comte de Hoogendorp, pour le remercier des 15,000 francs qu'il vous a remis, et que vous avez placés à ma disposition. Vos observations quant à la manière de diminuer la dette grecque et de procéder plus tard à un arrangement sont parfaites, mais ce n'est pas encore le temps d'y donner suite. Il se peut que dans peu de jours je sois dans le cas de vous écrire sur ce sujet important. Soyez bien assuré que je partage vos vœux et votre impatience, mais que je ne puis faire davantage dans ce moment. Je vous ai écrit par ma dernière lettre qu'il faut surseoir à la grande affaire des capitulations allemande et suisse, mais qu'il est utile de tenir ouvertes les négociations pour arriver promptement au but, dès que je pourrai vous dire : Concluez et finissez.

J'ai reçu la liste des instruments et objets pour l'agriculture et les écoles dont M. Bazin a été chargé. Je vous en rends mille grâces. Les *tacticos*, qui s'organisent et se complètent, auront aussi leur musique militaire; les travaux agricoles ne manqueront pas d'outils, ni les orphelins d'ardoises.

*A M. l'Antinavarque Sactouris.*Poros, $\frac{9}{21}$ septembre 1828.

La Russie a prohibé l'exportation des grains de la mer Noire. Cette défense a forcé la Porte ottomane de nolisier plusieurs navires sous pavillon neutre, afin de transporter des blés d'Alexandrie à Constantinople, sous le nom de différents négociants européens; d'autres navires ont été expédiés aussi à Salonique avec la même commission et les mêmes ordres.

La fermeture de la mer Noire menace aussi la Grèce de famine. A peine une petite quantité de blés se trouve à Syra. Pour prévenir ce malheur, le gouvernement a cru d'une importance majeure de faire changer de station la division qui est sous votre commandement, de lever le blocus de Volo, et de le transporter aux parages de l'Hellespont. A en juger par vos rapports et par les renseignements que le gouvernement a reçus sur ce sujet, le blocus de Volo est désormais inutile; et il le sera davantage plus tard, à cause de la fermeture de la mer Noire.

En faisant transporter le blocus, comme il le dit, le gouvernement n'entend pas faire lever aussi les petites embarcations qui sont en croisière dans les parages de l'Attique.

L'Hydra, le Léonidas, la Cambriane, et un mystic

suffisent à ce service. Son intention principale est que cette division intercepte durant sa croisière, et expédie à Égine, tous ceux des bâtimens qu'elle rencontrerait portant des vivres, sous quelque pavillon que ce soit.

Il n'est point question de savoir si ces bâtimens portent propriété ennemie ou non. Le gouvernement grec a grand besoin de vivres. Il peut donc, en vertu du droit universellement reconnu, intercepter les cargaisons de vivres, et en payer la valeur au même prix, auquel leurs propriétaires neutres les auraient vendus à Constantinople.

Quant à la vérification de la propriété, elle sera faite au siège provisoire du gouvernement. Il est donc du devoir des capitaines grecs de se conduire avec tous les égards dus au pavillon neutre, et d'acheminer à Égine les navires saisis, sans les molester, ni causer à leur cargaison le moindre dommage.

En attendant que vous mettiez vous-même en mer avec la corvette l'Hydra (ce qui aura lieu, nous espérons, dans une semaine), pour aller reprendre la direction de la croisière, vous ordonnerez aux capitaines des navires indiqués ci-dessus, de se rendre immédiatement dans les parages signalés, et d'exécuter durant votre absence les ordres que vous donne la présente.

A M. de Rayneval, à Paris.

Poros, $\frac{12}{24}$ septembre 1828.

Je m'empresse de remercier Votre Excellence de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 23 du mois passé.

Si quelque chose peut adoucir la peine que me font éprouver les motifs qui ont obligé M. le comte de la Ferronays à faire cette année un voyage à Carlsbad, c'est de vous savoir à sa place.

La grande responsabilité qui se rattache aux devoirs que j'ai à remplir dans ce moment m'accablerait, si je ne pouvais compter sur l'équité et sur la bienveillance des cabinets alliés. C'est vous dire que je suis heureux d'apprendre que S. M. votre auguste maître vous ait confié la direction du ministère des affaires étrangères, dans une époque où le sort de la Grèce va se décider.

Les représentants des trois cours sont ici, et Monsieur le général campe autour des places de la Messénie.

Je ne répèterai pas à Votre Excellence tout ce que j'ai pris la liberté de faire observer à M. le comte Guilleminot et à ses collègues sur la question importante dont ils s'occupent, savoir quel est le mode d'exécuter le traité de Londres.

La Porte persiste à rejeter la médiation malgré sa position critique, et lorsque les Puissances alliées sont en

contact avec le gouvernement grec, lorsqu'elles lui donnent des secours pécuniaires, et déploient l'action de leurs forces sur terre et sur mer, pour délivrer le sol de la Grèce de la présence des Turcs.

Le moment ne serait-il pas arrivé de fixer le territoire dont les Puissances jugent devoir composer la Grèce? Ne serait-il pas temps de faire prendre possession de ce territoire aux Grecs par la force de leurs armes, et de les aider à cet effet par la coopération des troupes auxiliaires de S. M. T. C.?

Tels sont les vœux que je prie Votre Excellence de mettre aux pieds du roi. Je m'arrête ici, en me réservant de revenir à la première occasion sur l'affaire non moins importante du recrutement de troupes étrangères pour le service de la Grèce.

Je place sous vos auspices la lettre ci-jointe à l'adresse de M. le comte Pozzo di Borgo, et je vous prie d'agréer l'expression bien sincère de mon ancienne amitié.

A M. Hentsch de Chastel, à Genève.

Poros, $\frac{13}{25}$ septembre 1828.

Vous avez bien voulu, mon cher Hentsch, témoigner tant d'intérêt aux jeunes Grecs qui viennent chercher dans votre heureuse patrie les bienfaits d'une éducation morale et littéraire, que je n'hésite pas à vous en re-

commander deux encore d'Hydra, l'un Démétrius Bourdouris, et l'autre André Miaoulis, petit-fils de notre bon amiral. Ces deux jeunes gens ont été envoyés à Londres, et ils y ont fait quelque séjour. Leurs parents désirant leur procurer l'enseignement et l'exercice de leur langue natale, les font venir à Genève, où M. Radinos aura soin d'eux.

Veillez vous occuper de leur procurer une bonne place, ou à côté du jeune Tombazis ou dans quelque autre pension. MM. Démétrius Dimo et C^e de Trieste sont chargés par les parents de fournir régulièrement l'argent qui sera nécessaire au paiement des pensions et autres dépenses. Ces négociants de Trieste reçoivent l'ordre de se mettre en rapport avec votre maison à cet effet.

Recevez, mon cher Hentsch, l'expression de toute ma reconnaissance pour les peines que vous vous donnez en faveur de la jeunesse de ce pays, et celle de toutes mes amitiés.

A M. le Colonel Heideck.

Poros, $\frac{14}{26}$ septembre 1828.

Le gouvernement reçoit avec une entière satisfaction les détails que vous lui donnez relativement à l'organisation du corps régulier.

Il vient d'ordonner au commissariat général de redoubler d'activité et de zèle, afin d'accélérer l'arrivée à Nauplie du drap commandé à Syra et des 2,000 capotes.

Les commissaires extraordinaires ne nous donnent jusqu'ici aucune réponse relativement à l'acquisition des chevaux et mulets. M. Tzounis, qui avait en dernier lieu reçu l'ordre de s'en procurer à l'occasion du départ des troupes égyptiennes, nous mande qu'Ibrahim a défendu sous des peines rigoureuses à ses soldats de vendre leurs chevaux, et que par conséquent il n'est pas à présumer qu'on puisse acheter des chevaux appartenant aux Égyptiens.

Le gouvernement lui avait remis pour cet objet la somme de 1,500 talaris. Il lui recommande aujourd'hui de vous remettre cette somme par une occasion sûre, et nous vous autorisons à employer cet argent à l'achat des chevaux que vous tâcherez de vous procurer, en employant à cet effet des hommes actifs.

Vous trouverez ci-jointe la copie de la circulaire qui a été adressée pour cet objet aux commissaires extraordinaires. Elle pose les conditions auxquelles nous avons cru qu'il serait possible d'obtenir économiquement les chevaux dont nous avons besoin. Si vous pouvez faire directement aux mêmes conditions la remonte dont il s'agit, le gouvernement vous en saura un gré infini. Au cas où cette mesure soit inexécutable, et que vous ayez à faire des conditions plus avantageuses aux vendeurs, vous y êtes autorisé.

Le gouvernement place en vous une confiance aussi légitime qu'illimitée, et il saisit toujours avec empressement toutes les occasions dans lesquelles il peut vous en donner la preuve.

Ainsi que nous vous l'avons dit, M. Eynard nous a annoncé l'achat des instruments et leur envoi par Toulon; mais jusqu'ici personne ne nous a annoncé leur arrivée dans les parages de Grèce. Si vous avez quelque notion à cet égard, veuillez nous la communiquer, afin que nous puissions faire les recherches en conséquence.

Nous estimons inutile de vous recommander encore d'accélérer autant qu'il peut dépendre de vous, l'organisation des nouvelles recrues et du bataillon d'artillerie. Il est d'un grand intérêt pour le gouvernement de pouvoir présenter les troupes régulières dans le plus court délai possible et de les faire agir activement.

A M. A. Tzounis.

Poros, $\frac{15}{27}$ septembre 1828.

Je réponds à vos lettres particulières sous les numéros 16 et 17. Les notions qu'elles renferment ne manquent pas d'intérêt, et je vous en rends grâce. Elles me prouvent qu'aujourd'hui plus que jamais votre présence est nécessaire dans le département qui vous est confié.

Les informations que je reçois de toute part ne me

laissent pas de doute sur les menées, au moyen desquelles quelques intrigants s'efforcent de semer la méfiance dans l'esprit du peuple, relativement à toutes les mesures que le gouvernement prend dans l'intérêt seul du même peuple. Il est dès lors du devoir du gouvernement de ne pas laisser subsister ces menées, ou bien d'en faire manquer le but. Or il ne peut s'acquitter de ce devoir que par le moyen de ses commissaires extraordinaires, et vous êtes, Monsieur, au nombre de ceux sur lesquels il compte le plus. Vous n'avez qu'à vous entretenir avec un entier abandon avec les hommes les plus marquants de votre département; vous n'avez qu'à leur faire lire, s'il le faut, les directions que vous avez reçues, pour les convaincre que dans l'époque actuelle, le salut de tous ne peut se faire que par la conduite honorable de chacun.

Je ne répèterai pas ce que je vous ai dit de vive voix dans les parages de Pétalidi sur ce sujet très-grave. La situation actuelle de la Grèce lui promet un avenir conforme à ses vœux; mais ces vœux ne peuvent s'accomplir que du moment où les Grecs y contribueront, en se montrant résolus à vouloir vivre sous le régime de la loi, et non sous celui du plus fort.

Il m'est impossible d'entrer dans des détails ultérieurs à cet égard. Je crois vous en avoir dit assez, pour vous convaincre que je ne consentirai à vous donner un successeur qu'avec une peine infinie, et en désespérant peut-être du peu de bien que nous pouvons faire.

Il me serait aussi agréable qu'utile de connaître régulièrement ce qui se passe dans les forteresses de la Messénie, par rapport à leur évacuation de la part des Égyptiens, ainsi qu'aux positions et mouvements de l'armée française. Quoique le service des postes ne soit pas encore réglé, notre correspondance pourra se faire néanmoins au moyen des courriers envoyés par exprès. La présente vous parviendra par le vôtre.

*A M. M. Tzounis, Psyllas, & le
Général Nikitas.*

Poros, $\frac{19 \text{ septembre}}{1 \text{ octobre}}$ 1828.

Étant informés que le général en chef de l'armée française espère sous peu de jours faire évacuer par les Turcs les places de la Messénie, nous nous empressons aujourd'hui de lui expédier les instructions que vous devriez suivre, pour le cas où le général reconnaîtrait la nécessité de vous faire intervenir dans la capitulation que les garnisons feraient. C'est cette dernière considération qui nous a déterminés à lui envoyer directement la dépêche qui vous est adressée et qui renferme ces instructions.

Vous les trouverez néanmoins ci-jointes en copie, et en prenant connaissance de leur contenu, vous saisirez le but essentiel qu'il était de notre devoir d'atteindre.

Nous sommes assurés de l'avoir atteint, quand même l'évacuation se ferait sans que vous eussiez pris aucune part aux arrangements dont le général serait convenu avec les Turcs; car dans cette supposition le gouvernement grec ne serait appelé à donner aux Turcs aucune garantie.

Vous ne ferez donc aucune démarche auprès du général, en ce qui concerne l'affaire des capitulations, et vous n'y prendrez part qu'autant qu'il vous en fera l'invitation formelle. Vous vous réglerez de la même manière sur les autres objets qui vous sont recommandés dans le dernier article des instructions.

En nous réexpédiant le présent courrier, vous voudrez bien nous informer de l'époque à laquelle vous présumez que l'évacuation complète aura lieu. Toute autre observation de votre part nous sera également agréable.

A M. le Général Maison.

Poros, $\frac{22 \text{ septembre}}{4 \text{ octobre}}$ 1828.

S. E. le comte Guilleminot m'a fait confidentiellement connaître le désir que Votre Excellence a témoigné d'avoir à son quartier-général des commissaires du gouvernement grec, afin d'en destiner un auprès de chaque brigade, comme intermédiaires dans les relations des chefs français avec les autorités du pays.

Je m'empresse de donner suite à cette mesure, d'autant plus que MM. Psyllas, Tzounis, et le général Nikitas, qui avaient été chargés de ces fonctions dès mon arrivée au camp de Pétalidi, ont été empêchés de les remplir convenablement pour cause de maladie.

Je destine à cet emploi MM. Marchand et Latris, qui auront l'honneur de vous remettre la présente.

J'y joins la copie des instructions dont ils sont munis, et j'aime à espérer qu'ils justifieront en tout point l'attente du gouvernement, en remplissant à votre entière satisfaction la commission dont ils sont chargés.

Je pense que ces deux commissaires ne suffiront pas ; je m'occupe du choix d'un troisième, qui puisse également s'acquitter de ces devoirs, et obtenir votre suffrage.

MM. Tzounis, Psyllas et Nikitas attendront vos ordres, pour le cas où vous jugiez que l'intervention du gouvernement grec soit nécessaire dans la capitulation, des places.

*Instructions à MM. Marchand &
Latris.*

Poros, $\frac{22 \text{ septembre}}{4 \text{ octobre}}$ 1828.

Le gouvernement, dès l'arrivée de l'armée française dans le Péloponèse, a chargé les deux commissaires extraordinaires de la haute et de la basse Messénie, ainsi

que le général Nikitas, de se mettre à portée du quartier-général, afin de devenir les intermédiaires entre l'armée et le pays, pour tous les objets qui pourraient être relatifs au service de l'armée.

D'après les informations que nous venons de recevoir, M. Psyllas et Nikitas étant tombés malades, et M. Tzounis étant appelé ailleurs par les devoirs de sa place, leur présence au quartier-général n'a pas eu lieu depuis qu'il s'est porté de Pétalidi devant la place de Navarin. Le général nous a fait par conséquent témoigner le désir d'avoir auprès de lui plus d'un commissaire grec, afin de pouvoir en destiner un auprès de chaque brigade.

Les fonctions de ces commissaires consisteraient à fournir des renseignements sur le pays, à être les intermédiaires dans les relations du chef français avec les autorités grecques, et à juger les différends de peu d'importance qui peuvent naturellement s'élever entre des individus de l'armée et du pays.

Le gouvernement, Messieurs, vous destine à ces fonctions, et vous accrédite à cet effet par la lettre ci-jointe auprès du général en chef.

Pour vous faire connaître tout entière sa pensée sur votre destination et sur l'importance qu'il attache à aller au-devant des désirs du général en chef, le gouvernement fera joindre ici la copie des directions dont étaient munis les commissaires extraordinaires, MM. Tzounis, Psyllas, et le général Nikitas.

La lettre ci-jointe à leur adresse les informe de ces

nouvelles dispositions, afin qu'ils aient à s'y conformer, et à vous donner en même temps toute l'assistance que vous pourrez leur demander au cas de besoin.

Si la reddition des places exige l'intervention d'un agent du gouvernement, ce seront toujours les dits commissaires extraordinaires et le général qui interviendront, sur la demande et sous la direction du général en chef; et ils sont à cet effet munis d'instructions spéciales, dont le général en chef a connaissance.

Le commissariat vous remettra, avec le bordereau relatif, ... piastres, qui sont destinées au paiement des deux compagnies que le général Nikitas a été autorisé à rassembler de nouveau, pour suivre le quartier-général. Vous reconnaîtrez sur les lieux, si ces deux compagnies existent en effet. Vous les passerez en revue, et vous leur remettrez alors la somme susmentionnée.

Dans la supposition que la maladie du général Nikitas ait empêché ou retardé le rassemblement des 200 hommes mentionnés ci-dessus, vous reconnaîtrez également le fait, et vous effectuerez le paiement en conséquence, d'après le bordereau que le commissariat vous donnera et le règlement des chiliarchies.

Par l'ordonnance ci-jointe, la commission des finances vous remettra 300 talaris, que vous partagerez entre vous à l'effet de suppléer à vos premières dépenses. Sur les informations que vous nous donnerez, et selon le temps que durera la commission qui vous est confiée, le gouvernement aura soin de régler votre traitement.

Le secrétaire d'état vous munira d'une lettre circulaire, laquelle vous accrédiitera, dans les limites de vos fonctions, auprès des commissaires extraordinaires et des démogéronties des différents départements.

Vous aurez soin de nous informer très-régulièrement, et le plus souvent que vous pourrez, de tout ce qui peut intéresser l'attention du gouvernement.

S'il est nécessaire, nous vous donnerons ici un autre collègue. Nous nous plaçons à croire que vous justifierez à cette occasion la confiance que le gouvernement place en vous.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

Poros, $\frac{22 \text{ septembre}}{4 \text{ octobre}}$ 1828.

Mon frère Viaro doit vous avoir écrit qu'on travaille à désorganiser l'armée, et s'il se peut à l'éparpiller en bandes de voleurs. On veut en venir là pour légitimer l'occupation militaire du pays par les troupes étrangères, lorsque bientôt la présence des Turcs dans les places de la Messénie ou ailleurs ne la motivera plus. Il est de mon devoir de vous prévenir de ces menées et de vous engager à avoir les yeux ouverts.

Il se peut que le plan conçu par les ennemis du pays et de l'armée manque son but; mais tout ce qu'on fera pour y réussir démoralisera davantage les officiers et

les soldats. On les poussera à élever des prétentions, et à mettre dès lors le gouvernement dans la nécessité de les mécontenter.

Tant que les prétentions seront raisonnables, et qu'il sera possible de les accueillir, elles seront accueillies; mais il ne faut pas que l'armée croie que le gouvernement en est au point de devoir subir ses volontés. Ma profession de foi à cet égard vous est connue, et soyez bien assuré qu'aucun pouvoir sur la terre, ni aucun événement, ne me fera changer ni d'attitude ni de système.

J'accorde aujourd'hui quelques paras de plus au prix de la ration, parce que la demande est juste; mais je ne ferai pas davantage, au risque de voir le désordre dans votre camp. J'en serai très-douloureusement affecté et pour vous et pour l'armée; mais, je vous le répète, je ne changerai pas. L'armée deviendra alors la victime volontaire de ses ennemis. Des escadrons de cavalerie française la disperseront; et si quelques soldats des plus courageux veulent faire dans les défilés le métier de voleurs, des colonnes mobiles en viendront bientôt à bout.

Je m'arrête là, parce que l'idée d'un semblable dénouement me serre le cœur. N'allez pas croire que j'exagère l'état des choses et les périls dont je vous entretiens. Tout au contraire, je les vois avec calme et réflexion, et je vous répète encore que le seul moyen de les conjurer, c'est de faire en sorte que chacun, et

surtout les soldats, demeurent inébranlables dans la ligne de leurs devoirs.

Je me suis occupé du choix de deux collègues, que je désire donner à M. Métaxas pour former la commission qui doit examiner les titres des Rouméliotes, par rapport aux arrérages et à la gratification que l'assemblée nationale leur a promis. Le choix est extrêmement difficile. Je désire qu'il soit aux yeux des Rouméliotes une première garantie de la sincérité des intentions du gouvernement. Je vous propose à cet effet de m'indiquer vous-même trois ou quatre noms, parmi lesquels je puisse choisir. Il faut cependant que ces noms puissent aller de front avec celui de M. Métaxas. C'est dans cette catégorie qu'il faut les choisir.

Vous pouvez donner aux chefs les plus marquants par l'ouverture confidentielle que je viens de vous faire la mesure du prix que j'attache à convaincre l'armée du désir que j'ai de la satisfaire dans tout ce qui est juste et honorable.

Je vous envoie la présente par un homme de confiance, afin que vous m'envoyiez votre réponse par le même messenger.

*A MM. G. Ainian, L. Nakos,
& autres Primats de la Roumélie.*

Paris, $\frac{22 \text{ septembre}}{4 \text{ octobre}}$ 1828.

Le gouvernement accepte, Messieurs, avec reconnaissance l'offre que vous lui faites de vous rendre à l'armée de la Grèce orientale, pour vous porter dans les provinces que le mouvement de la chiliarchie sous le commandement de Tzavellas met à l'abri d'une nouvelle invasion de la part de l'ennemi.

En effet votre présence sur les lieux doit essentiellement contribuer à deux grands résultats : le premier, que ces provinces soient préservées du désordre et des abus qui sont immanquables là où l'action militaire n'est pas balancée par celle de la magistrature ; le second, que cette magistrature dans les mêmes provinces soit assez sagement composée, afin qu'elle ait le pouvoir et les moyens de s'acquitter de ses fonctions à la satisfaction de l'armée et du pays.

C'est à atteindre ce double but que doivent se diriger tous vos efforts, tant auprès de l'armée qu'auprès de vos concitoyens. Le gouvernement ne vous munit pas de pouvoirs formels à cet effet ; mais vous exercerez ceux que vous donne votre influence personnelle sur vos concitoyens, et sur les chefs et officiers de l'armée, avec lesquels vous avez d'anciennes relations.

Il y a un autre service non moins important que vous pouvez et que vous devez rendre à votre pays et à son gouvernement.

Il est de la nature du pouvoir militaire de vouloir étendre la sphère de son action. Nos chiliarchies y sont portées dans ce moment par un sentiment honorable, par le désir de regagner le temps perdu et de placer le pavillon national partout où les chrétiens nos frères sont encore sous la domination musulmane.

Le gouvernement qui partage sans doute avec eux les mêmes vœux, doit cependant en subordonner l'accomplissement à beaucoup de considérations majeures. La plus importante est celle de ne pas compromettre par des mouvements prématurés le sort des pays qui sont encore en rapport avec les Turcs.

En votre qualité de citoyens de la Grèce continentale, une fois que vous serez sur les lieux, vous deviendrez l'objet de l'attention soit de l'armée, soit des habitants des provinces. Vous serez appelé à leur donner des conseils. Le principe dont vous ne vous écarterez pas sera de n'exciter aucun mouvement intérieur, de n'entreprendre aucune opération pour délivrer une province, que lorsque vous aurez d'avance, dans vos propres moyens, la garantie que les Turcs n'y pourront plus revenir. Hors de cette précaution, notre responsabilité serait immense, et les conséquences pourraient en devenir funestes.

Selon les rapports que vous nous adresserez sur cette

partie de votre mission, nous vous munirons plus tard de directions ultérieures.

Nous vous chargeons en attendant d'une autre, qui est également d'un haut intérêt.

Vous trouverez ci-jointes les requêtes que nous ont adressées les primats de Dervénochori et de Mégare. Ces requêtes retracent les pertes que ce pays a faites tout récemment, à raison du séjour de l'armée, et des abus qui semblent y avoir régné. Vous êtes autorisés à voir sur les lieux ce qu'il y a de vrai et de réel dans les plaintes portées au gouvernement. Vous nous signalerez en même temps si elles sont fondées, et dans cette hypothèse, qui devrait selon votre opinion en être responsable. Dans tous les cas vous nous direz ce que le gouvernement pourrait faire, pour venir en quelque sorte au secours des provinces qui ont tant souffert jusqu'à présent. Vous vous absteniendrez cependant de faire connaître vos opinions à cet égard aux hommes du pays, jusqu'à tant que le gouvernement en ait pris connaissance, et donné sa décision sur ce sujet.

Le stratarque reçoit, avec la copie des présentes instructions, l'ordre de vous prêter toute l'assistance nécessaire, afin que vous puissiez vous acquitter des devoirs dont votre patriotisme vous porte à vous charger.

Nous vous munissons aussi de la lettre ci-jointe pour les primats de votre pays, lesquels vous ont, il y a peu de jours, adressé l'expression des sentiments honorables qui les animent. La sagesse et la mesure avec lesquelles

vous remplirez la mission dont vous voulez bien vous charger, répondront, nous aimons à l'espérer, à la confiance que nous plaçons en vous.

A M. le Général Maison.

Poros, $\frac{27 \text{ septembre}}{9 \text{ octobre}}$ 1828.

S. E. M. le comte Guilleminot a bien voulu m'expliquer les motifs qui ont empêché Votre Excellence d'envoyer à Poros l'officier de son état-major que j'attendais avec impatience. La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 5 octobre (nouveau style), en me faisant part des mêmes motifs, m'a offert de nouveaux gages des nobles et généreux sentiments qui vous animent en faveur de la Grèce.

Je ne saurais, Monsieur le marquis, mieux vous témoigner la profonde reconnaissance que j'éprouve, et qui sera partagée par toute la nation Grecque, qu'en rendant Votre Excellence dépositaire de tous les vœux que je forme pour son avenir. Ces vœux, je vous les ai exprimés de vive voix, et je n'ai pas hésité à prier M. de Rayneval de les déposer aux pieds du roi votre auguste maître. J'ai l'honneur de vous communiquer, Monsieur le marquis, la copie de la lettre que j'ai adressée à cet effet à M. de Rayneval le 12 (24) septembre.

La délimitation de la Grèce se rattache à des ques-

tions et à des intérêts si graves, qu'il m'est permis de douter que les représentants des cours alliées réussissent bientôt à fixer les bases d'après lesquelles elle devra être arrêtée. Cette considération m'a empêché de prendre sur moi la responsabilité d'opérations militaires qui compromettraient davantage le sort des populations jusqu'à présent opprimées.

La confiance entière que j'ai mise dans les vues magnanimes des monarques alliés m'a imposé le devoir de contenir l'ardeur des Rouméliotes, qui rassemblés au camp de Mégare dans une pénible inaction brûlaient de reconquérir leurs foyers.

L'arrivée des troupes de S. M. T. C. confiées à votre commandement a ranimé l'espoir que conservaient ces braves soldats de rentrer au sein de leur patrie. Aujourd'hui qu'ils apprennent d'une part la glorieuse délivrance du Péloponèse, de l'autre les succès remportés par leurs compatriotes sur les rivages du golfe Ambracique, il m'est impossible de contenir plus longtemps le sentiment de patriotisme qui les anime.

Aussi j'ai ordonné à une chiliarchie de rejoindre le détachement du brave Tzavellas dans les environs de Lidoriki, et de se mettre en communication avec le corps d'armée qui agit dans la Grèce occidentale.

Je me propose de leur faire passer des renforts; mais à présent que Votre Excellence me donne l'heureuse nouvelle qu'elle a reçu l'autorisation de porter les troupes françaises dans l'Attique et dans l'Eubée; je m'em-

presse de lui offrir la coopération du corps que je comptais laisser en observation à Mégare, et dont un détachement pourrait être dirigé sur le château de Roumélie, si le général Schneider recevait l'ordre d'agir contre ce fort.

Rien ne prouve mieux l'enthousiasme dont les Grecs sont animés maintenant, que les événements qui viennent de se passer dans l'île de Candie. La population chrétienne qui s'y trouve, révoltée par les cruautés odieuses auxquelles les Turcs se sont livrés envers des habitants sans défense, s'est levée tout entière en armes, et a contraint les musulmans à se renfermer dans les places de la Sude, de la Canée et de Candie.

D'après cela il vous est facile de prévoir, Monsieur le marquis, quels mouvements auraient déjà éclaté sur tous les points de la Grèce continentale, si je n'avais contenu jusqu'ici les troupes rouméliotes, en leur offrant l'espoir de marcher bientôt sous vos ordres à la délivrance de leur patrie.

Si le gouvernement grec ne se trouvait pas en mesures, sous peu de jours, de donner un peu d'ensemble aux mouvements de ses troupes devenus désormais indispensables, ces opérations pourraient devenir la cause de nouveaux désastres et de nouvelles complications.

Il est par conséquent de mon devoir de vous prier, Monsieur le marquis, de ne point limiter vos opérations au château de Patras, mais de vous emparer aussi de

Lépante. Les positions de Lidoriki et Cravari, au pouvoir de la chiliarchie commandée par Tzavellas, interceptent les renforts que les Turcs pourraient recevoir de Patradjick.

Si Votre Excellence se décidait pour l'opération de Lépante, nous pourrions facilement faire prendre Salone par deux chiliarchies, et les faire marcher ensuite avec celles qui se trouvent réunies à Lidoriki et Cravari vers la Grèce occidentale. Un mouvement pareil faciliterait probablement la prise de Lépante, et le reste du corps commandé par le stratarque Ypsilantis, pourrait concourir avec vos troupes à la délivrance de l'Attique.

Cette expédition ne pourra se faire promptement que par la voie de mer. Si les bâtimens de transport dont vous attendez le retour d'Alexandrie tardaient à arriver, le gouvernement grec serait très-heureux de mettre à la disposition de Votre Excellence les bâtimens sous les ordres de l'antinavarque Sactouris, et tous les autres qu'il pourra trouver en état de mettre à la voile à Poros, à Égine et à Spetzia.

Dans le cas où vous accueilleriez cette proposition, veuillez, Monsieur le général, me faire savoir le plus promptement possible combien de bâtimens vous seraient nécessaires, et quel devrait être le tonnage.

Il ne serait pas difficile de trouver moyen d'établir les dépôts de vivres nécessaires à Salamine, à Mégare, ou à Éleusis.

Une partie des troupes commandée par le stratarque

Ypsilantis pourrait peut-être d'après vos directions occuper les Thermopyles et Oropos.

Étant enfin dans la nécessité de donner du pain aux Maïnotes et à quelques Péloponésiens, j'ai l'intention d'organiser encore deux ou trois chiliarchies; mais je ne procéderai à cette mesure qu'au moment opportun, et lorsque l'action de ces hommes pourra être portée utilement hors de la péninsule.

Veuillez, Monsieur le général, prendre en considération l'exposé que je viens de mettre sous vos yeux, et faites-moi connaître vos intentions le plus tôt qu'il vous sera possible.

A M. le Général Maison.

Égine, $\frac{3}{15}$ octobre 1828.

C'est au moment de mettre à la voile de Poros pour me rendre à Égine, que j'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 9 du courant.

Je vous félicite, Monsieur le général, d'avoir déjà délivré le Péloponèse de la présence des Turcs, et je vous réitère l'expression des vœux des habitants de la Grèce orientale qui vous appellent à leur secours.

Leur existence à cette heure n'est que trop compromise; et ce n'est qu'en accomplissant très-prompement

le projet philanthropique de porter en Attique vos troupes, que vous pourrez la sauver, et prévenir par conséquent de nouveaux désastres.

C'est aussi pour vous seconder, autant qu'il peut dépendre de moi, en vous mettant à même de disposer de la garnison de Coron, que je destine aujourd'hui au commandement de cette place le général Nikitas. Il en prendra possession avec les deux compagnies qu'il a sous ses ordres, jusqu'au moment où les troupes régulières qui s'organisent à Nauplie pourront les relever.

Le général Nikitas arborera dans la place de Coron le pavillon national. Ce fait matériel signalera d'une manière positive aux Hellènes le point de vue véritable, sous lequel ils doivent envisager les pavillons alliés qui flottent à Modon et à Navarin.

J'attends avec impatience les réponses dont vous voudrez bien, Monsieur le général, honorer ma lettre du 27 septembre (9 octobre), et je vous réitère l'assurance de ma haute considération.

A M. le Colonel Heideck.

Égine, $\frac{3}{15}$ octobre 1828.

Le général Maison qui vient de faire évacuer les places de la Messénie et Patras occupées par les Turcs, demande au gouvernement une garnison grecque pour

la place de Coron, afin d'en retirer ses troupes, et de pouvoir en disposer pour les opérations ultérieures dont il s'occupe.

Modon et Navarin seront gardés provisoirement par des garnisons étrangères, attendu que dans ces points le général Maison compte faire des établissements pour ses troupes.

Le gouvernement désire, Monsieur le colonel, que vous soyez en état, dans le plus court délai possible, de destiner une garnison du corps régulier pour cette place, en lui donnant un commandant et des officiers qui puissent convenablement se charger de ce service.

Il aimerait que les soldats fussent habillés et eussent la meilleure tenue possible. Il vous autorise par conséquent à prendre sans délai toutes les mesures qui seront nécessaires, et vous nous ferez connaître, par le retour du courrier porteur de la présente, les propositions que vous serez dans le cas de nous faire à cet égard.

En attendant, pour répondre à l'empressement avec lequel le général Maison demande la garnison, et le commandant auquel il ait à confier la forteresse de Coron, le gouvernement y destine le général Nikitas, et les deux compagnies qui sont sous ses ordres. Cependant, pour mettre le général Nikitas en état de s'acquitter convenablement de la commission qu'il recoit, le gouvernement lui destine deux officiers du corps régulier, l'un pour l'infanterie et l'autre pour l'artillerie; il vous charge donc, Monsieur le colonel, de les choisir parmi ceux qui sont

à Nauplie, de les munir des instructions nécessaires, et de les expédier sans le moindre retard à Navarin.

Vous voudrez bien informer M. le colonel Pieri de cette disposition, afin qu'il contribue lui-même au choix de l'officier d'artillerie.

Nous joignons ici un paquet à l'adresse du général Nikitas, lequel renferme aussi notre réponse au général Maison.

A M. le Général Nikitas.

Égine, $\frac{3}{15}$ octobre 1828.

Le général Maison demande au gouvernement une garnison nationale, pour lui faire la remise de la place de Coron. M. le colonel Heideck reçoit l'ordre de vous envoyer deux officiers intelligents, l'un pour le service de l'artillerie, l'autre pour celui de l'infanterie, afin que vous puissiez vous charger de la réception de cette place, et de toutes les mesures qui sont relatives à son service.

Vous trouverez ci-joint le décret qui vous confère le commandement de Coron.

Il n'est pas dans l'intention du gouvernement de se priver de vos services actifs, en vous confinant dans une garnison. Vous n'y resterez que jusqu'à ce que le corps des troupes régulières puisse être mis en état de relever vos deux compagnies.

Les deux officiers qui vous apportent la présente vous aideront à nous faire un rapport détaillé de l'état matériel dans lequel se trouve la place, et de tous les objets de guerre qu'elle renferme.

Vous trouverez ci-jointes deux lettres. L'une à l'adresse du général Maison; elle lui annonce votre nomination à la place de commandant de Coron, et elle lui dit que c'est à vous que S. E. pourra en faire la remise. L'autre est à l'adresse de M. Tzounis; elle l'engage à se rendre à Coron pour prendre toutes les mesures que l'administration du pays peut rendre nécessaires.

P. S. Le colonel Heideck vous enverra un pavillon national. En prenant possession de la place, vous l'arborez sur les remparts avec les cérémonies d'usage. Ce fait prouvera aux habitants du pays et à la nation que les drapeaux des Puissances alliées arborés dans les autres places, n'y sont pour le moment que pour constater que les troupes françaises agissent au nom et de la part des trois souverains alliés.

A M. le Capitaine A. Tshos.

Égine, $\frac{3}{15}$ octobre 1828.

Nous avons reçu avec infiniment de satisfaction votre lettre du 16 du mois passé, et nous avons recueilli avec

intérêt les informations dont vous avez chargé les hommes de votre confiance; ils vous apportent avec les présentes l'énoncé clair et positif de notre opinion sur les intérêts de votre province, et l'expression des vœux que nous formons pour qu'elle fasse désormais partie du pays qui se trouve de fait hors de toute relation avec les Turcs.

Vous partagez très-sincèrement ces vœux, et les assurances que me donne votre lettre honorent votre caractère, et ne laissent pas de doute sur le parti que vous avez déjà pris.

L'avenir de votre terre natale, comme celui de toute la Grèce, est d'abord entre les mains de Dieu, et en second lieu entre celles des souverains alliés.

Tout ce que ces souverains ont fait depuis l'année dernière en faveur de la Grèce, tout ce que la présence de leurs représentants dans ces parages nous laisse espérer, la coopération enfin des troupes françaises qui agissent au nom et de la part des trois cours : tels sont les faits qui doivent nous encourager à poursuivre avec persévérance la tâche que nous avons à remplir.

La vôtre vous est déjà assignée dans le moment actuel, et en la remplissant vous acquerez des titres incontestables à la reconnaissance de la nation.

Quel que soit son sort, il ne peut être qu'heureux. Vous le partagerez avec vos frères, et chacun en jouira en proportion des sacrifices qu'il aura portés à la cause commune. Marchez donc avec nous. Suivez la ligne que

notre devoir et l'honneur nous tracent. Dieu sera avec nous, et nous n'aurons rien à craindre.

A M. le Général Church.

ÉGINE, $\frac{4}{16}$ octobre 1828.

Je vous communique, Monsieur le général, la copie de la lettre que le capitaine Iskos vient de m'adresser, ainsi que celle de la réponse que ses hommes de confiance lui apportent de ma part.

Il paraît hors de doute que le capitaine Iskos avec ses forces va nous donner la position de Macrinoros, à moins que des vues personnelles n'arrêtent ou ne compliquent l'affaire.

Vous êtes sur les lieux; vous connaissez mieux que le gouvernement la nature de ces intérêts opposés, et l'impossibilité de les concilier en peu de temps et dans ce moment. Vous jugerez convenable de donner des dispositions, au moyen desquelles nul obstacle ne puisse arrêter le capitaine Iskos dans ses mouvements. Le résultat est majeur; il faut donc lui subordonner toutes les considérations personnelles concernant ses adversaires.

Ceux-ci doivent d'autre part se pénétrer, dans cette époque décisive, de la nécessité qu'il y a de renoncer à leurs prétentions. Vous les y porterez peut-être, en leur donnant l'occasion de continuer à faire preuve de zèle

et de patriotisme, et vous leur donnerez cette occasion en leur confiant dans d'autres directions des opérations militaires d'une égale importance.

Le gouvernement abandonne, Monsieur le général, à votre sagesse le soin de mener à bon terme la grande affaire dont il s'agit.

A M. l'Amiral Cochrane.

Égine, $\frac{4}{16}$ octobre 1828.

Conformément au désir que vous avez témoigné au gouvernement, il vient de nommer une commission chargée de recevoir tous les renseignements que vous voudrez bien lui faire donner relativement aux comptes de l'administration que vous avez bien voulu diriger dans le temps, pour le service de la marine grecque.

Cette commission est composée de MM. Spiliadis, Lucopoulos, et Sergopoulos.

Veillez par conséquent, Milord, lui faire communiquer les renseignements et documents que vous jugerez nécessaires; elle reçoit de la secrétairerie d'état tous les papiers qui concernent la même affaire, et qui sont déposés dans les archives.

*A M. Psyllas, Commissaire extraordinaire
de la Basse Mésénie.*

Égine, $\frac{5}{17}$ octobre 1828.

Le gouvernement a reçu la communication affligeante que renferme votre rapport du 29 septembre sous le numéro 512. L'affaire est en elle-même très-grave, à raison des motifs réels qui semblent l'avoir provoquée. Ces motifs se rattachent aux partis, qui ne divisent malheureusement que trop le pays.

Sous ce point de vue, avant d'en venir à des mesures sévères et exemplaires, il est de l'intention du gouvernement d'essayer s'il n'y aurait pas moyen de procéder à une réconciliation. Il est d'autant plus porté à suivre cette marche, que dans ce moment il doit éviter soigneusement le scandale que donnerait aux yeux des étrangers la prise d'armes entre les partis. Il serait alors forcé d'intervenir, et il ne pourrait intervenir que par la force des armes.

Il vous est par conséquent recommandé de vous rendre sur les lieux, ou de procéder autrement à une enquête. Vous ferez cependant cette enquête de manière à faire pressentir qu'elle n'a nullement pour but des mesures sévères, mais des mesures de conciliation.

En partant de là, il serait à désirer que le sieur Capitanakis se rendît de son propre mouvement à la résidence

du gouvernement, pour porter lui-même l'expression des vœux du pays, et pour recevoir des réponses en conséquence.

La démogérontie d'Almyro devrait néanmoins rester à sa place et exercer ses fonctions. Elle serait cependant instruite à les exercer de manière à ne pas exciter de nouvelles réactions.

Nous ne nous dissimulons pas toutes les difficultés que vous aurez à rencontrer, pour donner suite aux ordres que vous venez de recevoir, et pour conserver tout entière la dignité du gouvernement. C'est pour atteindre ce grand but que nous vous laissons le soin, ou de vous acquitter vous-même de cette commission, ou de la laisser exécuter à votre collègue M. Génovellis, auquel nous conférons provisoirement la charge de diriger aussi les fonctions de votre département.

Du moment que vous vous serez entendu avec lui, vous pourrez provisoirement vous absenter de votre place, et vous rendre à la résidence du gouvernement.

Il serait utile que vous eussiez une entrevue avec M. Génovellis, et que vous agissiez d'un commun accord, soit pour arranger l'affaire d'Almyro, soit pour amener avec vous M. Capitanakis à la résidence du gouvernement. M. Génovellis est, à ce que nous savons, à Monembasie, et dans tous les cas vous saurez facilement le trouver.

*A. M. Ginouvllis, Commissaire extraordi-
naire de la Haute Messénie.*

Égine, $\frac{5}{17}$ octobre 1828.

Votre collègue M. Psyllas ayant itérativement sollicité la permission de s'absenter de sa place pour se rendre auprès du gouvernement, nous lui accordons aujourd'hui cette permission, et nous vous chargeons provisoirement de la direction des affaires de son département.

Vous aurez une entrevue avec M. Psyllas, à l'effet de connaître par lui l'état dans lequel il laisse l'administration qui lui est confiée. Il vous informera aussi des symptômes alarmants que les partis ont donnés de leur tendance dans une querelle arrivée en dernier lieu entre la démogérontie d'Almyro et le sieur Capitanakis.

Vous verrez les instructions dont M. Psyllas vient d'être muni; vous jugerez, au cas où M. Psyllas en ait ajourné l'exécution, si c'est conjointement avec lui ou bien après son départ qu'elles pourront avoir suite avec plus d'avantage pour la chose publique.

Vous arriverez, Monsieur, dans le département de M. Psyllas, fort des succès que vous avez obtenus dans l'administration de celui qui vous a été confié. C'est en vous appuyant sur cette force, qui est à la fois morale et matérielle, que vous n'aurez pas de difficulté, nous aimons à l'espérer, à maintenir l'ordre dans la basse Messénie.

Comme il se peut que M. Psyllas soit appelé à d'autres fonctions, le gouvernement se plaira dans ce cas à vous charger définitivement aussi de l'administration de son département.

Dans cette hypothèse, pour suffire aux deux départements, vous aurez sans doute besoin de quelques gouverneurs provisoires. Le gouvernement ne tardera pas à les nommer, et dans cette vue il vous engage à lui proposer les candidats qui'auront le plus de titres à sa confiance et à la vôtre.

Vous nous communiquerez par M. Psyllas les mesures que d'un commun accord vous considérez comme les plus urgentes et les plus nécessaires, pour maintenir l'ordre dans les deux départements, ne fût-ce que pour la saison actuelle et pour l'hiver qui s'approche.

La présente vous donne la mesure de l'approbation pleine et entière que le gouvernement donne à votre gestion. Elle vous dit aussi combien il se repose sur votre grande expérience, sur votre sagesse et sur votre patriotisme.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

A bord de l'Hélène, port de Poros, $\frac{8}{20}$ octobre 1828.

En quittant hier Égine, je vous ai promis par ma lettre d'office des instructions définitives de Poros. Je m'acquitte

de cette promesse par ce peu de lignes. Je n'ai pas le temps de vous dire tout ce qu'il faut que vous sachiez. Je vous envoie par conséquent mon frère Augustin, qui vous expliquera d'une manière claire et positive la situation actuelle des choses.

Le fait est que les troupes françaises qui se proposaient d'opérer en Attique, semblent ajourner tout mouvement quelconque hors du Péloponèse, jusqu'à nouvel ordre de la part des cours alliées.*

Ce brusque changement peut avoir des conséquences funestes pour nous, si nous ne prenons pas toutes les précautions nécessaires pour garantir les provinces qui sont déjà compromises, et pour nous mettre en position de faire quelque chose par nous-mêmes.

Pour atteindre ce double but, nous devons d'une part soutenir le mouvement déjà fait par Tzavellas et Stratos, dans la vue de les mettre en communication avec l'armée de la Grèce occidentale, et d'emporter s'il se peut Salone. De l'autre nous devons nous tenir avec des forces considérables en Attique, pour essayer de faire sortir les Turcs d'Athènes, un peu par la force et un peu par les négociations, si toutefois la chose est possible.

Augustin vous fera connaître en détail toutes mes idées à l'égard de la translocation que je considère la plus utile, dans le double but mentionné ci-dessus.

* Les motifs qui mirent obstacle à la marche des troupes françaises se trouvent exposés dans les actes de la conférence de Poros (Protocole du 2 (14) octobre). Voyez le supplément.

Vous choisirez la direction de l'une ou de l'autre des deux expéditions, et vous me communiquerez par le retour de mon frère tout ce que vous aurez arrêté ensemble sur cet objet.

Je ne vous répète pas ce que je vous ai dit par ma lettre d'office d'hier, quant aux secours en vivres et en argent que le commissariat vous envoie. Pour ce qui est des brevets, le commissariat m'a demandé quelques jours pour me faire un rapport sur vos listes. Vous les recevrez dès que ce travail sera achevé.

Quant aux Olympiens, toute considération faite, je me décide à faire le vieux Caratassos chiliarque. Z. Lasos, le capitaine Lollis, et M. Caratassos seront les trois pentacosiarques. J'ai des raisons pour ne changer en rien ces dispositions, et je vous en préviens, pour que vous en soyez informé à temps.

Je nommerai M. Colettis à la commission qui devra examiner les titres des arrérages de l'armée. Je cherche un troisième qui puisse aller avec MM. Métaxas et Colettis.

Plus les circonstances sont graves et difficiles, et plus nous devons faire preuve de modération, d'énergie et de persévérance. Je compte sur vous, et j'espère que vous me paierez d'un juste retour.

A M. le Général Maison.

Poros, $\frac{9}{21}$ octobre 1828.

Je suis arrivé ici hier matin d'Égine, pour avoir un entretien avec LL. EE. les représentants des cours alliées, et avec l'amiral Malcolm. A mon grand regret, M. l'ambassadeur comte Guilleminot venait de mettre à la voile pour Mélos; mais ses collègues et M. l'amiral Malcolm ont bien voulu me faire part des motifs qui vous portent, Monsieur le général, à ne pas donner suite à vos généreuses intentions, et à attendre de nouveaux ordres pour délivrer l'Attique de la présence des Turcs.

Vous n'ignorez pas l'impatience avec laquelle il me tardait de recevoir de vos nouvelles. Jugez de la douleur que j'éprouve à vous savoir dans l'impossibilité de m'en donner de satisfaisantes.

Si dès l'arrivée de l'armée d'expédition en Grèce, MM. les ambassadeurs avaient donné au gouvernement du pays la communication officielle du protocole de Londres, ou une autre déclaration au moyen de laquelle la malheureuse nation Grecque eût été instruite que l'expédition des troupes sous vos ordres avait pour but unique la délivrance du Péloponèse, les habitants de la Grèce orientale et occidentale auraient été retenus dans l'immobilité, et leurs rapports avec les Turcs, qui se trouvent encore disséminés sur plusieurs points de ces contrées, auraient

continué à être tolérables. Les Turcs se seraient crus à l'abri des mesures coercitives qui allaient être employées contre Ibrahim; et les Grecs, tout en appelant de leurs vœux le moment de s'associer au sort des Péloponésiens, auraient continué à ménager les Turcs, à gagner du temps, et à espérer.

Le silence absolu que les ambassadeurs ont gardé sur la destination de l'armée d'expédition, et les sentiments nobles et généreux que cette armée a fait éclater en débarquant dans le Péloponèse en faveur des autres chrétiens de la Grèce orientale et surtout des habitants de l'ancienne capitale de la Grèce, enfin les dispositions prises pour effectuer le passage en Attique, ont fait depuis six semaines une impression profonde tant sur l'esprit des Turcs que sur l'esprit des Grecs.

A Athènes et dans l'acropole, à Thèbes, à Patradjik, dans tous les autres endroits fortifiés qu'ils occupent dans ces contrées, et dans les forteresses de l'Eubée, les Turcs accumulent des approvisionnements, en les enlevant à la subsistance des malheureux habitants du pays. Ils font plus: ils prennent des otages, en les choisissant parmi les vieillards, les femmes, et les enfants des familles les plus respectables et les plus influentes. D'autre part les Grecs s'arment, s'agitent, et envoient tous les jours demander au gouvernement provisoire des munitions, du pain, et un chef.

Dans cet état de choses, si le gouvernement veut être vrai à leur égard, doit-il leur annoncer que, sans de nou-

veaux ordres de la part des cours alliées, vous ne pouvez pas aller à leur secours? Cette déclaration sera-t-elle comprise? En la comprenant, les Grecs pourront-ils rester dans l'inaction et sans défense? Les Turcs, en se persuadant que la Grèce orientale leur reste, ne se placeront-ils pas dans une position plus avantageuse, afin de justifier par le fait la possession de ce territoire?

Telle est la situation déplorable et périlleuse dans laquelle se trouve la Grèce orientale. Les conséquences de cet état de choses doivent réagir d'une manière plus cruelle encore sur les opérations heureusement commencées dans le golfe Ambracique. Ces mêmes conséquences peuvent aggraver la crise à laquelle sont exposés les habitants de Candie.

Les deux ambassadeurs qui se trouvent ici, ainsi que M. l'amiral Malcolm, ont recueilli avec une attention bienveillante toutes les observations qu'il était de mon devoir de leur communiquer sur la situation des affaires de ce pays, et sur la nécessité de prendre des mesures au moyen desquelles on puisse préserver de nouveaux désastres les contrées qui ne sont déjà que trop compromises, et gagner ainsi tout le temps qui est nécessaire pour que vous receviez l'autorisation formelle d'employer vos forces au salut de la Grèce orientale.

Invité à leur faire part de mes idées à cet égard, j'ai proposé à S. E. l'amiral Malcolm d'établir une forte croisière devant l'Attique et l'île d'Eubée. S. E. a accueilli cette proposition, et m'a promis de la mettre à exécu-

tion sans retard. La présence des vaisseaux de guerre des Puissances alliées dans ces parages prouvera aux Turcs que les trois cours sont éloignées de renoncer à la résolution de délivrer les contrées comprises dans la circonscription tracée par la conférence de Constantinople, et elle prouvera aux Grecs qu'ils peuvent enfin espérer d'être soulagés de toutes les misères qui les oppriment.

Ma seconde proposition consiste à serrer de près par un siège formel les Turcs qui se trouvent en Attique, du moment que les troupes grecques pourront être soutenues dans cette opération. Ce qui leur manque à cet effet, c'est de la cavalerie, de l'artillerie, et quelques bataillons de troupes régulières. Les forces que je puis retirer de Nauplie ne suffisent pas pour donner une certaine consistance à la ligne qu'il s'agirait d'établir devant Athènes.

Ne pourriez-vous pas, Monsieur le général, permettre aux philhellènes volontaires parmi vos troupes, dans chacune des armes ci-dessus énoncées, de s'associer aux Grecs dans cette expédition ?

Je suis d'autant plus porté à vous faire cette ouverture, que dès son arrivée M. le baron de Saint-Denis m'a fait connaître toutes les facilités que S. M. T. C. était disposée à accorder à la Grèce, au cas que son gouvernement voulût recruter et organiser des troupes en France. Indépendamment de ce bienfait, M. de Saint-Denis m'en a fait espérer un autre, celui de pouvoir obtenir tout ce qui est relatif à l'armement et au matériel, tant pour la cavalerie

que pour l'artillerie et l'infanterie, qu'il s'agissait de recruter en France pour le gouvernement grec.

Ces mesures n'ont pas eu de suite et ont été ajournées, par cela seul que les cours alliées avaient déjà arrêté le départ de l'expédition qui est arrivée en Grèce sous les ordres de Votre Excellence.

Maintenant, en considérant que cette expédition est confinée dans la péninsule jusqu'à ce que les trois cabinets en décident autrement, et attention faite à l'imminence du danger qui menace d'une catastrophe les peuples de la Grèce continentale, le gouvernement provisoire ne pourrait-il pas se flatter de trouver au milieu de votre armée dans le Péloponèse les secours que, si le temps l'eût permis, il aurait infailliblement trouvés en France? Il ne s'agirait pas ici du recrutement ni de l'organisation formelle d'un corps de troupes qui se chargerait à lui seul de l'expédition d'Athènes; il s'agirait seulement de quelques centaines de volontaires dans chacune des armes mentionnées ci-dessus, qui se réuniraient aux troupes régulières et aux chiliarchies de la Grèce pour faire le siège d'Athènes.

J'ai développé cette idée dans un entretien confidentiel que je viens d'avoir avec M. Canning et M. de Ribeaupierre. Quelles que soient leurs dispositions à vouloir aider de leurs conseils le gouvernement grec dans une situation si critique, ils n'ont cependant pas pu articuler leur opinion sur mes observations, avant de connaître celle de leur collègue M. le comte Guilleminot.

L'opinion de MM. les ambassadeurs dans une question si délicate ne peut sans doute servir de règle à la vôtre; mais vous pouvez peut-être, Monsieur le général, désirer de la connaître, et je ne manquerai pas de vous en faire part dès que M. le comte Guilleminot sera ici de retour, ce qui aura lieu, à ce que j'espère, dans quatre ou cinq jours. Veuillez en attendant me faire connaître avec votre sincérité accoutumée, et sans retard, ce que vous pensez vous-même sur la proposition que je viens d'énoncer.

Quel que soit le jugement que vous en porterez, je vous demande instamment de faire prendre dès à présent position à Corinthe à une partie de vos troupes, et surtout à votre cavalerie. Les habitants de l'Attique qui se trouvent là, verront vos troupes sur la route de laquelle ils attendent et ils espèrent les secours qui doivent les sauver d'une ruine totale.

M. l'amiral Malcolm vient de m'assurer que sous peu de jours la croisière que je lui ai demandée sur la côte de l'Attique et devant l'île d'Eubée, sera établie.

Il me paraît impossible d'après les nobles sentiments que vous m'avez manifestés avec tant de loyauté, Monsieur le marquis, que je ne reçoive pas de votre part une réponse également encourageante, par le retour du courrier que j'attends avec une impatience extrême. Je vous fais mes excuses de la longueur de cette lettre, et du désordre avec lequel mes idées ont été tracées. Je les dicte à la hâte et avec un entier abandon.

A M. le Colonel Heideck.

Poros, $\frac{9}{21}$ octobre 1828.

Je viens de recevoir vos rapports en date du 4 et du 6 de ce mois, et je réponds par le courrier que je vous expédie, à l'effet de faire arriver sans le moindre retard à M. le marquis Maison la dépêche dont il est le porteur.

Je vais vous dire un mot du grand intérêt dont il s'agit, afin que vous puissiez, en cas de besoin, concourir à l'accomplissement des mesures que je propose au général.

Des considérations d'un ordre supérieur, et qui sont hors de notre portée, obligent le général à ajourner son expédition en Attique, jusqu'à ce qu'il reçoive de nouveaux ordres de la part des cours alliées. Ce changement inattendu compromet l'existence, non-seulement de nos frères dans la Grèce orientale, mais de ceux même qui se trouvent occuper des positions avantageuses dans le golfe Ambracique et dans l'île de Candie. Pour prévenir de nouveaux désastres, autant qu'il est en notre pouvoir, j'ai demandé à l'amiral Malcolm d'établir une forte croisière devant le golfe de Volo, l'Attique, et le golfe Ambracique. L'amiral me l'a promis.

Je propose maintenant au général Maison de prêter à la Grèce une couple d'escadrons de cavalerie, une couple de batteries de campagne et de siège, et quelques bataillons de troupes régulières, lesquels avec la cocarde et le

drapeau grec feraient le siège d'Athènes, conjointement avec deux ou trois chiliarchies et tout ce que nous pouvons avoir de tacticos équipés.

Si cette seconde proposition est acceptée comme la première, l'expédition sera concertée entre nous; et vous sentez bien, Monsieur le colonel, que vous y devez contribuer, en mettant en état de paraître décemment le plus possible de troupes régulières.

Il est inutile de vous recommander deux choses, le secret sur le contenu de la présente communication, et la plus grande promptitude à organiser et à mobiliser les tacticos qui sont sous vos ordres.

Vous recevrez sous peu l'approbation formelle de toutes les propositions que renferme votre rapport sous le numéro 1,033. Je vous répondrai aussi sur celles qui concernent la garnison de Coron. Il se peut que le général Maison ne soit plus si pressé de faire relever la sienne. Nous verrons ce qu'il répondra au courrier d'aujourd'hui. Veuillez le faire partir sans retard.

A M. Faber, à Paris.

Poros, $\frac{11}{23}$ octobre 1828.

Je vous remercie, mon cher Faber, de votre bonne lettre du 18 août, et de celle du 19 qui l'accompagne.

J'accepte avec reconnaissance l'offre que vous me faites

de placer dans la banque nationale vos 20,000 francs. Le jour où vous voudrez prendre cette mesure, vous n'aurez qu'à prier M. Rothschild de me faire ce fonds à Naples ou à Syra, en piastres d'Espagne. Il m'en donnera avis, et il me sera facile de les réaliser et de les placer selon votre désir dans la banque.

Pour ce qui est de M. Magnet, le conseil que vous lui avez donné est le meilleur. Je ne vois pas en général de chances dans ce moment pour aucune entreprise, dont le but serait de placer des capitaux en terre ou autres spéculations semblables. Ces spéculations supposent une double garantie : celle de droit et celle de fait. Nous n'en sommes pas encore là. C'est à y arriver une heure plus tôt que doivent tendre tous nos efforts. Nous y travaillons malgré les difficultés insurmontables qui environnent ce malheureux pays, malgré même les infortunes que lui lèguent dans l'intérieur quatre siècles d'esclavage et huit années d'anarchie.

J'ignore si nous touchons au terme de toutes les incertitudes ; néanmoins je ne me décourage pas. Priez Dieu pour nous ; profitez de vos loisirs et de vos voyages pour conserver votre santé, et croyez à tous les sentiments que je vous porte.

A. M. P. Mavromichalis.

Poros, $\frac{13}{25}$ octobre 1828.

J'apprends avec bien de la peine que votre santé commence à souffrir de l'hiver, et que ce motif vous porte à désirer de rentrer chez vous et d'y rester jusqu'au printemps. Vous demandez aussi de quoi répondre aux besoins des familles attachées à la vôtre. Enfin vous désirez que votre frère Constantin et son bâtiment puissent quitter Égine et vous suivre à Sparte.

Si vous êtes décidé à rentrer chez vous, il est de toute nécessité qu'un autre citoyen de votre pays vous remplace au Panhellénium. Je ne mettrai pas d'obstacle à votre départ; mais vous ne m'en voudrez pas si je vous fais remplacer, attendu qu'une province aussi considérable que Sparte doit avoir au sein de son gouvernement un magistrat respectable qui la représente.

Quant aux moyens pécuniaires, je vous répèterai ici ce que je vous ai dit de vive voix. Le peu qui m'appartenait et que j'avais à ma disposition est épuisé. Vous savez que les subsides étrangers ont une destination assignée, et il n'est pas en mon pouvoir de les employer pour satisfaire à des demandes partielles. Quelles que soient néanmoins les difficultés insurmontables que rencontre votre demande, je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour soulager un peu votre situation. Si une somme modique de 8 à 10,000

piastres peut vous arranger, jusqu'au moment où des décisions nationales régleront vos affaires comme celles des autres, je me la ferai prêter par des personnes auprès de qui j'ai quelque crédit, et je vous la prêterai à mon tour.

Pour ce qui est de votre frère Constantin, ce n'est pas à moi que vous devez vous adresser. M. le baron de Saint-Denis, qui au nom du gouvernement protège les Français intéressés dans l'affaire qui est devant le tribunal des prises, peut seul faciliter un arrangement qui délivre votre frère du procès. Je me suis occupé moi-même de cette affaire, dans le but de faciliter cet arrangement. J'en ai fait parler à M. de Saint-Denis; mais il a rejeté toute proposition, exigeant que le tribunal procède selon la rigueur des lois.

Les explications que je vous donne par la présente vous prouveront, j'espère, l'intérêt que je vous porte, et le désir que j'ai de vous obliger. Je vous écris dans un moment où chaque instant est compté, non pour mes affaires particulières, mais pour celles de la nation qui sont les vôtres. Si chacun de vous (je parle de ceux qui occupent les premières places dans l'ordre politique du pays) voulait un peu m'aider de bonne foi, et en oubliant pour un moment ses intérêts personnels, ma tâche deviendrait plus facile pour moi et plus fructueuse pour la patrie.

Quoi qu'il en soit, rien ne me décourage; et, à l'aide de Dieu, je ne dévierai jamais de la route droite que le devoir me trace. La Providence fera le reste.

Soignez votre santé, et croyez à toutes mes amitiés.

A M. le Général Colocotronis.

Poros, $\frac{15}{27}$ octobre 1828.

Le Péloponèse est enfin délivré de la présence de l'ennemi, et les habitants de la presqu'île peuvent se livrer en pleine sécurité à leurs affaires et surtout à la culture de leurs terres.

Vous avez trouvé dans le courant du moi d'avril et de mai, lorsqu'il s'agissait de l'armement du Péloponèse, quelque difficulté à rassembler des milices. Cette difficulté deviendrait aujourd'hui plus grande, à raison du besoin qu'éprouvent les Péloponésiens de restaurer leurs villages, et de rendre productive la terre que tant de malheurs ont frappée jusqu'ici de stérilité.

Ces considérations, jointes à celles qui sont relatives à la modicité des moyens pécuniaires du gouvernement, l'obligent pour le moment à borner le service militaire actif du Péloponèse aux deux compagnies déjà existantes, sous les ordres du général Nikitas.

Nous disons pour le moment, car il se peut qu'un concours de circonstances favorables nous porte à appeler aux armes un corps plus considérable de Péloponésiens, pour qu'ils aillent faire participer nos frères de la Grèce continentale au même bonheur dont ils jouissent eux-mêmes, en contribuant à les délivrer complètement de la présence des Turcs.

Ces mesures cependant ne peuvent être arrêtées et mises à exécution que, comme nous venons de le dire, par un concours de circonstances favorables que nous appelons de tous nos vœux. Jusque-là le gouvernement vous engage à communiquer ces observations aux officiers supérieurs qui sont sous vos ordres, afin qu'ils se pénétrant des motifs qui rendent nécessaire cette résolution.

Cette résolution n'affaiblit point les droits que les troupes péloponésiennes ont acquis, par leur fidélité durant la lutte, à la reconnaissance nationale. Nous existons actuellement dans un ordre de choses provisoire. Du moment qu'à l'aide de Dieu il y aura un ordre stable et permanent, l'organisation du service militaire dans les provinces de l'état sera au nombre des institutions fondamentales.

Lorsqu'elle s'opérera pour le Péloponèse, vous aurez, Monsieur, la place et le rang auxquels vous appellent vos services, et dont la nation et les gouvernements précédents vous ont honoré. Le gouvernement se plaît aujourd'hui à vous en donner l'assurance, et vous pouvez à votre tour assurer les officiers qui ont servi sous vos ordres, qu'ils obtiendront aussi des places analogues à leur rang.

Nous les engageons par la circulaire ci-jointe à recevoir de votre part communication du contenu des présentes, et à concourir par leur zèle et par leur patriotisme au maintien de l'ordre et de l'administration légale, dont commence à jouir le Péloponèse.

La présence des troupes étrangères vous impose, Monsieur, à vous ainsi qu'à tous les capitaines de la presqu'île, le devoir d'accomplir cette tâche d'une manière complètement conforme à l'attente du gouvernement.

Vous vous êtes montré, et ils se sont montrés honorablement sur le champ de bataille. Vous vous montrerez, et ils se montreront également dans cette époque décisive, à la hauteur du temps et de l'avenir auquel la Providence réserve la Grèce.

Circulaire aux Chefs militaires du Péloponèse.

Le gouvernement se plaît, Messieurs, à vous adresser les présentes, pour vous engager à recevoir, de la part du commandant en chef des armes péloponésiennes, communication des ordres qui lui sont transmis aujourd'hui, et des assurances qui les accompagnent.

Vous y trouverez un gage de la bienveillance dont vous êtes l'objet.

Il vous appartient de la justifier de plus en plus, en vous conformant avec une scrupuleuse religion aux instructions que vous recevrez de la part du général Colocotronis, selon celles dont nous le munissons, et dont il vous transmettra copie.

A M. le Général Adam, à Corfou.

Poros, $\frac{17}{29}$ octobre 1828.

Ce n'est que hier que j'ai reçu la lettre de Votre Excellence en date du 7 de ce mois. Avant même de la recevoir, j'en avais appris le contenu par des faits qui m'ont pénétré de douleur.

Les familles renvoyées de Calamos dans les environs de Patras et sur d'autres points du Péloponèse, ont trouvé dans cette saison encore moins de ressources que n'aurait pu leur en offrir à toute autre époque ce pays si cruellement ravagé.

Le gouvernement qui n'était pas prévenu de l'adoption de cette mesure, et dont tous les soins sont voués aujourd'hui à secourir les malheureux habitants de la Morée, réduits eux-mêmes à la plus affreuse nécessité, n'avait pas pu de son côté aviser aux moyens de préparer un asile et des subsistances aux réfugiés.

J'avais espéré, Monsieur le général, que les bienfaits de l'hospitalité continueraient à leur être accordés, jusqu'à ce que j'eusse pu prendre les mesures que réclame leur situation. Je m'en étais d'autant plus flatté, que dans le mois de juillet dernier je m'étais expliqué sur le sort de ces infortunés avec le résident anglais à Calamos. En leur procurant alors quelques secours, j'avais exprimé l'intention de faire passer à cet effet de

nouveaux fonds, afin que les réfugiés ne fussent pas à la charge du gouvernement des îles Ioniennes. Ce projet n'a pas rencontré l'assentiment de Votre Excellence.

Il ne me reste aujourd'hui, Monsieur le général, qu'à vous offrir au nom de la Grèce mes remerciements sincères pour l'hospitalité qui a été accordée jusqu'ici par le gouvernement ionien aux malheureux réfugiés, accueillis sur son territoire.

Dans le cas où les familles qui s'y trouvent encore à cause de leur dénûment absolu ne pourraient pas obtenir une prolongation de séjour, l'intendant-général de l'armée de la Grèce occidentale pourvoirait à leur départ, d'après les ordres que je vais lui transmettre à cet effet.

*Aux Commissaires extraordinaires de l'Achaïe
et de l'Élide.*

Poros, $\frac{17}{29}$ octobre 1828.

C'est avec une douleur inexprimable que nous venons d'apprendre que le général Adam, lord haut-commissaire dans les îles Ioniennes, vient d'ordonner aux malheureuses familles réfugiées à Calamos de sortir de cet asile, et de se rendre en Morée.

Nous savons qu'un grand nombre de ces familles sont déjà arrivées dans la juridiction de votre département, et que d'autres vont arriver. Nous connaissons dans toute son étendue la misère qui les accable, et nous n'ignorons pas non plus le dénûment dans lequel elles trouvent le pays qui sort à peine de la main dévastatrice des Turcs. Cependant nous ne devons pas nous laisser décourager par ces circonstances; au contraire nous devons faire tout ce qui peut dépendre de nous pour les rendre le moins fâcheuses que possible.

Vous devez en conséquence donner tous vos soins, pour que ces familles, qui viennent chercher provisoirement l'hospitalité dans le Péloponèse, soient accueillies et abritées aussi bien que faire se pourra.

Vous nous informerez sans perte de temps de leur nombre et de leurs besoins, et vous nous indiquerez en quoi peuvent consister les secours que, dans la modicité très-restreinte de ses moyens, le gouvernement pourrait leur donner. Nous attendons avec impatience vos réponses.

*A M. Coletti, Commissaire extraordinaire
à Samos.*

Poros, $\frac{20 \text{ octobre}}{1 \text{ novembre}}$ 1828.

C'est avec infiniment d'intérêt que j'ai lu votre lettre

du 12 du courant. Elle renferme des notions qui donnent beaucoup à penser et plus encore à faire.

La question est de savoir si c'est le temps de faire, ou s'il ne faut pas se borner à observer, à noter, à réfléchir, et se réserver de prendre des mesures salutaires dans un moment plus opportun.

A mes yeux cette question est décidée par le fait même de la situation générale de nos affaires et des grands intérêts qui se discutent actuellement à Poros. Ce n'est que lorsque ces grands intérêts seront complètement décidés, que nous connaîtrons bien notre position et nos moyens, et ce qu'il pourra nous être donné d'entreprendre pour guérir radicalement les différentes maladies locales qui tourmentent encore la nation.

Nous n'en sommes pas encore là ; mais nous espérons à l'aide de Dieu de toucher bientôt au terme des incertitudes. Les ministres des Puissances alliées s'occupent sans relâche de leur mission ; et si l'on doit se reposer sur leur opinion personnelle, ils croient être en mesures sous peu de jours de faire collectivement et unanimement leur rapport aux trois cours sur tous les points qui concernent l'exécution du traité de Londres, soit que la Porte y accède, soit qu'elle persiste à s'y refuser. Pour autant qu'il peut être permis d'espérer dans des matières semblables, ce rapport sera très-favorable et remplira tous les vœux de la Grèce.

Dans une époque aussi critique pour son avenir, le plus grand de tous ces intérêts c'est d'être et de se

montrer paisiblement administrée. Tout désordre intérieur, toute mesure d'éclat exécutée dans la vue de l'arrêter ou d'en extirper le principe, donnerait lieu aux représentants des cours alliées de soutenir, avec quelque apparence de raison, que la nation Grecque n'est pas en état d'être gouvernée par des magistrats tirés de son sein.

Ils diraient : Le désordre et l'anarchie qui ont existé jusqu'au mois de janvier de cette année pouvaient être attribués à l'isolement et à la misère de la Grèce. A quoi peut-on attribuer aujourd'hui le désordre et les mutineries, si ce n'est au caractère de ses habitants et à celui de ses magistrats?

Vous voyez aisément les funestes conséquences dont peut nous menacer la malveillance étrangère, si nous lui livrons cette arme redoutable.

En partant de ces considérations, j'approuve le point de vue élevé sous lequel vous avez envisagé les essais de mutinerie des districts de Marathocampo et de Vathi, et les mesures sages que vous avez préférées pour les apaiser. Je reconnais avec vous qu'en remontant aux causes de ces mouvements, il est impossible de ne pas voir que, tant que les chefs des deux partis seront en présence, ils voudront se donner la mesure de leurs forces, et que le pays sera par conséquent exposé sans cesse et à la moindre occasion à des scènes scandaleuses, peut-être même au désordre et aux secousses insurrectionnelles.

C'est à prévenir habilement, c'est à rendre même impossibles ces occasions de scandale et de désordre, qu'il faut diriger tous nos efforts dans le moment actuel. Vous proposez à cet effet deux systèmes. Le déploiement de la force du gouvernement, ou celui de la force de l'un des deux partis, du parti qui dominait à Samos avant votre arrivée en cette île.

Les considérations majeures dont je viens de vous faire part, rendent pour le moment inadmissible le premier système; et les mêmes considérations nous imposent le devoir de n'admettre le second qu'avec de sages précautions. En donnant une entière victoire au parti des *car-magnols*, l'autre jetterait à juste titre les hauts cris, et réagirait ou sur les lieux ou auprès du gouvernement, ou en désespoir de cause auprès des représentants des cours alliées. Il faut donc de toute nécessité prévenir aussi cette réaction. Pensez-y!

Vous connaissez les hommes et leurs intérêts. Vous avez profondément mesuré la force des uns et la nature des autres. Tâchez donc et avant tout de combiner un plan de conciliation entre les deux partis, au moyen duquel nous puissions obtenir que les esprits se calment, et que les choses restent en balance.

Si pour arriver promptement à cette conciliation, il était nécessaire d'employer hors de l'île des hommes marquants de l'un et de l'autre parti, indiquez-les-moi, et je les placerai honorablement. Mon intention est d'appeler au Panhellénium des représentants de l'Archipel;

il est d'un grand intérêt de ne pas exclure Samos; et j'allais vous écrire à ce sujet.

Dans l'hypothèse que nulle conciliation sur les lieux ne soit praticable, pensez alors à y arriver d'une manière indirecte. Je suppose qu'il soit impossible de partager équitablement le pouvoir à Samos, et de satisfaire un peu le parti des *calicangares*. Ce parti n'a-t-il pas des hommes que le gouvernement puisse employer hors de l'île? Le parti contraire verrait alors que la victoire n'est pas complète, et que le gouvernement est loin de vouloir se mettre dans ses mains.

Enfin si aucune de ces combinaisons ne pouvait réussir, et s'il était de toute nécessité de livrer Samos au parti qui s'était emparé du pouvoir dans les derniers temps, il ne nous resterait alors qu'à porter les chefs du parti contraire à se pénétrer des motifs d'un ordre supérieur, qui mettent le président dans la pénible nécessité de ne pouvoir pas s'occuper en personne de la conciliation de leurs intérêts. Vous les engageriez alors à prendre patience, à se retirer s'il le faut, et à ne pas douter de la justice qui leur sera faite.

Je désire que vous travailliez immédiatement à cette œuvre de conciliation, et que vous l'acheviez dans le plus court délai possible. Vous m'en instruirez par des communications très-confidentielles, en donnant toutefois dans vos rapports d'office une idée générale des choses courantes.

Je mets beaucoup de prix à ce que vous établissiez à

Samos une administration qui puisse maintenir l'ordre et la tranquillité, sans que votre présence y soit nécessaire. J'ai besoin de vos talents et de vos services pour soigner des intérêts d'un ordre supérieur. Plus vous serez promptement disponible, plus la patrie vous devra, et plus j'aurai de motifs de vous donner la preuve de la confiance que vous m'inspirez.

En répondant à la présente, vous me direz s'il est nécessaire de nommer un commissaire extraordinaire pour vous remplacer; mais par-dessus tout vous me direz si un autre que vous peut me donner la garantie que Samos ne deviendra pas le théâtre de l'anarchie et du désordre. Envoyez-moi la réponse à la présente par un homme de votre confiance.

A M. Panos Rangos.

Poros, $\frac{20 \text{ octobre}}{1 \text{ novembre}}$ 1828.

Je réponds à votre lettre, et je vous remercie de la communication de celle que vous a écrite votre frère et que je vous renvoie ci-jointe. Je partage les vœux qu'elle exprime, et je serai bien aise de contribuer à leur accomplissement.

Soyez bien assuré vous-même, et donnez aussi à votre frère l'assurance que je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour en accélérer le moment. Ce qu'il

faut en attendant, c'est de sauver la cause commune, n'importe les petits obstacles qui semblent s'y opposer.

Ces obstacles sont petits, parce qu'ils n'ont pas empêché le grand résultat que nous avons obtenu, en nous emparant du golfe de Prévéza. Il s'agit de conserver cette position, et de mettre l'ennemi dans l'impossibilité de nous forcer à la retraite; c'est en cela que consiste actuellement le salut de la patrie.

Votre frère est appelé à y concourir, en faisant preuve non-seulement de bravoure et de dévouement, mais aussi de sagesse et de modération. Quels que soient ses griefs ou ses querelles avec le capitaine Iskos, il doit les oublier, et diriger ses efforts là où, ne se rencontrant ni directement ni indirectement avec son rival, il puisse faire du bien.

Telle est la preuve de sagesse et de modération que je lui demande. Le jour dans lequel il aura triomphé du capitaine Iskos, soit en le jetant dans le système turc, soit en l'humiliant devant ses compatriotes, et qu'une nouvelle catastrophe aura ramené l'armée à Mytika, qu'aura-t-il gagné? Un pas rétrograde dans ce moment nous fera perdre le terrain que nous ne regagnerons plus, quels que puissent être nos efforts.

Les temps sont changés; nous ne sommes plus seuls, et le sort de nos frères de la Grèce occidentale ne peut être décidé favorablement qu'autant que nous occuperons une position qui justifie l'incorporation territoriale de ce pays à la Grèce.

Je désire que vous fassiez part à votre frère de toutes ces considérations. Ce devoir rempli, aucune responsabilité ne pèsera plus sur moi.

Votre famille et celles de vos compatriotes ont été obligées de quitter l'asile de Calamos. J'en ai le cœur brisé de douleur, car je sens l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement de venir à leur secours autant qu'il le désire et qu'il le doit. Cependant du moment que je saurai où elles se trouvent, quel est leur nombre, leur état, et ce que le gouvernement peut faire pour leur soulagement, je m'empresserai de payer ma dette, autant toutefois que nos moyens pourront nous le permettre. J'ai donné et je vais donner les ordres en conséquence; ne doutez pas de l'intérêt sincère et cordial avec lequel je tâcherai de mitiger la situation de ces innocentes victimes. Ne me demandez pas l'impossible, et vous me trouverez très-disposé, je vous le répète, à faire tout pour vous rendre justice et pour vous satisfaire.

Aux Primats d'Athènes.

Poros, $\frac{20 \text{ octobre}}{1 \text{ novembre}}$ 1828.

J'ai tardé, Messieurs, à vous accuser réception de votre adresse en date du 7 octobre.

J'étais seul ici, et la secrétairerie d'état n'étant arrivée

qu'aujourd'hui, je ne puis qu'aujourd'hui vous exprimer officiellement combien le gouvernement se félicite des nobles dispositions que vous manifestez, au moment où vous espérez voir enfin votre terre natale délivrée de la présence de l'ennemi.

Vous ne doutez pas, je suis sûr, des efforts que fait le gouvernement pour hâter ce moment, et pour vous donner ainsi l'occasion de faire connaître votre patriotisme et votre dévouement.

Quels que soient les retards que les circonstances paraissent opposer à l'accomplissement d'un résultat que nous appelons de tous nos vœux, loin de nous décourager, nous devons espérer avec une entière confiance que sous peu de temps nos frères de la Grèce continentale partageront le bonheur dont jouissent déjà les Péloponésiens.

Telle est, Messieurs, ma conviction personnelle; elle est profonde et intime, parce que je crois que le Seigneur protège notre cause, et que dans sa miséricorde il la soutient par des miracles. Si vous jetez un coup d'œil sur le passé, vous partagerez cette conviction, et par conséquent vous vous tiendrez prêts à seconder le gouvernement, au moment où il s'agira de concourir à la délivrance complète de vos foyers.

*A. M. le Stratarque Ypsilantis.*Poros, $\frac{21 \text{ octobre}}{2 \text{ novembre}}$ 1828.

Le gouvernement vous expédie un courrier pour vous accuser la réception de vos rapports en date du

Il a appris avec infiniment de satisfaction, par vos communications confidentielles, que vous êtes prêt à marcher, et que vous partirez tout au plus tard demain.

Au moment dans lequel vous nous avez expédié vos dernières dépêches, vous n'aviez pas reçu celle que nous vous avons adressée par le commissariat général. Nous vous pressions également de marcher, et surtout de donner sans perte de temps un renfort à l'armée de la Grèce occidentale. Nous vous autorisions même à le faire partir par mer, afin d'en accélérer l'arrivée sur les lieux où le sort de la Grèce occidentale va peut-être se décider.

Aujourd'hui que nous vous savons en marche, nous vous ordonnons de prescrire définitivement au chiliarque Tzavellas de se porter rapidement en avant avec ses braves, et d'atteindre le plus tôt possible le général Church. Stratos pourra prendre la position jusqu'à ce que vous soyez avancé, et puis il se portera lui-même plus loin, en suivant la marche de Tzavellas. Il est d'un immense intérêt de nous emparer de la position de Macrinoros, et les forces sous les ordres du général Church ne sont pas suffisantes.

Je joins ici une lettre pour le chiliarque Tzavellas, afin de l'encourager à faire sa marche avec la plus grande rapidité. Vous écrirez vous-même à cette occasion au général Church, et vous lui annoncerez les dispositions et les mouvements dont vous êtes chargé.

Comme vous le savez, j'attends d'un instant à l'autre les réponses qui doivent décider du mouvement de la chiliarchie de Hadji Pétros et des autres.* Jusque-là vous pouvez leur donner l'assurance que je suis, plus encore que leurs braves, impatient de les faire agir.

Veuillez nous tenir au courant de vos marches et de leurs résultats. Ils seront heureux, je n'en doute pas, parce que je compte avant tout sur la protection de Dieu, et puis sur votre zèle, sur votre patriotisme, et sur la discipline de l'armée.

A M. le Chiliarque Tzavellas.

Poros, $\frac{21 \text{ octobre}}{2 \text{ novembre}}$ 1828.

Le stratarque reçoit l'ordre de vous faire avancer. Vous êtes destiné avec vos braves à rendre un grand service à la patrie. Vous devez renforcer nos frères de la Grèce occidentale, et leur assurer les résultats de l'oc-

* Ce corps était tenu en réserve, pour agir de concert avec l'armée française, dans l'espérance qu'on nourrissait alors que le général Maison recevrait l'ordre d'occuper l'Attique et l'Eubée.

cupation du golfe Ambracique. Le général Church vous attend avec une juste impatience; vous le mettrez à même de s'emparer de la position de Macrinoros, sans laquelle tout peut être compromis. Remplissez la commission que vous recevez avec le zèle et l'énergie qui vous caractérisent. Le gouvernement se plaira à vous en témoigner sa reconnaissance.

La présente vous arrive par le jeune Anagnostaras. Il a l'ordre de nous apporter de vos nouvelles, du moment que vous aurez opéré votre jonction avec le général Church.

Au Panhellenium.

Poros, $\frac{21 \text{ octobre}}{2 \text{ novembre}}$ 1828.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que depuis le mois de mars le gouvernement a désiré recueillir votre opinion sur un plan d'organisation judiciaire qui fût analogue à la situation du pays, et dont la prompte exécution pût nous faire espérer que la justice commencerait enfin à être administrée dans des formes légales.

Les différents projets d'organisation qui ont été communiqués au gouvernement ne laissent rien à désirer sous le point de vue théorique; mais il n'en est pas de même sous celui de l'exécution.

Conçus dans des vues générales, ces projets embras-

sent l'organisation complète de l'ordre judiciaire. Or il nous a semblé qu'aucun des éléments dont se composait ce système n'étant à l'épreuve de l'expérience, il eût été au moins hasardé d'en mettre en œuvre d'un seul trait toutes les parties.

D'autre part la destination des nombreux employés qu'exigerait la mise à exécution d'un semblable système, aurait ou grevé la caisse publique au delà de ses moyens, ou forcé le gouvernement à taxer à un haut prix les moindres actes de la procédure judiciaire : cette nouvelle taxe eût été onéreuse pour le peuple, et peut-être même eût-elle excédé ses moyens. Ce peuple est encore, et il ne sera que trop longtemps, épuisé par les conséquences funestes des huit années qui viennent de peser au delà de toute mesure sur sa noble résignation. Il sollicite néanmoins la garantie qu'il ne peut trouver que dans l'institution des tribunaux.

Le gouvernement ne peut pas la lui offrir directement, parce qu'il ne lui appartient pas d'exercer les fonctions judiciaires. Par conséquent il n'a point le droit de les faire exercer par les commissaires extraordinaires ni par les gouverneurs provisoires, et c'est pour cela qu'il s'en est abstenu.

Ce que dans des circonstances urgentes il a dû se permettre, c'est de nommer des commissions provisoires et spéciales que les parties ont consenti à reconnaître, ou bien d'engager les parties à faire régler leurs différends par la voie des arbitres.

Ces moyens cependant sont loin de répondre au nombre des réclamations qui parviennent journellement au gouvernement. Il est par conséquent de son devoir d'instituer la branche la plus urgente de l'ordre judiciaire, jusqu'à ce que son organisation définitive soit réglée par des lois formellement sanctionnées.

C'est dans cette vue que, d'après l'autorisation reçue par le gouvernement, le commissaire extraordinaire des Sporades occidentales a procédé à l'essai dont vous trouverez ci-jointe l'esquisse.

Il a donné à chaque démogérontie un adjoint destiné exclusivement à terminer par la voie d'arbitrage les affaires que les citoyens voudraient lui déférer. Selon les coutumes du pays, les démogéronties étaient investies du pouvoir judiciaire.

Je vous propose, Messieurs, de prendre en considération l'essai déjà fait, et d'examiner comment il pourrait se concilier avec la justice et les besoins actuels de la nation.

D'ailleurs nous pourrions avoir recours à un autre mode d'organisation. Il s'agirait de confier la justice de paix à l'un des démogérontes, et d'établir dans le chef-lieu de chaque département un tribunal de première instance. Une ou deux cours d'appel compléteraient l'ordre judiciaire provisoire.

Une combinaison simple dans la composition de ces tribunaux suffirait pour les rendre aptes à connaître aussi des affaires criminelles.

Lorsque le projet du décret sur l'organisation judiciaire aura été arrêté, il serait nécessaire de fixer approximativement la liste civile des appointements des juges. Les renseignements que la commission des finances pourrait offrir sur cet objet ne me paraissent pas inutiles. On connaîtrait d'une manière plus positive les ressources de la caisse publique, et cela contribuerait à donner sur nos moyens pécuniaires des idées exactes, qui serviraient de base à cette liste.

Quelques décrets sur la procédure de la justice de paix, des tribunaux de première instance et des cours d'appel, conçus avec simplicité et clarté, ne sont guère moins nécessaires. Ces décrets formeraient le complément de l'organisation en question. J'ai lieu d'attendre ces projets de votre zèle pour le bien public.

Je vous propose, Messieurs, de prendre en considération l'essai qui vient d'être fait, et de voir : 1°, si l'on pourrait donner à ces adjoints aux démogérontes les fonctions de juges de paix ; 2°, si, en trouvant les moyens de les faire assister de deux conseils, ils pourraient exercer celles de juges de première instance ; 3°, si le tribunal de première instance pour une province ne pourrait pas devenir tribunal d'appel pour la province voisine.

En admettant cette idée, il ne serait peut-être pas difficile d'organiser avec une égale simplicité l'administration de la justice criminelle. Je joins ici encore un projet d'organisation rédigé dans cet esprit. En déférant l'en-

semble de cette communication à l'examen de la section de l'intérieur, vous voudrez bien l'engager à y vouer sans retard tous ses soins. J'aime à espérer que vous discuterez et approuverez son travail avec une égale sollicitude, et que le gouvernement pourra sous peu de jours procéder à l'institution provisoire de cette première base de l'ordre judiciaire.

Au Commissaire extraordinaire des Sporades occidentales.

Poros, $\frac{22 \text{ octobre}}{3 \text{ novembre}}$ 1828.

Le gouvernement vous transmet ci-jointe la copie de la lettre qu'il vient d'adresser directement à la communauté d'Hydra, ainsi que la circulaire qu'il vous engage de faire parvenir aux communautés de Spetzia et de Psara.

Il serait à désirer que l'esprit d'intrigue de quelques hommes dont la perversité est incorrigible, ne s'emparât pas de cette circonstance, pour tourner contre les véritables intérêts de la marine, et les intentions pures et sincères du gouvernement, le but de la conférence dont il s'agit et les résultats auxquels elle aboutira, du moment que la bonne foi et un peu de patriotisme régleront l'opinion des députés de ces îles.

Quoi qu'il en soit, remplissons loyalement notre

devoir, et laissons le reste à la Providence. Tôt ou tard elle fait justice, et ce pays n'en a que trop de preuves.

En transmettant les circulaires, engagez de votre part les deux communautés à penser que le gouvernement espère qu'elles choisiront des députés qui soient revêtus de toute la confiance de leurs concitoyens.

Aux Communautés de Spetzia & de Psara.

Poros, $\frac{22 \text{ octobre}}{3 \text{ novembre}}$ 1828.

La communauté d'Hydra nous a témoigné le désir d'envoyer auprès de nous deux ou trois de ses magistrats, afin de prendre en considération confidentiellement avec nous la situation dans laquelle se trouvent actuellement les forces navales de leur île, et d'aviser aux mesures qui pourraient être prises pour les préserver d'un dépérissement ultérieur.

Nous lui avons répondu que rien ne nous tient tant à cœur que de délibérer conjointement avec eux sur cet intérêt majeur, mais qu'en même temps nous désirons entendre et consulter vos députés et ceux de vos confrères.

Nous vous engageons par conséquent à choisir les vôtres, et à vous entendre avec les primats des deux autres îles, afin que tous les députés se trouvent réunis en même temps à Poros, où des affaires majeures nous obligent de prolonger notre séjour.

Nous sommes convaincus que vous apprécierez les motifs qui nous portent à cette mesure, et dans les résultats de cette conférence vous aurez un gage nouveau de la sollicitude du gouvernement pour vous.*

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{26 \text{ octobre}}{7 \text{ novembre}}$ 1828.

Après avoir expédié le message que je vous ai adressé en date du 21 de ce mois, j'ai appris par l'organe du secrétaire d'état qu'il existe une loi relative à l'organisation de l'ordre judiciaire.

Je ne puis pas vous laisser ignorer, Messieurs, la pénible surprise dont j'ai été frappé, en n'apprenant que dans ce moment un fait si remarquable, et cela quand depuis le mois de mars il est question auprès de la section de l'intérieur du Panhellénium de l'organisation judiciaire.

Ayant posé pour principe de n'administrer l'état que sur les bases arrêtées par les actes des congrès nationaux, c'eût été violer ce principe que de publier une ordon-

* A la suite de cette conférence, le président trouva juste de faire distribuer 50,000 piastres d'Espagne aux insulaires, pour les indemniser en partie des dépenses qu'ils avaient faites au commencement de l'insurrection pour armer leurs vaisseaux en guerre. Au moyen de cette somme, les îles d'Hydra, de Spetzia et de Psara purent en 1829 mettre en activité leurs gros bâtiments.

nance qui instituait provisoirement l'ordre judiciaire sans faire mention de la loi, et sans donner les motifs qui portent le gouvernement à en ajourner l'exécution complète.

Heureusement l'existence de cette loi m'est connue assez à temps pour que je puisse recommander à la section de l'intérieur de la prendre en considération, et de s'écarter le moins possible de ses dispositions fondamentales dans le projet d'organisation auquel cette section est chargée de travailler.

La loi dont il s'agit est inscrite dans le code sous le numéro 13. Elle a été faite à Corinthe le 2 mai 1822. L'assemblée d'Astros a, par un décret en date du 14 avril 1823, chargé le corps législatif de la reviser. Celui-ci l'a fait reviser, et en a décrété la promulgation à Nauplie le 21 octobre 1825. Le congrès de Trézène enfin a statué que les tribunaux devraient être établis d'après cette loi.

Autant que je puis en juger, la loi du 2 mai suppose un état de choses qui est sans doute désirable et auquel doivent tendre tous nos efforts, mais qui dans ce moment est loin de se trouver conforme à nos vœux. Cette observation s'applique également soit au nombre des tribunaux, soit au mode de l'élection des juges, excepté toutefois les juges de paix, dont les attributions sont données aux démogéronties.

Pour ce qui est des nominations, je procèderai dans cette occasion comme j'ai fait dans toute autre. J'ai

tâché d'alléger ma responsabilité, en la faisant partager aux magistrats qui m'ont communiqué confidentiellement des listes des candidats.

Les commissaires extraordinaires dans les treize départements de l'état, en se conformant aux directions qu'ils ont reçues, m'ont déjà communiqué la liste des citoyens de leurs départements respectifs qui pourraient être employés dans l'ordre judiciaire. Je vous propose, Messieurs, d'en faire autant chacun dans votre particulier.

Vous connaîtrez les premiers le nombre des juges et des secrétaires qu'exigera l'institution provisoire des tribunaux.

Vous conviendrez avec moi sans doute qu'il est d'une grande importance de conférer les fonctions de juges à des citoyens nés et domiciliés hors du département, où ils seront appelés à les exercer. Vous conviendrez aussi que parmi les candidats, c'est aux hommes les plus âgés et les plus capables par leurs connaissances, qu'il faudra conférer la présidence des tribunaux qui seront institués.

Si vous adoptez cette opinion, il vous plaira peut-être de faire vos listes de candidats en conséquence, c'est-à-dire de désigner non-seulement leurs noms, mais les places auxquelles chacun de vous croira convenable de les destiner. Je comparerai vos listes avec celles que j'ai déjà sous les yeux, et ceux des candidats qui auront réuni la majorité des suffrages obtiendront la préférence.

En désirant suivre cette marche, je dois vous recommander, Messieurs, de faire chacun dans votre particulier les listes susmentionnées, et de me les envoyer séparément et cachetées, au moment dans lequel vous aurez donné votre opinion sur le travail que vous présentera la section de l'intérieur.

A M. le Baron de Saint-Denis.

Poros, $\frac{26 \text{ octobre}}{7 \text{ novembre}}$ 1828.

Le secrétaire d'état vient de recevoir l'ordre de transmettre aux commissaires extraordinaires des départements de l'Archipel la communication que vous avez bien voulu nous adresser en date du 6 du courant.

Les vice-consuls et agents qui sont actuellement chargés dans les îles susmentionnées de gérer comme par le passé les fonctions consulaires, obtiendront tous les égards qui leur sont dus, et toute l'assistance qu'il sera au pouvoir du gouvernement de leur offrir.

Nous n'aborderons pas ici la question de savoir quels sont les droits et les privilèges qui leur appartiennent. Ceux dont ils jouissaient sous la domination musulmane nous semblent de nature à être pris en considération, et nous ne pensons pas que ce moment soit le plus opportun pour nous en occuper utilement.

Nous aimons à espérer cependant que ces agents con-

sulaires venant d'être placés sous votre direction immédiate, nul obstacle n'entravera, par le fait de l'exercice de leurs fonctions, l'expédition des affaires commerciales qui leur sont confiées. L'esprit de sagesse et de conciliation qui vous caractérise nous en donne d'avance la garantie la plus rassurante.

A M. P. Mavromichalis.

Poros, $\frac{26 \text{ octobre}}{7 \text{ novembre}}$ 1828.

J'ai différé de répondre à vos deux lettres du 18 et du 22 du courant. J'ai voulu voir votre homme de confiance; mais il ne m'a rien dit de plus que ce que je savais déjà.

Il n'a pas su me donner de réponse satisfaisante aux observations que je lui ai faites relativement à la conduite extraordinaire de Monsieur votre fils. Celui-ci perçoit les revenus de l'état comme fermier; il doit 60,000 et quelques piastres, et il croit les payer en renvoyant les commissaires aux explications qu'il vous plaira de donner à la commission des finances.

Qu'on ait osé faire des réponses semblables en d'autres temps, je le conçois; mais qu'on l'ose encore, c'est ce qui m'étonne et m'afflige.

J'attends des éclaircissements de la part de la commission des finances sur cette affaire. Il m'est impossible de la laisser sans une décision, et je vous prévien que je

la déciderai, en n'ayant égard qu'aux seuls intérêts de l'état.

Si M. Psyllas est autorisé à quitter sa place, c'est qu'il ne veut pas y rester, et qu'il m'est impossible de le forcer à s'acquitter des devoirs qu'il ne juge pas être à sa portée.

M. Génovellis aura provisoirement l'inspection du département de la basse Messénie, et il justifiera la confiance du gouvernement, comme il l'a fait avant et depuis sa nomination au poste de commissaire extraordinaire.

Je viens de lui donner la commission d'offrir à M. votre frère Jean, ainsi qu'à M. Mourzinos, ses bons offices pour les réconcilier. Votre frère a proposé directement une conciliation à M. Mourzinos, et celui-ci paraît vouloir en assurer les effets, en obtenant l'intervention d'un homme de la confiance du gouvernement.

On vous a très-mal informé à l'égard des promotions ou des grades que MM. Mourzinos et Zanétakis auraient obtenus. Rien n'a été fait et ne se fera en leur faveur sans que votre famille et les vôtres soient appelés à y prendre leur juste part. C'est dans cette participation équitable que doivent se trouver le repos et la tranquillité de votre pays natal.

Quant au secours plus particulier que vous me demandez, je vous répéterai ce que je vous ai déjà écrit et dit de vive voix : il ne peut consister qu'en très-peu de chose, attendu que mes moyens sont à présent complètement épuisés.

Lorsque Monsieur votre fils sera de retour, je le verrai avec plaisir, et je ne demanderai pas mieux que de l'employer.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{29 \text{ octobre}}{10 \text{ novembre}}$ 1828.

J'approuve infiniment, Messieurs, les observations que vous m'adressez par votre office sous le numéro 46.

Vous ne devez pas douter de la persévérance avec laquelle je continuerai à faire des démarches, afin que nos frères de la Grèce orientale obtiennent par le fait les gages de sécurité et de bonheur, dont jouissent maintenant les habitants du Péloponèse.

C'est dans ce sens que je me suis expliqué avec les primats et les notables de l'Attique, et vous en avez la preuve dans la copie ci-jointe de la lettre que je leur ai écrite dernièrement.*

Vous n'ignorez pas qu'enfin l'armée s'est mise en mouvement. Espérons qu'avec l'aide de Dieu nos vœux seront accomplis. Tâchons d'y contribuer en remplissant, chacun dans notre sphère, avec zèle et droiture les devoirs que la crise actuelle de la patrie nous impose.

* Voyez la lettre du 20 octobre (1 novembre).

A M. le Capitaine St. Bulgari.

Poros, $\frac{29 \text{ octobre}}{10 \text{ novembre}}$ 1828.

Le succès avec lequel, conjointement avec M. le capitaine Garnot, vous vous êtes acquitté, Monsieur, de la commission dont vous vous êtes chargé, pour donner un premier commencement à la restauration régulière de la ville de Tripolitza, nous porte à vous engager à nous rendre un service semblable en faveur de Patras.

Les Turcs et les Arabes n'y sont plus; mais ils n'ont laissé que des ruines. Les citoyens de cette ville autrefois si riche et si florissante, accourent pour découvrir leurs foyers, et demandent avec instance au gouvernement, des ingénieurs qui leur tracent des lignes d'après lesquelles ils bâtiront aujourd'hui des cabanes, et plus tard, s'il plaît à Dieu, des maisons, des places, une ville.

Nous vous prions par conséquent de vous rendre à Patras, et de proposer aussi à M. Garnot de prendre part à cette commission.

En passant par Nauplie et Corinthe, vous utiliserez votre voyage en faisant la reconnaissance de cette route comme vous l'avez fait de telle qui mène des moulins de Nauplie à Tripolitza.

Si M. Garnot préfère rester à Nauplie dans l'attente de quelque autre commission, vous voudrez bien vous rendre seul à Patras dans le plus court délai possible.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{31 \text{ octobre}}{12 \text{ novembre}}$ 1828.

Le conseil législatif et le gouvernement ont annoncé à la nation par des actes solennels que le congrès de ses plénipotentiaires serait convoqué pour le mois d'avril. Des circonstances impérieuses ont empêché l'accomplissement des vœux que nous avons formés, et par votre office du 5 avril vous avez exprimé, Messieurs, que vous partagiez notre opinion, nos regrets et nos espérances.

A peine touchions-nous au moment de fixer l'époque dans laquelle les départements, par suite de leur organisation intérieure, auraient dû élire leurs plénipotentiaires sous la sauvegarde d'un ordre légal, lorsqu'un nouveau malheur, la peste, vint entraver et retarder les opérations qui avaient pour but un résultat si important.

Vous n'ignorez pas non plus les autres affaires majeures auxquelles, conjointement avec nous, vous avez dû accorder tous vos soins depuis le mois de septembre.

Nous croyons maintenant devoir vous inviter à faire un travail concernant la convocation du congrès national. Il vous appartient de prendre en considération les lois existantes, et de voir comment, en ne nous écartant pas des principes qu'elles ont posés, nous pourrions appeler les citoyens des différents départements et des différentes provinces de l'état à élire leurs plénipotentiaires.

Depuis que la Grèce a repris l'exercice de ses droits, nulle époque n'a été plus décisive. Les délibérations du congrès se feront, pour ainsi dire, sous les yeux du monde civilisé, et particulièrement des Puissances qui honorent notre patrie d'un bienveillant intérêt. L'avenir de la Grèce est entre les mains de ces grandes Puissances. Que la nation remplisse ses devoirs; qu'elle les remplisse en se montrant digne des destinées que, par ses sacrifices aussi héroïques qu'immenses, elle s'est efforcée de fixer. La Providence fera le reste.

C'est dans cet esprit que je vous prie, Messieurs, d'envisager et de résoudre les différentes questions que présente le travail que je vous demande.

Le congrès, par le nombre et les proportions des plénipotentiaires qui le composent, doit représenter les intérêts légitimes des provinces qui ont joui déjà du droit d'envoyer des représentants aux assemblées nationales. En partant de cette base que les actes des congrès antérieurs sanctionnent d'une manière irrévocable, vous nous proposerez les formes d'après lesquelles les provinces qui, à cause de la guerre, ne sont pas encore complètement organisées, devront élire leurs plénipotentiaires.

Nous vous engageons à vous occuper de ce travail avec le zèle qui vous caractérise. Dès que nous l'aurons reçu, nous nous empresserons de vous faire connaître les mesures ultérieures qu'il est de notre devoir de prendre.

A M. G. Condouriotis.

Poros, $\frac{2}{14}$ novembre 1828.

Je vous ai expliqué de vive voix, et je vous réitère par écrit les observations pénibles auxquelles donnent lieu les rapports que je reçois de toute part sur la conduite des personnes envoyées dans le Péloponèse par vos collègues du Panhellénium pour recueillir des notions statistiques.

Dans le département de l'Argolide, dans celui de l'Achaïe et dans celui de la basse Messénie, ces commissaires, au lieu de recueillir des notions statistiques, se sont plu à rassembler les démogérontes, et à les engager par serment à garder le secret sur les révélations patriotiques qu'ils allaient leur faire.

Ces révélations avaient pour motif la conduite despotique du gouvernement, lequel, à ce que ces hommes prétendent, tend à priver le peuple et la noblesse de leurs droits et privilèges; que si le gouvernement ne dévoile pas son plan dans ce moment, c'est pour mieux en assurer le succès; qu'enfin les instruments dont il se sert pour atteindre ce but, ce sont les commissaires extraordinaires; qu'il faut par conséquent mettre ensemble avec attention tous les griefs que les communautés ont à porter contre eux, et que les démogéronties doivent en temps et lieu les articuler par des pétitions formelles qu'elles adresseront au même gouvernement.

Ces mêmes démogéronties doivent demander exemption d'impôts, ou du moins quelque soulagement pour les communes, et des appointements pour elles-mêmes.

On a répandu soigneusement le bruit que les notions statistiques ont pour but de disposer des terres en faveur des étrangers, en un mot que tout le système du gouvernement se dirige à s'assurer un pouvoir illimité.

Je suis éloigné d'admettre que les commissaires aient poussé la démence si loin. Je suis plus éloigné encore de supposer qu'ils aient reçu l'ordre de remplir des commissions si criminelles; mais il doit y avoir quelque chose de vrai dans tout ceci, parce qu'il n'est pas à présumer que de bons et honnêtes paysans soient venus sans aucun motif m'entretenir avec effusion de cœur de ces menées, et m'aient fait parvenir leurs plaintes sur l'esprit d'inquiétude qu'on répand parmi eux.

Si ces rapports ne venaient que d'un seul département, je pourrais croire que c'est l'esprit de parti local qui les enfante, mais, je vous le répète, ces rapports m'arrivent de toute part.

Veillez par conséquent entretenir du contenu de la présente vos collègues qui ont envoyé ces commissaires dans le Péloponèse, et engagez-les à les rappeler sans perte de temps.

S'il s'agit de recueillir encore des notions statistiques, il faudra de toute nécessité que nous nous y prenions d'une autre manière, attendu que celle que nous avons employée n'a pas bien réussi.

Je ne la considère que comme une occasion, dont les petits esprits ont profité pour intriguer dans les différentes provinces. Il est de notre devoir de ne pas donner lieu à des occasions semblables. Veuillez me faire connaître le résultat de la communication amicale et confidentielle dont je vous charge, et agréez les assurances de ma considération distinguée.

Au Panhellenium.

Poros, $\frac{3}{15}$ novembre 1828.

Plus vous vous élevez, Messieurs, à la hauteur des grands intérêts de l'état, plus vous veillez à ce que le gouvernement ne les néglige pas, et plus vous me procurez la satisfaction d'espérer que, grâce à votre coopération, j'y réussirai. Telle est l'impression que me laisse la lettre que vous venez de m'adresser dernièrement.

Si dans le message auquel vous répondez, je n'ai pas fait mention de la Grèce occidentale, c'est que cette question n'était motivée ni par les explications verbales que vous a données de ma part votre collègue, M. Manginas, ni par votre réponse.

Au reste je me plais à vous donner l'assurance que je n'ai négligé et que je ne négligerai aucun moyen à ma portée, afin de faire accueillir les vœux que la nation a

exprimés par l'organe de ses représentants, en ce qui concerne l'affaire majeure de la délimitation territoriale. Quelles que soient les décisions que les Puissances alliées prendront à cet égard, j'aime à me flatter qu'avec l'aide de Dieu je remplirai mes devoirs de manière à justifier la confiance dont la nation m'a honoré.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{3}{15}$ novembre 1828.

La communication que je vous adresse aujourd'hui, Messieurs, est d'un grand intérêt. Il s'agit de prendre des mesures pour que justice soit rendue aux propriétaires des bâtimens qui composaient la marine nationale, et aux trois communautés d'Hydra, de Spetzia et de Psara, conformément aux principes sanctionnés par les assemblées d'Épidaure et d'Astros. Il s'agit aussi de ne négliger aucun moyen, afin de préserver d'un dépérissement ultérieur les bâtimens qui existent.

C'est dans la vue d'atteindre ce double but, que nous avons invité les communautés d'Hydra, de Spetzia et de Psara, à envoyer auprès de nous des magistrats revêtus de leur confiance, afin de conférer avec eux sur les mesures qu'il conviendrait de prendre. Ces conférences ont eu lieu, et nous ne pouvons qu'être pleinement satisfaits des nobles sentimens que nous ont exprimés les fondés

de pouvoirs de ces communautés, ainsi que de la sagesse des opinions qu'ils ont manifestées.

Vous trouverez ci-jointe la lettre qu'ils viennent de nous adresser, de même que les propositions qu'elle renferme. Il est de notre intention de les accueillir, et de leur donner suite par les mesures suivantes.

1°. En instituant une commission qui serait composée de sept membres, dont trois seraient nommés par les trois communautés et quatre par le gouvernement. Ces quatre membres seraient choisis toutefois sur des listes que les fondés de pouvoirs des communautés lui proposeraient.

2°. En autorisant cette commission à procéder d'abord à l'examen des demandes d'indemnités qui seront présentées par les propriétaires des bâtiments existants ou perdus pour le service de l'état, et en second lieu à la vérification de toutes les autres demandes d'indemnités que les communautés pourraient former sous des titres légitimes.

3°. La commission procéderait en outre à l'examen de l'état actuel des bâtiments existants; elle proposerait au gouvernement les experts sur le témoignage desquels elle fonderait son opinion sur cette partie de ses travaux.

4°. La même commission proposerait aussi au gouvernement d'acheter pour le compte de la nation tel nombre de ces bâtiments que le service public pourrait exiger, et que les moyens financiers de l'état sauraient

permettre. Les bâtimens qui resteraient encore à la disposition des propriétaires respectifs, pourraient plus facilement se réparer, et être ainsi conservés pour le commerce national.

Le résultat des travaux de la commission et des délibérations du gouvernement ferait alors l'objet d'un rapport final que le gouvernement recommanderait à l'attention et à la justice du congrès national qui doit être rassemblé.

Avant de mettre à exécution toutes ces mesures, je désire, Messieurs, connaître votre opinion. Je vous la demande aussi sur l'institution d'une commission qui aurait de même pour but de procéder à l'examen et à la liquidation des demandes d'indemnités, que différents corps de l'armée de nos frères de Roumélie ont adressées au gouvernement. Leurs titres aussi sont placés sous la sauvegarde des actes du congrès de Trézène, et il semble également juste de les prendre simultanément en considération.

A M. le Général Maison.

Poros, $\frac{5}{17}$ novembre 1828.

Je remercie infiniment Votre Excellence des lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser par M. le colonel Trézel et par M. de Valmy.

La question de l'avenir de Grèce n'est pas de notre ressort. Elle fait l'objet des travaux des représentants des cours alliées. Espérons qu'elle sera décidée conformément à nos vœux.

Ce qui me chagrine, c'est de ne pas pouvoir en dire autant de la question du présent. Je me suis à cet égard expliqué sans aucune réserve tant avec vous, Monsieur le général, que par ma lettre du 9 octobre envers LL. EE. les représentants des cours alliées.

Il ne me reste qu'à désirer très-ardemment de trouver le moyen de faire une tournée dans le Péloponèse, et d'aller vous rejoindre à Modon.

Peut-être qu'avant cette époque la reconnaissance que fait M. le colonel Trézel, et les directions que Votre Excellence recevra de Paris, vous mettront, Monsieur le général, en état d'achever ce que vous avez si bien commencé.

Quelque incertain qu'on veuille nous faire considérer ce résultat, il est à mes yeux nécessaire et par conséquent infaillible.

Il est impossible que votre expédition en Grèce ait pour but unique la délivrance du Péloponèse. On peut perdre quelques jours à hésiter, mais la force des choses l'emportera sur des combinaisons d'une autre nature.

Cette conviction n'est pas seulement la mienne. Elle est partagée par toute la nation. Dès lors il est hors de mon pouvoir de tenir dans l'inaction les soldats.

D'après ce que m'a fait dire M. de Rayneval par M. le baron de Saint-Denis, je ne puis douter que le ministère de S. M. T. C. ne voie avec satisfaction les efforts que les troupes grecques feront pour contribuer à l'affranchissement de leur sol natal.

M. le colonel Trézel vous rendra compte à son retour de ce qu'il aura vu à Mégare, à Éleusis et à Nauplie. Je serai dans mon particulier très-empressé à me concerter avec Votre Excellence sur les mesures que le gouvernement aurait à prendre.

Permettez-moi en attendant, de vous entretenir d'objets administratifs.

Le commissaire extraordinaire de l'Achaïe me demande des directions sur le système qu'il doit suivre quant aux droits d'importation et d'exportation.

Je ne dispose pas à mon gré des pauvres revenus de ce pays. Les réglemens existants sont arrêtés par le congrès national. Je n'ai pas le droit d'y apporter des modifications, à moins que des considérations d'un intérêt majeur ne l'exigent. Je vous prie par conséquent, Monsieur le marquis, de vouloir bien m'adresser officiellement les propositions que, dans votre équité, vous jugerez devoir faire au gouvernement, pour que le service de l'armée n'ait nullement à souffrir. Ce n'est que sur ce document que le gouvernement peut appuyer un décret, au moyen duquel cette partie sera réglée, j'ose le penser, à la satisfaction réciproque.

Monsieur le payeur général et directeur des postes de

vosre armée s'occupe avec infiniment de zèle à organiser ce service. Je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour lui en faciliter les moyens; mais il ne faut pas se dissimuler que des choses faites ailleurs sont très-difficiles, souvent même impossibles, dans un pays qui est dans la situation où se trouve la Grèce.

Je finirai cette longue lettre, Monsieur le général, en indiquant les motifs qui m'ont impérieusement défendu de faire célébrer par des fêtes publiques l'évacuation du Péloponèse. Le gouvernement n'aurait pu dans sa proclamation parler que du Péloponèse; c'eût été dire par le silence aux Grecs du continent : Vous restez sous la domination musulmane. L'effet aurait pu être désastreux, et le gouvernement en aurait eu la responsabilité. Néanmoins vous ne doutez pas, je l'espère, Monsieur le général, des sentiments de reconnaissance dont les Hellènes sont pénétrés pour l'immense bienfait que leur procure la délivrance du Péloponèse.

A M. Latris, Commissaire du Gouvernement grec auprès du Général Maison.

Poros, $\frac{5}{17}$ novembre 1828.

Le gouvernement a lu avec intérêt vos rapports jusqu'à la date du 23 du mois passé. C'est avec infiniment de plaisir qu'il vous témoigne sa satisfaction pour la

sagesse de votre conduite, et il vous encourage à continuer votre mission, quelles que soient les difficultés qui l'environnent et les désagréments qui en sont inséparables.

Nous allons régler votre traitement, et la commission des finances recevra l'ordre de le faire toucher immédiatement à vous, ainsi qu'à vos collègues.

J'écris aujourd'hui au général Maison relativement à l'article majeur des droits d'importation et d'exportation. Vous trouverez ci-joint, dans la copie de la lettre que j'adresse au général, l'article qui concerne cette affaire.

J'en dis autant du service des postes, et de tous les autres intérêts dont rendent compte vos rapports.

Pour ce qui regarde les informations relatives à l'organisation et à l'administration de l'intérieur, rien ne saurait être si facile que de les trouver toutes dans la collection de l'Abeille grecque. Le secrétaire d'état ordonnera qu'on vous envoie régulièrement les numéros, ainsi qu'une collection de ceux qui ont paru depuis quelque temps.

Dans ma lettre au général j'aborde en passant la question délicate des fêtes nationales, qui auraient dû aux yeux des Français signaler la reconnaissance des citoyens pour la délivrance du Péloponèse. J'avais préparé tous les ordres nécessaires pour cette solennité, et je n'attendais que la nouvelle de la prise du château de Morée pour les publier et les faire mettre à exé-

cution. Deux circonstances très-affligeantes viennent mettre obstacle à cette mesure. La première est qu'en parlant de la délivrance de la Morée, sans dire mot de la Roumélie, le gouvernement aurait frappé de découragement les Grecs et encouragé les Turcs. La seconde, c'est l'acte par lequel le golfe de Lépante est déclaré neutre, acte que toute déclaration du gouvernement, quelque indirecte qu'elle fût, relativement à l'évacuation du Péloponèse, aurait fait considérer et par les Grecs et par les Turcs comme irrévocablement arrêté.

Vous êtes autorisé à vous expliquer dans ce sens avec M. le marquis Maison, toutes les fois que dans vos entretiens l'occasion spontanée s'en présentera.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

Poros, $\frac{8}{20}$ novembre 1828.

Votre aide-de-camp, M. Daniel, nous a apporté les dépêches que vous lui avez confiées, ainsi que les drapeaux.

Nous aimons à bien augurer de ce commencement de vos opérations, et nous vous autorisons à en témoigner notre satisfaction aux chiliarchies qui ont pris part à l'affaire de Dokos.

Vous avez parfaitement bien agi, en mettant en liberté les Turcs qui se sont engagés à ne plus porter les armes durant la guerre actuelle. Vous continuerez à en faire au-

tant, toutes les fois que dans d'autres affaires vous aurez des prisonniers.

Nous approuvons également la mesure que vous avez prise à l'égard du capitaine J. Zélianos. Le commissaire extraordinaire des Sporades occidentales le fera garder hors du pays où il agissait. Quant aux soldats qui suivent ce capitaine, vous les ferez bien surveiller, attendu que leur fidélité doit vous être très-suspecte.

Nous ne savons pas que l'armée de la Grèce occidentale soit dissoute. Nous croyons donc que la jonction de la chiliarchie de Tzavellas avec cette armée est toujours du plus grand intérêt, et nous attendons avec impatience les réponses que nous apportera le jeune Anagnostaras.

Pour ce qui est des renforts que vous nous demandez, en vous faisant suivre par la chiliarchie de Christodoulos, nous vous répondons que si ce renfort est strictement nécessaire, vous pouvez l'obtenir après que le colonel Trézel aura vu de ses propres yeux cette chiliarchie à Mégare. Il doit y être à cette heure; M. Calergis l'accompagne. Il a aussi une lettre pour vous, dans le cas où le colonel voudrait se rendre à votre quartier-général.

Cet officier verra aussi les chiliarchies qui sont à Éleusis et le corps régulier à Nauplie. C'est M. le général Maison qui paraît vouloir connaître d'avance les forces dont peut disposer le gouvernement, pour le cas où le général recevrait, comme il l'espère, l'autorisation de porter hors du Péloponèse l'action de ses troupes.

Le commissariat reçoit en original votre rapport sous

le numéro 4,444, et il lui est enjoint de donner les ordres les plus positifs à la commission d'intendance, pour que les vivres et tout ce dont l'armée a besoin soient fournis avec la plus grande exactitude. Le commissariat général a également l'ordre de préparer le complément de la solde à l'armée, mesure qui aura infailliblement lieu dans le courant de ce mois.

Le langage que vous avez tenu aux députés de la Thessalie est conforme aux intentions du gouvernement. Il vous est recommandé de nouveau de ne compromettre aucun intérêt ni aucune population; or ce serait compromettre les habitants de la Thessalie et les plus grands intérêts de l'état, que d'encourager les Thessaliens à prendre les armes en masse dans ce moment. Soyez-en donc averti pour toute autre proposition qui vous serait adressée de la part de provinces lointaines.

Nous vous engageons à nous tenir au courant, le plus souvent que vous pourrez, de vos mouvements et des progrès de vos opérations. Nous vous le répétons, il est nécessaire que vous vous mettiez en correspondance avec le général Church, et que vous lui fassiez connaître vos positions.

Cette correspondance ne manquera pas de produire un résultat utile.

*Au Panhellénium.*Poros, $\frac{11}{23}$ novembre 1828.

Par notre message en date du 7 (19) septembre, nous nous vous avons fait partager l'espoir que nous verrions arriver bientôt auprès du gouvernement un agent de S. M. Britannique. Nous avons aujourd'hui la satisfaction de vous annoncer que cet espoir est réalisé.

M. E.-James Dawkins est accrédité en qualité de résident de S. M. Britannique auprès du gouvernement grec, par les lettres de créance dont nous vous envoyons ci-jointe la traduction.

Tous les jours la Providence bénit de plus en plus nos vœux. Que la nation s'en réjouisse, et qu'à son tour elle justifie chaque jour de plus en plus, par la continuation de ses efforts pour l'établissement de l'ordre, les bienfaits dont elle est l'objet.

*A M. le Patriarque Ypsilantis*Poros, $\frac{12}{24}$ novembre 1828.

Le gouvernement répond à vos rapports en date du 6 et du 7 du courant, qu'il a reçus par le retour du jeune Anagnostaras.

Quelque désirable qu'il soit de porter le secours de nos armes à nos frères de la Grèce orientale, il ne faut jamais perdre de vue le point auquel doivent tendre les premiers mouvements de l'armée. Ce point est Salone. Une fois que ce point sera en notre pouvoir, toutes les opérations auront une base solide.

L'occupation de la Livadie en aurait été une conséquence nécessaire; mais en commençant par là, on peut avoir compromis des intérêts un peu trop prématurément. Néanmoins la chose est faite, et elle ne peut être légitimée que de deux manières : par la prise de possession de Salone, et par l'ordre qui sera établi partout où les habitants du pays se trouveront placés sous la sauvegarde de l'armée.

Sous ce second rapport, toutes les informations que nous recevons jusqu'à présent ne sont rien moins que satisfaisantes. Les soldats pillent, et si les chefs ne partagent pas le butin, ils laissent faire. S'il doit en être ainsi, le sort du pays est bien à déplorer. Les Turcs ne lui ont jamais fait tant de mal.

L'enquête qui vient d'être faite par les commissaires du gouvernement à Mégare et dans les districts environnants, nous donne la mesure de la conduite de l'armée durant son séjour au camp dans cette contrée. Il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement en Livadie, et nous vous engageons de nouveau à redoubler d'attention et de vigilance pour que le désordre et la dévastation cessent.

Le commissariat reçoit des ordres pour faire vérifier les approvisionnements trouvés en Livadie et l'emploi qui en sera fait à l'armée. Il est aussi autorisé à vous donner des directions plus particulières quant aux mouvements de l'armée.

Le rapport que vous nous faites relativement aux motifs qui arrêtent à Lidoriki la chiliarchie de Tzavellas, ceux qu'il nous donne lui-même, nous prouvent que chaque corps suit la direction que le chef croit la plus utile à ses propres vues.

C'est à Carpénisi qu'on veut arriver de toutes parts, parce qu'on croit le pays plus riche en butin.

Nous déplorons cet état de choses, et nous n'en prévoyons que des conséquences funestes, soit pour l'armée, soit pour le pays. Il vous appartient de faire encore un effort pour ramener chaque chef au devoir, et pour donner à vos mouvements et aux positions que vous prendrez un caractère que le gouvernement puisse avouer.

Pour le moment et jusqu'à nouvel ordre, la base de vos opérations doit être Salone. Ce qu'il importe au gouvernement, c'est de faire arriver des renforts à l'armée de la Grèce occidentale.

Ce que vous nous annoncez relativement à Liacopoulos ne légitime pas encore aucun acte du gouvernement en sa faveur. Il n'a qu'à continuer à servir la cause nationale, et de grands résultats pourront atténuer les difficultés que le gouvernement aura à surmonter pour faire grâce à cet individu.

Nous vous recommandons de vous tenir toujours en rapport avec le général Church. Envoyez-lui un de vos aides-de-camp, et faites-lui bien comprendre vos positions et vos mouvements, afin qu'il puisse se régler lui-même en conséquence.

A M. le Général Church.

Poros, $\frac{13}{25}$ novembre 1828.

J'ai vu avec plaisir le capitaine Blondel, et j'ai eu avec lui un entretien qui m'a fait assez comprendre l'état des choses dans la Grèce occidentale. Nous avons passé en revue le sommaire des intérêts que vous lui avez recommandés, et nous avons discuté ensemble chaque point.

La lettre d'office répond, autant qu'il m'est possible, à chacun des points en question. Je vous dirai plus particulièrement ce qui ne se laisse pas dire d'office, savoir que je réitère au stratarque pour la troisième fois, de la manière la plus absolue et la plus positive, l'ordre de vous envoyer au moins deux chiliarchies, et de se mettre en rapport direct avec vous, pour donner de l'ensemble à vos opérations.

Je sais que le stratarque a rempli de son côté les ordres que je lui avais donnés; mais je sais aussi que Tzavellas et Stratos, sous différents prétextes, prolongent

leur séjour dans un pays qui leur est agréable, peut-être à raison des ressources qu'il leur offre.

Vous connaissez mieux que moi toute la difficulté qu'il y a à faire comprendre à ces hommes ce que c'est que le devoir dans le service; et ce n'est pas étonnant, parce qu'on ne peut pas faire en peu de jours l'éducation d'un peuple. Il faut donc prendre patience et aller comme on peut, quitte pour faire mieux et pour aller plus vite lorsque les circonstances voudront bien le permettre. Or ces circonstances sont aujourd'hui plus que jamais hors de notre portée.

Je vous avais écrit quelques jours après l'arrivée de l'expédition française, que j'allais me concerter avec le général en chef, pour mettre de l'accord et un peu d'ensemble dans nos opérations. Ce plan était convenu; et au moment de vous en faire part pour le mettre à exécution, de nouvelles difficultés ont rendu nécessaire un ajournement.

C'est dans cet état que nous nous trouvons actuellement. Vous ne doutez pas des démarches que j'ai faites pour lever ces difficultés, et je ne désespère pas d'y réussir.

Cependant si l'armée d'expédition ne peut pas pour le moment vous aider, il n'est pas dit pour cela que nous devions être immobiles. C'est pour cela que j'ai fait et que je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour vous envoyer des troupes.

Vous vous mettrez en relation avec le stratarque, et

ses mouvements liés avec les vôtres pourront avoir un résultat.

Ainsi que je l'ai dit dans ma dépêche officielle, je tâcherai de vous envoyer de bons et braves Spartiates qui vous serviront mieux que les autres Péloponésiens.

Je munis le capitaine Blondel d'une lettre pour le colonel Heideck. Il verra ce qu'il sera possible de faire pour vous envoyer un cadre de tacticos, qui devienne le noyau d'un recrutement à faire dans la Grèce occidentale. C'est depuis le mois d'août qu'on travaille à l'organisation de ce corps; mais elle n'est pas assez avancée, à ce qu'on me mande, pour qu'on puisse faire des détachements un peu considérables.

Je viens enfin à l'article de la paie de l'armée. J'ai donné déjà l'ordre pour qu'on vous fasse connaître la somme qui doit être envoyée à Spaniolakis, et si l'on me retient encore ici plus longtemps qu'on ne me le dit, je n'attendrai pas mon retour à Égine pour envoyer à Spaniolakis la somme en question. Si nos finances le permettent, j'y ferai ajouter un fonds pour les chevaux.

Pour ce qui concerne le capitaine Blondel, je lui ai réitéré l'assurance qu'il aura son avancement, du moment que nous aurons un bataillon à lui donner, les grades honoraires ayant été une des plaies inguérissables de cet état.

A M. le Stratarque Upsilonantis.

Poros, $\frac{13}{25}$ novembre 1828.

L'atrocité dont se sont rendus coupables les soldats de la première chiliarchie, a motivé une démarche auprès du gouvernement de la part de S. E. M. Canning, ambassadeur de S. M. Britannique.

Si quelque chose pouvait ajouter à la peine profonde que nous a fait éprouver cet acte de barbarie, c'est sans doute la lettre dont nous joignons ici la copie.

Vous verrez par la réponse que nous lui avons faite, qu'il est du devoir du gouvernement de prendre des mesures sévères pour que des actes semblables ne se renouvellent plus.*

* Nous n'avons pas trouvé la lettre à M. Canning; mais nous avons trouvé une pièce qu'il fit connaître à ce ministre, et qui donne une juste idée du fait qui avait excité l'indignation du président.

Extrait du rapport adressé à S. E. le président, par le commissaire extraordinaire des Sporades occidentales, en date du 18 novembre, d'Égine.

Sont arrivés aujourd'hui ici cinquante-cinq prisonniers, parmi lesquels il y a quelques officiers. Ces prisonniers ont été envoyés par le chiliarque Tzavellas, sous l'escorte de quelques officiers de sa chiliarchie. Un certain nombre de ces prisonniers portent au front une marque faite avec un fer chaud.

Il est de mon devoir de donner quelques éclaircissements sur cette affaire, afin qu'on puisse l'envisager sous son véritable point de vue.

On connaît assez la manière de guerroyer des milices grecques et

Il vous est par conséquent enjoint de donner à l'armée un ordre du jour, par lequel vous improuverez au nom du gouvernement, de la manière la plus solennelle, l'acte barbare que nous déplorons.

Vous lui ferez également connaître combien le gouvernement apprécie les principes honorables que vous avez suivis dans la capitulation faite avec les Turcs, qui étaient renfermés dans le monastère de Saint-Élie.

A Milord Aberdeen, Ministre des affaires étrangères de S. M. Britannique..

Poros, $\frac{16}{28}$ novembre 1828.

Milord, M. E.-J. Dawkins a remis au gouvernement provisoire de la Grèce la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 22 septembre.

La mission dont il est chargé est un nouveau bienfait

turques. Ces milices, avant de commencer l'attaque, s'excitent réciproquement par des injures et par des menaces. A cette occasion entre le bey Prévista et Tzavellas est arrivé ce qui est d'usage; le premier fit savoir au second que s'il osait s'approcher de lui et qu'il tombât vivant entre ses mains, il le ferait eunuque; le second repartit qu'il ferait bien de se retirer, car s'il venait à s'emparer de lui et de ses soldats, il les ferait tous marquer. Les chances de la guerre ont favorisé les nôtres, et Tzavellas leur a tenu parole.

Je dois cependant ajouter, 1^o, que les officiers parmi les prisonniers ne furent pas marqués; 2^o, que la marque que les soldats portent au front est si légère, que dans peu de jours toute trace aura disparu.

pour la Grèce, et il me serait impossible de vous exprimer les sentiments de reconnaissance dont cette nation est pénétrée pour tous les gages d'intérêt bienveillant que S. M. Britannique se plaît à lui donner.

Lorsque, environnée de dangers imminents, la Grèce était livrée au désespoir et à la mort, le ministère de S. M. Britannique seul accueillit ses vœux, s'approcha d'elle, et ne refusa pas d'intervenir en sa faveur auprès de la Porte.

Le traité du 6 juillet signé à Londres lui promet un avenir. Les représentants des cours alliées qui honorent ces parages de leur présence travaillent maintenant à le lui assurer.

Ils touchent au terme de leurs délibérations; et il restera à la justice et à la haute prévoyance des cours alliées, d'achever pour toujours l'œuvre de paix qui fait l'objet de leur sollicitude éclairée.

Jusque-là le gouvernement grec provisoire ne négligera aucun effort pour maintenir l'ordre qui commence à s'établir dans ce pays, et auquel a contribué et contribuera puissamment sans doute la force morale que donnent au gouvernement les rapports que les cours alliées se plaisent à entretenir avec lui par leurs résidents.

M. Dawkins pour sa part justifiera pleinement la confiance de S. M. Britannique, et si j'ose le dire, celle qu'il m'inspire déjà.

Veillez, Milord, porter aux pieds du roi votre auguste souverain l'hommage respectueux des sentiments

et des vœux que je viens d'avoir l'honneur de vous exprimer de la part de la nation Grecque.

Veillez aussi continuer à protéger les intérêts de cette malheureuse nation dans un moment où doivent s'accomplir sous votre ministère les destinées auxquelles la Providence paraît l'appeler.

Dans mon particulier, Milord, je suis heureux de profiter de cette occasion pour vous rendre grâce de votre bon souvenir.

A MM. les Membres des Comités philhelléniques de New-York & de Boston.

Poros, $\frac{17}{29}$ novembre 1828.

J'ai reçu avec un plaisir extrême la lettre que le docteur Howes m'a remise de votre part, et qui m'annonce l'envoi, par le brick le Suffolk, de nouveaux bienfaits pour les nombreuses victimes d'une sainte cause.

La nation Américaine, en donnant derechef aux Hellènes des preuves de sa générosité, acquiert de nouveaux droits à leur gratitude et à celle de leur gouvernement.

Quant à vous, dignes organes de la philanthropie d'un grand peuple, vous ne pouviez pas faire un meilleur choix pour remplir une si belle mission qu'en la confiant à M. Howes. Il trouvera en moi tout le zèle et l'em

pressement possible pour faciliter le succès le plus complet de sa noble tâche.

A M. Desjardins, Instituteur à Munich.

Poros, $\frac{17}{29}$ novembre 1828.

Les détails que vous me communiquez sur les progrès de nos jeunes Hellènes m'ont fait un plaisir infini. J'étais sûr d'avance que, sous un instituteur tel que vous, ces intéressants enfants se rendraient bientôt dignes de la protection de l'auguste monarque leur généreux bienfaiteur, qui ayant daigné les placer sous son égide tutélaire, leur prodigue chaque jour de nouvelles preuves de sa sollicitude paternelle. Certes c'en est une bien grande, que le soin qu'il a pris de leur instruction religieuse.

Je suis extrêmement sensible à l'intérêt que vous prenez aux jeunes Hellènes confiés à vos soins. Je tâcherai d'augmenter le nombre des élèves grecs qui participeront aux bienfaits d'une éducation soignée.

Quant au costume, si vous pensez qu'une différence entre leur vêtement et ceux de leurs camarades peut contribuer en quelque chose à compléter l'éducation vraiment nationale qu'ils reçoivent, j'inclinerais pour l'habit que vous appelez souliote, dégagé de toutes les broderies d'or et d'argent, ornement aussi dispendieux

que superflu. Cet habit réduit à sa simplicité première me paraîtrait réunir le plus d'avantages.

*A M. le Commissaire extraordinaire de
l'Achaïe.*

Poros, $\frac{18}{30}$ novembre 1828.

Nous avons appris avec infiniment de peine les détails que renferme votre rapport sous le numéro 2,172.

Nous avons lu aussi la requête qui l'accompagne. Nous reconnaissons comme vous l'influence qu'exercent sur les esprits, d'une part la misère et les privations, et de l'autre l'intérêt des partis. Ce n'est qu'en suivant les principes d'une stricte justice et d'une impartialité rigoureuse, que le gouvernement peut remplir ses devoirs et maintenir l'ordre.

Vous appellerez les hommes les plus marquants parmi ceux qui ont signé la pétition, et vous leur remettrez la pièce ci-jointe. Cette pièce explique assez les intentions du gouvernement et la marche que vous avez à suivre pour les remplir.

Vous trouverez ci-jointe une lettre pour le général Schneider, de laquelle nous joignons une copie, afin que vous en preniez connaissance, et que vous en donniez communication à MM. Marchand et Pilarinos.

Plus le gouvernement désire étayer votre autorité de

l'appui moral du général Schneider, plus vous devez être sobre dans l'emploi de ce moyen.

Vous tâcherez avant tout de concilier les intérêts divers qui sont en discussion, par le seul pouvoir de la justice et de la persuasion. Lorsque ce moyen sera épuisé, c'est alors que vous aurez recours à l'intervention amicale du général. Un mot dit par lui en présence des partis peut apaiser les esprits et procurer quelque tranquillité. Nous le répétons, ce moyen ne doit être employé que comme une extrême ressource :

Nous nous occupons du choix d'un gouverneur provisoire pour Patras, les affaires du département devant exiger que vous vous portiez dans d'autres provinces, et le service public à Patras exigeant la permanence d'une autorité locale.

La teneur des présentes vous prouvera que le gouvernement est éloigné de se laisser influencer par l'esprit de parti qui soulève des griefs contre votre administration ; mais il ne vous dissimule pas d'autre part que ne se permettant lui-même aucun acte arbitraire, et voulant par-dessus tout que l'administration ait pour base immuable la justice et le respect qu'on doit aux lois, aux personnes et aux propriétés, il ne souffrira pas que ces principes soient méconnus en aucune manière dans l'administration qui est confiée à ses délégués.

Cette observation ne s'applique pas à votre conduite dans les affaires générales du département ; mais elle pourrait avoir trait aux abus que les compagnies à votre

suite ont commis, en se transférant d'un endroit à l'autre, et en exigeant d'être défrayées par les villages, quoi- qu'elles reçoivent un traitement.

On a peut-être exagéré ces griefs; mais il doit y avoir quelque chose de vrai, et nous devons vous en prévenir.

*A M. le Colonel Heideck & à M. le
Commissaire extraordinaire des Sporades
occidentales*

Poros, $\frac{22 \text{ novembre}}{4 \text{ décembre}}$ 1828.

Les prisonniers turcs qui sont à Égine, à Poros et à Nauplie, se trouvent dans un dénûment qui, durant la saison actuelle, doit nécessairement attirer l'attention et les soins du gouvernement.

Vous êtes autorisés à faire procéder au dénombrement de ceux qui se trouvent dans votre juridiction, et la personne que vous destinerez à cet effet sera chargée de vous faire un rapport sur la dépense qui sera nécessaire pour donner à ces malheureux de quoi couvrir leur nudité.

Si la dépense n'outrepasse pas trente ou quarante piastres par individu, vous donnerez les ordres pour que l'on pourvoie immédiatement à leur habillement, et vous nous en informerez, afin que la commission des finances

vous remette l'argent qui serait dépensé pour cet acte d'humanité.

Au Commissariat général.

Poros, $\frac{22 \text{ novembre}}{4 \text{ décembre}}$ 1828.

Nous avons lu avec infiniment d'intérêt votre rapport sous le numéro 1,346, et nous approuvons les directions que vous avez données au stratarque.

Toutes les informations qui nous parviennent de la Grèce occidentale nous prouvent évidemment qu'il est de l'urgence la plus extrême d'y faire arriver le renfort au moins d'une chiliarchie. Vous êtes autorisés à réitérer au stratarque de notre part l'ordre positif de ne pas tarder davantage à envoyer ce renfort, à moins qu'il ne veuille assumer la responsabilité des conséquences graves qu'aurait un retard ultérieur.

En ce qui est de l'armement du Péloponèse que vous proposez, le gouvernement n'hésitera pas à le mettre en œuvre, du moment qu'il pourra trouver dans ses ressources les moyens pécuniaires qu'une semblable opération exige.

Le commissariat est invité en attendant à surveiller et à faire surveiller de près les mouvements de l'armée, et à les diriger toujours dans le but modéré que le gouvernement s'est proposé d'atteindre.

Il nous proposera aussi les mesures qu'il jugera les plus convenables pour préserver les contrées délivrées de la présence des Turcs.

A M. Génovellis, Commissaire extraordinaire en Grèce.

Poros, $\frac{25 \text{ novembre}}{7 \text{ décembre}}$ 1828.

Nous avons tardé à répondre à votre dépêche sous le numéro 2,099, et nous tarderons encore peu de jours, afin de vous faire connaître l'ensemble des mesures que nous allons prendre pour vous mettre à même de rétablir l'ordre et la tranquillité là où l'esprit de parti a porté le trouble, en n'épargnant pas l'effusion du sang.

Les Mavromichalis des deux familles ont envoyé auprès du gouvernement leurs fondés de pouvoirs. Nous ne les considérons pas en cette qualité; mais il nous est utile de pouvoir approfondir les motifs véritables qui excitent dans ce moment une complication si déplorable.

Soyez bien assuré que nous sommes fermement déterminés à ne pas la laisser subsister; mais plus nous désirons y porter remède jusqu'à la source, plus nous devons prendre des mesures dont l'application soit efficace et l'effet immanquable.

Il vous appartient en attendant de prévenir, autant que vos moyens vous le permettent, le progrès des réac-

tions, en engageant et en faisant engager les deux partis à attendre avec confiance les décisions du gouvernement, devant lequel l'affaire a été portée.

Nous nous abstenons de vous en dire davantage pour le moment. Votre longue expérience, votre sagesse et votre fermeté, nous donnent d'avance la garantie que vous tournerez au profit de la justice et du bien que nous désirons faire au pays dont l'administration vous est confiée, le retard que nous mettons à vous faire connaître les décisions dont nous nous occupons dans ce moment.

A la Commission des Finances.

Poros, $\frac{25 \text{ novembre}}{7 \text{ décembre}}$ 1828.

Vous trouverez ci-joint le rapport que la commission envoyée à Mégare et dans les pays environnants nous adresse, relativement aux plaintes que nous avaient faites les communautés. Vous trouverez aussi la requête que leurs démogérontes viennent de nous apporter. Nous vous engageons à prendre en considération l'ensemble de ces informations, et à procéder ensuite aux mesures suivantes.

1°. Vous déterminerez sur une base équitable le nombre et le prix des bêtes de somme que l'armée a prises par réquisition.

2°. Vous déterminerez aussi le prix également équi-

table des autres dommages que le pays a soufferts par le fait de la présence de l'armée.

3°. Dans la reconnaissance de ces faits, ainsi que dans l'évaluation dont il s'agit, vous délibèrerez en commun avec le commissariat général, avec lequel vous aurez à cet effet une conférence.

4°. Le commissariat doit prendre note de ces délibérations, et débiter dans ses registres l'armée, pour les indemnités que le gouvernement devra aux communautés susmentionnées. Il notifiera en même temps au stratarque cette mesure.

5°. Le total des indemnités une fois arrêté, tant pour les bêtes de somme que pour le reste, la commission, conjointement avec le commissariat, nous proposera la somme qui, en raison des modiques ressources des finances, pourra être accordée à la communauté de . . . , afin qu'elle puisse acheter de la semence d'orge et quelques bêtes de somme, et prévenir ainsi la misère extrême dont elle est menacée.

En conservant le droit de recevoir plus tard et graduellement le reste de l'indemnité, dans les formes que la commission des finances nous proposera, les habitants de ce district reconnaîtront qu'il existe dans leur pays un gouvernement, et que la justice n'en est point bannie.

Vous voudrez bien vous occuper sans retard de cette affaire, et l'expédier le plus tôt possible, attendu que la saison avance, et que les pétitionnaires ont droit à une promptة résolution. Vous nous indiquerez enfin le

mode d'après lequel en donnant aujourd'hui quelque secours à ces districts, le gouvernement pourra s'assurer qu'il n'y aura point d'abus ou de malversations dans l'emploi qui en sera fait.

Au Conseil ecclésiastique.

Poros, $\frac{26 \text{ novembre}}{8 \text{ décembre}}$ 1828.

Nous avons reçu avec une entière satisfaction la lettre que vous nous avez adressée pour nous communiquer le projet de vos circulaires. Nous en approuvons la teneur, et nous vous engageons à les transmettre à la secrétairerie d'état, dûment signées et datées, pour qu'elle puisse en faire tirer par la lithographie le nombre d'exemplaires que vous jugerez nécessaire. Elles seront ensuite mises à votre disposition, pour que vous puissiez les transmettre à leur destination.

Nous apprécions infiniment les informations que vous nous donnez relativement à la restauration et au nombre des églises, là où la guerre les a détruites. Nous allons en faire l'objet de directions que les agents du gouvernement se feront un devoir de suivre, afin qu'à l'aide de Dieu cette branche importante du service public soit convenablement soignée.

Au Panhellénium.

Poros, $\frac{27 \text{ novembre}}{9 \text{ décembre}}$ 1828.

Je réponds, Messieurs, à votre message du 19 de ce mois, qui m'accompagne le projet d'ordonnance relatif à l'organisation de l'ordre judiciaire.

Avant de prendre une décision définitive à ce sujet, je dois, Messieurs, vous faire quelques observations sur le travail qui a obtenu votre suffrage.

L'article 5 qui concerne les juges de paix ne prévoit pas le cas dans lequel l'une des parties récusé le juge. Ce cas cependant pourrait avoir lieu, et l'ordonnance devrait y pourvoir.

L'article 13 concerne le mode d'élection des deux juges du tribunal de première instance. Rien ne saurait m'être plus agréable que de partager complètement votre opinion à cet égard; mais cette satisfaction m'est interdite par le témoignage des faits. Il n'y a pas de jour que le gouvernement ne reçoive directement des informations des différentes démogéronties provinciales, par lesquelles ces mêmes démogéronties demandent à être dispensées des fonctions de juges de paix, de celles de l'hygionomie et de la liménarchie.*

Il se peut que ce vœu soit motivé par un autre, par

* C'est-à-dire magistrats de santé, et d'inspection du port.

celui qu'elles forment de recevoir un traitement. Il se peut aussi que leur demande se fonde sur l'honorable conviction, qu'à raison des circonstances du passé les fonctions publiques dont il s'agit ne peuvent être utilement gérées que par des magistrats dont la position soit, plus que celle des démogéronties, indépendante des événements qui ont affligé antérieurement les provinces.

Quoi qu'il en soit de ces motifs, il nous semble que le gouvernement ne peut pas en toute conscience en faire abstraction, pour admettre le mode d'élection qui lui est proposé. Voulant cependant se rapprocher de votre opinion, il croit remplir cette tâche en vous communiquant ce qui suit.

Les démogéronties provinciales du département seraient invitées à se réunir en conférence avec le commissaire extraordinaire ou un délégué du gouvernement, et elles composeraient sous sa présidence une double ou triple liste de candidats, sur laquelle liste le gouvernement choisirait les deux juges qui, conjointement avec le président, doivent former le tribunal de première instance du département.

L'article 15 donne deux assesseurs aux tribunaux de première instance. Il serait nécessaire avant tout d'expliquer clairement par la rédaction, si ces assesseurs auront voix consultative ou délibérative. Les observations que nous venons de faire quant au mode d'élection des juges, pourraient être également applicables à l'élection des assesseurs.

L'article 27 donne pour résidence au tribunal d'appel celle du gouvernement. Nous n'en voyons pas la nécessité, et d'autre part nous ne pouvons pas nous dissimuler les plaintes légitimes qu'une semblable mesure provoquerait. En accumulant dans un même lieu toutes les institutions publiques de l'état, on y accumule aussi tous les avantages dus au concours des citoyens que les affaires y amènent. Il est juste de faire partager ces avantages à plusieurs villes de l'état, et de leur procurer ainsi le moyen de sortir de leurs ruines, ou de se refaire des pertes qu'elles ont subies.

Les articles 35, 36 et 37 laissent à désirer quelques modifications, pour le cas où il n'y aurait pas parité de voix entre les juges.

Telles sont, Messieurs, les idées que nous vous engageons à prendre en considération. Vous voudrez bien nous faire connaître dans le plus court délai votre opinion sur elles.

Au Panhellenium.

Poros, $\frac{27 \text{ novembre}}{9 \text{ décembre}}$ 1828.

Pour donner la plus prompte exécution aux mesures qui concernent l'établissement de l'ordre judiciaire, quel que soit le système que nous adopterons, il est essentiel et urgent de signaler d'avance les magistrats qui

devront remplir les fonctions importantes de cette branche de l'administration, soit dans les îles, dans les provinces du Péloponèse et du continent, soit dans la cour d'appel et de haute justice criminelle.

Je vous demande en conséquence, Messieurs, une liste de candidats, sur laquelle je puisse choisir.

Je me dispense de vous faire observer quelles sont les qualités qui doivent distinguer les citoyens appelés aujourd'hui à ces fonctions. Pensez que ce sont les tribunaux qui seuls peuvent, sous la sauvegarde des lois, garantir aux citoyens leurs biens, leur vie et leur honneur.

Pensez aussi que les lois en vigueur sont insuffisantes, qu'il n'existe aucun code de procédure, et que le caractère moral et les lumières des juges doivent y suppléer.

Veuillez me communiquer confidentiellement la liste que je vous demande, conjointement avec votre opinion sur mon message.

*A M. le Commissaire extraordinaire de
l'Argolide.*

Poros, $\frac{28 \text{ novembre}}{10 \text{ décembre}}$ 1828.

Nous venons de recevoir la pétition ci-jointe de la part de vingt-huit veuves et orphelins qui sont arrivés à Nauplie. Ces malheureux sont du nombre de ceux qui étaient

réfugiés dans les îles Ioniennes. Ils sollicitent la ration du pain.

Vous êtes chargé de reconnaître le fait, savoir, s'ils sont dénués de tout autre moyen de subsistance, et dans ce cas vous leur ferez donner la ration.

A cette occasion nous vous prévenons que depuis quelque temps on a adopté à Égine, comme moyen préférable, plus économique et plus sûr, celui de fournir les rations en argent.

Prenez en considération cette mesure, conjointement avec le colonel Heideck. Faites encore, s'il est possible, un recensement exact, et une fois que vous aurez arrêté le nombre et le mode des distributions, adressez-nous un rapport, afin que cette dépense soit convenablement réglée.

A M. le Baron de Saint-Denis.

Poros, $\frac{2}{14}$ décembre 1823.

M. le capitaine Pauzié m'a remis la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date d'avant-hier. J'ai aussi recueilli les observations que son zèle éclairé pour les intérêts de la Grèce lui suggère, concernant la fondation de l'important institut d'une école polytechnique militaire. Le seul regret que j'éprouve, c'est de ne pouvoir pas pour le moment utiliser autant que je le désire

les dispositions bienveillantes de cet officier distingué.

Les deux écoles dont il s'agit de tirer les élèves sont à peine instituées, et les élèves commencent à peine à recevoir une institution élémentaire, sur les connaissances dont ils devraient faire preuve pour être admis à l'école polytechnique.

Indépendamment de cette difficulté, il y en a une autre qui n'est pas moins considérable. Ni Nauplie, ni Égine, ni aucune autre ville en Grèce, ne renferment une maison dans laquelle on puisse établir l'école dont il s'agit.

Dans cet état de choses, ce que je puis faire c'est de m'occuper d'une telle fondation, et je ne saurais mieux atteindre ce but qu'en priant M. le capitaine Pauzié d'en accepter dès aujourd'hui les fonctions de directeur. Je ferai plus; je lui fournirai les moyens d'en préparer les éléments.

Il recevra par conséquent l'autorisation d'inspecter les deux écoles actuellement existantes à Nauplie, et de se concerter avec leurs chefs sur les mesures que le gouvernement devra prendre pour organiser définitivement l'école polytechnique militaire, dont il sera chargé de nous proposer tous les règlements.

M. Pauzié auquel je viens de communiquer ces arrangements en est satisfait. Il m'est agréable de répondre ainsi aux ouvertures que vous venez de m'adresser.

A M. le Chevalier Eynard, à Rome.

Poros, $\frac{2}{14}$ décembre 1828.

Mon cher Eynard, Je profite d'une occasion pour Ancône, et je vous remercie infiniment de vos lettres. Je les ai toutes sous les yeux jusqu'à la date du 2 novembre. Je vous sais gré d'avoir mis à la disposition du comte de Loverdo les 30 ou 40,000 francs. J'ai déjà écrit au comte de Hoogendorp, et je lui écrirai encore pour le remercier des 1,093 francs 25 centimes. Il m'est impossible de le faire aujourd'hui.

Vous avez parfaitement bien fait de conférer à MM. Pictet, Hess et Dufour la commission dont vous aviez bien voulu vous charger, et ils la rempliront en justifiant votre confiance, du moment que je serai dans le cas de leur expédier des instructions définitives. Mais ce moment n'est pas encore arrivé; peut-être il ne tardera pas.

Je garde auprès de moi les deux billets de banque, l'un pour vos 50,000 francs et l'autre pour les 50,000 que S. M. le roi de Bavière a eu l'extrême bonté de prêter à notre banque. Par la première occasion, je prendrai la liberté de supplier le roi d'accorder quelque marque de sa bienveillance au colonel Heideck. Quoique encore dans la force de l'âge, il est au nombre des vieux colonels. Je sais que le gouvernement grec ne

pourrait mieux lui témoigner sa reconnaissance qu'en suppliant le roi de lui accorder le grade de général, et c'est un devoir que je prendrai la liberté de remplir.

Les représentants des cours alliées ont terminé leurs travaux, et j'en rends grâces à Dieu. Nos affaires intérieures vont mieux. Les Rouméliotes regagnent graduellement leur pays en attendant que la présence seule de quelques bataillons de troupes françaises les mettent à même d'achever ce qui a été si bien commencé en faveur du Péloponèse.

Cette lettre vous trouvera tout établi à Naples ou à Rome. Je désire que ce voyage rende une belle et bonne santé à M^{me} Eynard. Ma santé, puisque nous sommes sur ce chapitre, est ce qu'elle peut être. Cependant elle se soutient, et c'est encore beaucoup. Je baise les mains à M^{me} Eynard.

A M. le Comte de Loverdo, à Paris.

Poros, $\frac{3}{15}$ décembre 1828.

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 12 novembre, m'apporte de nouvelles preuves de l'intérêt que vous inspire la Grèce, et de l'amitié qu'il vous plait de me conserver.

Je ne saurais vous donner un meilleur gage du prix que j'attache aux sentiments que vous me témoignez,

qu'en vous communiquant à mon tour avec un entier abandon les observations qu'il est de mon devoir de récapituler ici, pour placer sous son jour véritable la question de la force militaire dont la Grèce a le plus pressant besoin, et pour rectifier en second lieu les faits et les assertions qui concernent la direction actuelle des affaires de ce pays.

M. de Saint-Denis m'avait déjà engagé par une communication officielle à employer tous mes efforts, afin de donner à la Grèce le plus promptement possible des troupes, pour le cas très-probable dans lequel l'expédition française dût immédiatement quitter le Péloponèse. Je lui ai répondu que le gouvernement grec avait depuis le mois de juin porté à la connaissance des cours alliées les vœux qu'il formait à ce sujet, et qu'il ne lui restait désormais qu'à attendre leur décision.

Vos ouvertures confidentielles me font comprendre maintenant que la force militaire dont il s'agit devrait pouvoir remplacer dans peu de temps celles des souverains alliés, qui auraient aidé actuellement la Grèce à occuper la ligne de frontière qui lui serait assignée. On pense en outre que cette force peut résulter de la levée en Grèce de 7 à 8,000 hommes, qui seraient organisés par M. le colonel Fabvier.

Si M. le général Maison n'avait pas été empêché de suivre ses nobles dispositions, à cette heure les troupes françaises auraient soutenu de leur présence les mouvements des Rouméliotes, et depuis le golfe Ambracique jusqu'à

celui de Volo le territoire de la Grèce aurait été délivré des Turcs. Les rapports qui se seraient établis entre les troupes françaises et nos chiliarchies auraient déjà considérablement avancé l'organisation de ces dernières. J'espère toutefois que les opérations seront bientôt entreprises, grâce à la généreuse sollicitude du roi de France.

En supposant que dans ces entrefaites les cours alliées honorent de leur suffrage la demande que j'ose leur faire, la Grèce aura des fonds et du crédit pour prendre à son service deux ou trois régiments de soldats étrangers; en les joignant à son corps régulier et à ses troupes légères, elle aura formé dans l'espace de trois ou quatre mois la force militaire dont elle a besoin.

Cette force ne peut se composer, selon mon opinion, que de ces trois éléments, savoir, de 3 ou 4,000 soldats étrangers, d'un nombre égal de troupes régulières nationales, et de trois ou quatre chiliarchies rouméliotes. Tout autre système fondé sur d'autres combinaisons manquerait complètement son but, et il en résulterait de deux choses l'une : ou la guerre civile et l'anarchie, ou la nécessité impérieuse de placer pour longtemps ce pays sous la tutelle d'une occupation militaire.

Pour se convaincre de cette vérité, on n'a qu'à se demander s'il est possible de faire changer dans quelques mois les mœurs, les habitudes et le caractère des hommes, par cela seul qu'on les enrégimente. D'ailleurs quels en seraient les chefs, et comment les officiers et les soldats,

qui sortent de l'école de l'anarchie et du droit du plus fort, deviendraient-ils des instruments de discipline et d'ordre au milieu de leurs concitoyens?

Quelle serait dès lors la force que le gouvernement aurait à sa disposition, si toutes les troupes se composaient d'une levée faite dans le pays?

Mais deux autres difficultés se présentent; seront-ce des soldats nouveaux, ou les hommes qui portent actuellement les armes, c'est-à-dire les Rouméliotes?

Leurs chefs ou capitaines y opposeront une grande résistance; et ce ne sera que la force des armes qui pourra les contraindre à se laisser déposséder, dans les circonstances actuelles, de l'état qui fait depuis des siècles leur patrimoine.

Pour éviter ce danger, cherchera-t-on les recrues au milieu du peuple, en laissant sans pain et sans emploi les Rouméliotes? On forcera alors ces derniers à faire les brigands sur terre et sur mer, et on enlèvera à ce malheureux pays, qui n'est que trop désert, quelques milliers d'utiles laboureurs.

Il n'en serait pas de même, je le répète encore, si la base de l'organisation militaire était composée d'étrangers. On leur associerait aisément les troupes régulières du pays; les Rouméliotes conserveraient une existence, et on les amènerait graduellement à quelque régularité dans le service.

Telle est, mon cher comte, ma conviction invariable sur ce grave intérêt. J'insiste, parce que je croirais man-

quer à tous mes devoirs, si j'en partageais une autre.

Je vous sou mets mes réflexions sur les bases de l'organisation militaire qu'on donnerait à ce pays, et j'espère que vous vous en servirez pour éclairer le gouvernement du roi sur cette importante question.

Le nouveau bienfait que S. M. destine à la Grèce, dans la vue de lui accorder les garanties nécessaires d'ordre et de sûreté intérieure, sera accueilli avec une profonde reconnaissance; mais les vues généreuses de S. M. ne seront qu'imparfaitement remplies si la Grèce se trouve abandonnée au bout d'un an à ses propres ressources. Il vaudrait mieux pour elle que la levée des troupes régulières se fit sur une moindre échelle, et qu'on lui assurât les moyens de les entretenir.

En pesant ces considérations, et pour ne pas retarder cependant l'effet des intentions généreuses du roi, il serait à désirer que S. M. voulût bien accorder dès à présent les fonds nécessaires pour la levée et l'entretien d'un corps de 3,000 hommes étrangers, tout en appuyant auprès de ses alliés le plan que j'ai soumis à la conférence de Poros.

Dans le mémoire qui traite cette question vitale, je sollicite de la munificence des cours alliées, pour dix ans, 1,000,000 de francs par an, ou en d'autres termes la garantie d'un emprunt pour la somme de 60,000,000.

Avec un capital semblable, la Grèce peut honorer ses engagements avec ses créanciers à l'étranger, organiser ses troupes et son administration intérieure, croire que

les Puissances elles-mêmes ne doutent pas de son existence nationale et politique, et inspirer cette confiance aux autres nations et aux capitalistes de tous les pays.

Je n'ose pas trop espérer que cette demande respectueuse soit accueillie unanimement par les trois cours alliées. Quel que soit néanmoins le résultat de leurs délibérations, la Grèce l'acceptera comme un bienfait; mais je ne m'abstiendrai pas pour cela de répéter que tout subside temporaire accordé dans un autre système serait un bienfait stérile, peut-être même dangereux pour nos compatriotes.

Dans tous les cas je suis convaincu que le roi de France continuera à accorder à ce pays ses puissants secours. Personne mieux que moi ne rend justice aux sentiments religieux, à l'amour de l'humanité, et au noble désintéressement de notre auguste bienfaiteur. C'est avec de telles vertus qu'on fonde le bonheur des peuples, et celui de la Grèce lui offrira un jour un tribut plus éloquent que celui des faibles expressions de ma reconnaissance.

Mais pour que le but de ces généreux efforts soit atteint, pour que tant de sacrifices magnanimes ne restent pas stériles et ne viennent pas féconder des germes d'anarchie, il faut éteindre les brandons de la révolution jetés au sein de la malheureuse Grèce. Le roi qui a voulu secourir l'humanité souffrante, et délivrer d'un joug odieux toute une nation chrétienne, n'a pas en vue d'ouvrir un nouvel asile à la révolution.

Lorsque j'ai exposé à ce sujet ma pensée tout entière à votre auguste souverain, il a daigné la partager. Il m'a écouté avec un bienveillant intérêt, et il ne refusera pas sans doute la plus sérieuse attention aux vérités que je désire faire parvenir aujourd'hui à sa connaissance.

Fermement résolu de poursuivre la ligne de conduite qui a obtenu son auguste approbation, et d'accomplir sans hésitation le devoir que je me suis imposé, il ne me sera pas difficile, Monsieur le comte, de répondre avec autant de franchise que de confiance aux conseils que vous me donnez, et aux inculpations que je vous sais gré de m'avoir fait connaître.

Je dois commencer par vous faire une profession de foi sur le colonel Fabvier.

J'apprécie infiniment les nobles sentiments qui animent cet officier distingué en faveur de la Grèce, et les services qu'il s'est efforcé de lui rendre. Je crois aussi que parmi les étrangers aucun ne peut lui être plus utile, du moment qu'il voudra être moins absolu et moins exclusif dans ses opinions. S'il se décide à revenir en Grèce, je ne négligerai aucun soin pour le mettre à même d'atteindre le but qui aura motivé son retour.

J'en viens à la direction que suivent les chefs du gouvernement provisoire. Vous dites, mon cher comte, les chefs, pour ne pas dire le chef; j'aime avant tout la vérité; et je vous déclare par conséquent que, si les affaires en Grèce ont une direction qui n'est pas approuvée à Paris, c'est moi seul qu'il faut en rendre responsable.

Les motifs cependant sur lesquels se fonde cette improbation ne datent que de l'arrivée en Grèce de la grande et de la petite diplomatie.

Ce fait est bien remarquable, et je n'ai pas manqué de le porter à la connaissance de M. le comte Guilleminot et de M. de Saint-Denis.

J'ai été plus loin. En m'expliquant envers eux avec une entière franchise, je leur ai signalé les personnes qui se sont donné la peine de faire sentir aux primats, ou anciens patrons des provinces de la Grèce, l'humiliation à laquelle les condamnait un gouvernement dont le pouvoir se concentrait dans un homme seul, qui n'était pas du sang des rois, et qu'on considérait d'ailleurs en Europe et en France comme Russe.

Cette leçon a été répétée par les agents avoués et non avoués d'une autre diplomatie. Il me paraît que c'est assez pour éveiller dans toutes les mauvaises consciences l'espoir d'un ordre de choses qui ressemble au passé.

Ces primats ont dès lors commencé à parler d'assemblée nationale, d'actes constitutionnels, de corps législatif à tribune, de liberté de la presse. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'en répétant ces mots, il n'y a pas un de ces soi-disant hommes marquants qui puisse en concevoir le sens ni l'application.

Il n'y a que le profond respect que j'ai voué au roi, la reconnaissance sans bornes que nous lui devons, qui m'aient empêché de m'adresser à sa justice, pour obtenir la cessation des menées dont je viens de vous entretenir.

Convaincu, comme je dois l'être, que ces provocations insensées encourraient sa juste indignation, je n'ai pas voulu les signaler à son ministère, dans l'espoir que mes explications à la conférence de Poros suffiraient pour que les agents du roi ne se permissent plus désormais de méconnaître ses augustes intentions.

Le seul tort que j'aie à me reprocher, c'est d'avoir conçu l'espoir de réhabiliter graduellement ces chefs de parti dans l'opinion du peuple. Je les ai trouvés enfermés dans leurs maisons, entourés de satellites armés, et redoutant à chaque instant sa vengeance ou celle des soldats rouméliotes.

Aujourd'hui même le seul vœu que toutes les provinces me manifestent, tantôt par des messages et tantôt par des requêtes, c'est d'être délivrées pour toujours, comme elles le sont maintenant, de la tyrannie des primats et des capitaines.

C'est dans cette classe, qui a vécu de rapines et d'extorsions, et qui, comme il n'est que trop notoire, a bouleversé la Grèce, que se trouvent aujourd'hui les accusateurs de mon administration. C'est de leur influence que prétendent se servir, soit les aventuriers étrangers qui cherchent dans les troubles de l'or et un renom, soit tous les Grecs qui n'ayant plus de foyers se vendent tour à tour aux partis domestiques et aux factions étrangères.

Pour juger de leurs plaintes et de mes torts, faites-vous instruire exactement de la vie que je mène ici, et

de celle qu'ont menée ces hommes, lorsqu'ils étaient les uns au pouvoir, les autres dans les affaires.

Vous verrez alors d'une part combien j'endure de privations à un âge dans lequel elles deviennent pénibles, et jusqu'à quel point je suis abreuvé de dégoûts; de l'autre vous saurez que les hommes qui se sont disputé les dépouilles du peuple sont encore prêts à donner le signal d'une révolution, pourvu qu'ils s'enrichissent personnellement.

Le témoignage de ma conscience, le sentiment de faire mon devoir et de secourir les malheureux, me suffisent ; mais je ne doute pas, d'après les sentiments d'amitié que vous m'accordez, qu'il vous sera agréable de dissiper les calomnies dont on me rend l'objet, et d'éclairer les hommes de bien sur la véritable situation de ce malheureux pays.

La recherche de la vérité vous amènera peut-être à découvrir que les hommes qui auraient dû éclairer votre cabinet sont peut-être ceux-là même qui cherchent à égarer l'opinion publique, sans égard pour l'honneur de la France et pour les conséquences d'un pareil système.

Il n'est pas exact de dire que je me rends inaccessible aux habitants du pays et aux personnages notables dont vous parlez.

Ma chambre est ouverte depuis le matin jusqu'au soir à tout le monde ; mais je ne fête personne, je ne donne pas à dîner, en un mot je ne fais rien de tout ce qui

flatte certaines vanités et certains goûts, qui n'ont jamais été les miens.

D'ailleurs où trouverais-je le temps et l'argent pour faire les honneurs à des hommes semblables, au milieu des misères extrêmes qui m'environnent partout? Si j'avais quelques écus de plus, je les emploierais mieux : je donnerais du pain et des vêtements à de nombreuses familles, victimes innocentes de tous les malheurs qui ont pesé et qui pèseront encore longtemps sur ce pays.

Quant aux aventuriers et aux Septinsulaires auxquels je donne la préférence, j'invite hardiment mes censeurs à m'en donner la liste. Je n'ai épargné et je n'épargne pas d'efforts pour délivrer la Grèce des premiers; et pour ce qui est des seconds, les seules personnes qui vivent avec moi, ce sont mes frères. Je les ai priés de venir partager le fardeau qui ne m'a été rendu supportable jusqu'ici que par la confiance des souverains alliés.

M. Gennatas, jurisconsulte habile, est le troisième Septinsulaire que j'emploie, et qui sert la patrie avec un noble désintéressement. Notez que quelque temps après leur arrivée en Grèce, M. Gennatas et mes frères ont reçu des diplômes de bourgeoisie de la part de plusieurs provinces.

Il ne me reste qu'à vous tranquilliser sur la manière dont ont été reçus et sont employés les trois officiers français.

Ils arrivèrent au moment où la peste rendait les communications difficiles, et lorsque je faisais moi-même le

gardien des lignes sanitaires. Ils ont dû par conséquent souffrir de cette contrariété. MM. Garnot et Bulgaris furent envoyés plus tard à Tripolitza, et ils ont reconnu plusieurs grandes routes. Ils sont maintenant à Patras, occupés à remplir des commissions également importantes. M. Peytier se rend à Corinthe pour faire un travail de son ressort ; mais n'en ayant pour le moment aucun à donner à M. Pauzié, j'ai dû le prier d'attendre.

Cet officier ne pourra être utilisé que lorsque nous aurons les moyens de placer sous sa direction un atelier d'artillerie. Mais il faut plus encore ; il faut qu'il puisse lui-même au moins comprendre le grec et articuler quelques mots dans cette langue. Cette condition est de rigueur pour que les étrangers puissent être employés utilement.

Ce n'est pas à un officier subalterne russe que le gouvernement a confié la place importante du Palamède.

Nauplie est sous le commandement de M. le colonel Heidcck, Bavaïois. S'il a trouvé, parmi les philhellènes qui servent comme lui en Grèce sans aucun traitement, M. Rayko qui a été autrefois officier russe, et s'il l'a préféré à un autre pour lui donner le commandement de la garnison du Palamède, je ne vois pas, à vous dire vrai, mon cher comte, comment ce fait insignifiant légitime à vos yeux l'assertion que le gouvernement de la Grèce est non-seulement plus russe que toute autre chose, mais encore moins français qu'anglais.

L'opinion que j'ai émise quant à la forme du gouver-

nement qu'il serait convenable de donner à ce pays, vous fera connaître jusqu'à quel point j'ai fait abnégation de moi-même dans les arrangements qui s'y rapportent. Je n'ai en vue que le bien de ma patrie exclusivement, et les faits vous prouveront que je suis pénétré de la conviction intime que ce but ne saurait être atteint par moi qu'en me rendant inaccessible à toute influence étrangère.

Je me respecte un peu, et c'est aussi pour respecter vos moments que je m'arrête ici. Une plus longue apologie ferait injure à mes cinquante-trois ans. J'ai fait mes preuves dans le monde, dans cette même ville de Paris, et au milieu des personnages qui me jugent aujourd'hui. Il m'est par conséquent impossible de douter de leur justice.

Je finirai par vous remercier des soins que vous voulez bien donner à la commission dont je vous avais prié par ma lettre du 28 septembre.

A M. le Comte de la Fertonnays, à Paris.

Poros, $\frac{3}{15}$ décembre 1828.

Je ne devrais pas oser, mon cher comte, vous importuner d'une nouvelle lettre confidentielle; le silence que vous avez gardé sur mes communications du mois de juin ne devrait pas m'encourager à vous entretenir aujour-

d'hui encore une fois, et peut-être pour la dernière, des affaires de la Grèce.

Je croirais cependant manquer à tous mes devoirs, si je ne vous priais d'honorer de votre attention la réponse ci-jointe à cachet volant, que j'ai adressée à M. le comte de Loverdo.

Cette lettre renferme ma profession de foi tout entière sur les grands intérêts qui vous occupent dans ce moment. Le roi doit en juger ; mais dans sa justice le bienfaiteur magnanime de la Grèce n'en jugera que sur le témoignage des faits et d'après les sentiments de son cœur.

Sous ce point de vue moral le sort de la Grèce sera alors assuré ; il le sera même sous le rapport politique, du moment que les résultats des longues délibérations de la conférence de Londres seront mis sous ses yeux.

Parmi les documents que renferment les actes de la conférence, il y en a deux que je recommande ; Monsieur le comte, à votre équité. Le premier est le mémoire en date du 30 octobre (11 novembre), par lequel je sollicite des cours alliées des secours pécuniaires. Le second est une note verbale en date du 1 (13) décembre, qui exprime les vœux que forme la Grèce sur toutes les questions relatives à l'exécution du traité de Londres.

Voici en peu de mots le résumé de ces deux pièces :

1°. Que le général Maison reçoive l'ordre de soutenir les troupes grecques en Roumélie, et en quatre semaines elles occuperont la ligne depuis Volo jusqu'au golfe Ambracique.

2°. Que l'île de Candie soit préservée d'une nouvelle expédition de la part de Méhémet-Ali.

3°. Que les souverains, en honorant de leur suffrage la demande que je prends la liberté de leur faire par le mémoire du 30 octobre (11 novembre), mettent la Grèce en état de faire un emprunt de 60,000,000 de francs.

4°. Qu'en lui accordant tous ces bienfaits, les Puissances lui demandent une garantie, et qu'elles fassent consister cette garantie dans la nature du gouvernement qu'elle adoptera.

5°. Enfin qu'on se persuade bien intimement en France, en Angleterre et en Russie, que dans aucune supposition quelconque je ne consentirai jamais à rester dans la place à laquelle je suis condamné maintenant.

Le vœu que je forme du fond de l'âme, c'est d'en sortir d'une manière honorable, après avoir assuré, s'il se peut, des garanties d'ordre et de stabilité à ce malheureux pays.

Tout ce que vous ferez, mon cher comte, pour me faciliter les moyens d'atteindre le plus promptement possible ce but, me prouvera que vous me conservez encore un peu de votre amitié. Celle que je vous porte vous est connue d'ancienne date. Croyez-la invariable, comme tous les sentiments que je vous ai voués.

A M. le Colonel Heideck.

Poros, $\frac{4}{16}$ décembre 1828.

La présente vous arrive, Monsieur le colonel, par M. Psyllas, commissaire extraordinaire de la basse Messénie.

De graves symptômes de désordre commencent à se manifester dans ce département. L'esprit de parti arme quelques chefs, et des voies de fait ont eu déjà lieu.

Le gouvernement essaiera d'abord de ramener le calme par les voies de la douceur et de la conciliation; mais si des mesures d'un autre genre devenaient nécessaires pour faire respecter l'autorité des lois et la justice, il est décidé à y avoir recours.

C'est pour ce cas que nous vous engageons à munir M. Psyllas d'un ordre éventuel pour le chef de bataillon Scarvelli. Vous l'autoriserez à envoyer sur la demande du dit commissaire un détachement de 100 ou de 150 soldats réguliers, accompagnés s'il le faut de deux pièces de campagne.

Il est d'un grand intérêt que le choix des officiers et des soldats, qui seraient chargés de cette petite expédition, réponde en tout point à l'importance de son résultat.

*A. M. le Capitaine Codzia, Commandant
du brick le Rival.*

Poros, $\frac{4}{16}$ décembre 1828.

Le gouvernement vous a choisi pour vous charger d'une commission d'un grand intérêt.

L'esprit de parti agite le département de la basse Messénie, et la piraterie dans ces parages peut compromettre l'honneur national.

En vous rendant à Calamata, vous toucherez un instant à Monembasie, d'abord pour vous y montrer, pour conférer avec le commandant de cette forteresse, et pour lui faire connaître que vous avez l'ordre d'être à sa portée, toutes les fois qu'il sera besoin.

Vous vous rendrez ensuite à Calamata, et vous remettrez à M. Pétalas, gouverneur provisoire de cette ville, un paquet à son adresse, lequel renferme l'ordre que le gouvernement envoie à MM. Georges et Élie Mavromichalis de se rendre à sa résidence.

M. Psyllas arrivera à son poste par la voie de terre. Une fois qu'il y sera, vous lui prêterez votre appui, le cas échéant. Il est utile que vous offriez le même service à M. Génovellis, et que vous fassiez une course jusqu'à Marathonisi, pour détourner par votre présence les hommes qui seraient tentés de se livrer à la piraterie.

Nous vous avons expliqué de vive voix la part que,

de concert avec le commissaire extraordinaire, vous pourrez prendre à l'établissement de l'ordre dans ces départements. Nous pensons que dans l'espace de six semaines vous pouvez avoir rempli cette commission.

*A M. le Commissaire extraordinaire de la
Laconie & de la Basse Messénie.*

Poros, $\frac{4}{16}$ décembre 1828.

Nous vous avons énoncé par notre dernière dépêche les mesures que nous allions prendre pour arrêter le désordre que l'esprit de parti a provoqué dans le département de la basse Messénie.

Nous venons d'ordonner à M. Psyllas de se rendre sans retard à son poste, et nous faisons devancer son arrivée par le capitaine Codzia, qui atteindra avec son brick les parages de Calamata et d'Almyro. Il remettra à M. Pétales les dépêches dont vous trouverez ci-jointe la copie, et nous ne doutons pas que les sieurs Georges et Élie Mavromichalis ne s'empressent de seconder les vues paternelles du gouvernement. Dans le cas contraire, M. Psyllas suivra les directions dont il est muni; et nous aimons à espérer que l'ordre et la tranquillité seront affermis dans le département de la basse Messénie, comme dans celui qui vous est confié.

Dans l'état actuel des choses et pour le moment, il

n'est guère possible de songer à guérir radicalement et pour toujours la maladie qui travaille ces deux départements. Il s'agit seulement d'en arrêter les progrès, et de préparer graduellement les moyens d'une véritable guérison. C'est dans cette vue que nous vous engageons à concilier, autant qu'il peut dépendre de vous, sur une base équitable et que le gouvernement puisse avouer, les intérêts des personnes et des lieux qui se trouvent malheureusement en opposition et en souffrance.

Nous vous avons accordé à cet effet des moyens, en vous déférant la faculté d'employer pour le service du pays quelques-uns de ses revenus publics. Nous donnons la même faculté à M. Psyllas. Nous autorisons l'un et l'autre à préparer les éléments d'une organisation militaire, qui procurerait aux deux départements l'avantage de faire vivre hors du pays quelques centaines de jeunes militaires.

Le gouvernement procèdera à l'exécution de cette mesure, du moment que les ressources financières le lui permettront. Vous pouvez en donner l'assurance aux hommes les plus marquants de votre département.

Le capitaine Codzia avec son brick a l'ordre de faire quelques tournées sur la côte, pour vous offrir son appui et pour veiller à ce que la piraterie ne renouvelle pas ses essais.

A M. le Colonel Heideck.

Poros, $\frac{5}{17}$ décembre 1828.

La copie ci-jointe de l'office que nous a adressé M. le baron de Saint-Denis, ainsi que celle de notre réponse, vous expliquent assez l'offre que nous a faite M. le capitaine Pauzié, et le terme moyen que nous adoptons pour utiliser les dispositions qu'il nous témoigne en faveur du service de la Grèce.

Nous vous engageons à vous occuper, conjointement avec lui, des mesures qu'il sera convenable de prendre, afin de préparer l'établissement de l'école militaire dont il s'agit.

Les fonctions qui en attendant seront déferées à M. le capitaine Pauzié, le mettront en état de mieux connaître par le fait les éléments dont il devra composer l'école susmentionnée. Il pourra alors, en se concertant avec vous, nous proposer le règlement définitif qui devra être adopté.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Venise.

Poros, $\frac{5}{17}$ décembre 1828.

C'est par le fils de M. Vlassopoulos, qui va étudier en

Italie l'économie politique, que je vous envoie la présente. Je commence par vous recommander ce jeune homme. Son père désire que durant sa quarantaine à Ancône vous lui envoyiez quelques lettres d'introduction auprès de vos amis de Bologne, afin qu'il puisse trouver auprès d'eux direction, assistance et conseils. Je ne vous en dis pas davantage sur ce chapitre, étant persuadé que vous vous prêterez de bon cœur au désir de cet ancien et respectable ami.

J'ai reçu vos lettres jusqu'à la date du 10 (22) septembre. Je vous remercie infiniment de toutes les informations qu'elles renferment. Si vous voyiez la vie à laquelle je suis condamné, vous ne m'en voudriez pas si je ne vous écris pas plus souvent, et si lorsque je vous écris je n'entre pas dans les détails. Je suis toujours seul, et à côté des affaires intérieures du pays, depuis trois mois je me trouve ici honoré de relations fréquentes avec LL. EE. les représentants des cours alliées. Leurs travaux sont terminés. La Providence fera le reste. Elle a tout fait jusqu'ici, et il est impossible qu'elle n'accomplisse pas son ouvrage. En attendant, les braves Rouméliotes ont délivré Livadie et Salone, et opèreront sous peu, s'il plaît à Dieu, leur jonction avec leurs frères d'armes dans la Grèce occidentale. Notre flottille est dans le golfe d'Arta; et si nos montagnards parviennent à se camper à Macrinoros, il se peut que les Turcs de Messolonghi et d'Anatolico capitulent. Tout ceci cependant n'est que de bon augure. Les résultats définitifs sont hors de notre portée.

Je sais vous avoir écrit en dernier lieu, relativement à quelques arrangements d'argent. M. Betzos, qui seul peut m'orienter, fait autre chose dans ce moment; ce sera donc par la première occasion que je vous écrirai.

Je n'ai pas eu le temps de lire le petit essai du père Barthélemy : je le lirai et je vous en parlerai. Dites-lui en attendant bien des choses de ma part.

A M. le Stratarque Ypsilantis.

Poros, $\frac{6}{18}$ décembre 1828.

Les opérations de l'armée ont amené jusqu'ici des résultats satisfaisants; et ils le seront davantage si l'ordre dans l'administration intérieure des provinces, confiée provisoirement aux démogéronties, est maintenu par la discipline de l'armée. Nous aimons à l'espérer, et nous vous réitérons les recommandations les plus pressantes à cet égard.

Nous avons sous les yeux les petites réclamations des habitants de Mégare, des pays avoisinants et d'Éleusis; et elles ne prouvent que trop que, durant son séjour au camp, l'armée s'est permis des abus qui auraient dû être immédiatement arrêtés et punis. Cet antécédent nous impose le devoir de vous rendre attentif sur ce qui se passe maintenant dans les provinces occupées par l'armée. Nous le sommes à notre tour, et nous vous en prévenons.

Le chiliarque Christodoulos n'a pas désobéi à vos ordres. Il s'est conformé à ceux du gouvernement. Il a été convenu à votre départ de Mégare qu'il y resterait. Nous l'avons engagé à y rester, et ce n'est que lorsque nous lui avons permis de marcher qu'il est venu vous rejoindre. Le retard qu'a éprouvé sa marche n'a point d'inconvénient à nos yeux, attendu que l'armée n'a pas à combattre un ennemi qui lui oppose une grande résistance, mais seulement des positions à prendre.

Le commissariat pour la marine va recevoir des ordres pour que le golfe Maliaque et la côte de Mélistines soient surveillés. Le choix des commandants des navires répondra à l'importance de cette commission.

Nous aurions désiré connaître avec plus de précision la quantité des vivres trouvés à Salone et ailleurs. Le commissariat recevra des ordres très-positifs à cet égard; et nous vous engageons à vous prêter à ce que la commission de l'intendance suive exactement les ordres qu'elle reçoit.

Nous convenons avec vous que les ressources des provinces délivrées pourraient aider les finances de l'état, dans les frais énormes auxquels celles-ci doivent subvenir pour l'entretien de l'armée. Mais ce résultat n'est guère possible que lorsque l'armée ne rançonnera plus le pays.

Quant aux chefs Cosmacratas et J. Papas, et à leurs soldats, nous ne refusons pas de les admettre au service selon les règlements; mais à cet effet le règlement doit être exécuté, sans toutefois préjuger le grade que pourront avoir par la suite les chefs.

Les informations que nous recevons directement de la Grèce occidentale ne nous portent pas à croire que Sotir Stratos, ainsi que le capitaine Iskos, soient de bonne foi dans les ouvertures qu'ils nous ont faites. Toutefois, du moment que Stratos, en coopérant avec le général Dentzel sous les ordres du général Church, donnera à l'armée la position de Macrinoros, nous n'hésiterons pas à considérer ses 700 hommes comme au service de la Grèce, et à lui donner le titre de chiliarque.

Ce qu'il importe par-dessus tout, c'est d'envoyer, ainsi que nous vous l'avons recommandé itérativement, un renfort considérable dans la Grèce occidentale; nous vous en réitérons l'ordre.

Dans la situation actuelle des choses il ne s'agit que de nous placer dans une position avantageuse, pour attendre les décisions des cours alliées sur la grande question qui décidera du sort de la Grèce; et nous sommes convaincus que, quelque favorable que puisse être notre position dans la Grèce orientale, si nous n'en prenons une également favorable dans la Grèce occidentale, l'armée n'aura rien fait pour contribuer, autant qu'elle le doit, au service de la patrie. Ne perdez jamais de vue cette considération majeure, et agissez en conséquence.

Il nous reste à vous expliquer nos intentions quant aux évêques Anthimos et Agathangélos.

Quelles que soient les preuves de zèle et de dévouement qu'ils donnent dans ce moment à la Grèce, il nous est impossible de nous dissimuler que l'un et l'autre n'auraient

actuellement aucun parti à prendre, et que les anciens évêques de ces mêmes diocèses vivant aujourd'hui dans la misère, sont eux-mêmes les victimes vivantes de leur véritable dévouement à la patrie. Entre les uns et les autres le gouvernement ne peut pas balancer, et ce ne sont que les anciens qui peuvent avoir des titres à sa confiance.

Mais un évêque n'est pas employé civil, et il n'appartient au gouvernement d'en disposer que sous les rapports seuls qui sont de son ressort. Nous croyons donc pour le moment que les évêques Anthimos et Agathangélos peuvent gérer leurs fonctions; mais plus tard nous les appellerons auprès de nous, pour leur donner une situation avantageuse et honorable, et leurs diocèses devenant ainsi vacants seront provisoirement occupés par les anciens évêques.

Nous vous donnons ces informations, afin que vous puissiez dès aujourd'hui disposer graduellement les évêques qui vous entourent à accepter avec reconnaissance les mesures que nous avons l'intention de prendre à leur égard.*

* Les évêques des diocèses de Thèbes et d'Athènes avaient abandonné leurs sièges et suivi le sort de l'armée.

L'armée sous les ordres du stratarque ayant réoccupé ces deux provinces, les évêques qui les avaient remplacés par les ordres du patriarche, prétendaient que le gouvernement eût à les laisser en possession de leurs sièges; mais le gouvernement ne pouvait pas préférer les nouveaux destinés par la volonté du sultan à ceux qui, fidèles à leur ministère et aux intérêts nationaux, avaient suivi les chances de la guerre et partagé les souffrances et la misère de leurs compatriotes.

*A M. le Commissaire extraordinaire de
l'Achaïe.*

Poros, $\frac{11}{23}$ décembre 1828.

Au moment de réexpédier votre secrétaire, M. Ainian, nous avons reçu des lettres de la part du général Maison, en date du 4 (16) du courant, lesquelles nous annoncent l'affligeante nouvelle que la maladie qui s'est déclarée à Vrachi et à Calavrita est réellement, selon les rapports des médecins, la peste.

Le général s'étonne que le gouvernement lui ait laissé ignorer l'existence des germes de cette maladie dans les villages susmentionnés, jusqu'au mois de septembre, et pendant que ses troupes étaient en Morée.

Vous aurez sans doute donné à cet égard au général Schneider les mêmes informations que vous nous avez communiquées dans le temps, et il ne vous aura pas été difficile de lui prouver, par le témoignage de M. ** et des autres médecins, qu'au moment dans lequel son armée quittait le cantonnement de Pétalidi, la ligne sanitaire établie dans votre département était levée, et qu'elle était levée sur l'assurance que le gouvernement avait reçue de votre part et de la part des employés destinés à cette inspection, que le village susmentionné n'avait plus de trace de peste et qu'il jouissait d'une parfaite santé.

Quelque fondées que soient les explications que vous

devez déjà avoir données à cette heure à M. le général Schneider, nous ne pouvons pas vous dissimuler la conviction dans laquelle nous sommes que les inspecteurs sanitaires, ainsi que les médecins, ont manqué à tous leurs devoirs, et qu'ils devraient en porter la responsabilité.

En partant de cette observation que nous vous recommandons de ne pas perdre de vue, vous redoublez aujourd'hui de soins et de zèle, afin de prendre, en ce qui vous concerne, les mesures les plus sévères à l'effet :

1°. D'isoler le village et la ville infectés, et de leur interdire toute communication quelconque avec le reste du pays.

2°. Vous procéderez en outre aux opérations destinées à l'isolement des malades, et à l'épuration du dit village et de la dite ville.

3°. Le gouvernement vous envoie pour accomplir ces mesures quatre hommes exercés et éprouvés dans des opérations semblables; ce sont quatre mortis.

La ligne sanitaire que M. le général Maison vient d'établir est encore un nouveau bienfait que nous devons à l'armée française. Elle nous épargne des dépenses, et nous facilite les moyens d'éteindre plus promptement et plus radicalement les germes de ce fléau.

Vous ne négligerez aucune précaution pour être informé très-exactement de l'état sanitaire des autres districts de votre département; les communications de Vrachi et de Calavrita ayant été libres jusqu'à ces derniers jours, il ne serait pas impossible que la contagion se fût déjà pro-

pagée ailleurs. La saison peut en tenir cachés les effets; mais la cause existant, la maladie peut se manifester au moment où l'on s'y attend le moins. Veuillez donc, dans la tournée que vous devez faire plus tard, vous occuper essentiellement de ce grave intérêt.

Il est inutile de vous faire observer que nous devons, par un effort d'activité et de zèle, faire tout ce qui peut dépendre de nous pour préserver l'armée française et le pays de cette terrible maladie.

Nous attendons avec impatience les informations que vous nous donnerez le plus souvent que possible. Vous les donnerez aussi à vos collègues dans le Péloponèse, afin qu'ils puissent remplir leurs devoirs, ainsi qu'il leur est enjoint par une circulaire de ce jour, dont vous trouverez ci-jointe une copie.

A M. le Général Maison.

Égine, $\frac{11}{23}$ décembre 1828.

Il me serait impossible d'exprimer la douleur profonde que me fait éprouver la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 16 du courant.

Le rapport qui s'y trouvait annexé ne laisse aucun doute que la maladie, dont sont atteints de nouveau le village de Vrachi et la ville de Calavrita, ne soit la peste : mais ce qui ajoute à ma douleur dans cette circonstance, ce

sont les notions, pour le moins inexactes, qu'on vous a données, Monsieur le général, sur les informations qu'avait le gouvernement relativement à l'état sanitaire de ces deux points, au moment dans lequel l'armée qui est sous vos ordres a débarqué dans le Péloponèse.

La vérité est qu'à cette époque la ligne sanitaire dans le département de l'Achaïe, le dernier infecté de la peste, avait été levée, attendu que les rapports des médecins et des inspecteurs de santé rassuraient le gouvernement sur l'épuration complète du village de Vrachî et du département dont il fait partie. Les communications une fois rétablies entre cette province et le reste de la presqu'île, le gouvernement n'avait nulle raison de vous engager, Monsieur le général, à prendre des précautions afin de préserver votre armée de tout contact avec le département susmentionné. Il ne pouvoit voir de danger réel que dans les places de la Messénie, d'où la peste s'était répandue dans la péninsule et dans l'Archipel.

Au moment où Votre Excellence allait délivrer ces places de la présence des Turcs et des Égyptiens, le gouvernement a cru de son devoir de vous envoyer parmi les commissaires destinés auprès de l'armée un médecin, en lui recommandant très-particulièrement de veiller pour sa part à ce que les précautions sanitaires les plus sévères fussent prises à l'égard des quartiers qui venaient d'être évacués par les garnisons musulmanes.

S'il est vrai que ces précautions n'ont pas été prises à Vrachî dans les mois de juillet et d'août, ce qui n'est pas

encore prouvé d'une manière officielle au gouvernement, toute la responsabilité doit nécessairement retomber sur les inspecteurs et les médecins, spécialement chargés de vouer leurs soins à l'état sanitaire de l'Achaïe.

Tirer de là toute autre conclusion, et déverser sur le gouvernement grec un blâme et des reproches qui ne sauraient l'atteindre, ce serait aggraver sa situation, et rendre sa tâche encore plus pénible et douloureuse, dans un pays où les règlements sanitaires n'ont jamais été usités, et qui mérite peut-être quelque indulgence, sentiment si naturel à tous les cœurs français.

Votre Excellence vient de donner une nouvelle preuve de sa sollicitude, tant par l'envoi de médecins dans le département de l'Achaïe, que par l'établissement d'un cordon sanitaire.

Le gouvernement a de son côté envoyé M. le docteur Gosse en mission extraordinaire dans ce même département; il le fait accompagner de quatre hommes éprouvés dans les opérations destinées à soigner les pestiférés, à enterrer les morts de cette maladie, et à purifier les maisons ou les lieux où ils ont demeurés. Ce sont des hommes que dans la langue du pays on appelle *mortis*.

Le commissaire extraordinaire de l'Achaïe, ainsi que ses collègues dans le Péloponèse, ont reçu de nouvelles instructions, et le gouvernement aime à espérer qu'ils s'acquitteront avec zèle et activité de la surveillance qui leur est confiée. Malheureusement pour eux ils sont appelés à lutter contre toutes les difficultés locales; et s'ils en ren-

contrent d'insurmontables, c'est qu'il n'est pas donné à l'homme de détruire soudainement d'anciennes habitudes et d'improviser l'ordre, qui est le fruit du temps et des lois.

Veillez bien croire, Monsieur le marquis, à tout le chagrin que j'éprouve dans cette triste circonstance, ainsi qu'à l'empressement que je mettrai à prendre, de concert avec Votre Excellence, les mesures les plus efficaces pour préserver l'armée dont Votre Excellence a le commandement, et qui a acquis des droits si incontestables à notre gratitude, du terrible fléau qui vient encore menacer ce malheureux pays.

A M. Latris, Commissaire du Gouvernement grec auprès du Général Maison.

Poros, $\frac{11}{23}$ décembre 1828.

Nous vous accusons la réception de vos lettres en date du . . . , et nous vous savons gré du zèle avec lequel vous remplissez vos fonctions.

Vous trouverez ci-jointe en copie la réponse que nous adressons à M. le général Maison, ainsi que les instructions dont nous munissons le commissaire extraordinaire de l'Achaïe. Elles vous fourniront les moyens d'éclairer Monsieur le général sur le fait relatif à l'état sanitaire du village de Vrachi et de la ville de Calavrita.

Vous ne nous laisserez pas non plus ignorer l'effet de la teneur des ordres que nous venons de donner tant au commissaire extraordinaire qu'à ses collègues.

Nous attendons les informations que nous transmettront MM. Axiotis et Mavros sur la question des douanes, pour vous donner des instructions ultérieures à cet égard. Vous aurez occasion dans les entrefaites de voir ces messieurs, et ils vous feront part du résultat de leur entretien avec M. le général Maison sur cette affaire importante.

Nous partageons avec une peine profonde tous les désagréments qu'éprouvent l'armée, les officiers et leur général, au milieu de tant de privations et des inquiétudes que doit inspirer le voisinage de la peste. Il ne vous sera cependant pas difficile de convaincre M. le général Maison, ainsi que tous les officiers de son armée, qu'il n'est au pouvoir ni du gouvernement ni de la nation de changer en peu de mois un état de choses qui est la conséquence de huit années d'une guerre de destruction et du désordre qui en a été la suite nécessaire.

Continuez, Monsieur, à remplir vos fonctions avec la sagacité et le patriotisme qui vous distinguent, et soyez assuré du suffrage du gouvernement et du prix qu'il attachera à vous en témoigner sa satisfaction.

*A M. M. les Présidents des Puissances
alliées.*

Égine, $\frac{12}{24}$ décembre 1828.

M. le contre-amiral Dandolo ayant formellement annoncé aux consuls de S. M. I. et R. Autrichienne que le gouvernement de la Grèce s'était replacé dans les voies de la piraterie, il m'a paru essentiel d'avoir l'honneur de vous transmettre la déclaration ci-jointe, destinée à combattre cette déplorable calomnie.

Pénétré de la plus vive reconnaissance envers ses augustes bienfaiteurs, le gouvernement grec croirait manquer à son devoir, s'il ne plaçait pas dans toute leur évidence les principes qui servent de guide à sa conduite, et le respect inviolable qu'il professe pour le commerce de toutes les nations.

Le gouvernement grec en a offert depuis six mois les preuves les plus irrécusables.

Veuillez, Messieurs, mettre sous les yeux de vos augustes cours la déclaration ci-jointe.

*A M. M. les Résidents des Puissances
alliées.*

Égine, $\frac{12}{24}$ décembre 1828.

J'ai eu l'honneur de vous transmettre aujourd'hui la note et la déclaration, dans laquelle se trouvent précisées la conduite et les intentions du gouvernement grec à l'égard des bâtimens chargés de blés, que les forces navales grecques ont dirigés sur Égine, pour y être jugés par le tribunal des prises.

Ma note vous était à peine expédiée, que j'appris avec autant de surprise que d'indignation que M. le contre-amiral Dandolo se présenta dans la rade d'Égine et procéda à la capture de plusieurs bâtimens et barques grecques chargés de vivres destinés à l'armée.

Le gouvernement voulant éviter autant qu'il est en son pouvoir, toute collision avec les forces navales de S. M. I. et R. Autrichienne se croit dans le devoir de fixer votre attention sur ce fâcheux incident, persuadé que vos bons offices collectifs écarteront des obstacles que la modération seule du gouvernement grec ne peut désormais aplanir.

Je ne saurais, Messieurs, vous donner une preuve plus positive de la confiance que je place dans l'efficacité de la protection dont les trois cours alliées honorent le gouvernement grec, qu'en vous priant de vouloir bien vous réunir chez moi ce soir à sept heures, afin de m'éclairer de

vos lumières et d'arrêter d'un commun accord les mesures qu'il serait urgent de prendre, afin d'éviter des embarras et des complications qu'il n'est plus au pouvoir du gouvernement grec de prévenir.

A M. le Général Church.

Égine, $\frac{13}{25}$ décembre 1828.

Le gouvernement vient de recevoir vos dépêches jusqu'à la date du 10 du courant (nouveau style).

Il voit avec infiniment de regret et de peine que la conduite du capitaine Iskos n'a pas répondu jusqu'ici aux promesses qu'il avait faites. Nous pensons cependant que c'est plutôt la force des choses que celle des dispositions plus ou moins sincères, qui doit aplanir les difficultés et décider la grande question de la province de Valtos.

Des intérêts de parti s'entre-choquent dans cette province, et le gouvernement doit tâcher de se placer au milieu de ces intérêts dans une attitude aussi indépendante que possible.

C'est en partant de ce principe qu'il vient d'ordonner au stratarque Ypsilantis, d'envoyer sans le moindre délai la chiliarchie de Christodoulos-Hadji Pétros renforcer le corps de Pharmakis. Sa commission a pour but de lui faire prendre position dans les défilés de Macrinoros, avec ou sans la coopération des habitants du pays. Renforcé ainsi,

vous pourrez, Monsieur le général, achever les opérations qui ont commencé par l'occupation du golfe Ambracique.

Dans les circonstances actuelles, et vu les considérations majeures qui guident le gouvernement et desquelles il ne saurait faire abstraction, il ne peut et ne doit autoriser aucune autre entreprise qui déplacerait celle dont il s'agit, savoir l'occupation de Macrinoros.

Quelque louables que soient les opérations entreprises par le général Dentzel, il est d'un grand intérêt de ramener ses forces à une concentration favorable au but que nous voulons atteindre dans la Grèce occidentale. Vous jugerez par conséquent convenable, Monsieur le général, d'ordonner au général Dentzel de contribuer par ses mouvements à l'occupation de Macrinoros et à la sûreté de la flottille. Ce corps doit aussi se placer de manière à ce qu'il puisse recevoir, sans beaucoup de difficulté et de dépense, la solde et les vivres.

La situation actuelle des Turcs est, à ce qu'il paraît, la plus favorable au succès de nos opérations, surtout si nous les limitons, ainsi que nous l'avons dit, à l'occupation des défilés de Macrinoros et aux résultats qui en seront la conséquence nécessaire.

Le gouvernement se félicite des informations favorables que vous venez de lui donner relativement à l'entrée dans le golfe des quatre nouveaux mystics nationaux, des preuves de bravoure et de dévouement qu'ont données les équipages, et des mesures sages par lesquelles le capitaine Criezis justifie notre confiance.

A M. le Général Church.

Égine, $\frac{13}{25}$ décembre 1828.

Ce n'est que depuis peu que je suis ici de retour, et vous pouvez juger, mon général, combien je suis accablé d'affaires désagréables. Je profite cependant d'un instant de relâche, pour vous entretenir confidentiellement des motifs qui vous expliqueront la dépêche de ce jour.

Les représentants des cours alliées ont terminé leurs travaux et sont déjà en route pour Naples.

La Grèce d'après leur opinion doit avoir une frontière forte et facile à défendre sur le continent. Il serait impossible de dire dans ce moment avec assurance quelle est la ligne qui obtiendra les suffrages unanimes des trois cours.

Quoi qu'il en soit de cette décision, il est de notre devoir de nous placer, autant qu'il peut dépendre de nos moyens, d'une manière avantageuse. C'est à obtenir le plus promptement possible une position semblable que doivent tendre constamment nos efforts. Or cette position est celle des défilés de Macrinoros.

C'est ici que s'ouvre la question du capitaine Iskos et de son parti. La conduite de ce capitaine ne doit pas nous étonner. Elle ne ressemble que trop à sa conduite passée; mais il ne s'ensuit pas que nous ayons à le déclarer traître et à le poursuivre comme tel. Ce qu'il importe, c'est d'avoir pour nous les hommes qui portent les armes, et de nous empa-

rer des défilés. Si nous nous plaçons là sans lui, il sera pour nous; et il vaut la peine de l'accepter, pour ne pas le livrer aux Turcs.

Le renfort qu'on vous envoie vous mettra à même d'accomplir cette tâche, et le moment paraît très-favorable, attendu que les Turcs ont autre chose à faire.

Dès que vous aurez, mon général, atteint ce grand but, vous aurez avancé considérablement l'œuvre importante à laquelle vous avez voué tant de travaux.

Les succès de notre flottille sont satisfaisants. Il faut cependant les soutenir par l'ensemble de vos opérations et par leur résultat.

Le commissariat a déjà envoyé à M. Spaniolakis de quoi fournir la solde de l'armée. Il ne peut pas être question des anciens arrérages, parce que à peine pouvons-nous suffire au courant le plus strict. Les subsides qu'on nous donne sont conditionnels, et qui plus est, nous ignorons jusqu'à présent pour combien de mois la France et la Russie voudront bien nous les continuer.

Dans une pareille incertitude, le gouvernement ne peut prendre aucune mesure qui concerne le passé ou l'avenir. De toute nécessité il doit vivre au jour la journée.

J'ai fait beaucoup de démarches pour tirer au clair cette question vitale; et j'aime à espérer qu'en peu de temps j'obtiendrai des réponses et peut-être même des réponses satisfaisantes. Prenez donc patience, et soyez bien assuré que je n'ai fait et ne ferai rien de plus pour une chiliarchie que pour une autre.

Vos soldats sont payés comme ceux de la Grèce orientale, et les uns ne sont et ne peuvent pas être plus favorisés que les autres.

A M. le Stratarque Ipsilantis.

Égine, $\frac{13}{25}$ décembre 1828.

Le plan que vous avez tracé a pour but de faire occuper par l'armée Thèbes, d'attaquer Zeitouni, et de bloquer de près Athènes.

L'exécution de ce plan suppose une coopération active de la part de l'armée française, ou du moins le développement de forces maritimes grecques, et l'existence de dépôts de vivres et de munitions qui ne se trouvent pas pour le moment à la portée du gouvernement.

Au surplus, des considérations d'un ordre supérieur nous portent à donner pour le moment à toutes nos opérations militaires une sphère plus restreinte. Nous devons nous borner à placer sous une bonne sauvegarde les provinces déjà délivrées, à garder une position dans les Thermopyles, et à envoyer sans perte de temps un renfort considérable dans la Grèce occidentale.

Nous disons pour le moment, car il se peut que dans quelques jours nous soyons à même de faire davantage, et alors vous recevrez les instructions relatives aux mouvements ultérieurs de l'armée.

Vous concentrerez par conséquent, jusqu'à nouvel ordre, toutes vos forces entre Livadie et Salone, en laissant une chiliarchie aux Thermopyles.

Vous ordonnerez en second lieu au chiliarque Hadji Pétros de marcher sans le moindre délai avec sa chiliarchie vers Macrinoros. Vous le renforcerez par le corps de Pharmakis.

L'expédition de Hadji Pétros a pour but d'occuper, avec ou sans le secours d'Iskos, tous les défilés de ces montagnes.

Vous ferez part de ces dispositions au général Church, et Hadji Pétros nous donnera à cette occasion une preuve de son dévouement et de son zèle.

Vous prescrirez enfin aux chiliarques Tzavellas et Stratos de concentrer leurs forces entre Carpénisi et Patradjik, autant cependant que les ressources du pays peuvent le permettre.

Nous nous attendons toujours à être informés par le commissariat des provisions que l'armée a trouvées à Livadie et à Salone. Il nous importe également de connaître sans perte de temps les ressources que sous ce rapport peuvent fournir les provinces que vous occupez.

Ce n'est que sur la base de ces renseignements que le gouvernement pourra, si les circonstances le permettent, faire entreprendre à l'armée de nouvelles opérations, car avant tout il faut la faire vivre, et prévenir les conséquences funestes d'une détresse qui légitimerait en quelque sorte le désordre dans l'armée, et achèverait la destruction du pays.

Nous ne croyons donc pas pouvoir admettre pour le moment la formation trop précipitée de nouvelles chiliarchies, et moins encore pouvons-nous accorder des grades militaires à tous les chefs qui se présentent. Vous ne perdrez pas de vue cette observation, sans toutefois décourager les hommes qui semblent disposés à nous offrir leurs services.

Vous nous avez recommandé votre aide-de-camp pour le grade de pentacosiarque. Cette recommandation sera prise en considération, lorsque d'autres promotions auront lieu.

Le golfe de Trikéri, et tous les parages par lesquels s'opèrent les communications maritimes entre l'Eubée et l'Attique, sont placés sous la surveillance des bâtiments actuellement en croisière, et du paquebot à vapeur la Kartéria.

Le commissariat reçoit copie des présentes et l'autorisation de pourvoir, pour la partie qui le concerne, à toutes les mesures qui sont nécessaires, afin que vous puissiez vous conformer à ces directions. Il est aussi autorisé à vous communiquer plus en détail les dispositions qu'il aura prises à cet effet.

En donnant à l'armée communication des ordres que vous recevez, vous lui témoignerez la satisfaction du gouvernement pour le premier résultat de ses mouvements, et vous lui direz que pour obtenir de plus en plus son suffrage, elle doit remplir avec fidélité et exactitude les ordres qu'il vous est enjoint de lui donner.

A M. le Chevalier Mustoxidis, à Venise.

Égine, $\frac{18}{30}$ décembre 1828.

J'ai reçu votre lettre du 1 (13) novembre. Je vous remercie de toutes les notions qu'elle renferme relative à la question importante de la monnaie. S'il plaît à Dieu, il viendra un temps où les renseignements que vous donnez seront utilisés; mais ce temps n'est pas encore venu : espérons qu'il ne tardera pas.

Je désire que vous réussissiez dans vos négociations avec M. Nicolaïdès. Je vous saurais un gré infini, si vous parveniez à me procurer quelqu'un qui puisse remplacer M. Betzos, attendu que ses affaires de famille ne lui permettent pas de prolonger son séjour ici au delà du printemps. Quant à vous, je vous le répète encore, je n'ose pas vous proposer de plier bagage et de transporter ici femme, enfants et famille. Tout ce que vous pourriez vous permettre, ce serait à peine un voyage en garçon; mais pour cela il faut aussi que vous fassiez vos profondes réflexions, et que vous délibériez sans vous laisser séduire par aucune des affections que vous me portez. Il se peut que dans deux ou trois mois tout au plus tard, je puisse vous dire positivement ce que vous pourriez faire de mieux selon mon opinion. En attendant, pour ne pas vous laisser dans la gêne en ce qui vous concerne personnellement, je vous envoie ci-jointe une assignation

sur M. Hentsch pour 2,000 francs, et par la première occasion, laquelle ne tardera pas, je vous enverrai aussi ce que je vous dois pour l'horloge.

On vous enverra des gazettes grecques, lesquelles ne vous apprendront pas grand'chose. La gazette de Smyrne, qui nous juge plus que sévèrement, ne doit vous donner aucune inquiétude, parce qu'elle ne m'en donne aucune.

Tout est ici aussi bien que possible. Nous avons à traverser l'hiver, et nous espérons que la Providence nous préservera du naufrage, quelque orageuse que puisse être la saison.

A M. le Chevalier Eynard, à Florence.

Égine, $\frac{19}{31}$ décembre 1828.

Mon cher Eynard, je vous ai écrit en date 3 (15). J'ajoute aujourd'hui quelques mots à ma lettre, en profitant d'un bâtiment que j'envoie à Ancône pour y chercher des vivres. Je voudrais vous savoir à la veille de quitter l'Italie, pour vous rendre comme à l'ordinaire à Paris; mais je crains que deux choses ne s'y opposent, la santé de M^{me} Eynard et la saison. S'il en est ainsi, il faudra s'y résigner. Votre présence à Paris aurait facilité le moyen d'éclairer les amis de la Grèce sur le véritable état des choses dans ce pays. Je sais, et je ne

sais que trop, qu'on est mal informé de ce qui se passe ici, et qu'on en juge de manière à ce que les conséquences peuvent tourner au désavantage de tout le monde. Vous lisez peut-être la gazette de Smyrne. Or c'est dans l'esprit de ce journal que j'ai tout lieu de croire qu'on présente les acteurs qui ont le malheur de se trouver au milieu de ces ruines et de ces misères. Nulle voix ne s'élève en leur faveur pour plaider la vérité, parce que la mode du jour le veut ainsi. Un homme comme vous, qui ne suit la mode que pour autant que sa conscience le lui permet, défendrait la Grèce et lui conserverait invariable l'intérêt bienveillant de ses amis. Veuillez me dire si le vœu que je forme peut s'accomplir, et quand. Ce serait un très-grand bonheur pour nous que vous pussiez être le plus tôt à Paris.

Nous sommes ici *in statu quo* et dans l'attente journalière d'un rayon d'en haut qui nous éclaire. Il n'est pas dit cependant que l'horizon soit partout aussi pur qu'en Grèce. L'attente se prolongera peut-être encore jusqu'à Pâques, sauf les incidents intermédiaires qui peuvent aggraver ou mitiger l'anxiété. Je ne reviens sur aucun des articles de vos dernières lettres, ni de ma réponse du 3 (15). Je vous serre la main.

A M. le Patriarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{19}{31}$ décembre 1828.

Au moment où votre aide-de-camp partait avec nos dernières dépêches, nous avons reçu celles dont était porteur le chiliarque Tzavellas.

Nous avons été complètement satisfaits des explications qu'il nous a données sur les motifs qui l'ont obligé à suivre les directions que la force des choses lui a imposées. Nous sommes également satisfaits des renseignements qu'il nous a donnés tant sur la situation actuelle des affaires dans les provinces délivrées, que sur le plan d'opérations auquel il est de toute nécessité de s'en tenir pour le moment. Il y coopérera pour sa part, ainsi qu'il est dit dans les instructions que vous avez reçues.

Il aurait désiré savoir destinée, comme renfort à l'armée de la Grèce occidentale, plutôt la chiliarchie de Stratos que celle de Christodoulos. Cette disposition cependant ayant été donnée, nous ne croyons pas devoir revenir là-dessus. Ce qui importe au reste par-dessus tout, c'est qu'un renfort considérable arrive le plus tôt possible de ce côté-là.

Nous nous dispensons d'entrer dans quelques détails sur ce qui concerne le congrès des chefs albanais à Bérat, et les conséquences que vous en déduisez. Tout ceci dépasse la sphère des combinaisons qui sont à notre portée,

et pour le moment il nous est impossible de sortir de la ligne de conduite que nous vous avons tracée par nos dernières dépêches.

Le commissariat général vous fera connaître les dispositions qui ont été prises à Éleusis et à Mégare, pour mettre un peu d'ordre dans le corps de réserve qui s'y trouve, et qui restera là dans l'attente de nouvelles instructions.

Au Panhellénium.

Égine, $\frac{19}{31}$ décembre 1828.

Je ne doute point que la section de l'intérieur, en s'occupant de la procédure judiciaire, n'ait pris en considération deux branches très-importantes de l'administration de la justice, celle qui concerne les avocats et celle qui concerne les notaires.

Les informations parvenues à ma connaissance ne me permettent point d'espérer que, parmi les personnes qui exercent en Grèce les professions d'avocat et de notaire, il y en ait beaucoup qui possèdent des diplômes délivrés par des universités ou par des autorités compétentes. Cependant l'institution des tribunaux suppose nécessairement celle des avocats et des notaires. S'il est impossible d'y songer et d'y pourvoir pour le moment, en suivant les principes et les règles adoptés dans tous les pays de

l'Europe, il n'est pas moins vrai qu'il faut de toute nécessité y pourvoir, ne fût-ce que par des mesures propres à prévenir des abus scandaleux.

Il appartient à la section de l'intérieur de proposer ces mesures par un projet d'ordonnance. Elle aura essentiellement pour but de faire obtenir une sanction légale aux personnes qui exercent les fonctions d'avocat et de notaire, et de faire trouver aux citoyens qui auront recours à leur assistance une garantie réelle dans la responsabilité que la loi leur impose.

*A M. M. Mavrocordatos, Spiliadis &
Rallis.*

Égine, $\frac{20 \text{ décembre } 1828.}{1 \text{ janvier } 1829.}$

Le gouvernement n'ayant pas de motifs suffisants pour confisquer les cargaisons des bâtiments pris et envoyés à Égine par la croisière du capitaine Sachinis, et désirant procéder le plus tôt possible à la liquidation et au paiement de la partie des dites cargaisons dont la nation a le plus urgent besoin, vous invite, Messieurs, à vous réunir immédiatement, et à vous occuper de cette grave affaire, conjointement avec M. Gropius, qui est le fondé de pouvoirs des ayants cause dans les dites cargaisons.

Vous reconnaîtrez avant tout la qualité et la quantité des objets dont les dits bâtiments étaient chargés. Le gou-

vernement ne voulant garder que le blé et l'orge, tout le reste sera exactement restitué.

Vous conviendrez en second lieu avec M. Gropius du prix auquel le blé et l'orge seront payés; et comme il s'agit de payer en espèces et immédiatement, il est de toute justice que sur les sommes dont on conviendra la caisse publique gagne un escompte. Les ayants cause étaient disposés à se contenter d'un paiement qui aurait eu lieu la moitié dans deux mois, et l'autre moitié dans quatre. C'est sur cette base que vous pouvez calculer l'escompte. Les pourparlers qui ont eu lieu jusqu'ici nous laissent entrevoir que les ayants cause consentiraient à traiter d'après une moyenne entre les prix de Constantinople, d'Alexandrie et de Syra.

Reste enfin l'article non moins important des nolis et des stalies. Vous négocierez avec M. Gropius sur tous ces articles, et vous tâcherez d'avantager autant qu'il dépendra de vous la caisse publique. Vous connaissez notre détresse; il faut faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ne pas la rendre extrême.

Si dans vos négociations avec M. Gropius il s'élève quelque difficulté, veuillez m'en faire part de vive voix, pour accélérer la conclusion de cette affaire, et pour diminuer les dépenses des stalies.

A M. Nicolas Zepsimas, à Moscou.

Égine, $\frac{23 \text{ décembre } 1828.}{4 \text{ janvier } 1829.}$

Le gouvernement reçoit avec infiniment de reconnaissance les vingt-quatre caisses renfermant les livres que vous destinez à l'instruction chrétienne et scientifique de la jeunesse grecque.

Ces livres seront distribués selon vos intentions, et en son temps vous en serez informé. Nous recevrons avec une égale reconnaissance les envois ultérieurs que vous nous promettez, et nous ne doutons pas que la nation ne vous témoigne, par l'organe de ses représentants, les sentiments que lui inspirent ceux que vous lui portez, comme héritier du patriotisme généreux de feu vos frères.

Au Conseil de Candie.

Égine, $\frac{27 \text{ décembre } 1828.}{8 \text{ janvier } 1829.}$

Nous avons reçu votre lettre du 19 de ce mois. Nous avons lu avec attention les pièces qu'elle accompagne, et nous avons sous les yeux le rapport qu'à cette occasion nous a adressé M. le baron Rheineck.

L'ensemble de ces informations nous fait connaître au juste l'état actuel des choses dans votre pays, la position

difficile dans laquelle vous vous trouvez, et les sages principes d'après lesquels vous réglez votre conduite. Nous les approuvons entièrement, et nous croyons qu'il serait imprudent de votre part de consentir à un armistice, sans obtenir et sans pouvoir donner à votre tour une garantie réelle de l'inviolabilité des clauses que cet acte aurait renfermées. Or cette garantie ne peut se trouver que dans celle que vous donneraient les puissances intervenantes, et dans les moyens que vous auriez vous-mêmes de faire régulièrement observer aux Sphakiotes la convention qui serait faite.

Nous doutons que les agents des puissances intervenantes puissent pour le moment se charger de cette responsabilité, et nous doutons aussi que nous puissions pour le moment vous envoyer une force étrangère, laquelle soit capable de faire respecter la ligne d'armistice qui serait tracée.

Dans cet état de choses, nous ne pouvons que vous recommander instamment de demeurer inébranlables dans les sages déterminations que vous avez prises, et de maintenir en attendant de tous vos efforts l'armistice de fait, la tranquillité et l'ordre dans l'intérieur.

Si les vexations et les pillages aggravent en ce moment le sort de vos frères, si ces vexations et ces pillages n'épargnent pas même les Candiotes, et si ces horreurs se passent sous les yeux des étrangers qui vous environnent, quels titres pouvez-vous avoir à l'intérêt des Puissances européennes, et quel moyen peut avoir le gouvernement de

rendre cet intérêt favorable aux destinées de la patrie?

Nous vous exhortons par conséquent à prendre en considération les observations que nous venons de vous faire, et à ne négliger aucun moyen en votre pouvoir pour faire cesser le désordre, en punissant sévèrement et exemplairement les coupables.

M. le baron Rheineck, qui vous fera parvenir les présentes, continuera à vous aider de ses conseils, et nous vous engageons à les suivre.

Soyez assuré de la sollicitude avec laquelle le gouvernement tâchera de vous être utile, en contribuant autant qu'il le pourra à l'accomplissement de vos vœux; mais nous vous le répétons, il faut que vous y contribuiez vous-mêmes, et nous vous en avons indiqué par les présentes les moyens.

A M. le Général Higonet.

Égine, $\frac{27 \text{ décembre } 1828.}{8 \text{ janvier } 1829.}$

Je ne saurais assez vous exprimer les sentiments de reconnaissance dont me pénètrent les soins bienveillants et charitables que vous avez bien voulu donner aux malheureux habitants de Calavrita et de Vrachî, que la contagion menaçait d'une destruction complète. Dieu vous rendra le bien que vous leur avez fait.

M. Mavromatis reçoit aujourd'hui l'autorisation de

venir à leur secours, pour autant que les moyens du gouvernement peuvent le permettre.

Le gouvernement doit encore ces moyens à la munificence du roi votre souverain, et c'est ainsi qu'il n'y a pas de jour dans lequel les habitants du Péloponèse ne bénissent le nom de S. M., et celui de l'armée qui les a délivrés d'un double fléau, de la présence des Turcs et de la peste.

J'apprends, Monsieur le général, que vous allez rentrer en France. Je vous accompagne de tous mes vœux, et je prends la liberté de placer sous vos auspices les intérêts de la Grèce. Vous avez été sur les lieux, vous êtes bon juge, et la chambre des députés le sera de même par votre organe.

A M. le Général Durrieu.

Égine, $\frac{28 \text{ décembre } 1828.}{9 \text{ janvier } 1829.}$

La communication que vous me faites l'honneur de m'adresser par votre lettre d'hier ajoute, s'il se peut, aux explications claires et positives que j'ai recueillies de votre part dans nos entretiens sur l'objet de votre mission.

Il n'a jamais été de mon intention de vous engager, Monsieur le baron, à vous donner la peine de me les répéter par écrit. Le désir que j'ai exprimé et que j'exprime encore ici, c'est que M. le colonel Fabvier veuille bien me

donner par écrit le plan que, selon ses lumières et ses connaissances, il jugerait dans l'état actuel des choses devoir proposer à l'adoption du gouvernement grec, à l'effet de remplir d'une manière prompte et utile les intentions bienfaisantes de S. M. le roi de France.

Ce n'est qu'après avoir arrêté une décision définitive sur la grave question de l'organisation militaire dont il s'agit, que le gouvernement pourra convenir avec vous, Monsieur le général, des arrangements dont vous a spécialement chargé S. E. M. le marquis Maison. Jusque-là il n'est en mon pouvoir que d'accepter, comme j'accepte avec infiniment de reconnaissance, les offres généreuses de M. le marquis Maison, relativement aux mulets, chevaux, et autres objets d'équipement et de guerre, que S. E. pourrait céder au gouvernement.

Quant au développement que renferme votre lettre, Monsieur le baron, je me réserve d'en profiter dans les réponses que je m'empresserai d'adresser, tant au ministère de S. M. T. C. qu'à M. le marquis Maison, au moment où je serai dans le cas de leur rendre compte du résultat de votre mission.

Veillez, en attendant, faire agréer à M. le marquis Maison mes remerciements les plus sincères pour toutes les preuves d'intérêt qu'il se plaît à donner à la Grèce et à son avenir, et soyez vous-même assuré, Monsieur le général, que j'apprécie infiniment les dispositions bienveillantes que vous voulez bien témoigner à ce pays. Ce sera pour moi un devoir et un plaisir tout ensemble de profiter de

vos lumières et de votre expérience, pour résoudre pendant votre séjour ici toutes les questions qui offrent aujourd'hui un intérêt majeur à la Grèce et à son gouvernement.

À la Commission des Finances.

Égine, $\frac{29 \text{ décembre } 1828.}{10 \text{ janvier } 1829.}$

Je vous envoie, Messieurs, ci-joint le compte des dépenses que j'ai faites pour le gouvernement durant mon absence d'Égine, depuis le 9 septembre jusqu'à ces derniers jours. Ce compte monte à la somme de 4,502 piastres d'Espagne. Je joins ici toutes les pièces justificatives. Je vous envoie enfin un résumé de notre compte courant, par lequel vous verrez que la caisse me doit 53,887 piastres d'Espagne.

Il est entendu comme je vous ai expliqué précédemment, que c'est sur ce crédit que la commission doit faire les dépenses pour l'orphanotrophe. Je l'engage à me communiquer, lorsqu'elle sera à même de le faire, un relevé sommaire des dépenses faites jusqu'ici pour cet objet. Elle complètera aussi son travail, en m'indiquant par approximation la dépense mensuelle pour l'entretien des élèves de Poros et de Nauplie, aussi bien que celle qu'exigera l'établissement d'Égine, pour être mis en état de recevoir les élèves.

Au Panhellenium.

Égine, $\frac{31 \text{ décembre } 1828.}{12 \text{ janvier } 1829.}$

Les démogéronties de celles des provinces de la Grèce orientale et occidentale qui sont délivrées de la présence des Turcs, demandent avec instance au gouvernement d'y installer une administration intérieure. Le gouvernement reconnaît la nécessité de procéder à cette mesure, et vous engage, Messieurs, à lui proposer la circonscription administrative de ces provinces.

Son intention est d'y envoyer pour le moment trois gouverneurs provisoires : le premier à Livadie, Talandi et Boudounitza; le second à Carpénisi, Cravari et Apocoron; le troisième à Salone, Lidoriki et Malandrino.

Veuillez aussi indiquer les noms sous lesquels seront signalées les circonscriptions que je vous demande.

A M. le Stratarque Upsilontis.

Égine, $\frac{31 \text{ décembre } 1828.}{12 \text{ janvier } 1829.}$

Les présentes vous parviendront par les trois gouverneurs provisoires auxquels nous confions, conformément au décret ci-joint, l'administration des provinces que l'armée sous vos ordres a délivrées de la présence des Turcs.

Nous vous adressons aussi copie des instructions générales dont ils sont munis. Vous verrez qu'ils doivent se concerter avec vous sur toutes les mesures qui sont nécessaires, afin de préserver les habitants du pays de toute vexation de la part des soldats. Nous vous engageons à prêter main forte aux gouverneurs, pour que l'ordre commence à s'établir.

Il est en second lieu recommandé à ces fonctionnaires publics de veiller de leur côté à ce que le pays ne soit pas surpris par une invasion subite, et de vous tenir au courant de toutes les informations qui parviendraient à leur connaissance.

Ils sont enfin chargés d'organiser le pays, et de mettre en valeur les revenus publics.

Sous ces divers rapports vous leur devrez pleine et entière assistance.

A M. le Colonel Heideck.

Égine, $\frac{2}{14}$ janvier 1829.

Vous avez parfaitement bien fait, mon cher colonel, d'aller respirer un peu à Argos. J'aime à espérer que vos nerfs s'en trouveront mieux, et que vous pourrez reprendre des forces pour ramer à la galère. Je voudrais pouvoir en faire autant, mais je doute qu'il me soit possible de sortir d'ici avant une dizaine ou une quinzaine de jours.

Soyez cependant bien assuré que les premiers moments vous seront donnés.

Je suis très-touché de ce que vous me dites d'aimable sur les motifs qui vous engagent à porter encore les sacrifices que vous impose la masse d'affaires dont je vous ai chargé. Je vous dirai à mon tour et avec un égal abandon, que tant que je pourrai tenir, je vous prierai de tenir aussi, et qu'au moment où il me sera prouvé qu'il n'y a plus rien à faire, nous quitterons ensemble la partie, mais nous la quitterons comme des hommes d'honneur doivent le faire.

On nous travaille de toutes parts; mais il est de notre devoir d'opposer aux intrigues de tout genre la résistance souvent victorieuse d'une conscience pure. Ces intrigues viennent du dehors et du dedans. Si les premières ne sont pas soutenues par un pouvoir politique, les secondes ne peuvent pas avoir de suite. Dans le cas contraire, les unes et les autres jetteront ce malheureux pays dans un abîme duquel il ne sortira pas.

Ce n'est point sur des conjectures qu'on peut fonder une opinion sur des questions si graves. Ce sont les faits seuls qui peuvent nous éclairer, et ce n'est pas sans impatience que j'attends le résultat des pourparlers de paix dont il s'agit en ce moment à Constantinople.

Jusque-là j'ai lieu de croire qu'il est d'un grand intérêt de veiller de près à vos tacticos. Il ne serait pas impossible qu'on tâchât de pervertir leur esprit, afin de les porter à vouloir d'autres règlements ou d'autres régula-

teurs. J'en écris aujourd'hui à M. Rados, pour qu'il ait les yeux ouverts quant à la partie qui le concerne, et pour qu'il vous tienne au courant des observations qu'il serait dans le cas de faire. Je crois que le colonel Pisa vous servira aussi parfaitement bien.

Vous verrez par la lettre d'office les objets qui nous sont arrivés de Malte, et que M. Tombazis vous transmettra. Je vais tirer au clair ce qui est du bois de construction que vous attendiez d'Ancône. J'ignore jusqu'ici si le bâtiment arrivé en dernier lieu en est chargé. Je vais voir le règlement de M. Pauzié, et je tâcherai de finir aussi cette affaire.

Veuillez m'envoyer par exprès un tableau exact de l'état de situation de la caisse, et de celui de la force des troupes régulières. J'en ai besoin dans mes pourparlers avec le général Durricu.

Les Français disent qu'ils vont nous quitter définitivement à la fin du mois de mars, et dans ce cas il faudra de toute nécessité penser aux garnisons de Modon, Navarin et Patras. Il me serait utile de connaître dès ce moment ce que nous pourrions faire d'après votre opinion pour recevoir ces places, et pour y maintenir un peu d'ordre. Il n'est pas question de les défendre contre un ennemi du dehors, mais de les garantir du désordre qui est l'ennemi du dedans.

A M. le Comte de la Ferronnays.

Égine, $\frac{3}{15}$ janvier 1829.

Les communications que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 11 et du 26 novembre, m'apportent de nouveaux gages de l'intérêt bienveillant et de la munificence dont S. M. T. C. honore la Grèce. Ces consolations arrivent au moment où ce pays, comblé toujours des bienfaits de ses protecteurs augustes, se trouve à la veille d'une catastrophe. Aussi me serait-il difficile de trouver des expressions pour vous témoigner, Monsieur le comte, les sentiments de reconnaissance dont il est pénétré, et pour vous donner la mesure de la confiance qu'il place dans la justice et dans la générosité du roi votre souverain et de ses alliés. Les vœux qu'il est de mon devoir de consigner ici, et les considérations qui les motivent, vous en offriront, j'espère, la preuve.

Que Votre Excellence veuille avant tout jeter un coup d'œil sur la situation de la Grèce, au moment où le protocole du 16 novembre semble décider de son sort.

Les subsides qu'elle doit à la bienfaisance de S. M. T. C. et de l'empereur de Russie, la reconnaissance de son gouvernement provisoire, l'expédition de Morée, la puissante coopération des flottes combinées, les travaux des représentants des cours alliées réunis à Poros, et tout ce qui avait été dit et écrit dans les mois de septembre et

d'octobre en faveur de la délivrance de l'Attique et de l'Eubée; tels sont les faits qui ont porté la Grèce à ne pas douter que son existence territoriale ne serait point bornée au Péloponèse et aux Cyclades adjacentes.

Encouragé par cet espoir et forcé par des nécessités irrésistibles, son gouvernement ne devait et ne pouvait pas arrêter le mouvement de ses troupes. Elles occupent actuellement une ligne qui s'étend depuis le golfe Ambracique jusqu'aux Thermopyles, et cette ligne couvre une population chrétienne d'environ 150,000 âmes.

Ce territoire étant cependant, par le protocole du 16 novembre, hors de la garantie des Puissances alliées, il en résulte que les Turcs doivent nécessairement faire des efforts pour rejeter dans la péninsule, tant les troupes grecques, que les malheureux qui pourront fuir l'esclavage.

C'est à l'époque où ce grand désastre paraît inévitable, que les troupes de S. M. T. C. sont rappelées en France, et que par un effet de sa générosité le roi met à la disposition du gouvernement grec des secours pécuniaires, pour qu'il puisse organiser une forte armée régulière, en la composant exclusivement de nationaux; mais cette force ne doit avoir pour but que le maintien de l'ordre intérieur dans le Péloponèse.

Or c'est cette condition, laquelle est de rigueur, qui rend impossible dans les circonstances actuelles l'accomplissement d'un projet auquel se rattache d'ailleurs le salut de ce pays.

Si en effet il pouvait être réservé aux Grecs d'enlever les positions fortifiées où se trouvent les Turcs dans la ligne mentionnée, si l'organisation militaire dont il est question devait en être le moyen, assurément cette organisation se ferait sans obstacles, sans retard, et avec le plus grand succès. Dans le cas contraire, dans celui de lui donner pour objet unique la sécurité intérieure du Péloponèse, elle ne peut qu'accélérer une catastrophe.

Les Rouméliotes ne verraient dans cette mesure qu'un double arrêt de mort, la perte de leur terre natale et celle de leur existence actuelle. Ils se jetteraient alors en foule dans le Péloponèse et dans les îles. Le désordre et la misère de l'un et des autres seraient au comble, et peut-être même sans remède.

C'est pour soustraire ces débris de la nation Grecque à d'autres grands malheurs, qu'en arrivant l'année dernière au milieu d'elle je me suis efforcé de former avant tout le camp de Mégare, et d'instituer les chiliarchies. Ces deux mesures ont fait cesser la piraterie, et ont rendu possible l'établissement des premiers éléments d'une administration régulière. Ces résultats disparaîtraient par le retour sur les mêmes lieux d'une masse de 10 à 12,000 hommes en armes accompagnés de leurs familles, lesquelles seraient forcées de chercher dans le Péloponèse et dans les îles le moyen de subsister, et ils le demanderaient ou ils le prendraient à des populations qui en manquent elles-mêmes.

Dans cet état de choses, de tous les bienfaits que

S. M. le roi de France peut accorder à la Grèce, le plus grand de tous est celui de ne pas permettre que toutes ses troupes quittent le Péloponèse. En y laissant 2 ou 3,000 hommes, S. M. donnerait à l'Europe le plus sûr garant de l'ordre intérieur des contrées dont on composerait la Grèce.

La présence de ce corps de troupes françaises procurerait au gouvernement le temps et les moyens d'organiser d'une manière graduelle, et avec tous les ménagements que les circonstances locales exigent impérieusement, ses propres troupes.

L'acte du 16 novembre réserve à S. M. T. C. cette nouvelle œuvre de bien. La Grèce la sollicite avec instance, et elle l'espère de la magnanimité du roi.

S'il devait en être autrement, il ne resterait plus à cette nation infortunée qu'à se résigner à son sort. Elle le subirait avec courage, en persistant à tout espérer de la Providence divine et de la justice de ses augustes bienfaiteurs.

Le roi, nous osons du moins l'espérer, ne l'abandonnera pas. Il daignera lui continuer ses subsides, et lui donnera ainsi le moyen d'adoucir ses misères extrêmes qui, faute de ces subsides, l'accablent pour toujours.

Je prie Votre Excellence de mettre aux pieds du roi les vœux respectueux que je viens d'exprimer ici, et je la prie aussi d'en accélérer l'accomplissement par ses bons offices.

A M. le Comte de la Ferronnays.

Égine, $\frac{3}{15}$ janvier 1829.

Si Votre Excellence a reçu, comme je l'espère, la lettre que j'ai eu l'honneur de lui écrire en date du 3 (15) décembre, elle jugera combien sont fondées les observations que je prends la liberté de lui adresser par ma lettre d'office de ce jour, et combien sont légitimes et sincères les vœux qu'elle exprime.

Je n'abuserai donc pas de vos moments, Monsieur le comte, en résumant ici le contenu de la dite lettre et de la pièce qui y était annexée. Je ne résumerai pas non plus les entretiens que j'ai eus avec M. le général Durrieu et avec M. le colonel Fabvier, à l'égard de la réorganisation des troupes régulières nationales et des garnisons des forteresses de la Messénie et du château de Patras. Je me bornerai seulement à mettre sous vos yeux les motifs plus particuliers, qui me portent à ne voir de salut pour ce pays que dans le nouveau bienfait que je sollicite de la justice et de la générosité du roi votre auguste souverain.

Je crois avoir démontré jusqu'à l'évidence, dans les communications que j'ai eu l'honneur de vous adresser en date du 3 (15) décembre, qu'il est de toute impossibilité, vu les antécédents malheureux et les circonstances actuelles de ce pays, de fonder l'ordre intérieur

sur l'organisation exclusive de troupes régulières nationales. M. le colonel Fabvier ne partage pas cette opinion; mais il fonde la sienne sur un plan complètement contraire.

J'apprécie infiniment les nobles sentiments qui animent cet officier distingué en faveur de la Grèce; j'apprécie encore plus la droiture avec laquelle il m'a développé les motifs de sa conviction. Cependant il a reconnu avec moi que la responsabilité d'une décision quelconque sur une question si grave pesant tout entière sur le gouvernement, c'était à lui et à lui seul à prononcer s'il fallait dans ce moment refondre tout entière l'organisation militaire existante, ou s'il n'était pas prudent de ne précipiter aucune mesure, en attendant que Votre Excellence nous fit connaître définitivement les intentions du roi, et que les événements vinssent éclaircir l'horizon de ce malheureux pays.

Il a reconnu aussi qu'en limitant l'organisation dont il s'agit à la seule formation des garnisons des forteresses et dans le but unique de maintenir l'ordre dans la péninsule, il n'entrevoyait pas l'occasion de rendre à ce pays les services importants, qui seuls peuvent justifier à ses yeux la part active qu'il prendrait dans les circonstances actuelles à cette réforme. Nous avons 2,000 hommes organisés déjà en troupes régulières. Comme il ne s'agit pas d'armer les forteresses pour les mettre en état de se défendre contre une agression extérieure, il ne serait pas difficile de porter ces 2,000 hommes à un nombre suffi-

sant à ce service, sans procéder pour le moment à une réorganisation générale.

Quels que soient mes regrets, je dois néanmoins reconnaître à mon tour qu'une pareille tâche ne serait pas à la hauteur des talents de M. le colonel Fabvier, d'autant plus qu'elle n'est nullement conforme à ses opinions.

Quant à moi, je persiste à penser que la réorganisation dont il aurait pu s'occuper avec succès, ne pourra devenir qu'avec l'aide du temps la base de la sécurité et de l'ordre intérieur de l'état, et qu'elle ne pourrait conjurer la crise actuelle que pour autant que le gouvernement serait à même de la présenter à la nation, et surtout aux habitants de la Roumélie, comme le seul moyen de leur conserver et de leur assurer la possession paisible de leurs foyers sur le continent.

Nul doute que dans cette hypothèse et à cette condition les plus jeunes parmi les soldats rouméliotes ne vinsent se ranger spontanément sous les drapeaux des troupes régulières. Mais eu égard à la teneur de l'acte de Londres du 16 novembre et aux restrictions signalées dans la dépêche de Votre Excellence du 26, le gouvernement ne pourrait donner pour motifs de cette négociation que la formation des garnisons et le service intérieur du Péloponèse et des îles. Dès lors les capitaines eux-mêmes du Péloponèse, ceux du continent, les milices des îles qui font le service intérieur, ne trouveraient dans cette mesure que la perte forcée de leur emploi, l'anéantissement de leur existence actuelle, et ils verraient inopiné-

ment s'accomplir cette destinée, lorsque les troupes nationales nouvellement organisées devraient seules être chargées de la défense du pays.

Il est facile de prévoir les conséquences d'un pareil état de choses. Or ce serait les prévenir toutes que de donner à l'organisation dont il s'agit la base de 2,000 ou 3,000 hommes de troupes étrangères, et de ménager ainsi au gouvernement les moyens et le temps d'atteindre par degrés le but qu'on se propose. Il est réservé maintenant à la magnanimité de S. M. T. C. d'accomplir cette œuvre de bien. L'officier supérieur, auquel serait confié le commandement des troupes françaises qui resteraient en Grèce pour quelques mois, pourrait être chargé de se concerter avec le gouvernement grec, à l'effet de compléter l'organisation des troupes nationales. Cette organisation achevée, les troupes grecques mises en force et en crédit suffisant pour remplacer les troupes françaises, ces dernières quitteraient la Grèce en emportant avec elles les bénédictions d'un peuple auquel, grâce aux bienfaits du roi, elles auraient assuré pour toujours des garanties d'ordre et de tranquillité.

Les fonds que dans sa munificence le roi destine à la formation de ces troupes, seraient alors employés avec une utilité réelle et permanente. De toute autre manière je n'oserais pas en répondre.

Pour le cas où de nouvelles circonstances rendraient possible la réorganisation dont il s'agit, combinée avec des éléments tirés du fond du pays même, et dans le but

de délivrer de la présence des Turcs la partie du continent qui serait assignée à la Grèce, pour ce cas cette organisation pourrait avoir lieu immédiatement et sans menacer de graves dangers l'ordre intérieur du Péloponèse et des îles, quand même les troupes françaises ne laisseraient pas en Grèce les 2,000 ou 3,000 hommes qui dans l'autre hypothèse seraient strictement indispensables.

La masse d'intérêts légitimes qui s'associeraient à un pareil mouvement, celle des intérêts qui seraient satisfaits par les résultats, répondraient d'avance qu'une réforme semblable s'opèrerait sans donner lieu à la guerre civile, ou aux mesures violentes qui en seraient la suite inévitable.

Tel est, selon ma conviction intime et invariable, le double point de vue sous lequel il est de mon devoir d'envisager la question grave de la réorganisation des troupes grecques. Il dépend maintenant de S. M. le roi de faire parvenir en Grèce le plus promptement possible l'énoncé de ses intentions définitives à cet égard.

En attendant, j'espère que les subsides arrivés viendront au secours de ce pays. Il en a le besoin le plus pressant, attendu qu'à défaut de ces subsides tous les services seraient non-seulement en souffrance, mais deviendraient impossibles.

Pour ne pas multiplier les communications, je prendrai la liberté de transmettre à M. le marquis Maison la copie de la présente lettre, ainsi que de ma dépêche offi-

cielle à Votre Excellence. Je me concerterai avec lui sur tout ce qui concerne la remise des places, si contre toute attente elle devait avoir lieu définitivement vers la fin du mois de mars, sans que les deux régiments que je sollicite reçoivent l'ordre de rester en Grèce.

Je ne saurais assez exprimer la reconnaissance de cette nation pour toutes les preuves d'intérêt bienveillant que M. le général Maison s'est plu à lui donner. Je dois rendre le même témoignage à toute l'armée, et en particulier à M. le général Higonet, qui a su en dernier lieu éteindre la peste dans une des provinces du Péloponèse par des mesures aussi promptes qu'humaines et généreuses, et à M. le général Durrieu, dont les lumières, les nobles sentiments et l'attachement à la cause de ce pays, lui ont acquis des titres réels à toute mon estime.

Veillez, Monsieur le comte, saisir une occasion favorable pour mettre aux pieds du roi l'hommage de la profonde gratitude de la nation Grecque. Son gouvernement compte, avant le départ de M. le général Maison, lui faire parvenir dans des formes convenables l'expression des mêmes sentiments.

En mon particulier, je vous renouvelle encore une fois, Monsieur le comte, la prière d'appuyer de vos bons offices les vœux de ce pays, et ceux que j'y joins du fond de mon cœur.

*A M. le Général Maison.*Égine, $\frac{4}{16}$ janvier 1829.

M. le général Durrieu m'a remis la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'écrire en date du 25 décembre, et M. le colonel Fabvier m'a aussi apporté les dépêches en date du 11 et du 26 novembre, dont le ministère de S. M. T. C. m'a honoré.

Les graves intérêts qui font l'objet de ces communications sont de nature à mériter la méditation la plus profonde, à raison de la situation où se trouve presque inopinément ce malheureux pays, et à raison aussi des conséquences décisives que doivent avoir les déterminations que son gouvernement est appelé à prendre.

Après avoir recueilli, dans des entretiens suivis avec M. le général Durrieu et avec M. le colonel Fabvier, les notions les plus essentielles relativement à l'objet de leur mission respective, après avoir discuté franchement et sans réserve avec ces deux officiers distingués la question de la réorganisation militaire et celle des garnisons qui devraient remplacer les troupes françaises dans les places de la Messénie et à Patras, il ne me restait qu'à m'éclairer aussi des lumières et de l'opinion des magistrats qui sont fortement attachés au sort de la Grèce, et qui doivent par conséquent diminuer, s'il se peut, la responsabilité de son gouvernement par la loyauté de leurs conseils.

Votre Excellence trouvera, dans les copies ci-jointes des dépêches que j'adresse à M. le comte de la Ferrouays, le résumé des considérations qui portent le gouvernement grec à demander encore une fois de la bienveillance et de la générosité de votre auguste souverain le temps et les moyens de procéder à la réorganisation militaire d'après les intentions bienfaisantes qui motivent des sacrifices de la part du roi et de la France.

Si, comme j'aime à l'espérer, S. M. daigne accueillir les vœux qui à cette occasion sont mis à ses pieds, la question urgente des garnisons se trouve résolue. Dans le cas contraire, le gouvernement grec ne manquera pas de fournir les garnisons nécessaires, en les composant des troupes régulières qu'il a déjà organisées, et en y ajoutant en cas de besoin des milices, comme il le fait maintenant à Monembasie.

En ce qui concerne l'offre généreuse que Votre Excellence a bien voulu me faire relativement aux mulets et aux chevaux, les ordres ont déjà été donnés pour la réception des premiers, et des commissaires seront incessamment envoyés au quartier-général de Votre Excellence, à l'effet de prendre tous les arrangements qui sont relatifs à l'achat des chevaux, et s'il se peut à celui des selles, harnais, et autres objets appartenant au service de l'artillerie et du génie.

Ce n'est pas ici que je vous exprimerai, Monsieur le marquis, les sentiments de profonde reconnaissance dont le gouvernement est pénétré pour toutes les preuves

d'intérêt que vous avez bien voulu donner à la nation Grecque, et pour tous les avantages inappréciables qu'il vous a plu de lui procurer.

Je n'ai pas laissé ignorer à M. le général Durrieu et à M. le marquis de Valmy, combien était pénible et dangereuse même l'attente dans laquelle j'étais de renseignements positifs sur la question vitale des subsides. M. le baron de Saint-Denis n'est plus en mesures de me donner aucune explication ni aucune assurance à cet égard. Je dois donc avoir recours à Votre Excellence, et je lui demande avec instance si le gouvernement grec peut disposer des subsides arrivés, savoir de ceux des mois d'octobre, de novembre et de décembre, celui du mois de septembre étant, à ce que j'espère, en route pour Égine.

Vous mettriez, Monsieur le marquis, le comble à votre obligeance, si vous vouliez bien m'honorer d'un mot de réponse par le retour du présent courrier.

Je ne saurais finir cette lettre sans témoigner à Votre Excellence ma reconnaissance du choix qu'elle a fait à cette occasion de M. le général Durrieu. J'ai été dans le cas d'apprécier, dans mes relations avec cet officier distingué, les nobles sentiments et la loyauté qui le caractérisent.

P. S. Je n'ose pas vous demander encore une fois, Monsieur le général, quelques sous-officiers de toutes armes; j'ose encore moins vous demander des officiers. Mais si vous étiez à même de les accorder, vous nous ren-

driez le plus grand service, car au moyen de ce secours nous pourrions promptement augmenter le nombre de 2,000 soldats réguliers.

A M. le Général Maison.

Égine, $\frac{4}{16}$ janvier 1829.

Je dois bien des remerciements à Votre Excellence de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 2 du courant.

Les explications amicales et franches qu'elle renferme ajoutent, s'il se peut, à la reconnaissance que m'inspirent les nobles sentiments qui vous animent en faveur de la Grèce et de son gouvernement actuel.

M. le marquis de Valmy a mal compris les observations que je lui avais faites, quant aux faux bruits qu'on faisait circuler sur le gouvernement de ce pays. Ce n'est pas à Modon, mais à Égine, que ces bruits ont circulé dans le temps. Je suis donc bien loin d'en porter plainte à Votre Excellence.

En ce qui concerne le malheur de la peste de Calavrita, nous espérons à cette heure que, grâce aux soins bienfaisants que vous avez pris, Monsieur le marquis, et grâce à la sollicitude vraiment humaine de M. le général Higonet, nous n'aurons plus à redouter ce terrible fléau.

Veillez, Monsieur le général, être assuré que les sentiments que jç vous porte pour toutes les preuves d'intérêt que vous nous avez données sont bien sincères. Soyez aussi assuré qu'il me tarde d'aller vous voir à Mondon, et que je fais tout ce qui peut dépendre de moi pour me procurer une heure plus tôt l'occasion de m'expliquer directement avec vous sur toutes les questions auxquelles se rapportent les communications de ce jour. Ces questions sont graves. Leur décision est de vie ou de mort pour la Grèce, et rien ne saurait lui faire plus espérer un avenir conforme à ses vœux que l'opinion favorable de Votre Excellence. C'est pour l'obtenir sur les propositions respectueuses que j'adresse à M. le comte de la Ferronays, que je demande vos bons offices. C'est pour assurer des résultats immanquables aux mesures qui seront définitivement arrêtées que je désire, Monsieur le marquis, m'entretenir particulièrement avec vous.

A M. le Colonel Heideck.

Égine, $\frac{5}{17}$ janvier 1829.

Indépendamment des mulets que M. le général Maison a eu la générosité de donner sans condition au gouvernement grec, et à l'égard desquels vous avez reçu des instructions, S. E. nous offre de nous céder un certain

nombre de chevaux, et nous propose à cet effet d'envoyer de suite à Modon des commissaires, pour en fixer la valeur avec un officier qu'il désignerait. Il demande aussi l'envoi de cavaliers démontés, qui seraient chargés d'amener les chevaux à notre dépôt.

Nous vous prions, Monsieur le colonel, de déterminer avant tout le nombre de chevaux qui nous serait nécessaire pour compléter la petite remonte dont vous vous occupez. Dans les explications que j'ai eues à cet égard avec M. le général Durrieu, je lui ai témoigné la nécessité où nous étions de demander, indépendamment des chevaux, les selles et tous les objets relatifs au service de cavalerie que M. le général Maison pourrait nous céder. Le général Durrieu m'a paru ne pas voir de grandes difficultés à un arrangement semblable. Je crois de même que nous rencontrerons les mêmes facilités à nous faire céder des objets relatifs au service de l'artillerie et du génie.

Pour tous ces motifs nous croyons que M. Almêida pour la cavalerie, Monsieur le colonel d'artillerie pour les objets d'artillerie et du génie, ainsi que M. Latris comme commissaire civil, pourraient être chargés de cette mission. Nous en préviendrons M. le général Maison et M. Latris, et il vous appartient de donner directement vos instructions à Messieurs les officiers désignés. Ces officiers se rendront le plus tôt possible à Modon, et vous les ferez accompagner, ainsi que M. le général Maison le désire, de tous les cavaliers démontés dont vous pourrez

disposer. Le gouvernement grec paiera les chevaux et tous les autres objets dont nous venons de faire mention, sur les subsides mensuels qu'il doit à la générosité de S. M. T. C.; mais vous connaissez, Monsieur le colonel, l'énormité des charges qui pèsent journellement sur la caisse publique, la modicité de nos ressources et la gravité des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons. Vous jugerez donc comme nous qu'il faut limiter les achats dont il s'agit au plus strict nécessaire et aux prix les plus modérés.

Vous trouverez ci-jointe une lettre à l'adresse de M. le marquis Maison, par laquelle nous accréditons les commissaires susmentionnés qui en seront les porteurs, attendu que M. Latris est déjà sur les lieux.

A M. le Patriarque Ypsilantis.

Égine, $\frac{5}{17}$ janvier 1829.

Hadji Christos, avec son corps de cavalerie et des soldats, se rend à votre armée et se trouve sous vos ordres. Le commissariat général vous enverra des directions plus détaillées à l'égard des mesures que vous devez immédiatement prendre, afin de mettre à couvert Livadie de toutes les attaques que l'ennemi pourrait entreprendre. En joignant au corps de Hadji Christos la cavalerie que vous avez déjà montée, il formera un escadron, lequel

renforcé par les hommes de confiance qui l'accompagnent vous donne un renfort considérable.

On répand ici beaucoup de nouvelles désagréables. Nous en avons reçu aussi de la part du capitaine Phalangas de Talandi. Il paraît que le défaut de subsistances n'a pas permis aux chiliarchies de prendre position dans les Thermopyles. Nous avons réitéré des ordres très-positifs, pour que le commissariat pourvoie aux subsistances de la manière la plus prompte, et ces ordres sont exécutés. Veillez de votre côté avec un redoublement de zèle et d'activité, afin que l'armée prenne et garde de fortes positions, propres à couvrir les provinces délivrées de la présence des Tures.

Nous attendons avec impatience vos rapports. Pour le moment nous n'avons qu'à vous confirmer les dernières directions que nous vous avons transmises.

Nous sommes à la veille d'apprendre quelque chose de positif sur les grands intérêts qui se discutent en ce moment entre les cabinets, relativement au sort de la Grèce. En attendant, il est de notre devoir de garder avec une persévérance inébranlable les positions où nous nous trouvons, et de faire tout ce qui peut dépendre de nous pour nous y fortifier. Vous ne tarderez pas à recevoir au besoin des instructions ultérieures.

A M. le Général Durieu.

Égine, $\frac{9}{21}$ janvier 1829.

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date d'hier. Je me flattais de l'espoir d'avoir répondu aux différentes observations qu'elle renferme, soit par la lecture que je vous ai donnée de mes dépêches au ministère français et à S. E. M. le général Maison, soit par les explications que nous avons eues, Monsieur le baron, dans nos entretiens derniers. Vous avez bien voulu attacher un grand intérêt à connaître comment le gouvernement grec composerait les garnisons des places que les troupes de S. M. T. C. auraient évacuées. En vous témoignant mes regrets de ne pouvoir pas immédiatement vous fournir des notions détaillées et précises à cet égard, je vous ai néanmoins donné l'assurance que si, avant votre départ d'Égine, je recevais les états de situation que j'attendais de Nauplie, je vous les communiquerais, en marquant en même temps la composition des garnisons dont il s'agit. J'ai eu l'honneur d'ajouter que, dans la supposition que vous fussiez parti, j'envverrais directement ce petit travail à S. E. le général Maison. N'ayant pas encore reçu ce rapport de Nauplie et vous sachant sur votre départ, je remplirai cet engagement en expédiant un courrier au général en chef.

Quant aux officiers du génie et d'artillerie, et aux cavaliers dont fait mention votre lettre, nous en avons sans doute le plus grand besoin, et nous n'avons pas manqué d'exprimer aussi à M. le général Maison les vœux que je forme. Ce sera sur les réponses dont il voudra m'honorer que cet objet important pourra être réglé.

Je vous remercie encore une fois, Monsieur le général, des dispositions bienveillantes que vous me témoignez en faveur de ce pays, et j'aime à espérer que je serai sous peu dans le cas d'en profiter. J'entretiens le même espoir à l'égard des services que M. le colonel Fabvier ne refusera pas assurément à la Grèce. Vous n'ignorez pas que cela dépend désormais des décisions définitives de S. M. T. C.

Je serais venu en personne vous porter ma réponse et vous faire mes adieux; mais étant indisposé depuis hier, je dois me priver du plaisir de vous réitérer de vive voix l'assurance de ma considération très-distinguée.

A M. le Colonel Heideck.

Égine, $\frac{12}{24}$ janvier 1829.

J'ai retenu jusqu'ici votre homme, afin de le renvoyer avec quelque utilité. Par mes lettres précédentes je vous ai mis sur la voie, et vous aurez compris la mission dont sont chargés auprès de moi le général Durrieu et

le colonel Fabvier. Je vais vous en donner une idée plus claire.

Le colonel Fabvier a offert ses services pour refondre l'organisation militaire de l'état, et le gouvernement français est disposé à accorder les fonds nécessaires à cette réforme. On avait eu d'abord l'idée d'organiser 8 à 10,000 hommes de troupes régulières, en les recrutant du pays, ou en d'autres termes parmi les Rouméliotes, et c'est là dans le fond le projet du colonel Fabvier.

Entre le 21 et le 26 novembre ce projet a subi une modification, et la réorganisation dont il s'agirait ne serait que de 4,000 hommes, y compris ceux qui sont déjà formés.

Observez qu'entre le 11 et le 26 il y a le 16 novembre, et c'est le 16 novembre qu'on a signé à Londres un protocole par lequel les Puissances alliées ne garantissent provisoirement que le Péloponèse et les îles. Le ministère français, en m'adressant ses propositions à l'égard de l'organisation militaire, me dit en toutes lettres qu'elle ne doit avoir pour objet que la tranquillité intérieure du Péloponèse et la formation des garnisons de ses forteresses. J'ai répondu à ces ouvertures comme je le devais. Il ne m'a pas été difficile de démontrer que s'il s'agissait de porter les Grecs à conquérir leurs frontières sur le continent, l'organisation dont il s'agit serait facile et aurait un plein succès, et que dans le cas contraire, et surtout dans ce moment, elle provoquerait de graves

complications et ne ferait qu'accélérer la crise qui nous menace.

J'ai abandonné au même gouvernement français de juger de cette question, et je l'ai prié instamment de me faire connaître ses décisions. La chose en est là, et il est à croire que jusqu'à la réception d'une réponse de Paris, on ne reviendra plus sur le même sujet. Voilà pour la mission du colonel Fabvier.

Celle du général Durrieu a pour objet les garnisons qui remplaceront les troupes françaises dans les places de la Messénie et dans le château de Patras, au moment où les troupes françaises quitteront définitivement la Morée. Il paraît que c'est vers la fin du mois de mars que l'évacuation finale aura lieu, à moins cependant qu'on ne change encore d'avis, attendu que le protocole de Londres réserve au roi de France la faculté de juger s'il ne conviendrait pas de laisser dans le Péloponèse une certaine partie de ses troupes.

Le général Durrieu m'a longuement parlé de la formation de ces garnisons, et je lui ai constamment répondu que nous les formerions sans difficulté, du moment que nous n'aurions à redouter aucun ennemi du dehors.

Je viens de lui communiquer l'état de situation que vous m'avez envoyé, ainsi que l'esquisse de la formation de ces garnisons. J'ignore ce qu'il en pense, parce que je lui ai remis cette communication la veille de son départ. Comme il se propose de vous faire visite et de voir les troupes et tout ce que vous avez à lui montrer, je lui

ai dit que je vous autoriserais, comme je vous autorise, à discuter avec lui dans le plus grand détail cette affaire. Vous pouvez même convenir avec lui du projet de la formation de ces garnisons; mais vous laisserez toujours ouverte la question d'un arrangement définitif, et surtout celle des commandants, attendu que je me réserve d'en décider lorsque j'aurai eu avec vous un bon entretien sur cet immense intérêt. Si le général Maison nous donne des cadres de toutes armes, comme je les lui ai demandés, je m'engage à les remplir en peu de temps.

Ce n'est pas tout. On vient de nous couper les vivres. Le paquebot à vapeur qui a été chercher à Navarin le subsidé du mois de septembre, c'est-à-dire 500,000 francs, est revenu vide. On nous dit qu'on attend des ordres de Paris. Si l'on adopte ce mode pour nous faire suivre une autre marche, on se trompe. Nous avons de quoi vivre jusqu'au 15 du mois de février; nous pouvons donc attendre. Si dans ces entrefaites nous ne recevons aucun autre secours, nous verrons alors ce que nous pourrions devenir; mais jusque-là je ne bouge pas. Vous êtes à présent, mon cher colonel, aussi instruit que moi de l'état des choses, et fort de ces notions vous réglerez votre langage et votre conduite avec M. le général Durrieu, de manière à ne lui laisser aucun doute sur la pureté de mes intentions. Je vais vous les résumer en deux mots.

« J'accepte avec reconnaissance tout ce qu'on voudra

faire pour augmenter et pour perfectionner le corps de troupes régulières qui existe déjà, en conservant les mêmes bases quant aux choses et aux hommes, et je n'accepte rien si l'on veut me forcer à bouleverser le tout pour admettre de nouvelles bases quant aux choses et aux hommes. »

La raison en est toute simple. Dans la première hypothèse, c'est le gouvernement qui continue son travail, au moyen des secours qu'il doit aux bienfaits du roi de France; dans la seconde, ce sont ces bienfaits qui font le tout, et il serait alors impossible à la nation Grecque de trouver que dans ce tout son gouvernement est pour quelque chose. Il n'y serait que pour porter une responsabilité aussi injuste que ridicule.

Si donc le général Durrieu, dans ses entretiens avec vous, se montre disposé à recueillir des notions, afin de nous fournir les moyens d'étendre et de perfectionner le corps régulier, vous abonderez complètement dans ce sens, et vous lui prouverez ainsi que nous acceptons avec reconnaissance le bien qu'il veut nous faire. Si au contraire il vous questionne dans le sens d'une réforme ou réorganisation générale, il vous sera facile de vous retrancher dans les limites que vous impose le cercle de vos attributions. Dans votre particulier vous pourrez lui répéter ce que je lui ai dit moi-même, c'est-à-dire que vous avez accepté la direction du corps régulier malgré vous et pour me donner un témoignage d'amitié, et que c'est pour m'obliger personnellement

que vous continuez à vous charger de ce pénible fardeau.

Je ferai tout ce qui peut dépendre de moi pour sortir d'ici et pour vous surprendre dans vos conférences avec le général Durrieu; mais l'hiver et tous les embarras d'Égine y mettent grand obstacle. Toutefois je ne renonce pas encore à ce projet.

Dans la lettre d'office je vous dis de donner des instructions additionnelles au colonel Alméida. Vous pouvez l'autoriser à sonder indirectement le général en chef, par l'officier qui serait en négociation avec lui. Un plus grand nombre de chevaux, sans quelques sous-officiers et officiers, serait une non-valeur. Vous pouvez même traiter cet objet avec le général Durrieu, et vous verrez ce qui en résultera. Je pense comme vous que si nous pouvons avoir quelques canons de campagne bien servis et une couple d'escadrons de cavalerie, sans troupes auxiliaires et sans une refonte générale, nous pouvons nous donner nos frontières malgré le protocole de Londres et la gazette de Smyrne.

Je finis cette longue lettre en vous recommandant très-instamment de faire bon accueil au général Durrieu, de procurer une bonne chambre à lui et aux officiers qui l'accompagnent. Si les honneurs que vous lui ferez vous coûtent quelque argent, passez-le en compte et nous en ferons la liquidation. Vous devez avoir reçu le blé d'Ancone. Le bâtiment qui va arriver et ceux qui le suivront, seront directement expédiés à Nauplie, et je vous

remercie de m'avoir rendu attentif sur cet objet important.

A M. l'Amiral Malcolm.

Égine, $\frac{12}{24}$ janvier 1829.

Les rapports que je viens de recevoir de Candie sont très-affligeants. Votre Excellence n'ignore pas les faits qui ont eu lieu dernièrement dans cette île, M. le capitaine Maitland lui ayant sans doute rendu compte de la situation critique où elle se trouve. Les Turcs encouragés par la levée du blocus et par l'espoir d'un renfort qu'ils attendent de Boudroun et d'Alexandrie, se préparent à soumettre les Grecs à leur manière. Ceux-ci livrés au désespoir opposeront à leur tour une résistance qui achèvera peut-être la destruction d'un peuple innocent.

Le conseil de Candie invoque les secours du gouvernement grec, et quoique ces secours aient été reconnus nécessaires par LL. EE. les ambassadeurs lorsqu'il s'agissait de l'armistice, j'ai des raisons de croire aujourd'hui, d'après les observations que S. E. M. Canning m'a fait adresser à son départ par M. Dawkins, que si ces mêmes secours arrivaient dans ce moment en Candie, ils motiveraient de plus grands désastres, dont on ferait peser la responsabilité sur le gouvernement grec.

Dans cet état de choses, il ne me reste qu'à prier Votre Excellence ainsi que ses collègues de m'éclairer de leurs conseils.

Je prendrai, en attendant, la liberté de vous rappeler, Monsieur l'amiral, que dans les entretiens que vous avez bien voulu avoir avec moi au sujet de la cessation du blocus, il vous a plu de me donner l'assurance que cette mesure ne permettrait aucunement aux Turcs d'augmenter leurs forces dans cette île, attendu que les vaisseaux de guerre sous vos ordres veilleraient de près tant à Boudroun qu'à Alexandrie, pour qu'aucune nouvelle expédition de troupes ne vint aggraver les malheurs des infortunés habitants de l'île de Crète.

J'aime à espérer que Votre Excellence, conjointement avec ses collègues, fera tout ce qui peut dépendre d'elle pour que les vues bienfaisantes des cours alliées en faveur de Candie puissent s'accomplir.

A M. le Baron Reichench.

Égine, $\frac{12}{24}$ janvier 1829.

C'est avec une douleur profonde que j'apprends par vos rapports en date du 28 et du 31 décembre, et du 2 janvier, ainsi que par les documents qui les accompagnent, la situation critique où se trouve l'île de Candie, à raison de la levée du blocus, de l'encouragement des

Turcs, et du désordre que le découragement peut rendre fatal aux Grecs.

Vous devez avoir reçu à cette heure ma dépêche en date du Elle vous explique assez clairement les motifs par lesquels le gouvernement ne peut pas vous envoyer des troupes dans ce moment. Ces motifs subsistent toujours, et jusqu'à ce qu'ils puissent être levés, le gouvernement ne peut vous aider qu'en vous envoyant des subsistances et des munitions de guerre. Vous devez en avoir reçu, et vous en recevrez successivement, pour autant qu'il aura les moyens de vous en fournir.

Lorsqu'il fut question dans la réunion de Poros de la levée du blocus, M. l'amiral Malcolm me donna itérativement l'assurance que cette mesure ne procurerait aux garnisons turques aucun renfort, attendu que des bâtimens de guerre alliés veilleraient de près à Boudroun et à Alexandrie aux mouvemens des Turcs, et les empêcheraient d'entreprendre une expédition pour Candie. Les observations que M. le capitaine Maitland a bien voulu nous donner, semblent confirmer cette assurance. Nous devons donc espérer que les Candiotes n'auront à résister qu'aux seules forces qui se trouvent actuellement dans le pays.

Dans la vue de ne rien négliger, afin de leur obtenir cet avantage, je m'adresse aujourd'hui même tant à M. l'amiral Malcolm qu'à ses collègues, et j'espère par cette démarche atteindre le but.

Les membres du conseil me rendent compte aussi de

l'état déplorable de leurs affaires, et ils sollicitent des secours et des directions. Par ma réponse je les engage à vous écouter et à suivre avec confiance les conseils que vous leur donnerez. Je leur recommande surtout de ne pas permettre que le désordre et le pillage privent le pays des moyens de subsister et de se défendre, et aggravent encore sa situation pour le présent et pour l'avenir.

Ce que M. le capitaine Maitland vous a écrit au sujet de l'affaire de Sittia, vous met à même de leur prouver qu'en agissant ainsi ils perdront sans retour le fruit de tous leurs sacrifices, et ils le perdront sans même sauver l'honneur national.

Quant à vous, Monsieur le baron, il vous est encore réservé de rendre quelques services à ce malheureux pays. Tâchez d'organiser une force nationale, au moyen de laquelle vous puissiez couvrir les positions que vous avez si bien tracées, et soyez assuré que dès que le gouvernement grec pourra venir plus efficacement à votre secours, il le fera avec le plus grand empressement.

Au Conseil de Candie.

Égine, $\frac{12}{24}$ janvier 1829.

Nous venons de recevoir vos lettres du 28 décembre, du 1 et du 12 janvier. Celles que nous vous avons adres-

sées il y a peu de jours, vous feront assez sentir la peine profonde que nous éprouvons de ne pouvoir pas pour le moment venir à votre secours avec des forces auxiliaires. Tout ce que le gouvernement peut faire pour vous soutenir, il l'a fait et il le fera. M. le baron Rheineck a reçu et reçoit des instructions qui le mettent en état de vous aider, et de vous donner aussi d'utiles directions.

Nous vous engageons encore une fois à vous y conformer, surtout en ce qui concerne la discipline dans le service militaire et la cessation du désordre et du pillage.

L'impression qu'a produite sur l'esprit des officiers étrangers l'affaire de Sittia a été très-fâcheuse, et elle donnera lieu à une opinion qui ne sera malheureusement que trop défavorable à votre pays, et peut-être même à son avenir.

Nous avons lieu d'espérer que les assurances que M. l'amiral Malcolm a bien voulu nous donner demeureront invariables, et qu'ainsi les Turcs ne recevront de renforts ni de Bondroun ni d'Alexandrie. Nous renouvelons néanmoins nos démarches auprès de l'amiral et auprès de ses collègues, afin de pouvoir vous donner plus tard quelque garantie à cet égard.



TABLE.



A l'antinararque Sactouris.	<i>Page</i> 1.
A MM. Rizos, Condostavlos et Gennadios	4.
Au Panhellénium	6.
Au même.	8.
Au même.	10.
Au même.	11.
Au même.	13.
Au colonel Fabvier	15.
Instructions à M. Tzounis	16.
A MM. St. Bulgaris et N. Mavromatis.	19.
Au capitaine Hastings.	20.
Au général Church	21.
Au stratarque Ypsilantis	24.
A M. Géorgandas.	26.
Au Panhellénium	27.
A M. Tzounis	<i>Ib.</i>
Au délégué Marulli	29.
Au chevalier Eynard.	30.
Au chevalier Mustoxidis	36.
A l'amiral de Rigny	38.
A M. N. Calergis, commissaire extraordinaire de l'Argolide	41.
A M. St. Bulgaris	48.
A M. N. Calergis, instructions à communiquer à M. St. Bulgaris.	49.

Au colonel Heideck	Page 53.
Instructions pour le commandant supérieur des forteresses et places de l'Argolide	54.
A M. Nikitopoulos, directeur de l'école d'enseignement mutuel de Nauplie	56.
Au père Abraham de Zygovistos	57.
A M. G. Mavromatis, commissaire extraordinaire de l'Achaïe	58.
Au Panhellénium	61.
A la commission de la marine	63.
Au Panhellénium	64.
Au gouvernement d'Hydra	<i>Ib.</i>
A M. N. Calergis, commissaire extraordinaire de l'Argolide	66.
Au capitaine Hastings	67.
Au capitaine Parker	68.
Au commandant Hane	70.
A M. N. Calergis, commissaire extraordinaire de l'Argolide	72.
A M. J. Génovellis, commissaire extraordinaire de la Messénie	73.
Au gouverneur provisoire d'Égine	75.
A la démogérontie de Psara	77.
Aux primats d'Hydra	78.
Au comte Viaro	79.
Au chevalier Eynard	81.
Circulaire aux Grecs demeurant à Ancône, à Trieste, à Venise et à Livourne	85.
A l'amiral Codrington	86.
Mémoire	87.
A l'amiral Heyden	93.
A M. Stevenson	95.
Au général Church	97.
Au stratarque Ypsilantis	100.
A l'amiral de Rigny	103.
Circulaire aux commissaires extraordinaires dans le Péloponèse	105.
Au général Colocotronis	107.
Au prince de Lieven	<i>Ib.</i>
Au général Adam	110.

Au chevalier Mustoxidis	Page <u>111.</u>
A l'amiral Codrington	<u>113.</u>
Au capitaine Hastings	<u>114.</u>
Au chiliarque Tzavellas.	<u>115.</u>
A M. Stevenson	<u>116.</u>
A M. Anagnoste Déligiannis	<u>117.</u>
Instructions secrètes aux commissaires extraordin. de l'Archipel .	<u>119.</u>
Instructions à M. A. Papadopoulos	<u>122.</u>
A MM. V. Capodistrias et J. Golettis	<u>124.</u>
Au capitaine Hastings	<u>127.</u>
A l'amiral Heyden	<u>128.</u>
Au gouverneur provisoire de Syra	<u>129.</u>
Circulaire à tous les fonctionnaires publics	<u>130.</u>
Aux commandants en chef des deux armées	<u>133.</u>
Au gouverneur provisoire de Poros	<u>135.</u>
Au capitaine St. Bulgaris	<u>137.</u>
Au chevalier Eynard.	<u>138.</u>
A l'amiral Codrington	<u>140.</u>
Au même.	<u>144.</u>
Au chevalier Mustoxidis	<u>146.</u>
A M. N. Galergis	<u>147.</u>
Aux commissaires extr. du Péloponèse et au général Colocotronis.	<u>149.</u>
Au Panhellénium	<u>151.</u>
Au patriarche et au synode de Constantinople	<u>153.</u>
Au général Church	<u>158.</u>
Au commissariat dans l'armée de la Grèce occidentale	<u>160.</u>
Au général Church	<u>163.</u>
Au général Colocotronis	<u>166.</u>
Au général Nikitas	<u>169.</u>
Au stratarque Ypsilantis	<u>170.</u>
Au Panhellénium	<u>171.</u>
Au capitaine Parker	<u>175.</u>
Au chevalier Eynard.	<u>177.</u>
Au baron de Saint-Denis	<u>180.</u>
A MM. G. Soutzos et Ch. Clonarès	<u>181.</u>

A M. Ternaux	Page 184.
Au métropolitain Ignace	185.
Au comte de la Ferronnays	188.
Au comte Pozzo di Borgo	193.
Au vicomte de Gauville.	16.
Au comte de Loverdo	194.
Au chevalier Eynard.	196.
Aux primats d'Hydra.	197.
Au commandant Hane	198.
Au stratarque Ypsilantis	200.
Au général Church	202.
A la commission d'administration générale	205.
A M. J. Mavromichalis, command. de la forteresse de Monembasie.	207.
Au capitaine Constantin Canaris.	209.
Au colonel Fabvier	210.
Au commissariat général	211.
A M. D. Péroukkas	212.
A l'amiral Codrington	213.
A M. Condostavlos	217.
A l'amiral Codrington	219.
Au chevalier Eynard.	220.
Aux démogérontes de la Haute Messénie	222.
A M. Tzounis, commissaire extraordinaire dans la Haute Messénie.	223.
A l'antinavarque Sactouris	226.
Au stratarque Ypsilantis	228.
Au baron de Saint-Denis, agent de S. M. T. G. auprès du gouver- nement grec	229.
Au comte de la Ferronnays	233.
Au roi de France	234.
Au chevalier Eynard.	235.
A l'amiral Heyden	237.
Au Panhellénium	240.
Circulaire à tous les commissaires extraordinaires	241.
A M. A. Conophaos	242.
A M. P. Buas, directeur de l'école des orphelins, provisoirement	

établie à Poros	Page 244.
A MM. B. Rouphos et G. Mavromatis, commissaires extraordin.	245.
Au stratarque Ypsilantis	246.
Au même.	249.
Au même.	253.
Au colonel Heideck	255.
Au commissaire extraordinaire des Sporades orientales	256.
Au commissaire extraordinaire des Sporades occidentales	257.
A M. P. Pallis	258.
Au général Church	260.
A MM. Garnot, cap. du génie, et St. Bulgaris, cap. d'état-major.	262.
A M. P. Buas, directeur de l'école des orphelins, à Poros	263.
A l'amiral de Rigny	264.
A l'amiral Heyden.	268.
Au métropolitain Ignace	269.
Au chevalier Mustoxidis	270.
Au chevalier Eynard.	271.
A M. Démétrius Botzaris	273.
Au stratarque Ypsilantis	274.
Aux commissaires extraordinaires dans le Péloponèse.	278.
A tous les commissaires extraordinaires	280.
A l'amiral Dandolo	281.
A l'amiral Heyden	286.
Au comte de la Ferronnays	287.
A l'amiral Codrington	288.
A M. Stratford Canning.	290.
Circulaire au Panhellénium et aux commissaires extraordinaires	291.
Circulaire au Panhellénium, aux commissaires extraordinaires, et aux commandants en chef de l'armée et de la flotte	295.
Au délégué Marulli	296.
Au chevalier Eynard.	298.
Au capitaine Mandesley, résident à Calamos.	300.
Au général Church	301.
A M. Pétrocokinos.	304.
Au vice-amiral Malcolm	308.

A l'amiral de Rigny	<i>Page</i> 309.
Au révérend père Théophile Gairés.	310.
A la commission d'administration générale	<i>Ib.</i>
A la même	313.
Aux amiraux des Puissances alliées.	316.
A l'amiral Heyden	317.
Au général Maison	320.
Au même	321.
Au baron de Saint-Denis	323.
Au Panhellénium	324.
Au comte de Hoogendorp.	326.
Au baron Sakellarios	328.
Au duc de Dondonville.	329.
Au chevalier Mustoxidis.	330.
Aux amiraux Malcolm, de Rigny et Heyden.	332.
Au chevalier Eynard	333.
A l'antinavarque Sactouris	335.
A M. de Rayneval	337.
A M. Hentsch de Chastel	338.
Au colonel Heideck.	339.
A M. A. Tzounis	341.
A MM. Tzounis, Psyllas, et le général Nikitas.	343.
Au général Maison	344.
Instructions à MM. Marchand et Latris	345.
Au stratarque Ypsilantis	348.
A MM. G. Ainian, L. Nakos, et autres primats de la Roumélie	351.
Au général Maison	354.
Au même	358.
Au colonel Heideck.	359.
Au général Nikitas	361.
Au capitaine A. Iskos	362.
Au général Church	364.
A l'amiral Cochrane	365.
A M. Psyllas, commissaire extraordinaire de la Basse Messénie	366.
A M. Génovellis, commissaire extraord. de la Haute Messénie	368.

Au stratarque Ypsilantis	Page 369.
Au général Maison	372.
Au colonel Heideck	378.
A M. Faber	379.
A M. P. Mavromichalis	381.
Au général Colocotronis	383.
Au général Adam	386.
Aux commissaires extraordinaires de l'Achaïe et de l'Élide	387.
A M. Colettis, commissaire extraordinaire à Samos	388.
A M. P. Rangos	393.
Aux primats d'Athènes	395.
Au stratarque Ypsilantis	397.
Au chiliarque Tzavellas	398.
Au Panhellénium	399.
Au commissaire extraordinaire des Sporades occidentales	403.
Aux communautés de Spetzia et de Psara	404.
Au Panhellénium	405.
Au baron de Saint-Denis	408.
A M. P. Mavromichalis	409.
Au Panhellénium	411.
Au capitaine St. Bulgaris	412.
Au Panhellénium	413.
A M. G. Condouriotis	415.
Au Panhellénium	417.
Au même	418.
Au général Maison	420.
A M. Latris, commissaire du gouvernement grec auprès du général Maison	423.
Au stratarque Ypsilantis	425.
Au Panhellénium	428.
Au stratarque Ypsilantis	<i>Ib.</i>
Au général Church	431.
Au stratarque Ypsilantis	434.
A Milord Aberdeen, ministre des affaires étrangères de S. M. B.	435.
Aux membres des comités philhellén. de New-York et de Boston	437.

A M. Desjardins, instituteur	Page 438.
Au commissaire extraordinaire de l'Achaïe	439.
Au colonel Heideck et au commissaire extraordinaire des Sporades occidentales	441.
Au commissariat général	442.
A M. Génovellis, commissaire extraordinaire en Messénie	443.
A la commission des finances	444.
Au conseil ecclésiastique	446.
Au Panhellénium	447.
Au même	449.
Au commissaire extraordinaire de l'Argolide	450.
Au baron de Saint-Denis	451.
Au chevalier Eynard	453.
Au comte de Loverdo	454.
Au comte de la Ferronays	466.
Au colonel Heideck	469.
Au capitaine Codzia	470.
Au commissaire extraord. de la Laconie et de la Basse Messénie	471.
Au colonel Heideck	473.
Au chevalier Mustoxidis	476.
Au stratarque Ypsilantis	475.
Au commissaire extraordinaire de l'Achaïe	479.
Au général Maison	481.
A M. Latris, commissaire du gouvernement grec auprès du général Maison	484.
Aux résidents des Puissances alliées	486.
Aux mêmes	487.
Au général Church	488.
Au même	490.
Au stratarque Ypsilantis	492.
Au chevalier Mustoxidis	495.
Au chevalier Eynard	496.
Au stratarque Ypsilantis	498.
Au Panhellénium	499.
A MM. Mavrocordatos, Spiliadis et Rallis	500.

TABLE.

551

A M. N. Zossimas	<i>Page</i> 502.
Au conseil de Candie	<i>Ib.</i>
Au général Higonet	504.
Au général Durrieu	505.
A la commission des finances	507.
Au Panhellénium	508.
Au stratarque Ypsilantis	<i>Ib.</i>
Au colonel Heideck	509.
Au comte de la Ferronays	512.
Au même.	516.
Au général Maison	522.
Au même.	525.
Au colonel Heideck	526.
Au stratarque Ypsilantis	528.
Au général Durrieu	530.
Au colonel Heideck	531.
A l'amiral Malcolm	537.
Au baron Rheineck	538.
Au conseil de Candie	540.

Fin du Tome deuxième.



22803

